UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 00284387 8

UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/s2cahiersdelaquinz05pg

PREMIER CAHIER DE LA DEUXIÈME SÉRIE

Cahiers de la Quinzaine

139812
4.10.16

PARAISSANT PENDANT L'ANNÉE SCOLAIRE

PARIS

16, rue de la Sorbonne, au second

Nous publions à l'intérieur de ces cahiers tous les renseignements que l'on peut nous demander sur leur institution et sur l'ensemble de leur administration.

Nous publions sur la couverture tous les renseignements que l'on peut nous demander sur le détail de l'administration.

Ces cahiers sont édités par des souscriptions mensuelles régulières et par des souscriptions extraordinaires ; la souscription ne confère aucune autorité sur la rédaction ni sur l'administration : ces fonctions demeurent libres.

AP
20
C15
sér. 2
no 1-5

Nous servons :

des abonnements de souscription à cent francs ;
des abonnements ordinaires à vingt francs ;
des abonnements de propagande à huit francs,
et des abonnements gratuits.

Nous faisons quelques services d'échange.

Il va sans dire qu'il n'y a pas une seule différence de service entre ces différents abonnements. Nous voulons seulement que nos cahiers soient accessibles à tout le monde également.

Le prix de nos abonnements ordinaires est à peu près égal au prix de revient ; le prix de nos abonnements de propagande est donc très sensiblement inférieur au prix de revient.

Nous servons dès à présent plus de huit cents abonnements gratuits à plus de huit cents destinataires, pour la plupart instituteurs, destinataires dont les noms et adresses nous ont été donnés soit par nos correspondants, soit par les « Journaux pour tous », œuvre à laquelle collaborent déjà la plupart de nos abonnés.

Nos abonnés peuvent nous aider :

en souscrivant des souscriptions mensuelles régulières et des souscriptions extraordinaires ;

en abonnant leurs amis et toutes personnes à qui ces cahiers conviendraient :

AJOURNEMENT

Je voulais parler pour ma maison au commencement de ce premier cahier. Mais le cahier est déjà plein. Il faut que je finisse de publier les communications qui nous sont parvenues avant et pendant les vacances. Il faut que nous commencions à publier les annonces de l'année scolaire où nous sommes entrés.

J'espérais un peu à part moi que les cahiers seraient toujours pleins et que je serais toujours dispensé de présenter une apologie. Mais un ami me communique ce morceau de journal : — *cri de Paris* — numéro 198 — dimanche 11 novembre.

INDISCRÉTION

On s'est demandé de qui étaient les beaux articles de *la Petite République,* signés « Un Universitaire ». On les a légèrement attribués — *le Temps* lui-même — à un M. H... qui soutenait dernièrement, en Sorbonne, une thèse sur la philosophie allemande.

Nous pouvons renseigner *le Temps.* Ces articles sont d'un jeune professeur de philosophie du Midi, ancien élève de l'École Normale. Autour de M. Lucien Herr se forme en ce moment une admirable école de philosophes socialistes, qui, abandonnant les abstractions et les disputes vaines, apportent au peuple leur intelligence et leur volonté généreuse.

Le nom du jeune philosophe commence par un *M* et finit par un *e.* Cherchez...

Je ne puis savoir et je n'ai pas demandé si cette note a été fabriquée par un ami maladroit de M. Herr ou par

13981

un trop adroit ennemi. Les mœurs de la presse contemporaine sont si bizarres que je n'y entends rien.

J'ai travaillé longtemps avec M. Lucien Herr et j'aimerai toujours la mémoire que j'ai de l'action que nous avons faite ensemble. Une simple compagnie de simples citoyens, d'honnêtes gens, s'était librement formée, non pas autour de M. Lucien Herr, mais sans aucun chef. J'en fus, un des tout premiers. M. Lucien Herr en fut, un peu après. Je puis dire que j'étais le gérant de cette compagnie, comme je suis devenu le gérant de ces cahiers. Les souscripteurs et les amis actuels de ces cahiers formaient dans les derniers temps, un peu avant la séparation, un peu plus des deux tiers de la compagnie. Nous n'avons jamais été *une admirable école de philosophes socialistes.* L'admiration mutuelle n'avait pas cours parmi nous. Il était entendu que nous ne formerions jamais une école, mais que nous resterions une compagnie d'hommes libres. Il était entendu que nous serions socialistes moralement. Il était entendu que les philosophes resteraient libres de leur philosophie et les savants libres de leur science et les artistes libres de leur œuvre d'art, étant donné que par définition la philosophie est philosophique et non pas socialiste, que la science est scientifique et non pas socialiste, que l'art est artistique et non pas socialiste. Le socialisme est au contraire ce qui veut donner au peuple un libre accès à la philosophie, à la science et à l'art.

Il est vrai que déjà nous avions abandonné *les abstractions* vaines *et les disputes vaines.* Jamais nous n'avons entendu abandonner par là rien de ce qui fut la passion ou le travail de l'ancienne humanité. Personnellement je déplore que plusieurs de nos anciens cama-

rades n'aient fait que substituer des vanités nouvelles à de vieilles vanités, donnant une importance qu'elles n'ont pas, en premier lieu à la spéculation sociologique, en second lieu à l'action politique parlementaire inaugurée parmi les socialistes français.

Enfin nous n'avons jamais pensé *que nous apporterions au peuple* aucune *intelligence* et *volonté généreuse*. Nés du peuple et peuple nous-mêmes, pauvres et pour la plupart fils de pauvres, nous n'avons jamais eu à nous transporter auprès du peuple. Cette volonté que nous avons eue, que nous avons, que nous aurons toujours de faire de l'action morale socialiste ainsi et autant que nous le pourrons ne nous a jamais semblé généreuse parce que nous sommes socialistes en ce sens que nous sommes assurés que les devoirs qui sont le plus souvent considérés comme étant des devoirs de charité généreuse ne sont en réalité que des devoirs de stricte justice.

Puisque les jeunes essais dont ces cahiers sont enfin nés ont aussi donné naissance au rassemblement dont il s'agit, puisque nos apprentissages, nos origines et nos commencements sont indirectement livrés, dénaturés, aux bavardages des journalistes, — et quels journalistes ! (1) — il redevient inévitable qu'aussitôt

---

(1) Encore plus mal renseignés qu'ils ne sont indiscrets. Les articles signés dans *la Petite République un Universitaire* ne sont nullement en effet d'un M. H... qui aurait dernièrement soutenu, en Sorbonne, une thèse sur la philosophie allemande. Mais ils ne sont pas non plus d'un jeune professeur de philosophie du Midi, dont le nom commencerait par un *M* et finirait par un *e*. Ils sont d'un de mes anciens camarades, ancien élève de l'École Normale, agrégé de philosophie, dont je ne donnerai pas les initiales, en congé à Paris. Bien qu'il ait deux promotions de plus que moi et qu'il soit monté d'un degré plus haut en grade, il ne m'a jamais méprisé, il ne me

que je le pourrai je donne en bref l'histoire de ma maison.

Je n'aurai pas la parole dans le prochain cahier. Nos abonnés savent qu'il sera tout entier constitué, texte et couverture, par le roman de René Salomé, *vers l'action.* Ce roman nous promet un fort beau cahier de plus de cent vingt pages.

Nous supprimons pour la deuxième série les nombreux services de presse que nous avions consentis. Nous ne ferons plus que quelques services d'échange. Autant nous sommes décidés à épuiser nos finances pour que nos cahiers parviennent gratuitement à nos amis les instituteurs et les militants obscurs, autant il serait vain de nous grever pour nous faire éplucher dans les vagues salles de rédaction.

---

méprise pas. Je ne sais pas s'il est d'une école formée autour de M. Lucien Herr. Je sais qu'il n'était pas avec M. Lucien Herr de l'ancienne compagnie dessus dite. Je le vis un peu aux récents congrès socialistes. Il me demanda ce que je pensais de ses articles. Si je le voyais aujourd'hui je lui dirais : Mon ami méfie-toi. Je n'ai pu lire tes premiers articles, parce que j'en fus empêché. Mais j'ai lu les derniers. Prends garde. Ils ne sont pas d'un universitaire. Quand tu signes *un universitaire,* tu te désignes au public par un accident et non par ton caractère même — on peut parler ce langage à un agrégé de philosophie. C'est un peu comme si je signais *un Sorbonnard* parce que ces cahiers demeurent à présent 16, rue de la Sorbonne. Et encore je suis en un sens un Sorbonnard, tandis que ce que tu écris n'est pas universitaire. L'article où tu encourageais le chahut anticlérical n'est pas d'un bon professeur. Nous ne devons jamais encourager le chahut dans les classes. Évitons aussi de nous griser quand nous polémiquons avec *le Temps,* qui est un grand journal bourgeois. Ces polémiques deviennent aussi facilement de résonance fausse que la plupart des soutenances de thèse. Évite aussi de t'habituer au journalisme. — Je lui parlerais ainsi parce que je le connais et que je sais qu'il est un bon citoyen, non autoritaire, sincère, entendant la critique.

NOUVELLES COMMUNICATIONS

Nous publions ces communications comme elles nous sont parvenues avant et pendant les vacances.

Largentière, le 19 août 1900

Au camarade Péguy,

J'ai reçu la collection des *Cahiers de la Quinzaine*, que vous m'avez envoyée escortée d'une traite de huit francs. Celle-ci a été payée. Aujourd'hui je vous envoie francs 5, parce que ça ne me gêne pas et je vous ferai d'autres envois jusqu'à ce que j'aie parfait la somme de vingt francs. J'approuve votre œuvre, sinon toutes vos idées, car j'estime qu'il est bon que chacun puisse dire la vérité qu'il pense. C'est sans doute parce que bien peu en ont une à penser que si peu la disent : les uns apportent dans les discussions leur mauvaise foi d'apôtres, les autres leurs roublardises de politiciens ; vous vous acharnez sur les premiers, les seconds mériteraient bien aussi leur part. Puisque vous collectionnez des documents pour caractériser la bonne foi des uns et des autres, je vous recommande les deux titres suivants à épingler dans votre collection : *Fédération du Parti socialiste du Rhône (adhérente à la Fédération des Socialistes révolutionnaires* INDÉPENDANTS *de France)* : — et cet autre : *Parti* OUVRIER *du cinquième arrondisse-*

ment de Lyon (adhérent à la F. D. S. R. I.) (1). C'est d'un beau jésuitisme politicien, et peut vous montrer que la mauvaise foi et le sectarisme existent des deux côtés du Parti Socialiste : ces membres d'une fraction prenant l'étiquette de tout le parti, c'est très beau ; mais ce groupe prenant le nom d'une autre fraction pour jeter le trouble dans l'esprit des socialistes, c'est encore mieux. C'est la même tactique que celle du *Groupe d'Étudiants Collectivistes de Paris.* Mais le plus beau à citer serait le manifeste de ce groupement, qui est l'expression de la plus belle hypocrisie qui se puisse voir et où, entre autres, on donne comme programme : *socialiser le fond des principes en radicalisant les moyens.* Lisez : se réclamer du programme socialiste en se faisant passer pour radical. O Zévaès, que de groupes pourraient se réclamer de ton nom !

Bonnes salutations

MARIUS MOUTET

Châteaurenard, lundi 20 août 1900

Mon cher Péguy, de ce petit pays où je suis en vacances, il faut que je t'envoie un mot. Qui lirait mes précédentes lettres s'imaginerait que je suis un mauvais coucheur qui trouve à redire à tout. Je redis à ce qui me paraît mal, et cela me paraît plus important que

(1) Plusieurs personnes, étant mal familiarisées avec l'alphabet, pourraient n'apercevoir pas toute l'ironie de ce rapprochement. Nous rappelons à ces citoyens que F. D. S. R. I. ne signifie pas moins que *Fédération des Socialistes Révolutionnaires Indépendants.* Nous rappelons que l'expression *Parti ouvrier,* tout sec, appartient aux Guesdistes par usage et tradition. Nous saisissons avec empressement cette occasion de rappeler que ces cahiers ne sont pas moins libres des Indépendants qu'ils ne le sont des Guesdistes. — Nous avons l'intention de publier un jour un alphabet socialiste à l'usage des commençants.

d'applaudir bruyamment à ce qui me paraît bien. Sinon j'applaudirais à l'heureuse idée qu'a eue *l'Aurore* de nous donner *Zadig*, puis *le Père Goriot*. Je n'avais pas lu *Zadig*. Je n'avais pas lu *le Père Goriot*. Tout le monde en parle. Mais qui les a lus? De même *la Petite République* a fort bien fait de nous donner l'*Égalité*, de Bellamy et même *A Perpétuité*, roman australien. Cela vaut toujours mieux que *Borgia!* de ce pauvre Michel Zévaco. — En attendant le *Triboulet* du même.

JEAN TERRIER

Si j'adhère jamais à la Ligue du vieux Bérenger contre la licence des rues, M. Octave Mirbeau pourra se vanter d'y avoir contribué pour une somme considérable. JEAN TERRIER

Châteaurenard, mardi 21 août 1900

Je ne puis me tenir de t'envoyer cet article que je lis dans *l'Aurore* de ce matin, et qui est exactement de méthode dreyfusiste :

A QUI LE PROFIT?

Nous croyons volontiers les nationalistes *capables* de tout. Nous nous refusons, jusqu'à preuve de leur responsabilité, à les proclamer *coupables* de tout, et nous regrettons la hâte de certains de nos confrères à chercher parmi les membres de la Ligue de Coppée et Lemaître les auteurs de la panique de l'Exposition.

Nous attendrons des faits pour porter contre des adversaires — si stupides ou si canailles soient-ils — une accusation aussi grave. Il nous semble insuffisant de dire : « Les nationalistes ont tout fait et tentent tout encore pour transformer en une défaite gouvernemen-

tale le succès national de l'Exposition. C'est à leur parti que les catastrophes (dues à l'ignorance et à la négligence des polytechniciens de l'Exposition) peuvent profiter, ils feront tout pour les provoquer ».

C'est un raisonnement qui tient debout, mais ce n'est qu'un raisonnement. Il fut un temps où la moindre explosion avait pour suite des rafles de révolutionnaires. Au moindre bec de gaz laissé ouvert par une cuisinière maladroite, on criait à l'attentat anarchiste. Pourquoi imiter de pareils procédés ?

Il y a des bandits, des faussaires et des assassins dans le clan nationaliste. Mais cela n'empêche pas que les responsables de la panique d'avant-hier sont, peut-être, tout simplement des pickpockets rêvant d'un grand coup.

L'enquête a-t-elle porté de ce côté ? Pour nous, chaque fois que nous verrons un de ces donneurs d'alarme circuler dans la foule, nous croirons qu'il en veut plutôt au fond de nos poches qu'à la forme du gouvernement et lui mettre la main au collet nous paraîtra le premier des devoirs et la plus utile des précautions. On discutera ensuite.

Si c'est un électeur de notre Conseil municipal, nous n'en serons ni surpris ni attristé. Mais, avant de qualifier le misérable de « nationaliste », nous attendrons qu'un commencement d'enquête ait prouvé qu'il méritait une telle épithète.

THARGELION

J'ai eu vraiment un très grand bonheur quand j'ai vu que nos amis revenaient aux méthodes saines. Je suis ton

JEAN TERRIER

Monsieur,

Vous, et les amis dont vous vous plaisez à rapporter les propos, avez tous un souci évident de la *propriété* du terme, souci bien plus grand chez vous que celui de la concision. Alors pourquoi intitulez-vous réponse *brève* à Jaurès une réponse qui est loin d'être brève? — car la critique d'un alinéa de trois lignes comporte deux pages, celle d'un alinéa de cinq lignes comporte cinq pages — pardon, six pages — enfin le commentaire d'une page de texte donne lieu à une véritable autobiographie.

Autre remarque. Votre ami s'indigne de l'expression *verts rameaux*. Il est vrai que c'est là un vieux cliché de romance poétique ; mais il ajoute que ce sont tout au plus des rameaux verts, ce qui est un peu chou vert et vert chou. Eh bien non ce ne sont pas *tout au plus*, ce ne sont *pas du tout* des rameaux verts : ce sont des vieilles branches mortes et desséchées, ramassées à terre. Si la vieille avait des rameaux verts, c'est qu'elle aurait brisé de jeunes pousses sur les arbres, ce qui l'aurait exposée à la colère des gardes forestiers. En outre le bois vert n'est guère bon pour allumer du feu. Voilà, il me semble, la critique essentielle à formuler, si on tenait à critiquer un détail dans le bel ensemble que forme cette image.

Excusez ces deux réflexions, faites en courant, par une personne qui, ayant peu de loisirs, a dû lire en deux fois la réponse *brève* en question.

Madame Simon Ledrapier, Elbeuf

Perbosc, par Verdun (Meuse), le 25 juillet 1900

Citoyen,

Je crois que vous faites bien de vous adresser en particulier aux instituteurs, — à condition de choisir,

bien entendu, et il est probable que vos adresses ne sont pas libellées au hasard.

Il faudrait que vos *cahiers*, — qui ne s'adressent qu'à quelques-uns, car nous enseignons à lire, mais, hélas, pas assez pour que la masse populaire puisse lire couramment dans vos cahiers, — il faudrait, dis-je, que vos cahiers fussent repris sous une forme populaire pouvant les mettre à la portée de tous. Ah ! cela est bien difficile. — Pourtant c'est cela qu'il faut faire et personne n'a su le faire. J'ai songé à cela bien souvent, et vos cahiers m'ont fait penser : Voilà qui est fait pour quelques-uns, il n'y a qu'à *transposer* pour le peuple. Il se trouvera, j'espère, quelqu'un pour transposer. Ah ! qu'il est urgent de remplacer par cette propagande sérieuse la mauvaise propagande des journaux, j'entends des journaux même les meilleurs.

Voici deux adresses :

M. Moutinet, instituteur à Montaire, Meuse.

M. Bessancourt, instituteur à Corroyer, Meuse.

Le premier de ces amis m'a parlé d'un sien voisin qui a eu l'idée suivante : il achète un bon livre et le prête à condition que l'emprunteur s'engage à prêter le livre à son tour, et ainsi de suite. C'est là une excellente application de la simple idée bien connue de Franklin. Je regrette de ne pas savoir le nom de ce bon citoyen ; mais il vous connaîtra par l'ami dont je vous donne l'adresse, si vous pouvez envoyer les cahiers à ce dernier.

COMBEROUGIER, instituteur

Châteaurenard, jeudi 23 août 1900

La méthode gagnerait-elle de proche en proche ? Dans *le Matin* de ce matin, ou, comme on dit, dans ce

Matin, je lis sous la rubrique *On réclame* cette lettre, qui ne reproduit ni l'opinion du *Matin* ni la mienne :

Opinion anglaise

Paris, 20 août 1900

Monsieur le directeur,

Votre article de ce matin intitulé « *La tactique de Dewet* » et se terminant par la capture de 4.000 Anglais, est un article idiot. Vous prenez trop vite vos désirs pour la réalité. Votre sens de journaliste est toujours en défaut. Prenez donc un peu de la réserve de votre confrère *le Temps* et ne vous hâtez pas de chanter victoire.

Les Boers sont PERDUS, entendez-vous bien ? PERDUS !

Toute votre sentimentalité déplacée — puisqu'elle doit forcément rester sans effet et que vous vous occupez d'affaires qui n'ont pas d'intérêt immédiat pour votre pays — n'y fera rien.

Si vous désirez tant la liberté des races opprimées, commencez donc par donner l'exemple vous-même et évacuez :

1° L'Algérie ;
2° Le Tonkin ;
3° Madagascar,

trois possessions où vous n'avez réussi qu'à implanter des douaniers, des fonctionnaires et des dévoyés, lie de votre population.

Je vous salue bien.

B. WELLS

Le Matin a commencé à donner souvent, en particulier sous cette rubrique, des consultations interindividuelles où le *pour* et le *contre* étaient honnêtement proposés. La méthode gagnerait-elle de proche en proche ? Ton

JEAN TERRIER

27, rue du Lac, Ixelles Bruxelles, 16 juillet 1900

Cher monsieur Péguy,

Nous trouvons dans vos cahiers des parties intéressantes, les lettres des abonnés de province — instituteurs et autres jeunes gens — désireux de nous débarrasser de l'ignorance et du cléricalisme. Mais nous sommes déçus de trouver dans ces cahiers une deuxième et même une troisième édition du *Mouvement Socialiste*. Le parti et l'organisation du parti et l'opinion des Chefs du parti ne nous intéressent pas et mènent, selon nous, à une tyrannie autrement féroce que celle que nous voulons détruire. Le militarisme civil nous fait peur autant que l'autre.

Bien cordialement DUMESNIL RECLUS

Lundi 13 août 1900

Monsieur et cher camarade

Nous avons eu ici la conférence nationaliste dont je vous ai parlé, conférence privée naturellement : huis clos parfait. Nous l'avons regretté vivement, car Gaston Méry et Georges Berry en ont lâché de bien drôles : Non, il n'y aura jamais de paix durable entre la France et l'Angleterre, car il y a entre les deux nations un cadavre — le cadavre de Jeanne d'Arc.

Les groupes d'ici m'ont chargé d'aller dimanche à Paris demander instamment à Jaurès une conférence (1) ; les militants d'ici l'aiment beaucoup pour

(1) M. Gustave Leblond paraît ignorer que Jaurès néglige habituellement de donner des conférences parmi les militants qui ne le calomnient pas. Il réserve son temps et son éloquence pour les groupements et agglomérations guesdistes. — *Note antérieure aux derniers congrès.*

son grand cœur et sa largeur d'idées, autant qu'ils détestent la raideur et l'intolérance de Guesde : malgré tout, ils conservent à l'égard de Jaurès une certaine défiance, à cause de ses origines bourgeoises, et son évolution actuelle vers le socialisme opportuniste et ministériel va réveiller chez eux le préjugé qui s'affaiblissait depuis quelque temps.

GUSTAVE LEBLOND

Ouzouer-le-Plateau, mardi 26 juin 1900

Accours à mon aide ô Péguy le Subtil. Je t'ai déjà dit que je travaille, *deux ans déjà passés,* à convertir aux bonnes idées mon collègue de mathématiques élémentaires, l'excellent M. Joséphin Bourdieu-Lebalourd. C'est un honnête homme et bien qu'il soit militariste il n'a jamais inventé la poudre. J'ai une sympathie instinctive pour les citoyens qui n'ont pas inventé la poudre, parce que je ne l'ai pas inventée non plus. A chacun le sien. Deux ans déjà passés, donc, je travaille au salut de M. Bourdieux. Deux années sont brèves et si chacun de nous convertissait tous les deux ans un honnête homme, la Révolution sociale avancerait beaucoup plus rapidement que par les moyens infaillibles officiellement recommandés. Le salut d'un citoyen vaut bien deux ans de travail.

Cela ne fut pas facile. Tout au long de l'affaire Dreyfus, dès que je voulais commencer à démontrer à M. Bourdieu que le premier conseil de guerre avait condamné injustement et illégalement le capitaine juif, M. Lebourdieu commençait par sourire : écoutons, disait-il, écoutons patiemment les arguments de saint

Anselme. Alors il m'écoutait. Cette plaisanterie hebdomadaire me valait une audience hebdomadaire. Les mathématiciens aiment les calembours et les autres jeux d'un esprit incontesté. Tous les mercredis matin, jour où nous avons classe tous les deux à huit heures, sans faire semblant de rien il arrivait en avance. Et moi sans faire semblant de rien j'arrivais à sept heures et demie. Et hiver comme été il m'écoutait jusqu'au tambour : écoutons les arguments de saint Anselme.

Aux trois coups de tambour préliminaires il m'interrompait : Monsieur, me répondait-il, je ne puis croire que sept officiers français, légalement assemblés pour juger un de leurs pairs, aient commis une félonie. Les officiers sont honnêtes. Mon père, qui est mort commandant de recrutement, était un honnête homme. Il valait mieux que tous vos journalistes. Mon frère aîné, qui est encore lieutenant aux dragons à Lunéville, est un honnête homme. Il vit plus pauvre et plus durement que tous vos journalistes. Mon beau-frère, qui est capitaine d'infanterie à Melun, est un honnête homme. Il s'est endetté l'année dernière pour éviter le conseil à son sergent-major qui avait fait sauter dix-huit cents francs. Non je ne peux pas croire que sept officiers français aient commis une infamie.

Nous recommencions la semaine suivante. Mais tu sais aussi bien que moi comment on convertit un honnête homme au dreyfusisme. Après m'avoir dit deux cent treize fois : Non je ne peux pas croire que sept officiers français aient commis une injustice, il vint un jour où M. Bourdieu ne me le dit pas une deux cent quatorzième fois. J'ajoute, pour l'intelligence de ce qui suit, que l'éclatante ignominie du commandant comte

avait le plus fortement contribué à cet ébranlement de conscience.

Or j'attendais serein le mercredi demain matin habituel quand hier lundi M. Bourdieu vint me trouver après sa classe à la maison, triomphant. Je pressentis un malheur. Lisez, me disait-il, me tendant un carré de journal soigneusement découpé en deux morceaux puis recollé. Je lus, stupide, cette annonce :

— Collection Orchidée nous donne cette semaine un roman ultra-parisien d'Ernest La Jeunesse : *Demi-Volupté.*

Les frères Ollenstadt, éditeurs, 5, rue Feydeau, ont conçu et réalisé, les malins, le projet du roman illustré... par la photographie d'après nature. Savourez le « d'après nature » ! Toute l'opération commerciale et littéraire est là. Ils s'adressent à des hommes de lettres : tel Xavier de Ricard, et... au bon opérateur.

Cette tentative curieuse empoigne le grand public, qui adore les sensations fortes. Le cher grand public sera émoustillé par le piment de certaines poses plastiques d'un incontestable réalisme, enregistrées scrupuleusement par de laborieux instantanés. L'artiste... le photographe a brisé plus d'une plaque pour satisfaire le goût du... client pour la réalité.

Demi-Volupté, d'Ernest La Jeunesse, devient donc toute volupté, volupté infinie, grâce à l'objectif un tantinet polisson. L'auteur ne peut hélas ! compter que pour moitié dans le succès du roman, bien qu'il n'ait pas ménagé les grâces de son esprit... et il en a, ce coquin de La Jeunesse ! Mais une bonne pose plastique vaut plus qu'un beau chapitre, de même qu'un sonnet vaut un long poème.

En résumé, la tentative des frères Ollenstadt est à étudier. Aujourd'hui on ne lit plus guère. Le journal a tué le livre et le vélo est en train de tuer le journal. Redoutons aussi la photo, car si le soleil et les éditeurs s'en mêlent, il est à craindre que la littérature ne subisse de fâcheuses éclipses. Pauvres hommes de lettres !

— N'ayez pas cet air embarrassé, me dit-il froidement : ce sont nos amis de *l'Aurore* qui ont inséré cela dans leur memento bibliographique de ce matin.

Je demeurai baba, comme disait l'ami Tharaud. Mon collègue M. Bourdieu abusa lâchement de ma stupeur :

— Monsieur et cher collègue, dit-il cérémonieusement, vous avez répété deux cent treize fois que le commandant Esterhazy était un misérable parce qu'il exerçait un certain métier que nous tenons pour ignominieux dans cette civilisation chrétienne occidentale. J'y consens. D'ailleurs quand vous dites que ce métier était conforme aux usages de l'armée, vous faites un contresens habile sur la teneur d'un jugement ou d'une proposition. Enfin je consens qu'Esterhazy soit un misérable. Mais je vous fais votre discours de distribution de prix, ce qui est une corvée pénible, si vous pouvez m'indiquer une seule nuance de distinction entre le métier qu'exerçait ce malheureux commandant et le métier qu'exercent non moins fructueusement cette collection Orchidée, ce M. Ernest La Jeunesse, les frères Ollendorff et même ce memento bibliographique.

Il me quitta sur ces paroles menaçantes. Je cherche depuis lors, mais je n'ai pu trouver une seule différence. Faudra-t-il que je fasse mon discours moi-même ? Aide-moi de ta subtilité. Fais appel au besoin à notre fameux ami don Ruy le Subtil. Moi je suis vidé. (1)

ANSELME LEGOURD

---

(1) Notre ami Anselme Legourd a dû faire et prononcer lui-même son discours, qui fut excellent, sur *le souci de la vérité dans l'histoire de la littérature française.*

Vendredi 13 juillet 1900

Cher camarade,

En jetant les yeux sur *le Socialiste* que reçoit un de mes amis, je viens de m'apercevoir qu'il contient une lettre du citoyen Baumé absolument différente de celle que publia *la Petite République* sur le même sujet quelques jours après l'interpellation de Chalon : tandis que Baumé, dans la lettre publiée par *la Petite République*, ne refusait que l'invitation de Deschanel, dans celle qui a été publiée par *le Socialiste*, il refuse aussi l'invitation de Millerand.

Je sais bien que la forme de chacune des lettres est différente, puisque celle de *la Petite République* est adressée à Deschanel, et que celle du *Socialiste* est adressée aux membres de la Commission consultative de la Bourse du Travail, de telle sorte qu'il n'y a peut-être pas un faux au sens bourgeois, mais il n'en résulte pas moins que : une décision officielle, émanée des représentants officiels du prolétariat parisien, a été modifiée par l'un ou l'autre journal.

Si c'est au *Socialiste* qu'incombe la faute, il est certes inutile de parler du fait dans vos *cahiers*, ce journal en étant arrivé à un tel degré de malhonnêteté — affaire des œuvres de Marx — que c'est perdre son temps que d'essayer de le relever, mais si c'est *la Petite République* qui a tort — je pense qu'il vous sera facile de le vérifier — et si vraiment les rédacteurs de *la Petite République* sont honnêtes, ils ne peuvent avoir agi ainsi qu'aveuglés par les soi-disant exigences de la vie active, et c'est à vos cahiers de leur crier *casse-cou*. Montrez-leur que seule la sincérité est socialiste et que seule par suite elle peut être utile à la cause, car,

comme le disait très bien Jaurès dans un de ses récents articles, en habituant le peuple au mensonge, à la calomnie gratuite, nous cultivons un terrain qui sera tout prêt à recevoir la semence nationaliste.

Et cette tâche qui consiste à débourgeoiser les milieux socialistes est urgente, car la situation actuelle est bien pénible pour les tout jeunes gens comme nous qui sont venus au socialisme par dégoût de la bourgeoisie, et qui ne sommes pas assez sûrs de nous pour nous risquer, comme les cahiers ou comme les anarchistes, à une action purement individuelle. Entre le guesdisme démagogique d'une part, — et, d'autre part, les indépendants aux procédés bourgeois, aux théories bourgeoises — pour ces dernières voir les articles de Turot, Fournière dans *la Petite République*, de Rouanet dans *la Revue Socialiste*, articles que pouvait publier *le Temps* ou tout au moins *le Figaro*, — qui nous font regretter les bourgeois réels qui au moins avaient le mérite de la franchise et ne cachaient pas la petitesse de leur esprit et la moyenneté de leur morale sous le beau nom de réformateurs sociaux, — entre les deux camps nous sommes ballottés, incapables de nous fixer dans l'un plutôt que dans l'autre, de telle sorte que notre foi socialiste elle-même risque presque de sombrer; je vous assure qu'une telle situation est fort pénible. Si les cahiers pouvaient nous en tirer, ils nous rendraient un grand service. (1)

LOUZON
14, boulevard Émile Augier, Paris

(1) Ces cahiers ne peuvent et ne veulent tirer personne, si intéressant soit-il, d'aucune situation, si pénible soit-elle. Nous collaborons seulement avec nos abonnés. Des hommes libres se tirent d'affaire eux-mêmes librement. Comme collaborateurs nous prions nos

Je profite de la même occasion pour vous signaler les poursuites dirigées par le gouvernement contre Dubois-Desaulle, et contre lesquelles *la Petite République* n'a pas protesté; — je ne crois même pas qu'elle les ait signalées. (1)

Dans le numéro du *Socialiste* que je vous envoie, j'ai aussi souligné un article intitulé *Pleurs et Regrets*, et où, sous la forme haineuse habituelle au *Socialiste*, on trouve certains reproches adressés à *la Petite République* qui sont incontestablement fondés, au sujet de la manière dont elle interprète souvent certains faits sociaux, en particulier les grèves, que certainement elle interpréterait de tout autre façon si le ministère n'était pas le même. (2)

LOUZON

Bellegarde, lundi 13 août 1900

Je lis dans *l'Aurore* de ce matin, *memento bibliographique :*

Le succès du *Journal d'une Femme de Chambre*, le chef-d'œuvre de notre collaborateur et ami Octave Mirbeau,

---

abonnés de vouloir bien écrire très lisiblement, d'un seul côté de la page, et de nous donner toujours des références exactes complètes. Ne jamais nous citer un journal sans nous indiquer le numéro.

(1) Extrait des *Temps Nouveaux* du 7 juillet 1900 :

Le général Galliéni, de retour à Tamatave, fait poursuivre notre camarade Dubois-Desaulle, pour son affiche sur les *Crimes militaires aux cocos de Madagascar*. Pour le juger, on a choisi Nancy, ville ultra-militariste. Un nommé Legros, capitaine commandant la deuxième compagnie des disciplinaires coloniaux à Diégo-Suarez, se prétend diffamé. Il paraît que ces gens-là sont diffamables. R. CH.

(2) Nous donnerons les documents et les renseignements que nous aurons et que nous pourrons donner sur ces interprétations dans la deuxième série de ces cahiers, sous le titre courant : *du premier congrès au deuxième*. — *Au moment où nous mettons sous presse, nous ne pouvons que signaler à nos abonnés l'excellente initiative de la Petite République publiant en entier les deux grands discours de Jaurès et de Guesde à Lille.*

dépasse toutes nos prévisions. Nos lecteurs pourront d'ailleurs se rendre compte de la portée sociale de ce courageux livre dont nous donnons sous ce titre : « Au bureau de placement » un extrait à notre première page.

Chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Le succès du *Journal d'une Femme de chambre* ne dépasse nullement nos prévisions : les livres sales se sont toujours bien vendus. Ce *Journal* n'est ni un chef-d'œuvre ni une œuvre. M. Octave Mirbeau a surtout collaboré à *l'Aurore* en lui fournissant un nombre assez considérable de points de suspension. Je ne sais si M. Octave Mirbeau est ami de *l'Aurore*. Je me demande en quoi ce roman, qui n'est pas un livre, est courageux : M. Mirbeau ne risque là ni sa fortune bourgeoise, ni aucune situation, ni aucune estime, — car il y a longtemps que *le Jardin des Supplices* lui avait enlevé l'estime des honnêtes gens. Il y gagne sans doute assez d'argent et beaucoup d'une certaine gloire bourgeoise qu'il paraît *ambitionner* vivement, — pour parler un français analogue au sien. Je n'aime aucun livre sale. Mais j'aime encore moins un livre sale qui fait semblant d'avoir une portée sociale. Parce que je hais la tartufferie sur tout. Enfin les lecteurs de *l'Aurore* ne peuvent juger le roman sur le morceau qu'on veut bien leur en donner, parce que ce morceau a été habilement choisi parmi les rares morceaux propres.

Mirbeau a dû faire son roman pour éprouver jusqu'où irait la platitude et la moutonnerie de ses bons camarades les journalistes. Il est déplorable que tu en sois devenu un. Au moins par le silence.

ÉTIENNE RONCERET

Beaune-la-Rolande, lundi 23 juillet 1900

Je lis dans *l'Aurore* de ce matin, *revue des livres :*

Oh ! sans doute, Tartufe et Basile sortiront encore tout empuantis de l'odeur violente des lupanars où ils fréquentent et de l'encens frelaté des sacristies pour crier au scandale et dénoncer Mirbeau à la vindicte de quelque plat procureur, jaloux des lauriers du Pinard impérial qui fit condamner l'immortel auteur de *Madame Bovary* pour « outrages aux bonnes mœurs » ! Évidemment, le plus grand nombre achètera et lira goulûment les *Mémoires d'une Femme de chambre* non pour « la substantifique moelle » qu'ils contiennent, mais pour ce qui a fait et fera de tout temps « le charme de la canaille », voire des grandes dames, comme madame de Sévigné, qui savait agréablement rougir derrière son éventail en écoutant la lecture des propos incongrus de Panurge. C'est entendu. Laissons les pourceaux dévorer à leur aise la semence tombée sur la grand'route, le vent emportera toujours assez de grains dans la bonne terre qui borde le chemin et la moisson d'idées sera féconde.

A. B.

Cela est menti, comme disent les bonnes gens de la campagne. Je ne suis ni Tartufe ni Basile et je trouve tout de même que ce roman est dégoûtant, rien que dégoûtant. La littérature critique de ce M. A. B. est encore plus désagréable que la prose de M. Mirbeau. Je trouve que précisément il est d'un Tartuffe et d'un Basile de nommer d'avance Tartufe et Basile toutes les bonnes gens qui, dégoûtées de ce roman, diront tout uniment qu'elles en sont dégoûtées. Quelle démagogie écœurante !

Même en admettant la thèse de ce M. A. B. un roman qui empoisonnerait *le plus grand nombre* serait une action mauvaise, comme d'empoisonner un abreuvoir public pour faire une recherche de toxicologie.

Je ne suis pas clérical, mais il est immonde un peu d'attribuer aux épandages de M. Mirbeau la belle parabole des semailles.

Enfin et surtout, il est extraordinaire qu'on ne puisse publier un volume ignoble sans qu'aussitôt un imbécile fasse appel au grand Flaubert, à Maupassant, et au grand Rabelais.

Le procureur impérial qui poursuivit *madame Bovary* rendit un fameux service aux journalistes futurs. Je dois remercier M. A. B., qui m'a donné l'occasion de relire *madame Bovary*. Comme l'œuvre de Flaubert est sévèrement saine. Il n'y a pas dans tout Maupassant ce que je nomme une cochonnerie. Et quand même il y aurait dans les bons auteurs des ordures authentiques, cela ne prouverait pas qu'il faille être ou qu'il suffise d'être orde pour devenir un des bons auteurs.

LÉON VERDIER

Notre ami Bertrand Lesourd m'a envoyé de Semoy, le même jour, ces quelques mots au dos de sa carte de visite :

Si j'étais antisémite, je ferais des romans comme *le Journal d'une Femme de chambre* et je les mettrais dans toutes les bibliothèques populaires.

Le lendemain je recevais une carte postale et une lettre.

La carte postale portait ces simples mots :

Si j'étais candidat à la dictature, au lieu d'être un candidat malheureux à l'agrégation, je ferais des ro-

mans comme *le Journal d'une femme de chambre* et je les ferais vendre sur les boulevards pour deux sous.

DANIEL DE LA TARGE, 45, rue d'Ulm,
Paris

Bien entendu on reparle de Flaubert, on va reparler de Maupassant, on reparle de Rabelais. Je sais que les amis littéraires sont faits à seule fin de jeter des pavés. Mais M. Mirbeau ferait bien d'avoir des amis qui lui lanceraient d'une main non moins sûre des pavés un peu moins lourds.

La lettre était plus longue :

Château-Gontier, mardi 24 juillet 1900

Je lis dans *l'Aurore* d'hier matin :

REVUE DES LIVRES

Les Mémoires d'une Femme de chambre, par Octave Mirbeau

Quand parurent, dans *la Revue Blanche*, les premiers chapitres des *Mémoires d'une femme de chambre*, à côté du roman exquis d'Émile Pouvillon : *Le Vœu d'être chaste*, on fut unanime à proclamer le superbe talent de l'auteur ; mais le ton général de l'œuvre alarma plus d'un lecteur n'ayant pas la perspicacité nécessaire et choqua énormément tous les hypocrites et les farceurs dont la bibliothèque recèle un « enfer » richement peuplé. On entendit évoquer l'ombre-rasoir du terrible marquis de Sade, que l'on ne connaît généralement que de nom, et rappeler, à propos de Célestine, *Juliette ou les bonheurs du vice, Justine ou les malheurs de la vertu*, les tristes héroïnes de deux mauvais livres que personne n'a pu lire jusqu'au bout.

Il est assez amusant que le monsieur journaliste se soit obstiné à nommer ce roman *les Mémoires* d'une femme de chambre. Dès *la revue blanche* le roman se nommait *le Journal d'une Femme de chambre*. Le jour-

naliste aura pensé obscurément que *Mémoires* était plus grand, plus historique. M. Gaston Méry n'a-t-il pas, autant que je me rappelle, publié *les Mémoires de Vacher ?*

Bonne réclame en passant pour le roman de Pouvillon.

Mais on ne fut pas unanime à proclamer le superbe talent de l'auteur. Qu'est-ce qu'un superbe talent ? Qu'est-ce qu'un talent ? Je pense qu'il n'y a aucun talent dans ce *Journal* et je le démontrerai aussitôt que j'aurai du temps de reste.

En revanche on fut unanime à constater que la publication était immonde, et les bons journalistes, qui depuis ont tartiné avec enthousiasme, constataient que c'était immonde. Il n'était pas nécessaire d'avoir une extraordinaire perspicacité pour s'en apercevoir.

Il est tartuffe et basile de nommer d'avance hypocrites et farceurs les bonnes gens qui auront trouvé que ce roman est ignoble et qui le diront.

Je continue :

Mirbeau devait s'attendre à cela. Pareille explosion de pudibonderie, même déchaînement de colères simulées avaient accueilli son *Jardin des supplices,* où notre collaborateur B. Guinaudeau conduisit et promena nos lecteurs, éblouis de tant de lumière crue, mais toujours tenus sous le charme puissant de la haute pensée de l'écrivain.

La colère que nous avons eue contre *le Jardin des Supplices* n'était nullement simulée. Nous avons sincèrement pensé que ce volume était immonde et qu'il révélait la mentalité antisémitique de son auteur, comme les araignées venimeuses de M. Rochefort et les chemises soufrées de M. Drumont nous ont confirmé que M. Rochefort et que M. Drumont avaient la mentalité

antisémitique. Pourquoi nos journalistes ont-ils fait un sort aux chemises et aux araignées, si les mêmes imaginations sont à la gloire de M. Mirbeau. Avons-nous assez exclamé après Rochefort et après Drumont.

Notre collaborateur M. B. Guinaudeau n'est pas dégoûté. Mais enfin c'est son affaire. *Charme puissant* et *haute pensée* ne sont ici que de grosses bêtises de chercamaraderie.

Je continue :

A vrai dire, *les Mémoires d'une femme de chambre* n'ont pas été composés spécialement pour les petites filles qui mangent la confiture en tartines, ni pour les lecteurs du *Petit Journal* et de M. Georges Ohnet, ni pour les désœuvrés et les imbéciles qui se délectent aux gaudrioles du *Fin de Siècle*. Non, ces pages où s'amoncellent tant de gravelures et d'incongruités, où toutes les grossièretés et les brutalités de la débauche la plus crapuleuse foisonnent, ces pages de pathologie sociale — qui semblent écrites avec la pointe acérée d'un bistouri trempé dans du sang corrompu — constituent, je le dis en toute sincérité, une des œuvres les plus fortes de ces dix dernières années, par les renseignements qui en jaillissent à chaque ligne.

Il est faux, il est bête, il est maladroit de donner à penser que les bonnes gens qui ne peuvent lire M. Mirbeau sont les mêmes qui lisent *le Petit Journal* et M. Georges Ohnet. C'est donner à penser que tous les honnêtes gens lisent M. Georges Ohnet dans *le Petit Journal*, ce qui n'est pas rigoureusement vrai.

Il est faux, il est adroit de vouloir donner à penser que les désœuvrés et les imbéciles qui se délectent aux gaudrioles du *Fin de Siècle* ne peuvent pas lire les romans de M. Mirbeau. Si l'on dessinait la région de ces imbéciles et de ces désœuvrés, et d'ailleurs la

région des gens qui achètent le Mirbeau sachant ce que c'est, M. Mirbeau n'ignore pas que les deux régions coïncideraient presque. C'est même là-dessus qu'il compte pour avoir le fort tirage. Enfin le monsieur journaliste constate cette coïncidence dans son tout dernier paragraphe — parabole des semailles. Non, je vais plus loin, et je dirai toute ma pensée : non seulement le roman est fait pour que les salauds s'en arrachent les éditions, mais les comptes rendus des journalistes sont jésuitiquement faits pour que les salauds s'en arrachent les éditions. C'est facile à voir. Les journalistes présentent la défense des saletés avec insistance pour que l'attention des clients qui savent lire soit fructueusement appesantie. Voir le milieu du paragraphe où nous en sommes.

Qu'on nous laisse donc tranquille avec la *pathologie sociale* et la *sociologie*. M. Mirbeau seul et ses lecteurs sympathiques sont ici pathologiqués. M. Mirbeau fait de la sociologie beaucoup moins bien que M. Tartuffe ne faisait de la théologie.

Je mets dans ma collection : *écrites avec la pointe acérée d'un bistouri trempé dans du sang corrompu.* Quand on fait de la pathologie, on fait aussi de l'antisepsie.

Je passe *œuvres — fortes — enseignements — jaillissent — ligne — en toute sincérité :* ce sont les inévitables politesses du pauvre journaliste au grand seigneur de lettres.

Je continue :

Car, en ces *Mémoires d'une femme de chambre*, Mirbeau, surmontant tous les dégoûts — tel le chirurgien de quelque sombre Saint-Lazare — a mis patiemment à nu la plus

hideuse de nos plaies sociales : la domesticité avec toutes ses misères physiques et morales, la domesticité, ce moderne esclavage dont les affranchies forment les gros contingents de la prostitution, libre ou cloîtrée, ne faisant en somme que changer d'ergastule.

Presque rien à dire ici : quelque sombre que soit une Saint-Lazare, le chirurgien se garde soigneusement de tremper la pointe acérée de son bistouri dans le sang corrompu pour faire des écritures. Et quand M. Mirbeau voudra faire la *pathologie* sociale de la domesticité, son étude ne ressemblera plus au *Journal d'une Femme de chambre*.

Je passe la suite, littérature provocante et mauvais français. Je passe les citations fades ou nauséeuses. Nous arrivons à la partie sérieuse de l'article, aux grandes considérations :

La corruption n'est jamais totale ; il y a partout des gens de bien, et, s'il en manque, « *on en fait naître* », a dit M. de Tocqueville ou Pailleron, je ne sais plus lequel. Elle est totale dans *les Mémoires d'une femme de chambre*, et Mirbeau, admirablement documenté, nous a dépeint, d'après nature, un sale monde, un monde sans mélange de gens de bien, et il a vu juste. *Les Mémoires d'une femme de chambre*, je le répète, ne sont pas une œuvre d'imagination, mais l'histoire — mettons l'histoire naturelle pour ne froisser personne — d'une classe de la société française à la fin du dix-neuvième siècle.

De ces attestations métahistoriques nous retombons aux citations nauséeuses. Vient la conclusion :

Je renonce à remuer toute cette fange. On ne peut faire avaler un tel poison à des lecteurs (1), si l'on ne sait en masquer l'horrible, l'amertume, comme un Mirbeau, par la magie d'un art prodigieux.

(1) Je ne le lui ai pas fait dire, au monsieur journaliste.

Mais qu'on ne s'y trompe pas : *les Mémoires d'une femme de chambre* ne seront jamais fauteurs de corruption, et donneront au contraire l'horreur des vices que célèbrent quotidiennement certains académiciens rédacteurs des maisons Tellier de Paris. Mirbeau a vu et observé un monde atroce mais réel ; et il a mis tout son génie à nous faire partager le dégoût qu'il lui inspire. Son livre aura une grande portée sociale. C'est le terrible constat de la faillite, de la banqueroute morale de la haute bourgeoisie contemporaine. Mirbeau inventorie tout un monde qui s'en va... à l'égout ; et nous fait penser aux temps nouveaux qui se préparent. Il a donc fait une œuvre hautement moralisatrice.

Ce qui rendrait presque amusante la tartufferie de cette conclusion, c'est que *la revue blanche* continue à publier une grande annonce du *Journal,* — pas celui d'une femme de chambre, mais celui qui est un journal et que nos polémiqueurs, autant que je connaisse leurs manies, aiment à nommer la maison Letellier, — annonce où M. Octave Mirbeau continue à figurer en bonne place parmi les rédacteurs du *Journal*, en seconde place, immédiatement après M. Paul Adam, immédiatement avant M. Gustave Geffroy, accompagné de MM. Henry Bauer, Clovis Hugues, Lucien Descaves, et de madame Séverine, pour ne citer que ceux qui nous intéressent.

LOUIS ROBERT

J'oubliais : si j'étais candidat à la dictature, ou simple soldat de l'antisémitisme, je ferais aussi distribuer sur les boulevards des bouteilles d'absinthe à deux sous.

DANIEL DE LA TARGE
BERTRAND LESOURD

L'abondance des matières nous force à remettre à un prochain cahier les communications qui nous sont parvenues pendant et depuis les vacances.

NOS ANNONCES

Nos anciens abonnés savent quelles annonces nous publions habituellement. Nous ne nous vantons pas d'annoncer tout ce qui se fait à Paris et dans le monde, parce que cela dépasserait nos intentions. Nous ne supposons pas que l'abonné soit plus que nous un homme universel. Nous pensons qu'il est comme nous un honnête homme, ordinaire, de bonne volonté. Nous lui annonçons donc les institutions accessibles où il peut aller travailler, — les publications accessibles qu'il peut lire, — les œuvres accessibles où il peut collaborer.

Peu nous importe que ces institutions, ces publications ou ces œuvres soient ou ne soient pas classées officiellement ou officieusement comme étant socialistes. Nous savons de longtemps que l'étiquette importe peu. Nous connaissons de jour en jour que l'étiquette socialiste, aliénée par les partis, a de moins en moins de sens.

Nous annonçons impartialement. Nous ignorons les commérages de quartier. Nous voulons espérer que les rivalités renaissantes ne seront jamais de misérables concurrences bourgeoises.

Nous annonçons les institutions, les publications et les œuvres qui nous paraissent devoir intéresser nos abonnés, sans demander aux auteurs, aux éditeurs, aux initiateurs ni leur avis ni leur finance. Nos annonces n'engagent donc pas la responsabilité de ceux que nous annonçons.

Au commencement de cette année scolaire nous aurons beaucoup d'annonces à publier. Nous annonçons aujourd'hui l'*école des hautes études sociales*. Nous continuerons nos annonces dans le troisième cahier de la deuxième série. Beaucoup d'institutions sont nées ou croissent, beaucoup de publications se préparent, beaucoup d'œuvres ont été commencées parmi nous et autour de nous. La poussée de ces jeunes essais donnerait un grand bonheur à l'homme d'action si le spectateur impartial n'y distinguait des traces nombreuses de naissante rivalité bourgeoise.

Une assez grosse difficulté se présentait : nous voulons donner à nos abonnés une image fidèle des annonces toutes faites qui nous sont communiquées ou que nous obtenons. D'ailleurs nos cahiers deviendraient inabordables s'ils étaient un amas de documents, de programmes et d'affiches typographiquement tumultueux. Les personnes amies du travail bien fait remarqueront l'art avec lequel nos collaborateurs les ouvriers compositeurs, le metteur en pages et le prote ont résolu la difficulté.

ÉCOLE

DES

HAUTES ÉTUDES SOCIALES

École de Morale, École sociale, École de Journalisme

1900-1901

16, rue de la Sorbonne, à Paris

LES COURS ONT OUVERT LE 12 NOVEMBRE 1900

ADMINISTRATEURS

FÉLIX ALCAN. — CHARLES GUIEYSSE. — GEORGES SOREL

CONSEIL DE DIRECTION

Président : ÉMILE BOUTROUX, de l'Institut

MM.

FÉLIX ALCAN, éditeur. — AULARD, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Paris. — G. BELOT, membre du Conseil supérieur de l'instruction publique, professeur au lycée Louis-le-Grand. — MARCEL BERNÈS, professeur au lycée Louis-le-Grand. — BERTHÉLEMY, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris. — BERTHELOT, sénateur, ancien ministre de l'instruction publique. — ÉMILE BOURGEOIS, maître de conférences à l'École normale supérieure. — LÉON BOURGEOIS, député, ancien ministre de l'instruction publique. — ADOLPHE BRISSON, rédacteur au *Temps*. — FERDINAND BUISSON, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Paris. — JULES CLARETIE, de l'Académie française. — Madame COIGNET. — MM. J. CORNÉLY, journaliste. — ALFRED CROISET, de l'Institut, doyen de la Faculté des lettres de l'Université

Les administrateurs sont délégués par le Conseil de direction. Le Conseil de direction se recrute par cooptation.

de Paris. — Darlu, maître de conférences à l'École normale de Sèvres. — Dauriac, professeur honoraire à la Faculté des lettres de l'Université de Montpellier. — Deherme, directeur de la *Coopération des Idées*. — Émile Duclaux, directeur de l'Institut Pasteur. — Dumay, administrateur de la Bourse du Travail. — Espinas, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Paris. — Arthur Fontaine, directeur du Travail. — Alfred Fouillée, de l'Institut. — Henry Fouquier, journaliste. — Eugène Fournière, député. — Charles Gide, professeur à l'Université de Montpellier, chargé de cours à la Faculté de droit de Paris. — Edmond Goudchaux, membre du Conseil de surveillance de l'Assistance publique à Paris. — Charles Guieysse, ancien officier d'artillerie, secrétaire général de la Société des Universités populaires. — Paul Guieysse, député. — Étienne Jacquin, conseiller d'État, président de la Ligue de l'Enseignement. — Gustave Lanson, maître de conférences à l'École normale supérieure. — Gustave Larroumet, de l'Institut. — Ernest Lavisse, de l'Académie française, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Paris. — H. Lemonnier, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Paris. — Xavier Léon, directeur de la *Revue de Métaphysique et de Morale*. — Anatole Leroy-Beaulieu, de l'Institut. — Malapert, professeur au lycée Louis-le-Grand. — Marillier, maître de conférences à l'École des Hautes-Études. — Le R. P. Maumus, dominicain. — Gabriel Monod, de l'Institut, maître de conférences à l'École normale supérieure. — Gaston Moch, ancien capitaine d'artillerie. — Georges Renard, professeur au Conservatoire des Arts-et-Métiers. — Charles Richet, professeur à la Faculté de médecine de l'Université de Paris. — Rose, ancien directeur commercial des cristalleries de Baccarat. — Paul de Rousiers, publiciste. — Mademoiselle Salomon, directrice du collège Sévigné. — MM. Armand Schiller, secrétaire de la rédaction du *Temps*. — Gabriel Séailles, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Paris. — Charles Seignobos, maître de conférences à la Faculté des lettres de l'Université de

Paris. — Léon de Seilhac, publiciste. — Georges Sorel, ancien ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées. — Paul Strauss, sénateur. — Tarde, professeur au Collège de France. — Thamin, recteur de l'Académie de Rennes. — Adrien Veber, conseiller municipal. — Le pasteur Wagner.

DIRECTION

Directeur : Émile Duclaux

Trésorier : A. Rose. — *Secrétaire général :* Dick May

Secrétaire : Antoine Vacher, ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé d'histoire et de géographie (1)

PROGRAMME DES COURS

ÉCOLE DE MORALE

CONSEIL D'ENSEIGNEMENT

Président : M. Alfred Croiset

MM.

G. Belot. — Marcel Bernès. — Émile Boutroux. — Ferdinand Buisson. — Darlu. — Charles Gide. — Anatole Leroy-Beaulieu. — Malapert. — Marillier. — Charles Richet. — Séailles. — Tarde. — Thamin.

Cours

HISTOIRE DE LA MORALE GRECQUE

M. Alfred Croiset

L'ÉDUCATION MORALE DANS LES LYCÉES

Série de leçons suivies de discussions ouvertes

Introduction par M. Alfred Croiset

Chaque Conseil élit son président. Le directeur de l'École et les membres des *Conseils d'enseignement*, sont nommés par le Conseil de direction.

(1) Depuis le 15 novembre le secrétaire est M. Paul Mantoux, ancien élève de l'école normale supérieure, agrégé d'histoire et de géographie.

RÉPARTITION DES LEÇONS

1. *Éducation morale : traditions et tendances de l'Université :* M. (1), professeur.

2. *Conditions et moyens de l'éducation morale :* M. Darlu, maître de conférences à l'École normale de Sèvres.

3. *Les agents de l'éducation morale :* M. Bernès, professeur de lycée.

4. *L'éducation morale par les classes : a*) Classes élémentaires et primaires. Rôle de la femme dans les classes : M. Kortz, proviseur du lycée Montaigne. — *b*) En grammaire : M. Clairin, professeur de lycée. — *c*) En lettres : M. Rocafort, professeur de lycée. — *d*) En histoire et géographie : M. Chalamet, professeur de lycée. — *e*) En sciences : M. Bioche, professeur de lycée. — *f*) En philosophie : M. Malapert, professeur de lycée.

5. *Y a-t-il lieu de faire des conférences spéciales de morale en dehors de la classe ? :* M. Belot, professeur de lycée.

LA MORALE ET L'ARMÉE, ROLE DE L'OFFICIER

M. Charles Guieysse, ancien officier d'artillerie

Du commandement militaire ; autorité répressive et autorité morale ; le Règlement. Le sentiment religieux et la guerre. L'esprit civique et l'esprit militaire. — L'officier, le sous-officier, le dispensé de l'article 23, l'employé, l'ouvrier, l'agriculteur. L'instruction technique, les instructions dans les chambrées, les manœuvres. — La vie militaire du soldat, la caserne, la garnison ; réformes. Cercles de compagnie, conférences à la troupe, etc. — Patronage dans l'armée, par l'armée. — La lutte antialcoolique dans l'armée et par l'armée.

LA VIE DE FICHTE

M. Xavier Léon, directeur de la *Revue de métaphysique et de morale*

I. *L'Enfance et la jeunesse de Fichte, 1762-1788.* — *a*) A Rammenau : l'éducation de famille. — *b*) A Meissen : l'instruction primaire chez le pasteur Krebel. — *c*) A Schulpforta : la vie et les années de collège. — *d*) A Iéna : l'étudiant en théologie.

---

(1) M. Thamin ayant été nommé recteur de l'Académie de Rennes pendant les vacances, un suppléant lui a été désigné à la rentrée et présenté au public, à la première leçon du jeudi 15 novembre, par M. le président Croiset. — Ce suppléant était M. Lévy-Bruhl.

II. *Le premier séjour en Suisse, 1788-1790.* — *a*) Le préceptorat dans la famille Ott. — *b*) La vie et les amis de Fichte à Zurich. — *c*) Le roman d'amour de Fichte avec Jeanne Rahn.

III. *La recherche d'une carrière, 1790-1791.* — *a*) Le départ de Zurich : le séjour à Leipzig. — *b*) La révélation de la philosophie de Kant : conversion de Fichte au Kantisme. — *c*) Les projets de retour et de mariage ; une cruelle déception.

IV. *La vocation philosophique, 1791-1793.* — *a*) Le voyage en Pologne. — *b*) Le séjour à Kœnigsberg : les premières relations avec Kant ; le premier écrit philosophique : la critique de toute révélation. — *c*) Le préceptorat chez le comte de Cracow, à Dantzig.

V. *Le retour en Suisse, 1793.* — *a*) Mariage de Fichte et voyage de noces. — *b*) Les écrits sur la liberté de penser et sur la Révolution française.

VI. *La chaire d'Iéna, 1794-1795.* — *a*) Appel de Fichte à la succession de Reinhold, à Iéna : les relations de Fichte ; ses premiers succès. — *b*) Le cours sur la théorie de la science et les conférences morales. — *c*) L'opposition du parti clérical aux conférences du dimanche. — *d*) La dissolution des associations, des « ordres » d'étudiants et la retraite de Fichte à Osmanstadt.

VII. *La chaire d'Iéna* (suite), *1795-1798.* — *a*) Le retour à Iéna : la période de la grande production philosophique (les théories de la science, du droit, de la morale). — *b* Les principes de la religion de Fichte et l'accusation d'athéisme.

VIII. *Le premier séjour à Berlin, 1799-1807.* — *a*) L'exil : départ d'Iéna : visite à Berlin ; le cercle des amis de Fichte ; la brouille avec Kant. — *b*) Le voyage à Iéna et l'installation définitive à Berlin ; les travaux de Fichte ; ses projets ; sa brouille avec Reinhold et Schelling. — *c*) Nomination de Fichte à l'Université d'Erlangen. — *a*) La guerre de 1807. Départ de Fichte.

IX. *Les discours à la nation allemande, 1807-1808.*

X. *Le deuxième séjour à Berlin, 1808-1814.* — *a*) Le plan de l'Université idéale ; le rectorat de Fichte à l'Université nouvelle de Berlin ; professorat. — *b*) La guerre de 1812. Les derniers actes du penseur. Sa maladie et sa mort.

LES DOCTRINES DE HAINE

M. Anatole Leroy-Beaulieu, de l'Institut

Introduction. — L'antisémitisme. — L'antiprotestantisme. — L'anticléricalisme. — Conclusion.

L'OBLIGATION MORALE ET LA COUTUME

M. L. Marillier, maître de conférences à l'École des Hautes Études

I. L'habitude et la tradition. — II. La loi et la contrainte sociale. — III. La suggestion et l'imitation sociales. — IV. La morale obligatoire et la morale idéale.

LA DOULEUR

M. le pasteur WAGNER

La douleur. Ses sources. Ses formes. Ses manifestations dans la religion, la morale, l'art et la poésie. La lutte contre la douleur. L'exploitation de la douleur. Les fruits de la douleur.

Cours et conférences du soir sous la direction de M. FERDINAND BUISSON

L'ÉDUCATION MORALE A L'ÉCOLE

Série de leçons, suivies de discussions ouvertes, par des maîtres et des administrateurs de l'enseignement primaire.

Conférences

MORALE ET CIVILISATION

M. ÉMILE BOUTROUX, président du Conseil de direction de l'École des Hautes Études sociales

L'IDÉE DU DEVOIR EN MORALE D'APRÈS KANT

Exposition et critique

Deux Conférences

M. DARLU, maître de conférences à l'École normale de Sèvres

MORALE ET SOCIALISME

M. EUGÈNE FOURNIÈRE, député

FRÉDÉRIC NIETZSCHE, SA MORALE, SES DISCIPLES

Trois conférences

M. E. DE ROBERTY, publiciste

LA VALEUR MORALE DE L'ART

M. GEORGES SOREL

LA MORALE CAFRE

Trois conférences

M. LOUIS VIGOUROUX, député, professeur d'économie politique à l'École spéciale d'architecture, chargé de plusieurs missions en Afrique, en Amérique, en Australie.

ÉCOLE SOCIALE

CONSEIL D'ENSEIGNEMENT

Président : M. Émile Duclaux

MM.

Berthélemy. — Émile Bourgeois. — Ferdinand Buisson. — Alfred Croiset. — Dumay. — Arthur Fontaine. — Eugène Fournière. — Charles Gide. — Paul Guieysse. Ernest Lavisse. — Gabriel Séailles. — Léon de Seilhac. — Paul Strauss.

I. Préparation à l'enseignement des Universités populaires

Conférences et exercices dirigés par les présidents de section

Morale. — M. Ferdinand Buisson, professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris.

Sciences physiques et naturelles. — M. Émile Duclaux, directeur de l'École des Hautes Études sociales.

Lectures dramatiques. — M. Paul Dupuy, surveillant général de l'École normale supérieure.

Économie politique et droit. — M. Charles Gide, professeur à l'Université de Montpellier, chargé de cours à la Faculté de droit de Paris.

Composition des conférences. — M. Charles Guieysse, secrétaire général de la Société des Universités populaires.

Enseignement littéraire. — M. Gustave Lanson, maître de conférences à l'École normale supérieure.

Enseignement artistique. — M. H. Lemonnier, professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris.

Histoire. — MM. Gabriel Monod, de l'Institut, maître de conférences à l'École normale supérieure, Henri Hauser, professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Clermont, et Émile Bourgeois, maître de conférences à l'École normale supérieure.

Pédagogie. — M. Charles Richet, professeur à la Faculté de Médecine de l'Université de Paris.

Philosophie sociale. — M. Gabriel Séailles, professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris.

II. Cours

LE CONTRAT DE SALAIRE, LE ROLE DES SYNDICATS PROFESSIONNELS

M. Paul Bureau, professeur à la Faculté libre de droit de Paris

I. La fonction de l'ouvrier dans la production industrielle : en quoi l'ouvrier est l'associé du patron et en quoi ses intérêts sont pourtant séparés et même contraires. — II. Le contrat de salaire. — III. Les diverses formes de salaires : perfectionnements possibles. — IV. Qualité essentielle à toute forme de rémunération de l'ouvrier : elle doit maintenir la séparation des intérêts de l'ouvrier et de ceux du patron. Échec de la participation aux bénéfices. — V. Le vrai moyen d'améliorer le taux des salaires : le syndicat. Le marché collectif du travail. — VI. A quelles conditions l'action des syndicats est efficace. — VII. Relations des syndiqués avec les patrons, avec les non-syndiqués et avec les consommateurs.

N. B. — Ces études seront strictement conduites d'après la méthode d'observation.

HYGIÈNE SOCIALE

M. Émile Duclaux

La maladie considérée au point de vue social. — Affaiblissement de la race et de l'individu. — Lutte sociale contre les maladies évitables. — Histoire des associations animales au point de vue de la résistance aux maladies.

LES ORIGINES DU POSITIVISME

M. Georges Dumas, professeur de philosophie au collège Rollin, chef du laboratoire de psychologie de la Faculté de médecine de Paris.

A. Plan général du positivisme. — Partie scientifique et partie sociale. — Rapport de ces deux parties. — B. Origines scientifiques du positivisme : Descartes, Turgot, Condorcet, Saint-Simon, Burdin. — C. Origines politiques : Saint-Simon, de Maistre. Le catholicisme. — D. La science et l'esprit catholique associés dans le positivisme.

L'ORGANISATION OUVRIÈRE

Série de leçons par des administrateurs des sociétés ouvrières

Directeur d'études : M. Arthur Fontaine
directeur du Travail

1. Discours d'ouverture par M. Arthur Fontaine.
Coalitions : conciliation, arbitrage, grève et lock-out. — M. Keü-

FER, secrétaire de la Fédération française des Travailleurs du livre.

2. Rôle des syndicats : placement, chômage, conflits, contrat collectif, contrôle de l'application des lois, enseignement technique, etc. — M. COUPAT, secrétaire de l'Union corporative des mécaniciens.

3. Rôle des Fédérations professionnelles. — Confédération générale du travail. — M. RIOM, secrétaire de la Fédération nationale du bâtiment.

4. Rôle des unions locales et des Bourses du travail. — Fédération des Bourses. — M. BRIAT, secrétaire du Syndicat des ouvriers en instruments de précision.

5. Rôle des Congrès corporatifs ou professionnels, nationaux ou internationaux. — M. GUÉRARD, secrétaire du Conseil du Syndicat national des travailleurs des chemins de fer.

6. Rôle des Chambres ou Conseils du travail. — Rôle du Conseil supérieur du travail. — M. BRIAT.

7. Inspection du travail par des délégués ouvriers. — Conseils de prud'hommes. — M. QUILLENT, conseiller prud'homme ouvrier.

8. Rôle des Associations ouvrières de production. — M. VILA, secrétaire de la Chambre consultative des Associations ouvrières de production.

9. Rôle des associations ouvrières de consommation. — M. GUILLEMIN, secrétaire de la Bourse coopérative des Sociétés de consommation.

10. Rôle des Sociétés ouvrières de secours mutuels et de retraites. — M. MOREAU, secrétaire général du Syndicat des Omnibus.

11. Rôle des Sociétés d'enseignement mutuel et des Universités populaires. — M. JACQUIOT, secrétaire de la Solidarité, université populaire du treizième arrondissement.

12. Rôle des Associations politiques. — M. NICOLAS, ouvrier typographe, membre de la Commission administrative de la Bourse du travail.

13. Conférences sur l'organisation des employés. — Difficultés rencontrées dans la création des syndicats d'employés. — Nécessité du groupement syndical pour les employés, etc. — M. MARTINET, secrétaire de la Chambre syndicale des employés.

14. Synthèse. — M. ARTHUR FONTAINE, directeur du Travail.

LES THÉORIES SOCIALES EN FRANCE DE 1830 A 1848

M. EUGÈNE FOURNIÈRE, député

SAINT-SIMON. — Sa doctrine. La propagande du père Enfantin (1831). La communauté de Ménilmontant. Les procès. Conséquences économiques et sociales de cette propagande.

AUGUSTE COMTE. — Première dissidence saint-simonienne. Il crée la sociologie. Sa politique positive. Son influence sur la philosophie moderne.

PIERRE LEROUX. — Deuxième dissidence saint-simonienne. Sa doctrine de l'humanité. Essais d'application à Boussac. Son influence sur les littérateurs contemporains.

Fourier. — Le travail attrayant. La réhabilitation des passions. Le garantisme social. La part de Considérant dans l'œuvre fouriériste. Sa contribution aux doctrines sociales de ce temps-ci.

François Vidal. — Dissident de Fourier, précurseur du collectivisme.

Collins. — Premier théoricien du collectivisme.

Pecqueur. — Isolé, qui invente le collectivisme.

Cabet. — Son *voyage en Icarie* et son *nouveau christianisme*. Action du *Populaire* dans la classe ouvière. L'exode en Amérique.

Louis Blanc. — Son *Organisation du travail.*

Les Babouvistes. — Buonarroti, Blanqui. Leur doctrine communiste. Leur action révolutionnaire.

Proudhon. — Sa critique sociale économique. — Le mutuellisme.

L'ASSOCIATION COOPÉRATIVE

M. Charles Gide, professeur à l'Université de Montpellier, chargé d'un cours à la Faculté des lettres de l'Université de Paris.

Les diverses formes de l'association coopérative. Les caractères qui leur sont communs ou antagonistes. — Les causes propres à chaque pays, qui y ont fait prédominer telle ou telle forme. — Si la coopération peut s'adapter à l'évolution industrielle, commerciale ou agricole. — En quoi le coopératisme se rapproche ou se différencie du capitalisme, du collectivisme, de l'anarchisme.

LA MUTUALITÉ

M. Paul Guieysse, député

Définition des risques divers courus par les individus; leur réparation par les groupements. — Règles générales qui doivent présider aux groupements sociaux. — Etude des questions : maladies, accidents, invalidité, vieillesse, chômage, incendie, etc. — Sociétés de secours mutuels, générales, professionnelles. — Unions de sociétés.

LES ORIGINES DU CAPITALISME MODERNE EN FRANCE

Conférences par M. Henri Hauser, professeur à l'Université de Clermont

LA RÉFORME DES LOIS SUCCESSORALES

M. Paul Lacombe, inspecteur général des Archives et Bibliothèques

La succession *ab intestat* et les testamentaires. — Vues et sentiments qui, dans l'ancienne France, décrétèrent les dispositions les

plus communes de la coutume et de la loi. Critique de ces dispositions. — Dispositions actuelles de la législation. Critique de ces dispositions. — Quelles doivent être, en matière de succession, les idées du législateur ? — Réformes à proposer pour mettre la loi sur les successions en accord avec les tendances de notre époque, avec la logique et avec le principe fondamental de la responsabilité individuelle. — Concordance à établir entre la réforme du droit successoral et la réforme de l'éducation.

DOCTRINES SOCIALES CATHOLIQUES

Le R. P. Maumus

L'ÉVOLUTION VERS LA PAIX

M. Gaston Moch, ancien capitaine d'artillerie

1. La guerre à travers les âges. Sa prétendue nécessité (point de vue moral et point de vue politique). — 2. Première phase de l'évolution : la pacification par extension de l'aire de sécurité (formation des nations actuelles). Aboutissant : la paix armée (ou anarchie internationale). — 3. Situation actuelle. — Coût de la paix armée et d'une guerre européenne. Incapacité de la guerre à résoudre aucune question. Les besoins internationaux : organes déjà existants. Organisation du mouvement pacifique. — 4. Le désarmement : illusions et possibilités. L'esprit de désarmement. Les principes du droit des nations. Orientation nouvelle de l'évolution pacifique : la paix (à l'intérieur comme à l'extérieur) par la justice. — 5. Étapes à parcourir : arbitrages spéciaux, traités d'arbitrage permanent, cour internationale permanente. Aboutissant : la fédération européenne (état juridique international). — 6. La Conférence de la Haye. — 7. But final : L'ère sans violence. L'éducation pacifique. Le temps nécessaire.

LES SYNDICATS OUVRIERS EN ANGLETERRE ET EN AMÉRIQUE

M. Paul de Rousiers, publiciste

LES IDÉES SOCIALES EN ALLEMAGNE

M. Sarraute, docteur en droit

Les divergences théoriques et pratiques dans le socialisme allemand.

L'ASSISTANCE SOCIALE

M. Paul Strauss, sénateur

I. L'assistance communale. — II. Les bureaux de charité sous l'ancien régime. — III. Les secours publics pendant la Révolution. — IV. Les bureaux de bienfaisance en France. — V. Les secours à

domicile à Paris : indigents, nécessiteux, malades. — VI. Répartition, localisation et distribution des secours ; enquêtes, visites, etc. — VII. Le système d'Elberfeld. — VIII. La charité méthodique en Angleterre et aux États-Unis. — IX. La curatelle des pauvres du troisième arrondissement de Paris. — X. Ce que doit être la bienfaisance méthodique à Paris.

Visites annexées aux cours suivants : *Hygiène sociale, Organisation ouvrière, Association coopérative, Mutualité, Assistance sociale,* sous la direction de MM. Duclaux, Fontaine, Gide, Guieysse et Strauss.

ÉCOLE DE JOURNALISME

CONSEIL D'ENSEIGNEMENT

Président : M. J. Cornély

MM.

Aulard. — Adolphe Brisson. — Jules Claretie. — Henry Fouquier. — Gustave Larroumet. — Gaston Moch. — Armand Schiller. — Charles Seignobos.

I. — COURS PROFESSIONNELS DE RÉDACTION

1. — *Cours professionnel.* — M. J. Cornély.

2. — *La grande actualité, le reportage et l'interview.* — M. Jean Bernard, rédacteur à *l'Indépendance belge.*

I. Considérations générales. — II. L'interview classique ; Tacite. — III. Le reportage classique ; Suétone. — IV. Évolution de la grande actualité depuis la Révolution jusqu'à nos jours. Les journaux ouverts et les journaux fermés. — V. *De la grande actualité;* ce qui la distingue de la chronique ; le style, la pensée, les anecdotes, le trait. — VI. *Le reportage.* Comment on le fait. Comment on devrait le faire. Les manœuvres de la presse. Les tâcherons. Règles générales. Les reporters célèbres. — VII. *L'Interview.* Il n'y a pas de genre inférieur, il n'y a que des esprits médiocres. Ceux qu'on interviewe. Comment on interviewe. Le secret professionnel. La probité du métier. Les démentis et les rectifications. — VIII. Rapports des reporters avec les rédacteurs et secrétaires de rédaction. Les serviteurs de l'idée et les marchands de papier. Les femmes reporteresses. Plus de probité et plus de respect. Le reportage à l'étranger. —IX. *Leçon pratique de grande actualité.* — X. *Leçon pratique de reportage.* — XI. *Leçon pratique d'interview.* — XII. Résumé des travaux de l'année.

3. — *Une enquête à l'étranger.* — M. Eugène Lautier, rédacteur au *Temps.*

II. — HISTOIRE DE LA PRESSE

1. — *L'évolution de la presse anglaise.* — M. Pierre Mille, rédacteur au *Temps*.

2. — *La Presse sous la Restauration.* — M. Lucien Maury, publiciste.

3. — *Histoire de la Presse sous le règne de Louis-Philippe* (trois leçons). — M. Félix Léveillé, publiciste.

Situation de la presse au moment de la révolution de juillet. — Modifications apportées par la Charte. — Les lois de septembre ; leurs conséquences. — Le journal à bon marché : le roman-feuilleton. — La presse politique sous les ministères Thiers et Guizot. — La presse religieuse. — La presse socialiste.

4. — *Histoire de la Presse sous le Second Empire* (sept leçons). — M. Félix Léveillé, publiciste.

Situation de la presse, lors de l'élection du prince Louis-Napoléon à la présidence de la République. — Lois restrictives de 1849 et 1850. — Coup d'État du 2 décembre 1851 : ses conséquences. — Journaux impérialistes et journaux de l'opposition. — Formation du groupe des cinq, 1858. — 1860, première évolution, tendance plus libérale. — La guerre d'Italie, ardentes polémiques de presse. — Influence croissante des journaux de l'opposition : *le Courrier du Dimanche, l'Opinion libérale, le Temps.* — 1863, fondation du groupe Thiers, les cinq libertés. — Mécontentement des journaux ultramontains. — Sadowa. — L'affaire du Luxembourg. — Le procès Baudin. — 1869, seconde évolution : l'Empire libéral. — Ministère Émile Ollivier. — La déclaration de guerre. — Progrès de la presse socialiste durant les dernières années de l'Empire.

5. — *Histoire contemporaine traitée au point de vue du journalisme politique.* — M. Charles Seignobos, maître de conférences à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris.

III. — LES PRESSES ÉTRANGÈRES

1. — *La Presse russe.* — M. André Tridon, attaché à l'agence Havas.

1. Caractères généraux et législation de la presse russe. — 2 et 3. Ses principaux journaux.

2. — *La Presse américaine.* — M. Louis Vigouroux, député.

Leçon d'ouverture : Interview du professeur John French Johnson.

Comment se rédige un journal américain. — L'information à outrance. — Reportage et coup de télégraphe. — Une conséquence de la guerre hispano-américaine.

IV. — LÉGISLATION DE LA PRESSE

M. Antonin Bergougnan, avocat à la Cour d'appel de Paris, président honoraire du Syndicat de la presse judiciaire parisienne.

1. Le droit du journaliste. — 2. Le droit des tiers, etc., etc.

V. — LA CRITIQUE

1. — *Critique dramatique.* — Séries de leçons organisées et dirigées par M. Henry Fouquier, journaliste.

2. — *La Critique musicale.* — M. L. Dauriac, professeur honoraire à l'Université de Montpellier.

I. Qu'est-ce que critiquer ? C'est juger en expliquant. Le critique musical peut toujours *juger*. Ne peut-il *motiver* ses jugements ? L'opinion courante est qu'il ne le peut.

II. De la difficulté de motiver ses jugements en matière musicale. Cette difficulté repose sur l'imprécision de ce que la musique exprime ou est censée exprimer. On vante l'*intensité* de ce pouvoir d'expression. Elle est incontestable. Il est donc possible de voir si l'on a été ému et si on l'a été légèrement ou profondément.

III. De l'expression musicale. La musique n'exprime pas en ce sens qu'elle n'est pas un langage d'idées. Est-elle un langage d'émotions ? En cas d'affirmation, la motivation des jugements critiques deviendrait possible. Il y aurait place pour une certaine « vraisemblance ». On pourrait statuer sur les limites dans lesquelles cette vraisemblance a été atteinte. Ce n'est pas tout : on pourrait examiner dans quelle mesure une œuvre musicale est ou n'est pas cohérente.

IV. Caractère actuel de la chronique musicale : elle n'arrive pas à se distinguer de la *chronique*, malgré de louables efforts pour s'en dégager. Comment faire aboutir les efforts ? Retour sur les résultats des analyses précédentes.

Conférences professionnelles annexées au Cours de rédaction.

Travaux pratiques, sous le patronage du Conseil de l'École, dans les ateliers des grands journaux de Paris.

EXTRAITS DES STATUTS

Article premier. — Un établissement libre d'enseignement supérieur est organisé à Paris sous ce titre : *École des Hautes Études sociales.*

Article 2. — L'*École des Hautes Études sociales* comprend trois sections, dont voici les noms : *École de morale, École sociale, École de journalisme.* D'autres sections pourront être ouvertes au fur et à mesure des besoins.

Article 3. — L'enseignement comprend des cours et des conférences. Chaque professeur garde la liberté et la responsabilité de ses opinions. La solidarité consiste dans l'association volontaire au travail de l'École.

Article 10. — Sont admises aux cours de l'École toutes les personnes qui en font la demande, sous les conditions suivantes :

1° Inscription au secrétariat ;

2° Versement d'un droit d'inscription général de 20 francs, et d'un droit d'inscription spécial de 10 francs par section. *Ce droit est réduit de moitié pour les étudiants, les professeurs et les maîtres de toute catégorie.* (1)

Article 11. — Recevront le titre de **membres fondateurs** :

1° Les professeurs qui auront enseigné pendant les deux premières années de la fondation de l'École ;

2° Toute personne ayant fait à l'École un don de 500 francs au moins. Les membres fondateurs ont droit

(1) Cette inscription donne droit à l'usage gratuit de la bibliothèque et de la salle de lecture (journaux, revues, etc.).

d'assister en tout temps aux cours, conférences, visites, et reçoivent toutes les publications de l'École.

Recevront le titre de **membres donateurs** les personnes ayant versé une somme de 100 francs au moins; elles pourront assister en tout temps aux cours, conférences et visites.

DIPLOME

DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES SOCIALES

Article premier. — L'École des Hautes Études sociales délivre deux sortes de diplômes : un diplôme de section et un diplôme d'École.

Article 2. — Le diplôme de section porte le titre de la section qui l'aura délivré. Pour l'obtenir, le candidat devra justifier de deux ans de scolarité, et prouver soit par un travail original se rapportant à l'un des cours, soit par tout autre moyen, qu'il a bénéficié de l'enseignement reçu. L'appréciation de son travail et, plus généralement, celle de sa candidature, est laissée à un professeur nommé par le Conseil d'enseignement de la section. Après rapport de ce professeur et après avoir, s'il le juge nécessaire, fait comparaître devant lui le candidat, le Conseil accorde ou refuse le diplôme.

Article 3. — Le diplôme de l'École est conféré, sans examen nouveau, à tous les élèves de l'École des Hautes Études sociales qui présenteront deux diplômes de section, à la condition que l'un de ces diplômes soit toujours celui de l'École sociale.

Article 4. — Une réduction de la durée des études pourra être accordée aux étudiants étrangers, sur demande appuyée par les présidents de section.

NOS COMPTES RENDUS

Nos anciens abonnés savent comment nous rendons compte. Nous allons voir pour eux, quand nous le pouvons, les cérémonies, séances et manifestations qu'ils iraient voir s'ils en avaient le loisir ou les moyens. Nous entendons pour eux. Le sténographe habituel de nos cahiers entend avec nous pour eux.

De retour à la maison, nous relatons bonnement ce que nous avons vu. Nous publions ce que le sténographe a noté. Nos sténographies ne sont donc pas des façons d'articles revus, relus, amendés, embellis ou faussés par l'auteur, mais, autant que nous le pouvons, la reproduction fidèle de ce que nos abonnés auraient entendu s'ils avaient assisté.

Nous prions nos abonnés de vouloir bien n'oublier pas comment nous procédons. Ils doivent tenir compte à l'orateur, au conférencier, au professeur, en lisant la sténographie, de ce qu'il n'écrit pas, exactement comme l'assistance lui en tient compte en l'écoutant.

Sauf de très rares exceptions, nos comptes rendus ne seront pas tirés à part.

Nous avons assisté le lundi 12 novembre à l'inauguration des locaux et à l'ouverture des cours de l'*École des Hautes Études sociales.* Nous reproduisons le discours de M. Boutroux, président du Conseil de direction, et l'allocution de M. Duclaux, directeur de l'École.

Public habituel de ces inaugurations, un peu plus nourri. Je n'avais pas entendu M. Boutroux depuis le cours public fait en Sorbonne sur Pascal. Dès les leçons et la conclusion de ce cours M. Boutroux continuait à sauver ou à sauvegarder la famille, la patrie, l'humanité, la dignité de la personne, la liberté, l'art, la science, la philosophie, la morale. Toute la passion intérieure épuisée qu'il apportait à tant de travail nous semblait un peu douloureusement vaine et fatigante. — Aujourd'hui M. Boutroux a lu son discours beaucoup plus assuré, beaucoup plus efficace, beaucoup moins fatigué, parce que les mêmes enseignements avaient une application immédiate, parce que la seule présence de M. Boutroux était indivisément un enseignement et un acte. L'ancienne austérité, la noblesse maigre et sobre devenait qualité sociale et restait qualité de vie intérieure.

A gauche M. Alfred Croiset. A l'extrême gauche M. Cornély, que j'ignorais, que l'on ne peut nullement imaginer. Un gros rouge, ne ressemble aucunement à ses articles de français sobre et net.

M. Duclaux a parlé familièrement, de son front entêté, de son regard frontal, froidement sourcilleux. Nous laissons soigneusement à son allocution le caractère qu'elle avait. Cordialité sans gêne et sans apprêt. Nulle recherche. Parfois singulièrement grave et entrant, pénétrant, simplement, quand il parle du bon professeur que nous avons tous eu, des ouvriers et des bourgeois, du socialisme. Il y aurait beaucoup à redire sur sa *paix sociale* et son évolutionnisme non révolutionnaire. Mais cela même avait un autre accent, dit honnêtement par lui, que répété commodément par M. Millerand.

DISCOURS DE M. BOUTROUX

Mesdames, messieurs,

L'école des hautes études sociales est l'expression d'une idée très conforme à l'esprit général de notre temps : celle du groupement et de l'organisation méthodique de toutes les études qui se rapportent aux conditions d'existence et de progrès des sociétés humaines. Quelque opinion que l'on professe sur la forme la plus parfaite de ces sociétés, on ne peut contester que, de plus en plus, pour faire, en matière sociale, œuvre viable et bonne, il faut posséder un fonds de connaissances positives, de données d'observation, d'inductions expérimentales, comparables à celles que suppose l'élaboration industrielle de la matière ; de plus en plus, dans nos sociétés, dont les conditions d'existence sont si complexes et enchevêtrées, la politique comme art suppose la politique comme science. Or, toute science comporte et appelle, avec la multiplicité et la spécialité, la coordination rationnelle des recherches. Toute science est, par nature, œuvre collective.

Nous avons relu nos épreuves sur le texte écrit de M. Boutroux.

Ici, la rencontre de nombreuses personnes, venues de points divers et peut-être éloignées, présente un intérêt double. Car, non seulement ces personnes sont mises en mesure de travailler plus efficacement à l'avancement de la science sociale. Mais en se plaçant toutes également sur le terrain scientifique, en cherchant toutes avec la même conscience des faits, des réalités données, des vérités évidentes, elles sont sûres de ne jamais se combattre, de ne pas s'opprimer les unes les autres, un fait ne pouvant jamais détruire un autre fait, et ainsi elles développent déjà en elles-mêmes, par une conséquence naturelle de leur travail, ces sentiments, je ne dis pas seulement de tolérance mutuelle, mais d'accord et d'amitié, qui sont apparemment l'une des fins principales où doivent tendre les sociétés humaines. *(Applaudissements)* — Nous demandons avidement à la science tout ce qu'elle tient en réserve pour la satisfaction des besoins du corps : c'est bien. Ne négligeons pas de recevoir également d'elle ce qu'elle nous offre pour l'amélioration de nos âmes.

En même temps qu'elle se place sur le terrain scientifique, *l'École des Hautes Études sociales* poursuit expressément l'utilité pratique. Elle souhaite de contribuer efficacement et immédiatement au bien public. Elle s'adresse donc, non seulement

aux hommes d'études proprement dits, mais à tous ceux que préoccupent les questions sociales, à ceux-là surtout qui, engagés dans les professions pratiques, vivant au cœur des réalités, parmi les difficultés et les luttes de l'existence, souhaitent de confronter leur expérience et leurs réflexions avec celles des autres, pour chercher en commun les causes et les remèdes des misères sociales, les améliorations possibles, durables et fécondes. C'est à la société elle-même, non à une classe d'étudiants, que s'adresse cette école sociale.

De cette destination générale découlent la composition et les caractères de notre École.

La tâche qu'elle se propose comprend logiquement trois parties essentielles. Il s'agit, en premier lieu, de déterminer en elle-même l'idée de la forme normale et rationnelle de la vie humaine ; — en second lieu, de chercher comment cette idée abstraite peut être réalisée dans la société, telle qu'elle est donnée. Mais ce n'est pas tout. Les idées ne se réalisent pas d'elles-mêmes : il faut, pour qu'elles deviennent des forces sociales, qu'elles s'incarnent dans un grand nombre d'hommes, et même, s'il est possible, dans la société tout entière. Il y a donc lieu de rechercher les conditions de la propagation et de la diffusion, à travers les intelligences, des principes

et des méthodes reconnues scientifiquement comme les plus sûrs et les plus efficaces. C'est là une troisième tâche impliquée, comme les deux premières, dans l'objet que nous avons défini.

Pour satisfaire à ce triple besoin, *l'École des Hautes Études sociales* comprend trois écoles distinctes : *École de Morale*, *École sociale proprement dite*, *École de Journalisme*.

L'*École de Morale* étudie, par rapport au temps et aux conditions présentes, ces questions fondamentales du juste et de l'injuste, de l'honnête et du déshonnête, du droit et du devoir, de la tâche des individus et des sociétés, des fins et des moyens de l'éducation, qui, tant de fois traitées, et par les plus grands génies, sont néanmoins toujours nouvelles, non seulement parce qu'elles dépendent, dans une certaine mesure, des conditions concrètes de la vie individuelle et sociale, lesquelles peuvent se modifier profondément, mais encore parce qu'il est dans la nature de l'homme de chercher à se dépasser sans cesse, et que ce progrès suppose découverte, invention, création en quelque sorte, en morale comme dans les autres modes de l'activité humaine.

L'*École sociale* étudie pour lui-même, à la manière du naturaliste, cette sorte de règne spécial que

constitue l'ensemble des faits sociaux. Elle l'étudie suivant la méthode d'observation et d'analyse. En même temps qu'elle cherche à déterminer les faits avec une rigoureuse exactitude, elle tâche de découvrir leurs relations causales, leur dépendance mutuelle, afin de dégager de l'observation, tant du passé que du présent, quelque chose qui ressemble aux enseignements, utilisables dans la pratique, que le physicien et le biologiste reçoivent de l'expérimentation.

Enfin l'*École de journalisme* voit dans cette profession, non plus l'emploi arbitraire de facultés naturelles plus ou moins brillantes et de connaissances acquises au hasard des lectures et des conversations, mais un véritable métier, qui a ses règles, ses devoirs, ses conditions précises, intellectuelles et morales, qui, dès lors, suppose un apprentissage, et peut être enseigné, dans une certaine mesure, par ses représentants les plus expérimentés et les plus dignes. D'ailleurs la presse est devenue, elle-même, dans la société, une école d'une puissance incomparable. Il importe que cette puissance soit entre les mains d'hommes capables et dévoués au bien.

Tel est l'objet de nos trois écoles. On s'efforce, pour chacune d'elles, de constituer un enseignement

complet, c'est-à-dire où le cadre des études soit exactement représenté dans son entier. Car, outre la nécessité d'étudier, sans omission, toutes les questions impliquées dans la vie pratique, rien n'est plus propice au jugement sain et droit que de situer exactement chaque chose dans l'ensemble dont elle fait partie.

A travers la différence des matières, ces trois écoles ont un caractère commun. Elles sont toutes essentiellement pratiques. Non qu'on y fasse fi de la théorie. C'est la théorie, certes, la théorie faite, en quelque sorte, de l'âme des faits, qui, visible ou latente, donne à la pratique la généralité, la sûreté, la fécondité, la valeur durable. Mais de nombreux et solides enseignements existent ailleurs, qui envisagent surtout les problèmes sous leur aspect théorique. Ici, l'on a en vue, avant tout, d'aider les hommes voués à l'action à acquérir ce qu'on nomme proprement la compétence, c'est-à-dire cette science concrète, appropriée à un objet déterminé, qui est le trait d'union entre la science pure et la pratique. On veut donner à chacun des connaissances immédiatement utilisables, des directions précises et positives qui s'adaptent aux réalités de l'existence. On conçoit, à cet égard, entre le sophiste qui démontre tout ce qu'on veut parce qu'il ne serre pas de près les conditions des problèmes mais se joue

parmi les généralités vagues, et l'empirique, qui ne sait qu'universaliser les trois ou quatre faits qu'il a sous les yeux, et dont il n'aperçoit ni la raison ni le sens véritable, un esprit éclairé autant que positif, en quête de toutes les idées même les plus élevées que suggèrent les faits, mais les considérant immédiatement dans leurs conditions de réalisation, dans leur signification pratique et expérimentale. Et c'est ce genre d'esprit que l'on se propose de provoquer ou de développer.

Un tel enseignement, d'ailleurs, non seulement peut être constamment pénétré de théorie, au sens scientifique et légitime du mot, mais est lui-même un instrument du progrès de la connaissance théorique. Car les idées, comme les modes de l'action, se perfectionnent par les rapports mutuels des uns et des autres. La pensée n'est pas seule à découvrir les moyens de surmonter les difficultés. La vie, elle aussi, avec ses nécessités, ses tâtonnements et ses expériences spontanées, résout bien des problèmes ; et la pensée s'éclaire en méditant sur les enseignements du fait.

Il est inutile de faire ressortir que les professeurs d'une telle école jouissent, dans leur enseignement, d'une entière liberté intellectuelle. Ils ne sont assujettis à aucune doctrine, à aucune autorité. Cette condition est impliquée dans l'idée même d'une

recherche scientifique, puisque le savant, par définition, est un homme qui ne sait pas d'avance à quel résultat il aboutira, mais qui suit, avec une docilité et une abnégation parfaites, le fil conducteur de l'expérience et du raisonnement.

Et liberté, ici, n'est pas anarchie ou conflit. Il n'est pas question, parmi nous, de propagande et de prosélytisme. Il ne s'agit pas de communiquer aux auditeurs, par le prestige du talent oratoire, les sentiments même les plus généreux, la foi même la plus sincère et la plus noble dont, personnellement, on peut être animé. Ici, on ne veut qu'instruire, éclairer, faire connaître, dans leur complexité et dans leur précision, les conditions, des problèmes, les expériences faites, les résultats obtenus dans telles et telles circonstances. Or les connaissances expérimentales les plus diverses peuvent se coudoyer sans se combattre. Deux faits sont autres, sans pour cela être contradictoires : seuls les concepts abstraits de l'Entendement comportent le rapport de contradiction proprement dite et d'exclusion mutuelle. Deux vrais savants, en tant que savants, se tolèrent donc nécessairement l'un l'autre. Ce n'est pas assez dire ; et l'on ne saurait douter qu'une science commune, aussi complète et objective que possible, ne soit pour les esprits un principe de rapprochement singulièrement puissant. Largement instruits, et

capables de considérer les questions sous toutes leurs faces, les hommes, en général, ne seraient pas loin de s'entendre. Ils ne sont pas si mauvais, qu'ils se plaisent à agir contrairement à ce qu'ils reconnaissent comme la vérité, et bien souvent, ce sont les lacunes respectives de leur savoir qui causent leur mésintelligence.

Ainsi, quelle que soit la diversité d'études, de point de vue et de sentiments des personnes qui professent dans cette école, elles sont unies, d'avance, par une sorte d'harmonie préétablie. C'est un lien véritable et un accord déjà effectif que la commune résolution de chercher la vérité sans parti pris, de bonne foi, en acceptant d'avance tous les résultats, quels qu'ils puissent être, où conduira l'observation impartiale et l'analyse des faits. L'unité spirituelle et invisible des intentions et des volontés n'est pas moins réelle que celle des doctrines et des formules, autour desquelles se groupent les intelligences ou les imaginations.

Rapprochés par la communauté d'esprit scientifique, les professeurs de *l'École des Hautes Études sociales* le sont, en outre, par la croyance à la nécessité et à l'efficacité d'une étude scientifique des problèmes sociaux.

Quelle est aujourd'hui l'autorité qui peut s'imposer

au nom du fait, de la tradition ou du sentiment ? Les problèmes qui nous pressent seront insolubles si l'on ne consent à en demander la solution qu'à la force ou à l'autorité. Pourtant on ne peut se désintéresser de ces questions. Il est incontestable que, par suite de l'ensemble des conditions matérielles et morales des sociétés modernes, l'égalité de droit et même de pouvoir de tous les individus tend de plus en plus à se réaliser. Or qui pourrait affirmer que Hobbes s'est trompé du tout au tout, quand il a posé en principe que l'égalité, c'est la guerre ? Si l'égalité laisse subsister dans les âmes l'égoïsme, l'amour de la domination, la passion de la jouissance, si elle n'a pas pour complément, et en quelque sorte pour fondement intérieur et moral, le respect du droit d'autrui, la sympathie mutuelle, l'idée de collaboration à une œuvre commune, c'est-à-dire des notions et des sentiments sociaux, il est clair que Hobbes a raison. L'égalité du loup et de l'agneau, fût-elle établie entre eux par un contrat en forme, est précaire et illusoire. Et il est vain d'objecter que la condition qui rend l'égalité durable et bienfaisante, ce sont des sentiments, en même temps que des connaissances, et que la science n'a pas de prise sur les sentiments. Plus l'homme est instruit et porté à la réflexion, plus il consent, plus il aspire à régler ses actions

et ses sentiments sur ce que sa raison lui représente comme vrai.

A ce double caractère, enseignement surtout pratique, recherche absolument libre mais scrupuleusement scientifique, l'École, si le vœu de ses professeurs est entendu, en joindra un troisième : la participation sérieuse et suivie de l'auditoire à l'étude des questions traitées. Cette école ne s'appelle pas *École des sciences sociales,* mais bien *École des études sociales,* parce qu'en ces matières peu de principes sont assez établis pour pouvoir être enseignés *ex professo.* Il est nécessaire que chacun apporte ici ses observations, ses réflexions. Ce doit donc être la règle et la pratique constante, qu'à la suite de chaque leçon une discussion s'établisse, dans laquelle les opinions diverses se confrontent, s'éclairent, se rectifient et se complètent mutuellement. Collaboration profitable à l'avancement de la science, non moins précieuse pour unir les âmes avec les intelligences. Car, comme le disait Aristote, tout ce qui est commun unit, et cela à proportion de l'excellence de la fin commune. Mais, quelle fin est plus haute que la recherche de la vérité ?

Telle est, dans son objet et dans ses principes, *l'École des Hautes Études sociales.* Elle fait appel

à tous ceux qui sont désireux d'appliquer aux problèmes sociaux le pur esprit scientifique. Elle ne prétend pas que la science, sans les vertus actives, suffise à résoudre ces problèmes dans la réalité concrète et vivante, mais elle part de ce principe, assurément incontestable, que, dans le domaine social comme dans les autres, il y a des faits à connaître et que cette connaissance importe à la pratique ; et elle a confiance que la recherche commune de la vérité, poursuivie avec zèle et avec conscience, non seulement rend possible une œuvre scientifique que les individus, livrés à eux-mêmes, seraient incapables d'accomplir, mais encore prépare et commence, par son influence sur les âmes et les volontés, la réalisation des harmonies morales. Apprendre ensemble, et les uns des autres, c'est déjà s'aimer. *(Vifs applaudissements)*

Au moment où nous mettons sous presse, nous ne pouvons qu'annoncer en bref à nos abonnés que M. Duclaux a fait mardi soir à l'école des hautes études sociales une leçon très rare et très forte pour l'inauguration du cours préparatoire à l'enseignement des universités populaires, que nous avons fait sténographier cette leçon, et que nous la publierons dans un prochain cahier.

ALLOCUTION DE M. DUCLAUX

M. Duclaux n'a pas revu la sténographie.

Mesdames, messieurs,

Vous reconnaîtrez qu'il y a quelque témérité à prendre la parole après M. Boutroux et à courir les hasards de l'improvisation après le discours si mesuré, si noblement pensé, si noblement écrit que vous venez d'entendre et d'applaudir. Et c'est ici que j'indiquerai publiquement mon regret d'être seul à remplir cette tâche.

Vous deviez vous attendre logiquement — dans une salle qui est destinée à entendre des raisonnements logiques — à voir apparaître le directeur de *l'école de morale*, pour vous parler de son école, le directeur de *l'école sociale* pour la sienne, et enfin, le directeur de *l'école de journalisme*, pour la troisième. Or, mes deux excellents amis, MM. Croiset et Cornély, se sont défilés, l'un à droite et l'autre à gauche, et m'ont laissé seul pour comparaître devant vous.

Je me trouve heureusement devant un certain nombre de noms et de titres de cours autour desquels un commentaire serait absolument inutile. Quand je vous aurai dit, par exemple, que M. Croiset vous fera une histoire de la morale grecque, je suis dispensé de rien ajouter : l'homme et le sujet s'invitent et s'indiquent l'un l'autre. Quand je vous aurai dit que M. Anatole Leroy-Beaulieu vous parlera de ce qu'il appelle les doctrines de haine, parmi lesquelles nous avons vu fleurir dans ces derniers temps une doctrine particulière, l'antisémitisme, il est évident que vous pouvez tous vous attendre à ce qu'un pareil sujet, traité par un pareil homme, devienne très intéressant. Quand je vous aurai dit que M. le pasteur Wagner abordera la difficile et toujours présente question de la douleur, vous trouverez tout naturel qu'un homme qui est habitué depuis si longtemps à vibrer au contact de toutes les douleurs humaines

— douleurs de famille, douleurs de conscience, douleur patriotique — continue ici son œuvre de consolateur.

Le cours de M. Marillier sur l'obligation morale et la coutume; le cours de M. Charles Guieysse sur la morale et l'armée sont aussi des cours qui s'expliquent par eux-mêmes, ou du moins dans lesquels le nom du conférencier indique tout de suite quel sera le caractère du cours. Il s'agit de cette question toujours présente : la lutte de la loi morale contre les conditions extérieures, qui quelquefois la sollicitent, quelquefois, au contraire, l'entravent dans son développement, — contre la coutume dans les cours de M. Marillier, — contre la tradition dans ceux de M. Guieysse; — et cette même lutte contre les devoirs professionnels du militaire, de l'officier, ce qui l'empêche quelquefois d'exercer sur ses hommes l'influence morale qu'il pourrait exercer, ce qui empêche ces hommes de la recevoir, ce qui même empêche l'officier dans certaines circonstances d'être maître de sa conscience morale et de distinguer chez lui où commence l'obéissance et où finit la soumission : question évidemment des plus importantes, des plus graves, question d'un intérêt actuel et que M. Guieysse étudiera avec sa compétence ordinaire, car je crois pouvoir dire qu'il a éprouvé lui-même les incertitudes qu'il vous indiquera.

Vous trouvez aussi dans ce même programme un cours de M. Xavier Léon sur la vie de Fichte; pourquoi ce philosophe plutôt qu'un autre? Parce qu'ici nous ne nous préoccupons pas seulement d'éclairer les esprits, mais encore de former des volontés. Et il nous a semblé que la vie d'un philosophe qui a été à la fois un homme et un citoyen, qui, à un moment donné, a contribué à la régénération de sa patrie était une vie dont l'exemple méritait d'être porté devant vous.

J'aurai à entrer dans un peu plus de détails à propos du sujet que vous voyez inscrit sous le titre *l'éducation morale dans les lycées*. Ce mouvement est commencé depuis longtemps; d'abord par l'enseignement secondaire de l'Université, ensuite par le programme des établissements rivaux. L'enseignement secondaire ne s'est pas jusqu'ici préoccupé de l'éducation morale de ses élèves; je dis dans les pro-

grammes, car vous savez que si elle n'a pas prêché par la parole, l'Université a souvent prêché par l'exemple, et que si chacun de nous veut descendre dans le fond de sa conscience, il y trouvera le souvenir d'un professeur particulièrement aimé, particulièrement chéri, parce que ce professeur a trouvé davantage le chemin de notre esprit et de notre cœur : il nous a dévoilé à un moment donné ce que c'était qu'une vie utile, une vie probe, il nous a dévoilé le sens profond de la vie, et si nous faisons cet examen de conscience, chacun de nous pourrait voir qu'à côté des influences familiales, à côté des influences ancestrales, il y a, imprimé dans le cœur de l'homme, le souvenir d'un professeur qui a été vraiment un maître et un initiateur tout en prêchant par l'exemple. L'Université ne s'était malheureusement pas préoccupée de l'éducation morale telle que nous la concevons maintenant, non seulement telle que nous la concevons, mais telle qu'elle devient nécessaire, car autrefois, au temps où la plupart de ceux qui sont ici ont été élevés, il n'y avait pas le souci de la préparation des examens ; il n'y avait pas ces programmes qui s'imposent en ce moment-ci, non seulement à l'élève, mais qui par l'élève s'imposent au professeur ; de sorte qu'on peut dire que l'élève est devenu le maître de sa classe, à partir des classes supérieures, c'est-à-dire à partir du moment où l'élève commence à entrer un peu en possession de lui-même, où l'éducation qu'il pourrait recevoir pourrait lui être profitable. A partir de ce moment-là l'élève est préoccupé du baccalauréat et dès lors, les notions de morale que l'Université a réparties dans ses programmes, soit du cours d'histoire, soit du cours de philosophie, paraissent à l'élève, uniquement préoccupé de son examen, à peu près aussi importantes que le théorème du carré de l'hypoténuse ou la règle de trois. Ce qu'il devrait avoir en entrant dans la vie comme élément fondamental, ce qui est destiné à faire l'homme que sera cet élève, est à peu près négligé.

Vous comprendrez, dans ces conditions, qu'un certain nombre de professeurs de l'enseignement secondaire, émus de cette situation, préoccupés de l'avenir des jeunes géné-

rations dont ils avaient la garde, se soient posé la question suivante : Remplissons-nous notre devoir vis-à-vis de ces enfants ?

Cette question posée par ces universitaires devait aboutir à quelque chose, et en effet, depuis 1891, si je ne me trompe, M. Malapert, que nous voyons précisément dans la liste des conférenciers, s'était préoccupé de munir ses élèves, au moment où ils arrivent au baccalauréat, où ils vont entrer dans la vie, des quelques notions indispensables pour que ces jeunes gens connaissent un peu le monde dans lequel ils vont entrer.

Cet exemple a été suivi; cette question de l'éducation morale dans les lycées préoccupe en ce moment un grand nombre d'hommes, et tout dernièrement, dans un Congrès international, si je ne me trompe, cette question a été posée; on s'est demandé s'il faut que la morale conserve sa place dans le programme dont je viens de vous entretenir et de vous montrer tout à l'heure l'importance, si elle devait faire l'objet d'un enseignement formel, être placée à son heure et à sa place dans le système total de l'enseignement, ou bien, au contraire, si elle devait pénétrer l'enseignement tout entier.

Dès lors, une enquête s'imposait; c'est cette enquête que nous allons essayer de continuer ici. M. Croiset, qui, étant helléniste, a toutes les qualités pour être un chef de chœur, la conduira; un certain nombre de professeurs, dont nous sommes heureux de saluer l'apparition dans une pareille matière, feront des conférences sur les sujets qui sont portés au programme, essaieront de montrer comment cette éducation morale peut être introduite à toutes les hauteurs, à tous les étages de l'enseignement, à partir des classes de grammaire jusque dans l'enseignement des sciences. Après chaque exposé, une discussion interviendra, discussion qui, s'il est nécessaire, sera remise à la leçon suivante ou à la conférence suivante, de façon à ce que les esprits puisent des notions à ce sujet et que ces conférences soient fructueuses. Quand elles seront terminées, une publication spéciale répandra les résultats qu'elles auront produits, dans la masse du public.

Comme nous sommes à l'avance convaincus que cette enquête portera ses fruits et qu'elle donnera de bons résultats, nous avons immédiatement demandé à notre collègue et ami M. Buisson, toujours prêt à toutes les œuvres utiles, de faire une enquête toute pareille pour l'enseignement primaire; M. Buisson était plus caractérisé qu'un autre pour cette œuvre, car il s'est depuis longtemps préoccupé d'introduire l'enseignement moral et civique dans l'enseignement primaire. Eh bien, une enquête, qui montrera à quoi on est arrivé dans cette direction, les petits perfectionnements qui peuvent encore y être apportés, est une enquête sur laquelle nous comptons au moins autant que sur celle que nous avons ouverte à propos de l'enseignement secondaire, car il ne faut pas oublier que la population scolaire primaire est plus nombreuse que celle de nos lycées et écoles similaires. De sorte que nous aurons là, quand tout sera terminé, une enquête qui sera évidemment très intéressante.

Après avoir ainsi tracé les grandes lignes de l'école de morale, je puis me contenter de passer rapidement sur les conférenciers et sur les conférences ; vous allez y retrouver des noms aimés, chers, et vous comprendrez tout naturellement aussi que ces hommes soient les mieux qualifiés pour faire les conférences auxquelles ils vont procéder.

C'est ainsi que nous trouvons M. Boutroux, qui nous parlera de la morale et de la civilisation ; M. Darlu, qui nous parlera de l'idée du devoir en morale, d'après Kant; M. Fournière, sur lequel je vais revenir tout à l'heure, qui nous parlera de *morale et socialisme*; de M. de Roberty, qui nous fera trois conférences sur Frédéric Nietzsche, sa morale, ses disciples; M. G. Sorel, qui nous parlera de la valeur morale de l'art ; M. Vigouroux, qui a longtemps parcouru le monde et qui nous donnera certainement des notions très claires, très précises et bien exposées des variations que peut subir la morale, suivant les races et les climats, qui tout d'abord nous exposera la morale cafre. Enfin, M. Cantecor, dans une conférence qui n'est pas inscrite au programme, traitera d'une question dont l'énoncé seul vous paraîtra de suite intéressant : l'usage et l'abus de la solidarité.

J'arrive à l'*école sociale*. Le plan de l'école sociale est exactement celui qu'indiquait M. Boutroux tout à l'heure ; il est conforme au précepte indiqué par Buffon et qui revient à ceci : colliger des faits pour avoir des idées.

Cette méthode est encore plus nécessaire à propos des sciences sociales qu'elle ne l'est par exemple pour les sciences physiques, dans lesquelles l'objet de l'étude est commandé par des lois qui lui sont supérieures, qui sont inéluctables et devant lesquelles il faut bien s'incliner, dont les caractères sont connus à l'avance et qui permettent d'émettre des prévisions. Il en est autrement, bien entendu, quand la matière première qui fait l'objet de l'étude se trouve être l'homme, avec sa volonté, avec sa responsabilité, avec son libre arbitre ; c'est une matière essentiellement variable, sur laquelle on ne peut pas compter. — Il y a bien, je le sais, des écoles qui le suppriment, par la pensée, bien entendu, et qui disent : il y a des lois générales, les hommes se mettent en travers, tant pis, les hommes seront balayés, et qui ne s'en préoccupent pas davantage; — il y a des écoles qui disent qu'il est dans la loi naturelle que les faibles disparaissent et que si les pauvres sont faibles, ils n'ont qu'à disparaître. — D'autres écoles, au contraire, disent : si les riches font obstacle au progrès, qu'ils disparaissent aussi.

Eh bien, nous sommes entre ces deux écoles rivales; nous ne voulons pas de ces ostracismes, nous essayons d'établir précisément entre ces deux doctrines le pont qui doit les réunir, et dans cet ordre d'idées, nous disons : l'homme a toujours été à peu près le même à toutes les époques ; il a déjà agi, il s'est organisé, il a travaillé ; cherchons un peu ce qu'il a fait dans le passé pour savoir ce dont il est capable dans l'avenir. De là, tout naturellement, l'abondance des documents historiques dans l'école sociale : ceux qui envisagent l'homme dans ses diverses organisations, dans les tentatives qu'il a faites, soit pour affermir son pouvoir, soit pour se défendre contre les maux auxquels il était sujet. Tous ces documents historiques apparaissent les uns après les autres dans un ordre qu'on peut faire quelconque, mais vous comprenez qu'ils visent tous au même résultat : nous

renseigner sur le passé pour savoir ce que nous pouvons attendre dans une certaine mesure de l'avenir.

Pour chacun de ces cours, on pourrait répéter ce que l'auteur de l'un d'entre eux, M. Paul Bureau, écrit dans une petite note à la fin du programme : *Ces études seront strictement conduites d'après la méthode d'observation.* Ce sont, en effet, des résultats d'observations patientes, soigneuses, bien établies, que ces divers cours passent en revue. Ici encore, je retrouve le même privilège que tout à l'heure, c'est que je n'ai qu'à vous citer quelques noms pour être dispensé de toute espèce de commentaire.

Qui, par exemple, mieux que M. Paul Strauss pourrait parler de l'assistance sociale, qui en a fait davantage l'étude, l'objet des préoccupations de toute sa vie ? Lorsque je vous dirai que M. Eugène Fournière vous parlera des théories sociales de 1830 à 1848, vous devinez qu'il nous montrera ce caractère original, pénétrant, avec ce parfum, et cette espèce de duvet du fruit, ce goût de terroir qu'on trouve dans tous les esprits qui se sont formés par eux-mêmes. Quel auteur pourrions-nous trouver plus convaincu et plus convaincant sur les questions de mutualité que ne l'est M. Paul Guieysse ? Et enfin, qui pourrait plus utilement nous parler de l'association coopérative que notre ami, M. Gide, qui a fait longtemps sur ce sujet une fructueuse propagande et qui dans son dernier livre rappelle qu'il a été coopérateur avant les coopératives et qu'il a mis en œuvre cette forme de l'association à un moment où elle n'avait en France aucune popularité.

Vous retrouverez la même préoccupation historique dans les origines du positivisme par Georges Dumas ; dans les conférences sur l'évolution vers la paix par M. Gaston Moch, qui est un des apôtres de la paix et qui nous apportera sur ce sujet au point de vue historique un argument qu'on peut résumer brièvement, mais qui paraît, en effet, tout à fait probant : il vous montrera les hommes se disputant d'abord la possession d'un petit lopin de terre et assurant sur une petite surface une paix par des conventions s'étendant à ce petit territoire ; puis, les habitants de ce petit territoire, de cette province se disputant des territoires

intermédiaires et arrivant ainsi peu à peu à faire régner la paix sur ce territoire ; de telle sorte que peu à peu, ce qu'il appelle l'ère de la paix s'étend de plus en plus et a atteint les nations, mais tout permet d'espérer, — et je suis convaincu qu'il est très fervent dans cette espérance, — que nous sommes en ce moment dans une période transitoire et qu'à un moment quelconque les nations qui sont en ce moment rivales consentiront à entrer les unes vis-à-vis des autres dans une paix tout à fait comparable à celle qui existe entre les habitants d'une même nation.

Les études sur le contrat de salaire de M. Paul Bureau essaieront aussi de définir le régime qui sert le mieux à la fois les intérêts qu'il reconnaît différents et même dans une certaine mesure contradictoires entre le patron et l'ouvrier, entre celui qui achète du travail et celui qui le vend.

La même préoccupation de réformes prudentes, car nous ne sommes pas des révolutionnaires, mais des évolutionnistes, inspirera le cours sur la réforme des lois successorales de M. Paul Lacombe, qui fera valoir des arguments pour arriver à obtenir qu'elles soient plus en harmonie qu'elles ne le sont avec les tendances de notre temps.

Je signale en même temps les études sur les origines du capitalisme moderne par M. Hauser, et je mentionne les doctrines sociales catholiques du R. P. Maumus, les conférences sur les syndicats ouvriers en Angleterre et en Amérique par M. Paul de Rousiers. Tous ceux qui ont lu ses articles estiment et apprécient l'esprit à la fois singulièrement analytique et synthétique dont il s'inspire.

Enfin, les idées sociales en Allemagne seront l'objet d'un cours professé par M. Sarraute, qui a passé plusieurs années dans ce pays et qui doit par conséquent le bien connaître.

J'arrive — et je passe rapidement parce qu'ici il s'agit un peu de moi — au cours d'hygiène sociale que j'ai accepté de professer à l'école sociale.

Je dois dire tout de suite que je n'entends pas par hygiène sociale l'ensemble des institutions sociales qui permettent de lutter contre la maladie ; il y aurait là un ensemble descriptif très intéressant à faire, mais ce n'est pas l'objet que je me propose. Je voudrais montrer qu'ici

encore, comme partout, l'introduction des idées pasteuriennes — on peut s'étonner d'en entendre parler ici, mais j'y suis bien — a produit dans cette question une révolution comme elle en a produit une partout, qu'elle a créé, je ne dirai pas une nouvelle forme de loi morale — car je crois que les fondements de la loi morale sont posés depuis longtemps, mais elle a créé une nouvelle direction pour la loi morale, qui consistait à dire : tu ne feras pas de mal à ton prochain, le sachant. — Tant que la maladie a été considérée comme une punition divine, ou bien comme un hasard réparti sur la masse des hommes, il n'y avait aucune responsabilité des malades vis-à-vis des bien portants. Maintenant que nous savons que la maladie nous vient de notre voisin, que lorsque nous sommes malades, nous sommes dangereux, une nouvelle direction de la loi morale s'est manifestée. J'ai le devoir comme citoyen de n'être pas contaminé par mon voisin ; j'ai le droit de me défendre de cette contamination dans l'intérêt général et dans le mien en particulier ; mon voisin a le devoir de son côté de me protéger, ou d'éviter de me communiquer sa maladie, et il en résulte entre les hommes une série de liens nouveaux bien caractérisés, bien nets, et qui, avant de s'inscrire dans le code, constituent des devoirs sociaux nouveaux.

Je suis d'autant plus aise de professer ces doctrines ici que, dans ma conviction, ce n'est pas l'État qui est le mieux organisé pour répandre ces méthodes de préservation sociale contre la maladie, et que par exemple, ce sont les associations ouvrières, ce sont les coopératives qui, mues par un intérêt plus immédiat et plus direct, peuvent faire précisément ce que l'État ne peut pas faire, et déjà ont fait en Belgique ce que dans aucune autre nation du monde, même les plus centralisées, l'État n'a réussi à faire.

J'ai hâte d'arriver à deux points essentiels de l'école sociale : d'abord, à l'organisation ouvrière ; ce que vous voyez sous le titre *l'Organisation ouvrière*, c'est une série de leçons qui seront faites par les administrateurs des sociétés ouvrières, qui seront présentés ici par Arthur Fontaine. Ceci correspond à un certain nombre de faits sur lesquels je veux appeler votre attention.

Il importe de connaître ce que les associations ouvrières ont fait avec leurs propres ressources financières, intellectuelles et morales : il y a là un immense effort qui est trop ignoré du grand public. Pendant que les théoriciens dissertaient sur ce sujet, et sans dédaigner, du reste, les enseignements qui leur venaient de ce côté, les ouvriers, aux prises avec les nécessités de la vie, se sont organisés en vue de la lutte légitime pour la vie. Que cette organisation ait été à l'origine surtout une organisation de résistance, qu'encore en ce moment-ci les questions de grèves, de conflits passionnent les esprits plus que les autres, c'est ce dont ici personne ne songera certainement à s'étonner. Mais, ce serait faire injure à ce parti que de croire qu'il a borné ses efforts à ces questions de lutte et de résistance, ce serait être injuste envers lui que de méconnaître qu'il a un idéal, idéal très noble, très élevé, dans lequel on ne se préoccupe pas seulement d'assurer à l'ouvrier son pain quotidien, dans lequel on se préoccupe d'élever son esprit, son cœur, son âme, de le grandir à tous les points de vue. Sous l'influence de ces sentiments, qui inspirent, non seulement les chefs, non seulement les secrétaires des associations ouvrières, mais qui inspirent la grande masse ouvrière dans ses meilleures parties, d'autres préoccupations que celles de grèves, de conflits sont nées ; elles se traduisent par l'inscription de notre programme de questions relatives à l'arbitrage, à la conciliation. Ce sont précisément ces efforts-là que nous avons demandé aux chefs de l'organisation ouvrière de vouloir bien venir exposer devant vous, de vous dire les grandes choses qu'ils ont faites, de vous montrer qu'à côté du travail auquel je faisais allusion tout à l'heure, il y en a un plus important ; qu'ils sont arrivés dans cette Bourse du travail dont on a tant médit à établir une sorte de thermomètre de la valeur du travail, thermomètre assez précis, thermomètre qui est un instrument de paix sociale, attendu qu'il sert de régulateur entre celui qui achète du travail et celui qui en vend.

C'est ce travail que M. Arthur Fontaine a demandé aux personnes que vous trouverez inscrites dans ce programme : notre ami, M. Coupat, que je rencontrais tout à l'heure

dans cette salle, M. Riom, M. Briat, M. Quillent, M. Guérard, M. Guillemin, M. Moreau, M. Keüfer viendront nous dire ce qu'ils ont fait dans ce sens et je crois pouvoir leur assurer que tout le monde leur sera reconnaissant de sortir ainsi du milieu dans lequel ils ont évolué pour venir dire au grand public quelle est leur volonté, quelle est leur puissance, quelles sont leurs intentions; je les remercie publiquement en votre nom d'avoir accepté de comparaître devant vous. *(Applaudissements)* A l'origine, certainement, nous étions pour eux des bourgeois. Eh bien, si par hasard il arrivait qu'à la suite de ce contact ce mot *bourgeois* d'un côté, ce mot *ouvrier* de l'autre, eussent dans les bouches un autre sens, croyez-vous que nous n'aurions pas fait un pas vers la paix sociale, et pourquoi n'en arriverions-nous pas à un moment où les grands conflits, qui se traduisent par une grève, en arriveraient dans une certaine mesure à un arbitrage favorable aux uns et aux autres ?

Il est évident que ces notions-là sont bonnes à répandre; je crois pouvoir assurer aux syndicats et aux secrétaires de toutes les unions qui viendront ici, que nous les écouterons avec sympathie et que nous leur témoignerons l'intérêt que leurs efforts méritent.

J'ajoute autre chose : j'ai dit tout à l'heure que nous voulions, non seulement éclairer les esprits, mais que nous voulions aussi donner des leçons de volonté. — Eh bien, je remplis un devoir de conscience en disant ceci : vous aurez devant vous des hommes de volonté, et nous qu'ils traitent de bourgeois, nous ferons bien de les imiter à ce point de vue. *(Rires et applaudissements)*

Dans l'école sociale, vous trouvez encore, en tête du programme, les mots suivants : *préparation à l'enseignement des universités populaires.*

Je voudrais dire en quelques mots en quoi consiste cette préparation et quel est le but qu'elle veut atteindre. Il ne s'agit pas, bien entendu, pour les professeurs bénévoles qui veulent bien prêter leur concours à l'œuvre des Universités populaires, de suivre un cours de pédagogie; ils n'accepteraient pas et nous ne serions pas bien placés pour le faire; il ne s'agit pas pour eux de se présenter

comme des élèves, et pour nous comme des maîtres : il s'agit simplement de leur éviter les difficultés du début, devant un auditoire qui est différent des auditoires auxquels ils sont habitués, un auditoire qui, déjà aux prises avec les nécessités de la vie, n'a plus tout à fait les qualités de l'enfance, avec laquelle ils sont d'ordinaire en contact; cet auditoire voit les choses autrement, avec un esprit déjà mûr et aiguisé, il est parfois préoccupé de problèmes autres que ceux qui tourmentent les élèves ordinaires ou le professeur; les esprits sont en même temps des esprits plus simplistes, plus intuitifs, moins habitués à la dialectique, mais plutôt habitués à voir les choses plus en gros, ce qui n'empêche pas de les voir quelquefois juste. Et en échange de ces quelques défauts que ces auditeurs doivent à ce que leur éducation intellectuelle a peut-être été un peu négligée, ils apportent des qualités précieuses qui en font des auditeurs de premier ordre pour le professeur qui sait les comprendre et les aimer.

Je dois déclarer que dans une carrière déjà longue de professorat, je n'ai jamais trouvé plus de plaisir à me trouver devant un auditoire que dans une Université populaire : une bonne volonté, une ardeur d'apprendre, une intensité de vie qui apparaît dans tous les yeux, un désir profond d'entrer en communauté d'idées avec le professeur, de boire sa parole, et surtout cet auditoire a cette qualité particulière que bien qu'il soit avide d'apprendre, il réfléchit beaucoup, il s'interroge sur la justesse de ce qu'on lui dit, et lorsque ses auditeurs, à la fin de la leçon, consentent parfois à prendre la parole, ils font quelquefois des objections assez embarrassantes, toujours curieuses, originales, parce qu'ils voient les choses d'un côté différent de celui du professeur.

Eh bien ! il y a là un auditoire peu connu à la plupart de ceux qui débutent, avec lequel ils entrent en contact péniblement. Quand on a à faire une leçon devant lui, il faut arriver avec la volonté de se transformer un peu, de changer soi-même son point de vue, il faut faire un petit travail pour approprier la leçon à son nouvel auditoire...

Nous sommes d'autant plus désireux de faire bénéficier

ces professeurs de nos observations, des observations de ceux qui ont été les premiers sur la brèche, qu'il arrive ceci, c'est qu'à ce travail du professeur sur lui-même, ce n'est pas seulement l'auditoire qui y gagne, c'est le professeur lui-même : il gagne à changer son point de vue, et dans cette collaboration, je ne sais vraiment pas quel est celui qui est le plus favorisé.

Ce sont ces conseils que nous nous proposons de donner non pas, je le répète, sous forme pédagogique, mais sous forme de conférences, ou de conseils particuliers. Nous espérons ainsi favoriser ce mouvement des Universités populaires, mouvement que nous n'avons pas inauguré : on est venu à nous, on a fondé sur nous des espérances que nous n'avons pas trompées : ce sont les ouvriers qui ont commencé ; ils se sont aperçus qu'entre les *intellectuels* et eux, il n'y avait que la largeur de la main ; ils ont pensé, suivant la forte parole de mon ami Geddes, *qu'un savant, c'est un ouvrier qui réfléchit ;* ils ont voulu, eux aussi, essayer de devenir des savants, et les savants leur ont tendu la perche — si vous me permettez cette expression — parce qu'un pays ne compte jamais assez de savants et que dans toutes les positions, dans toutes les sphères et à tous les étages en matière sociale, on peut faire d'intéressantes découvertes, l'histoire est là pour le prouver, et c'est une vérité qui, du reste, n'a pas besoin de démonstration.

Ces conférences pédagogiques pour l'enseignement des Universités populaires m'amènent tout naturellement au seuil de l'école du journalisme. Ici encore, c'est une question de diffusion de doctrines venues d'ailleurs, doctrines qui ont pris une expression plus ou moins précise, mais qui, pour devenir utiles, ont besoin de se répandre dans les masses. Il faut remarquer cette circonstance que le public des Universités populaires est très restreint, tandis que le journal est devenu le grand éducateur de nos temps modernes. — Je suis très aise de dire cela devant M. Cornély, qui a joué son rôle d'éducateur dans ces derniers temps.

Si le journal est devenu l'éducateur des temps modernes, la préparation des journalistes est quelque chose de bien

plus important que la préparation des professeurs aux Universités populaires. Il s'agit là de diffuser largement des notions précises venues d'ailleurs. Nous avons affaire à une population très nombreuse, qui augmente de plus en plus.

Un journaliste a besoin de deux choses : il a besoin du don et il a besoin de la préparation professionnelle. Au sujet du don, nous ne pouvons rien : on naît journaliste comme on naît rôtisseur. — Mais nous pouvons quelque chose pour la préparation professionnelle, et c'est précisément en vue de cette préparation qu'ont été coordonnés les divers cours de l'école de journalisme.

M. Fouquier, qui a à la fois le don et le métier, avait fait, l'année dernière, une série de leçons sur la critique dramatique, dans lesquelles il avait donné à ses élèves une très haute idée de leur mission, où il avait porté à un très haut degré le niveau moral de l'école. M. Fouquier nous reste encore cette année et son cours aura toujours l'intérêt qu'il a su lui donner l'an passé.

Les grandes divisions de l'école correspondent précisément aux notions que je viens d'indiquer : l'instruction professionnelle du journaliste comprend, dans notre programme, une histoire de la presse depuis la Restauration jusqu'à nos jours, histoire de la presse que se partageront MM. Maury et Félix Léveillé. M. Seignobos parlera du journalisme actuel, de la presse contemporaine, montrera ce qu'est le classement des partis. Tous ceux qui connaissent M. Seignobos savent ceci : c'est que s'il y a quelqu'un qui peut jouer, dans le monde politique actuel, le rôle que Le Sage a donné dans *le Diable boiteux* à Asmodée, c'est certainement M. Seignobos.

L'histoire des presses étrangères sera partagée entre M. Pierre Mille, qui a fait ses preuves sur ce point, et qui nous fera l'histoire de la presse anglaise, M. Tridon, de l'Agence Havas, qui étudiera la presse russe, M. Vigouroux, qui nous parlera de la presse américaine, et enfin, dans ce dernier ordre d'idées, M. Friedel , qui a bien voulu nous promettre son concours pour une série de conférences qui ne sont pas portées au programme, jouera à propos de la presse étrangère à peu près le même rôle que M. Seignobos

jouera à propos de la presse française. Il nous dira quel est le classement des partis, quelle est la langue politique spéciale dans les journaux de l'étranger.

La législation sur la presse fera l'objet d'un cours de M. Bergougnan, qui, avec son esprit avisé, son entrain, sa bonne humeur, avec les connaissances profondes qui lui ont valu le titre de président honoraire du syndicat de la presse judiciaire parisienne, fera profiter les jeunes journalistes de son expérience déjà longue et de toutes ses connaissances.

La partie de l'éducation professionnelle comprend des noms sur lesquels je n'insiste pas, parce qu'ils sont trop connus, M. Cornély en tête, M. Jean Bernard, qui dans le programme de son cours, très intéressant, montrera comment on doit faire de la grande actualité, du reportage et de l'interview ; il donnera là-dessus aux journalistes des renseignements très intéressants. Je lui demanderai seulement, s'il est dans la salle, d'y ajouter quelque chose : il ne se propose d'étudier que les devoirs des intervieweurs vis-à-vis des interviewés : il serait assez nécessaire d'y ajouter un chapitre relativement aux devoirs des interviewés vis-à-vis des intervieweurs ; quelques personnes pourraient en profiter utilement, et ce serait une adjonction satisfaisante pour tout le monde.

Enfin, des conférences professionnelles et des travaux pratiques dans les grands journaux de Paris compléteront le programme que je viens de tracer. Voilà ce que nous avons essayé de faire.

Vous trouverez que nos ambitions sont peut-être un peu démesurées. Je dois dire cependant que nous avons un commencement de réalisation de ces généreuses espérances. Ici, dans ce même local, siège ou siégera une commission permanente internationale du congrès de l'enseignement social, qui a l'objet suivant : harmoniser les efforts sociaux dans les divers pays, mettre en relations ces divers pays par des échanges de professeurs : envoyer, par exemple, des professeurs français en Angleterre, en Allemagne ou en Russie, recevoir à leur place des professeurs de ces divers pays, introduire, par conséquent, une connaissance géné-

rale plus approfondie des hommes et des choses. Voilà un but très noble, très louable, auquel nous nous associons. Nous avons aussi l'appui de la *Bibliothèque des sciences sociales ;* de sorte que notre action à l'extérieur est déjà un peu commencée.

En somme, il n'est pas nécessaire de commencer grandement pour aboutir à de grandes conséquences; il suffit d'avoir du courage; il suffit aussi — et c'est peut-être le secret de ma présence ici — de songer que ce qu'on veut produire, c'est une fermentation... *(Rires et applaudissements).*

Que faut-il pour une fermentation? C'est ici que ma compétence me reprend, et il est un peu tard. Pour une fermentation, il faut deux choses : une bonne semence et un bon milieu de culture. De la semence, je viens de vous en parler, ce sont les hommes éminents qui ont bien voulu nous seconder dans cette tâche, qui tous ont accepté la mission qu'ils doivent remplir avec une bonne volonté, une bonne humeur, une cordialité qui nous touchent et dont je vous prie de les remercier avec moi.

Quant au bon terrain de culture, mesdames et messieurs, nous sommes convaincus que nous aurons toute satisfaction. C'est par vous que les bonnes doctrines peuvent se répandre, c'est par vous que la liberté d'appréciation peut se répandre, car, comme vous le disait tout à l'heure notre président, nous ne voulons pas faire de prosélytisme : nous ne sommes pas des ravisseurs d'âmes, nous voulons vous demander votre plein consentement dans toutes les opinions que vous entendrez émettre devant vous. Nous vous demanderons même d'interpeller sans pudeur le conférencier à la fin de sa conférence, d'entrer en communion d'idée intime avec lui; je suis convaincu que cette communion d'idées s'établira sans aucune difficulté et pour l'intérêt de tous.

Voilà, messieurs, ce que nous attendons de vous. Mais comme le premier devoir du semeur dans un bouillon de culture consiste à ne pas fatiguer son milieu, je m'arrête, en vous remerciant de la bienveillante attention que vous avez bien voulu m'accorder. *(Vifs applaudissements)*

Le Gérant : CHARLES PÉGUY

Ce cahier a été composé par des ouvriers syndiqués

IMPRIMERIE DE SURESNES (G. RICHARD, administrateur), 9, rue du Pont.—3475

en nous donnant les noms et adresses des personnes à qui nous servirions utilement des abonnements éventuels ou des abonnements gratuits;

en nous envoyant des documents et renseignements.

Nous prions ceux de nos abonnés qui nous envoient des noms et adresses de vouloir bien prévenir eux-mêmes les personnes à qui, sur leur indication, nous envoyons les cahiers. Rien ne vaut la propagande et la présentation personnelle.

Nous prions ceux de nos abonnés qui nous envoient des documents et des renseignements de vouloir bien écrire très lisiblement et d'un seul côté de la page. Quand leurs études sont d'ensemble et un peu longues, ils peuvent les rédiger. Mais toutes les fois qu'ils nous envoient des renseignements pour ainsi dire instantanés, mieux vaut nous écrire privément et laisser au citoyen rédacteur le soin d'exercer son métier.

Nos cahiers ne sont pas mis séparément dans le commerce, nous ne les vendons qu'à nos abonnés.

La rédaction et l'administration des cahiers ont été transférées 16, rue de la Sorbonne, au second.

M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, reçoit pour l'administration tous les jours de la semaine, le dimanche excepté, — le matin de dix à onze heures.

M. Charles Péguy, gérant des cahiers, reçoit pour la rédaction

le jeudi soir de deux heures à sept heures et de huit heures à dix heures,

le vendredi matin de huit heures à onze heures.

Adresser à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, 16, rue de la Sorbonne, Paris, la correspondance d'administration : abonnements et réabonnements, rectifications et changements d'adresse, cahiers manquants, mandats, indication de nouveaux abonnés. N'oublier pas d'indiquer dans la correspondance le numéro de l'abonnement, comme il est marqué sur l'étiquette, avant le nom.

Adresser à M. Charles Péguy, gérant des cahiers, 16, rue de la Sorbonne, Paris, la correspondance de rédaction et d'institution. Toute correspondance d'administration adressée à M. Péguy peut entraîner pour la réponse un retard considérable.

Nous prions instamment ceux de nos abonnés qui demeurent à Paris de vouloir bien venir nous voir, quand ils ont affaire à nous. La correspondance écrite est beaucoup plus onéreuse, moins commode et moins exacte que l'entretien le plus bref.

Nos collections de la première série sont à peu près épuisées. Il ne nous en reste guère que huit ou dix exemplaires complets. Nous les vendons au prix d'un abonnement. Nous ne les vendons qu'à nos nouveaux abonnés. Nous prions ceux de nos anciens abonnés qui n'ont pas tous les cahiers de la première série de vouloir bien nous demander sans aucun retard les cahiers qui leur manquent.

Nos anciens abonnés n'ont pas oublié que « la lumière » de Jérôme et Jean Tharaud fut publiée dans les septième, huitième et neuvième cahiers de la première série. Nous en avons fait pendant les vacances un très beau tirage à part en un volume. Ce tirage à part n'est pas mis dans le commerce. Nous le tenons à la disposition de nos abonnés pour un franc.

Nous tenons gratuitement à la disposition de nos abonnés la « Jeanne d'Arc » de Marcel et Pierre Baudouin. Ajouter un franc pour les frais d'envoi. Nous devons faire cet envoi à plusieurs de nos anciens abonnés. Nous le ferons aussitôt que notre nouvelle administration aura installé nos nouveaux envois.

Nous prions nos souscripteurs et nos abonnés de vouloir bien nous envoyer des mandats de poste plutôt que des bons : le mandat est une pièce d'administration plus complète.

Nous avons donné le bon à tirer après correction de ce premier cahier le jeudi 29 novembre 1900.

DEUXIÈME CAHIER DE LA DEUXIÈME SÉRIE

René Salomé

Vers l'Action

Un idéal n'est qu'un pion

Max Stirner

ÉDITIONS DES CAHIERS
PARIS
16, rue de la Sorbonne, au second

Ce cahier n'est pas mis dans le commerce

vers l'action

M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, reçoit pour l'administration tous les jours de dix heures à onze heures, le dimanche excepté.

M. Charles Péguy, gérant des cahiers, reçoit pour la rédaction le jeudi soir de deux heures à sept heures et de huit heures à dix heures et le vendredi matin de huit heures à onze heures.

le Gérant : Charles Péguy

DEUXIÈME CAHIER DE LA DEUXIÈME SÉRIE

René Salomé

Vers l'Action

Un idéal n'est qu'un pion

Max Stirner

132813
4/10/10

ÉDITIONS DES CAHIERS
PARIS
16, rue de la Sorbonne, au second

INTRODUCTION

Rencontrée à Versailles, chez M. Amédée Violet, vieillard sceptique et bienveillant, érudit sans gourme, lettré sans cuistrerie et passionné collectionneur d'estampes, — mademoiselle Aurélia Collins m'apparut comme un être d'exception. Belle d'une beauté hautaine et décisive, d'allures viriles, affirmative en ses propos, tout cela non sans grâce ni finesse, elle s'imposa brusquement à ma curiosité. Mais sa conversation, détachée du moi, ne m'apprit rien de son histoire. Quant à M. Violet, je n'osais l'interroger, suffisamment heureux qu'il me laissât, moi chétif, ouvrir ses cartons et feuilleter ses albums, pour compléter la documentation d'un article sur Jacques Callot, — un ramassis de formules que je destinais à une jeune et déjà mourante Revue.

Il y a quatre ans, vers la fin de janvier, je retrouvais M. Violet à la Bibliothèque nationale. Le teint marron, la démarche veule, il avait l'air de ne plus vivre qu'à regret. Il m'apprit la mort d'Aurélia et me reprocha de n'aller plus chez lui. J'y fus le dimanche suivant. Heureux d'avoir à qui parler de la morte, il m'exhiba le volumineux paquet de manuscrits qu'il avait recueillis

chez elle. Il y avait là des notes, des fragments de journal intime et des lettres.

Bientôt après, j'étais autorisé à lire et à classer ces manuscrits. Si j'en publie un certain nombre, à présent que M. Violet n'est plus, c'est que lui-même en a souhaité la publication. Il ne souffrait pas l'idée qu'Aurélia se perdît totalement dans la mort. Aussi joignit-il aux manuscrits une sorte de mémoire, fait de souvenirs personnels, pour combler une lacune du journal. Ce mémoire, mademoiselle Violet et le graveur Delbove l'ont relu sans y rien changer.

Les noms propres de personnes sont des noms fictifs que j'ai dû substituer aux noms véritables.

Extrait du journal d'Aurélia

Lières, août 1883

Pas une lettre depuis dix jours. Il ne me répond plus. J'ai dans l'esprit, malgré mes efforts pour repousser de telles images, les raisonnements sophistiques qu'il suivait interminablement, les gestes rigides qu'il répétait sans cesse, ici, lors de son dernier séjour à Lières, il y a trois semaines. Et depuis, ses lettres furent si pleines de choses étrangères à nous deux, à notre avenir rêvé! Que vient faire, dans celle que j'ai sous les yeux, cette longue dissertation sur la géométrie, laquelle s'achève en aperçus vagues, presque incohérents, où flottent, comme des falots sur une mer de brume, des visions d'halluciné ?

Et rien de ce que je lui demandais. Lui si tendre! si préoccupé de moi à l'exclusion de tout le reste! lui qui, devinant mes moindres velléités, y trouvait l'occasion de me rendre heureuse, avant même qu'elles se fussent formulées dans ma conscience! si bien que parfois sa pénétration m'inquiétait, n'étant point, certes, une faculté normale, commune aux gens attentifs, mais un symptôme d'excessive nervosité.

Que faire? Grand mère, plus morne et plus muette en son mutisme que jamais, — car, le mois dernier,

la mobilité de son regard allégeait un peu son silence — incapable du moindre mouvement, hormis le va-et-vient machinal des paupières, n'a-t-elle pas besoin à chaque heure de ma présence et de mes soins?

Je n'ai plus le cœur à rien. L'attente anxieuse m'engourdit et me stérilise. Je ne lis plus, je n'écris plus, j'oublie au casier mes partitions et mes cahiers de musique; mon vieux piano somnole; la pesante atmosphère du logis, les boiseries sèches, les épaisses cloisons se déshabituent des sons rythmés par où je me figurais leur donner l'illusion de la vie. Dehors, tout m'irrite par son air indifférent : les prés roussis que cerne le froncement des haies, l'ondulation noble des plaines, les chênaies meurtries de taches brunes, et même cette chère avenue d'ormes qui longe le canal bi-centenaire.

Mon doux Maurice, que faites-vous? A-t-il aménagé, là-bas, sa maison familiale, pour notre existence conçue laborieusement selon nos cœurs, notre existence qui veut être de bonté active, de recueillement grave aux heures propices, d'abandon à l'enthousiasme qui naît des sens ou de la pensée, — si tout cela est réalisable, malgré l'égoïsme ambiant, la ribambelle criarde des petits intérêts et des mesquines passions orthodoxes, la déchéance qui menace toute émotion naïve dans la sécheresse et le mensonge universels.

De maître Napoléon Houlet,
notaire à Saint-Sauge, Nièvre,
à mademoiselle Aurélia Collins

16 août 1883

Mademoiselle,

M. Maurice Dubreuil, votre fiancé, vient d'être, à la suite d'un accès de fièvre chaude, interné, conformément à l'avis des médecins, dans une maison de santé sise près Nancy (Meurthe-et-Moselle), où résident M. et madame Pierre Dubreuil, ses cousins germains et seuls héritiers, lesquels ont bien voulu m'accorder leur confiance pour administrer et gérer les biens meubles ou immeubles de M. Maurice, légalement interdit, c'est-à-dire assimilé à un mineur.

Vous avez licence de visiter le malade dans la maison où il reçoit les soins éclairés de médecins spéciaux.

Son père et lui-même ont été mes clients. Je connais assez M. Maurice pour être édifié sur les causes de sa folie. Ce sont les mathématiques, les délices de la capitale, l'art wagnérien et les doctrines socialistes qui l'ont empoisonné. Ajoutez qu'en agriculture il avait un faible marqué pour les machines de fabrication allemande ! La divine Providence, mademoiselle, ne vous a pas laissé le temps de l'assagir : recevez les sincères compliments de condoléance de votre respectueux serviteur

NAPOLÉON HOULET

Extrait du journal

Lières, 18 août 1883

Je l'ai revu ; ô ces traits relâchés, ce corps aveuli, cette physionomie lourde et stagnante, ce mâchonnement de mots incohérents, ces yeux vitrifiés, cette absorbante animalité ! Plus rien de l'être nerveux, inquiet, travaillé d'intuitions soudaines, perméable aux impressions les plus diverses, plus rien de l'âme que sans cesse l'enthousiasme faisait fermenter et jaillir en discours généreux, en paroles tendres, en caresses, en démarches.

Et je me suis enfuie, le cerveau soudain vidé, le cœur comprimé, la gorge sèche, sans raison pour réagir contre cet élan de répulsion violente. Le voyage de retour s'est effectué dans un cauchemar. Ce n'est pas moi, c'est je ne sais quelle créature artificielle qui a consulté les Indicateurs, fait enregistrer les bagages, changé de train où et quand il fallait en changer. Je me suis retrouvée dans ma chambre sans savoir comment. La vieille Annette défaisait la malle et la valise, tout en rabâchant pour me consoler des histoires de mariages rompus.

Extrait du journal

Fin août 1883

Seule mon intelligence est malade. Il me semble que, moi aussi, je ne tiens plus que par un fil à la réalité.

Parfois, sans penser, sans agir, je reste assise pendant des heures auprès de grand mère, qui, les yeux inexpressifs et l'esprit mort, de ses doigts osseux lisse machinalement des étoffes.

J'éprouve une peine infinie à rappeler un souvenir ; toute tentative pour m'expliquer l'événement échoue de façon misérable ; le moindre effort et le plus habituel me coûte énormément. Souvent, Annette se campe devant moi, ses deux grosses mains étalées sur les flancs, avec un air de commisération idiote : Tout de même, mam'zelle, faut point vous mettre martel en tête. — Puis en quête d'un remède pour me guérir, elle va consulter *la Cuisinière bourgeoise, la Clef des Songes* et *le Parfait Secrétaire*, qui, avec un paroissien graisseux et fatigué, composent sa bibliothèque.

Les Suréda m'ont fait une visite. Madame Suréda, jaunie, momifiée dans sa gaine noire, m'a dit : Ce

jeune homme avait d'heureuses dispositions, mais il voyageait beaucoup trop dans les pays calvinistes et luthériens. Il en a rapporté des sentiments peu orthodoxes et peu patriotiques. La tête anguleuse et blanche de M. Suréda a acquiescé : Quand j'étais juge d'instruction à Évreux, prononça-t-il, j'ai pu noter maintes fois l'effet pernicieux des mauvaises lectures. Les romans de mœurs dépravent la sensibilité ; les livres à couverture rouge remuent les passions révolutionnaires ; il y a des vers abrutissants.

Et à tour de rôle, ils ont entassé des montagnes de sentences. Alors, j'ai pensé à la lettre de maître Napoléon Houlet, notaire ; j'ai dû m'enfoncer les ongles dans la peau pour réprimer un accès de rire nerveux.

Cependant, n'écoutant point parler ses parents, Nicole, assise au bord d'une chaise basse, me regardait avec une bonté timide.

L'atmosphère du bourg est pesante, taciturne. Le feu du ciel grille les prés et les feuilles. Bien mornes les êtres et les choses. Mes anciens désirs se perdent dans la torpeur générale, plus nimbés d'inconscience que les chiens endormis au seuil des maisons.

Les deuils anciens ne m'avaient pas ainsi desséchée : la présence des disparus s'était seulement faite plus capricieuse. Mais Maurice a bien sombré

dans le néant. Je ne réussis plus même à me le figurer : la vision du fou a emporté l'image de mon ami, l'horreur a emporté l'image du fou.

J'essaye en vain de lire un beau livre, de jouer du Bach ou du Schumann. La lecture ? les mots ont perdu pour moi toute vertu évocatrice. La musique ? je ne sais plus faire chanter l'instrument : plus rien dans mes doigts que l'agilité acquise à force d'exercice. Exaspérée, je cesse de jouer au bout de cinq minutes, et je regarde d'un air distrait le piano très vieux, aux sons gracilisés de clavecin, dont les touches verdies n'offrent plus une surface parfaitement plane. Ce n'était déjà plus un piano neuf quand mon père, encore fort jeune, l'acheta d'un camarade. Et depuis, chaque jour, pendant des années et des années, les cordes en ont frémi, transmettant à travers les murs, dans le recueillement des pénombres, leurs vibrations si douces ! Et je me revois installée, toute petite, devant ce même clavier, cependant que mon père, assis à ma droite, s'indignait violemment de mes fausses notes, lui d'ailleurs très réservé en paroles, très affable, presque timide.

Hélas ! à présent, ces souvenirs ne m'émeuvent plus : je me les récite plutôt que je ne les vois.

Extrait du journal

10 septembre 1883

Hier, comme j'étais assise au jardin, vers dix heures du soir et que la lumière de la lune tombait d'aplomb autour de moi, je vis que les toits et les branches se découpaient durement. Ni demi-teintes, ni ombres atténuées, la nuit impénétrable encadrait sèchement des plans livides. Toujours, au loin, le bruit connu du chariot qui rentre, du chien qui aboie, du crapaud flûtant sa tierce mineure. Mais on en vient vite à ne plus distinguer ces murmures de la nuit du tintement de nos oreilles.

Alors j'ai senti le besoin de me roidir, de m'affirmer solitaire, de me distinguer, à l'image des choses. Ce fut un moment d'orgueil exaltant : ces moments-là viennent sans qu'on les ait sollicités : mais je m'étais dit parfois qu'il y en a nécessairement pour une âme qui se cherche.

Je me suis donc révélé toute une puissance de réflexion hautaine, toute une volonté de penser, d'agir, de créer selon ma propre loi.

Point de défaillance, maintenant. Il ne faut point se dire, séduite par le regret qui pointe au hasard

d'un reflet tendre ou d'un écho mourant : J'aurais aimé pourtant vivre, rêveuse et sensible, attentive aux douces réprimandes, quémandeuse de consolations, l'éternelle enfant qu'on soigne comme une fleur des Iles. — Il ne faut pas non plus prononcer ces mots lamentables : Aie pitié de toi-même et des autres, parce que la bonté est d'une saveur exquise. Humilie-toi : car la résistance aux destinées n'est pas moins fatigante que présomptueuse. — Non : ces conseils de pitié, ces préceptes de langueur partent d'une pauvre âme qui n'était point faite pour la conscience. Il y a chez certains une paresse étrange à se distinguer des représentants plus humbles de la vie.

Dans le monde tel que je le vois, dans les autres tels qu'ils m'apparaissent, en moi telle que je me connais, je chercherai les raisons d'agir et les méthodes d'action.

Cependant, j'hésite à faire le premier pas vers ma sagesse. A l'instant décisif où je vais devenir autre, voici passer et bruisser le cortège des idées traditionnelles, des souvenirs familiaux, des pudeurs acquises, des bonheurs entrevus. A la manière d'un chien qui veut qu'on s'occupe de lui, le passé me surprend sans cesse par une obséquieuse intervention.

Extrait du journal

Lières, 20 octobre 1883

Me voici désormais toute seule, et je reporte, pour la dernière fois, mais pour longtemps, ces vêtements de deuil qui me flattent les sens.

Les derniers moments de grand mère furent un drame poignant. Elle étouffait et ne pouvait rester au lit : jusqu'à la dernière seconde, elle fut assise. Elle n'a pas articulé une parole, malgré des efforts terribles. Et moi je lui ai parlé, dans cet anglais que je sais par elle, et dont les sons, peut-être, lui ont rappelé quelques images des prairies d'outre-mer, fragments d'une enfance lointaine.

Des clartés molles trempaient çà et là les cuivres. Couché en sphinx, le chat regardait fixement la flamme de la cheminée. Ces lueurs et cette forme de bête me sont encore présentes. Annette allait et venait, sans volonté, proposant de vieux remèdes. Et grand maman agonisait, les yeux écarquillés, la figure tordue.

Je n'ai pas pleuré ; j'ai machinalement enseveli la morte. Le docteur Michelot m'a épargné les démarches au prix desquelles on peut offrir aux morts le

seul bien qui leur aille, l'obscur silence. Je n'ai pas même songé à critiquer les exigences de la loi, les tracasseries banales de la coutume, ainsi qu'il m'était arrivé déjà en pareille conjoncture. Car je sens grandir en moi le raisonnable mépris des contraintes sociales, en sorte que j'y cède sans que ma docilité tire à conséquence.

Étrange que je sois calme et comme reposée. Les souvenirs ne viennent pas me disputer à l'amitié du vieux logis, de mes labeurs, des sensations qui vont et viennent. Il y en aurait pourtant des souvenirs, et de tendres, de gracieux, de paisibles, tous faits pour donner envie de pleurer doucement. Grand mère était encore, il y a quelques mois, une image exquise, restée d'une sveltesse jeune en sa vétusté douloureuse, et souriante avec une sorte de gêne qui lui seyait bien — d'un parler très exact et très fin, même en français — d'un goût pur en matière d'art et de mœurs, malgré des vues utilitaires et matérialistes. On m'a souvent dit qu'elle était plus alerte et plus gaie que sa fille, ma mère.

Après des heures tragiques, quelle nonchalance lucide et presque délicieuse.

Extrait du journal

Lières, 20 novembre

Nicole Suréda est venue s'asseoir au coin de mon feu, sa mère l'ayant chargée de m'inviter à dîner pour demain. Une jolie tête brune, frisée, des yeux myopes, petit nez et petite bouche, des joues roses et une vivacité de souris :

— Aurélia, ma grande amie, venez demain, de grâce, dîner chez nous. Maman vous invite et moi je vous supplie. Vous parlerez tout le temps et j'entendrai du nouveau : je sais bien que vous n'avez pas l'humeur gaie ; mais une jolie personne ne doit pas rester dans la tristesse. La tristesse convient aux laiderons qui processionnent avec un cordon rouge. Celles-là, sans doute, n'ont plus autre chose à espérer que les joies du Paradis. Mais nous, donnons seulement à la douleur les moments où elle prime notre besoin de charmer.

Et le feu de bois vert posait des fleurs dansantes sur sa figure enfantine. Sa robe, taillée par madame Suréda mère, avait une coupe archaïque et des façons vénérables. Mais, point trop empesée dans ce sac

incommode, elle me parlait sans embarras, d'une voix ferme, elle qui devant les siens n'ose que marmotter.

— Aurélia, grande sœur, j'ai mes idées sur la vie. Les machins du curé, j'y crois, mais ça passe la raison. J'y crois par déférence filiale, par habitude, par esprit d'ordre : c'est tout. Les motifs et les excuses de mes actes sont ailleurs. Le plaisir que je prends aux choses profanes, comme la danse ou le canot, est un maître plus impérieux que les divins commandements. Je le recherche parce qu'il est le plaisir, j'y tiens parce qu'il naît de moi. Soyez persuadée que j'aime beaucoup la vie et que je suis fort en état de donner des conseils sur l'art de vivre heureuse.

— Nicole, il y a en vous je ne sais quoi d'épicurien. Vous saurez qu'Épicure le Sage mettait le Bien dans les plaisirs honnêtes et modérés. Tous les autres sont à fuir parce qu'ils se changent en douleurs. Craignez surtout les plaisirs où l'instinct vous porte aveuglément.

Je lui parlais ainsi pour exercer mon âme en agissant sur la sienne. Je me sentais soudain vouée à la prédication morale.

— Aurélia, riposta Nicole, je me plais comme je suis : voilà l'essentiel. — Et puis je crois qu'une fois émancipée, je ne déplairai pas aux autres. Se

plaire et plaire : au moins ma morale n'est-elle pas exclusivement égoïste.

Sur quoi, sans me permettre de répondre, elle se leva, et s'en fut retrouver madame Suréda, qui ne peut se passer de sa fille pour aller voir, selon l'usage hebdomadaire, outre le curé et les trois vicaires de la paroisse, — les dames patronnesses de deux œuvres charitables et l'abbé Frutaine, depuis longtemps retiré du sacerdoce, vieillard aveugle et quasi sourd qui vit avec sa sœur, personne aphone.

Extrait du journal

Lières, premier décembre 1883

De la gelée blanche au gazon, telle une couche mince de sel pulvérisé, et aussi sur les tuiles et les ardoises. Une courte lettre de M. Amédée Violet, le vieil ami de mon père. Il vit toujours à Versailles, plus curieux d'estampes et plus fureteur que jamais. Sa collection est renommée. Il n'a pas seulement le goût qui discerne, ému par des qualités d'art ; il a un sens très fin des réalités défuntes. C'est un historien qui voit le passé dans ses images les plus familières, souvent les plus triviales, — estompé de grisaille ou teinté de sanguine. Pour lui, ce passé tient surtout dans le dix-septième et le dix-huitième siècle, dont il ne cessa jamais d'explorer l'imagerie.

Et puis c'est une âme douce, c'est un sceptique, c'est quelqu'un de parfaitement heureux. Ses mécomptes de collectionneur, loin de le rebuter, lui ont rendu la recherche plus attrayante. S'il a souffert des images tragiques ou misérables que le hasard d'une trouvaille lui donnait à contempler, c'est d'une souffance éteinte comme le lustre originel de ses estampes.

J'ai envie de répondre, mais je me sens lasse. Ces jours-ci, je n'ai cessé de jouer du Beethoven : je me suis imbue d'héroïsme, d'énergie triomphante et de joie superbe. J'ai veillé pour écrire des lettres, pour lire, commenter, méditer. Mon entreprise morale veut, pour réussir, que j'évite de retomber inerte sur un effort : point de repos, mais l'esprit tendu, les sens en éveil, le corps alerte. Je n'alimenterai plus ce feu qui dispose au *far niente*. Je ne bois que de l'eau, je dors peu, je mange tout juste l'essentiel : est-ce assez ? Je voudrais mon ascétisme plus complet.

Le passé est encore bien proche, malgré tout. Tant d'habitudes chez moi et chez les autres par rapport à moi subsistent dans la vie nouvelle ! Je songe à cet effacement de mon être en la brume des anciens soirs, quand, la pensée lourde et confuse, j'errais sur le mail à la fraîche avec mon gros chien ; et je sens encore trop de brume en moi, autour de moi.

Extrait du journal

Lières, 11 décembre 1883

Dans la campagne, au bord du canal gelé, sur le chemin de halage que, du côté des prairies, borde une double rangée de tilleuls sans feuilles, je me suis promenée cet après-midi avec Nicole. Car depuis quelques jours madame Suréda me témoigne beaucoup de confiance. Cette matrone catholique m'estime sans doute pour l'attitude expectante et réservée que je me compose chez elle, chaque vendredi soir, en savourant les œufs, la raie au beurre noir et le plat de lentilles qui ont pour fin de nous mortifier tous: peut-être aussi parce que je bats M. de Chapemont, marguillier, et M. Suréda au whist, jeu que madame Suréda n'a jamais pu comprendre.

Or, Nicole, emmitouflée dans une mante picarde, les cheveux débordant sa toque de fourrure, le nez rose et l'œil brillant, trottinait en disant mille choses sans queue ni tête.

Et nous avons cheminé jusqu'à l'endroit où le canal tourne vers les ruines du château, non loin de la grande écluse; et il y a là un vieux banc de

pierre, vestige de l'ancien parc ducal. Comme malgré moi ce vieux banc attirait mes regards, parce que l'année dernière, en été, j'étais venue m'y asseoir avec Lui, et que, malgré tout ce qu'on a pu décider ensuite, ces souvenirs là sont vivaces, — Nicole remarqua mon trouble et se tut.

En revenant, je lui parlai pour rompre le silence. Nous avions laissé chez elle en visite certain M. Valentin Latour, fils d'un usinier opulent de Givreux. Et M. Valentin passe pour une sorte de Pic de la Mirandole en notre coin provincial. Redevenu nôtre après un long séjour à Paris, abondamment diplômé et diversement honoré par plusieurs Facultés, Académies et Sociétés savantes, ce personnage encyclopédique déclare qu'il a résolu, après d'angoissantes délibérations, de consacrer sa vie à la linguistique.

— Il ferait mieux, dis-je à Nicole, de se consacrer à l'usine paternelle. La science est noble, mais il est plus noble d'étudier pour les guérir les maux de la société. Car je ne veux pas faire de lui un industriel et un négociant bourgeois; je veux qu'il trouve là matière à réfléchir et à agir suivant l'équité. Comment un homme si plein de sens et si cultivé pourrait-il de sang-froid savourer comme tant d'autres la vie opulente que paie le travail d'une humanité miséreuse et flétrie? Non : j'attends de lui —

— Franchement, interrompit Nicole avec un éclat de rire, vous délirez, Aurélia. Êtes-vous sa mère ou sa tante, à ce garçon? — Et puis d'où vient ce beau zèle pour la classe laborieuse? Quand j'entends papa dire qu'il faut fusiller un quart des ouvriers pour assagir les trois autres quarts, je trouve ça raide. Mais je me borne à trouver ça raide, parce que, voyez-vous, ce n'est pas aux femmes de creuser ces problèmes ennuyeux. Il me semble que nous, on a mieux à faire.

Je m'indignai; Nicole ricana; je la quittai presque brutalement.

Mes méditations de ces jours-ci m'inclinent à considérer les luttes sociales. O la joie saine d'y jouer un rôle même imperceptible pour la joie du plus grand nombre! et cela sans amour ni espoir d'être aimée, sans entraînement sentimental, sans autres points d'appui que des idées et des faits. N'est-ce point là, enfin, l'action hautaine, isolante malgré les contacts multipliés, affirmative?

Nicole m'apparaît semblable au cricri dont les tiges naines limitent l'horizon.

Il gèle fort, je grelotte : il va falloir tout de même rallumer du feu.

M. Amédée Violet à mademoiselle Aurélia Collins

Versailles, 17 décembre

Votre lettre, chère enfant, me réjouit et m'inquiète. Je vois avec plaisir que vous vous souvenez de moi, mais avec appréhension que vous devenez une créature anormale.

Il n'est point ordinaire qu'une jeune fille de vingt-trois ans approfondisse la *Politéia* d'Aristote et songe à lire Karl Marx. Ce ne serait là que des sports inoffensifs, si vous étiez snob et capricieuse. Mais je sais votre âme sincère, peu flexible et qui ne renonce jamais.

Prenez garde qu'une intuition faite de secousses nerveuses, de rêve, d'éblouissement, n'est pas une raison suffisante pour se contraindre à vivre suivant des règles incommodes. Un soir, votre vision du monde s'est accusée plus tranchante, comme pour vous isoler. Ce ne fut là qu'un incident : y suspendrez-vous toute votre existence ?

Ne vous imposez point de discipline qui endurcisse et stérilise. Craignez pour vous-même et pour autrui le fanatisme de la raison. Ne vous passionnez

point pour des doctrines qui tueraient en vous le sentiment de la réalité vivante. Ne tyrannisez pas les naïfs, ne troublez pas les convaincus.

Chère petite, j'ai soixante-trois ans : j'ai eu jadis mes heures d'intransigeance : mais je suis devenu accommodant. Ce que j'ai gagné de plus sûr au mal de vivre, c'est la résignée certitude que les paroles sont un vain bruit, et les actions des rêves ou des cauchemars. Aussi je laisse les choses me présenter leur masque comique, indifférent ou tragique : je me laisse émouvoir, et c'est tout.

Hélas ! Aurélia, je sais le désastre des sentiments qui remplissaient votre vie d'il y a trois mois. Songez-y : pour se libérer la douleur prend parfois des détours inattendus ; parfois les natures volontaires, plutôt que de languir sur un souvenir dolent, s'évertuent en travaux héroïques. Soyez sincère envers vous-même.

Extrait du journal

Lières, nuit du 31 décembre 1883
au premier janvier 1884

Minuit va sonner, et ce sera la première fois que je n'aurai ici personne à embrasser en murmurant des paroles votives et caressantes.

Ils sont tous partis : maman, quand j'étais toute petite ; — puis Sir Clarence Blake, mon oncle, qui m'ayant promenée souvent dans les pays germaniques et latins, mourut en me léguant, avec sa fortune, toutes sortes de scrupules fâcheux ; — puis mon père, si vite et si tôt disparu ; — puis Lui, puis grand maman. Et mes bras pendent, comme s'il n'y avait plus pour eux d'emploi.

M. Matou dort sur un tas de partitions, fort insoucieux de diviser le temps au moyen des faits cosmiques. La vieille horloge va sans hâte, encore plus indifférente au temps par elle mesuré que mon chat, capable au moins de distinguer les saisons.

Les Suréda sont à Paris, dans leur famille ; le docteur Michelot cloué au lit par un lumbago : pas un ami, pas même de ceux qu'on a faute de mieux, par instinct de sociabilité.

Ah ! les coins d'existence resserrée, tiède et sûre, dans les demi-teintes des lampes familiales ! En ma tristesse, j'aperçois des intérieurs hollandais, lorsque la nuit tombée a ramené l'homme à sa bière, la femme à ses dentelles, le chien et les enfants près du feu. Et tels je les ai contemplés jadis, le cœur en joie, sur les toiles encore fraîches des vieux maîtres, tels je les revois, ces êtres d'innocente matérialité, à travers l'ennui d'être seule et les regrets de ce que je n'ai plus.

Penserais-je encore à Lui, à Lui qui n'est plus qu'un fragment de matière inerte ? Et serait-ce que je m'attache à des puérilités élégiaques ? Mais non, ce bon collectionneur tend à me juger mal. Ma décision d'agir pour l'équité n'est pas un dérivatif à des peines de petite cruche ; elle tient à un moment précieux d'intelligence et de perspicacité.

Mes regrets de ce soir ne me sont point personnels ; ce sont les regrets des générations défuntes dont je clos la série : l'antique habitude des souhaits du nouvel an proteste contre mon esseulement de toute la force acquise au cours des siècles.

Extrait du journal

Lières, 8 janvier 1884

Nicole m'a déclaré : j'aime beaucoup Paris : j'ai pu enfin m'y vêtir proprement ; j'y ai réussi comme danseuse ; mon verbiage y a paru spirituel ; le tumulte m'en a grisée ineffablement. Mais voilà : je préfère encore nos campagnes et notre ville morte : ici, les relations sont plus intimes, plus familières, je ne dis pas avec les gens, qui, sauf vous, m'importent peu, mais avec les choses.

Ainsi Nicole se révéla double, femme de plaisir et femme d'intérieur.

J'ai la tête lourde, les mains brûlantes, le cœur frissonnant et las. Dehors, c'est une buée opaque autour des arbres étriqués. Quelle fièvre ! les pensées qui me tiennent ont pourtant la fraîcheur d'un bouillon de guimauve : l'image de Nicole passe et repasse parmi des armoires normandes ; puis c'est une maison lointaine, des étreintes longues, des rideaux blancs sur des lits de fer, des mains toutes petites qu'on mène sur l'ardoise. — La fièvre me mine et mon délire est niais comme une prière de fillette.

Je me rappelle : avant-hier, chez les Suréda, outre M. de Chapemont, marguillier, il y avait M. Valentin Latour. Ce personnage me frappa étrangement — sa longue redingote pincée à la taille, le petit cône de cheveux qui domine son front vertical, et sa cravate montante dont les enroulements infinis ne laissent pas deviner l'ombre d'un faux-col. Rien ne se peut rêver de plus osseux ni de plus rentré que ce jeune homme : j'ai l'impression que ses joues et les orbites de ses yeux se sont creusées par un effort volontaire.

On parla de la personnalité. M. Valentin Latour est un répertoire complaisant de théories scientifiques : il les connaît toutes. Il les esquisse d'une voix bien articulée, en petites phrases nettes, avec des gestes doctes. Comme il osait l'élégance d'un rapprochement entre l'organisme cellulaire et la trame des faits moraux, M. Suréda, ancien juge d'instruction, blâma cette méthode qui tend à confondre le physique avec le moral : Le monde des corps, affirma-t-il, est soumis à une fatalité aveugle; celui des esprits est l'empire de la liberté. C'est en s'écartant de ces croyances salutaires qu'on autorise les actes criminels. Je ne m'étonne plus, monsieur, de voir la besogne de mes jeunes collègues grossir et se compliquer chaque jour, puisque la classe éclairée, dont vous êtes, jette à la foule les idées les plus pernicieuses.

— Eh oui, ajouta madame Suréda, qui servait le thé ; mais toutes ces horreurs-là, vois-tu, monsieur Suréda, viennent bien sûr de ce qu'on n'a plus de religion.

M. Valentin Latour s'inclina respectueusement, car il sait que tous les esprits ne sont pas constitués de même sorte et que la discussion devient confuse dès qu'on ne s'entend pas sur les principes.

Cependant Nicole, les yeux baissés, brodait un mouchoir, faisant une petite moue.

— Monsieur, lui dis-je, ne trouvez-vous pas qu'il est arbitraire de limiter une créature pensante et sentante ? La plus maigre sensation est grosse d'infini. L'acte le plus niais tient sa place dans une série jamais ouverte et jamais close. La moindre idée se ramifie éperdument. Qui peut dire où commence une âme et où elle se termine ?

M. Latour me fit une révérence courtoise, et abaissant le voile des paupières sur ses yeux verdâtres, il allait répondre, lorsque madame Suréda lui offrit une tasse de thé : Cher monsieur, ne répondez pas à mademoiselle Aurélia. J'ai toujours défendu qu'on fasse tourner des tables dans ma maison. Je ne veux pas davantage qu'on y tienne des propos diaboliques. Peut-être qu'Aurélia dit d'assez bonnes choses ; mais elle n'emploie pas du tout les termes de l'Église ; et je suis sûre qu'elle n'aurait

pas l'approbation de M. l'abbé Frutaine. C'est une savante, monsieur Latour, et elle nous a toujours bien inquiétés, M. Suréda et moi. Heureusement qu'elle est d'une famille bien honorable, monsieur Latour : ah, si vous aviez connu ses parents ! Il y a tout de même sur la terre des gens comme on n'en voit pas *(sic)*.

Sur quoi, M. de Chapemont, marguillier, qui venait de gagner une partie de piquet, se leva, toussota, prisa, se moucha, et s'adressant à madame Suréda mère, il dit : madame Suréda, vous parlez comme une digne femme, et comme une bonne chrétienne.

Nicole, penchée sur sa broderie, somnolait.

Extrait du journal

Lières, 24 janvier 1884

M. Valentin Latour nous a fait visiter, à Nicole et à moi, l'usine paternelle. M. et madame Suréda étaient restés avec M. Latour père qui leur disait son chagrin de voir son fils unique égaré dans des recherches peu lucratives.

Cependant la monstruosité des machines indolentes et méthodiques m'intimida ; je défaillis auprès des fours ; je me sentis choir sous des marteaux pilons ; ma tête oscilla au rythme des balanciers ; il me sembla que j'étais mâchée par des dents métalliques, broyée sous les roues aux ronflements de bête marine, écorchée par des laminoirs. — Et partout ces hommes huileux et osseux, spectres errants dans un nuage gras, avec leurs yeux de cadavres, des yeux qui ressemblent à des carreaux troubles, poussiéreux, verdis de crépuscule.

Cependant toujours impassible M. Valentin Latour parlait : Nous avons un asile de bambins, une école, un hospice pour les vieillards qui ont travaillé au moins trente ans dans l'usine et pour les infirmes qui s'y sont estropiés. Ces fondations ont valu la

croix à mon père. Tenez, la jeune fille maigre qui sort du bureau, c'est elle qui tient l'asile : quoiqu'elle ait son brevet supérieur, elle mourait de faim quand on nous l'a recommandée. L'instruction ne devrait servir aux femmes que d'ornement frivole : les Grecs, gens sensés, ne l'admettaient que chez la femme de luxe.

Le retour : un long ruban de route qui serpente entre des tourbières. Çà et là un squelette d'arbre, tordu sur l'eau gelée. De temps en temps au loin les feux d'une usine. Puis des prairies, des alignements de peupliers, des bois. Notre véhicule ancien muni d'une haute capote projette une ombre de chauve souris. Nicole juge que M. Latour père est très humain et son fils très spirituel.

Lières, 29 janvier 1884

L'occasion d'agir est donc venue. Tantôt, chez les Suréda, M. Valentin Latour, avec des phrases entortillées, a loué mon corps et mon âme. Sous les phrases, d'ailleurs, aucune émotion. Ses yeux luisent davantage quand il parle à Nicole.

Il part. Les deux vieux Suréda s'érigent en tribunal et, dardant sur moi des regards de batraciens, m'interrogent : Sentez-vous tout le louche de votre situation ? Ne vous aigrissez-vous point dans la solitude ? La religion et l'opinion publique ne sont-elles point pour le mariage ? Tout ça pour aboutir à : Que pensez-vous de M. Valentin Latour ? Son père vous trouve sortable et lui charmante.

Ainsi grincèrent les deux fantoches. Comment leur ai-je persuadé que M. Valentin Latour aimait Nicole ? que pour l'épouser il sacrifierait la Linguistique à l'Industrie ? que Nicole serait un bon génie pour cette usine déjà prospère ? — Car je le leur ai persuadé. J'ai dû être bien éloquente.

Je le serais peut-être encore, car mon enthousiasme n'est pas tombé. Dans ma pensée, Nicole et

l'autre, unis par moi, se laissent guider vers des actes doux et fraternels, et là-bas, à Givreux, ils cessent peu à peu d'être les dominateurs solitaires et méfiants, pour devenir des égaux vénérés.

Lières, 30 janvier 1884

Les prunelles émeraude de M. Chat sont énigmatiques. Cet animal impassible se plaît à contempler les jeux de lumière sur les murs. Un blanc soleil de gelée crible les tentures, baigne la cheminée, les meubles lourds, la tristesse des vieux portraits et des eaux-fortes. Rien qui ne soit bien sage et bien à sa place. Je me sens encline à tout discipliner.

Extrait du journal

Lières, 10 février 1884

Je me rappelle une promenade avec Lui, dans les bois de la Chevrée, il n'y a pas deux ans. Alors des perles de lumière tombaient sur la mousse entre les feuilles tendres, et nous cheminions parmi les jacinthes entr'ouvertes.

Il s'émerveillait de trouver en lui ces adorables mensonges de verdure et de floraison :

— Toutes ces structures délicates sont notre œuvre, Aurélia ; toutes ces couleurs sont en nous. De lointains ancêtres les ont imaginées pour se sourire : l'homme a le génie du mensonge.

Ces paroles amies chantent encore à mes oreilles. C'est tout ce qui me reste de lui, murmures qu'un hasard fait renaître. La silhouette s'est enfoncée dans le brouillard.

O cette entrevue de tantôt ! — Le salon des Suréda : au mur M. Thiers, Louis XVI et Marie-Antoinette ; sur la cheminée, la pendule empire, bien dorée, entre deux chandeliers de même style, le tout sous verre, pour que les mouches n'en piquent

point les splendeurs. Madame Suréda, infiniment arrondie, ses mains roses croisées sur les cuisses, est assise à gauche de la cheminée. M. Valentin Latour occupe un petit pouf au coin d'une étagère, et M. Suréda, debout devant M. Valentin Latour, tient des propos abondants.

Moi, dans un angle obscur, je regarde un album de photographies. Tous ces albums se ressemblent : toujours les mêmes ancêtres, grands oncles, grands tantes, arrière-cousins et cousines, les messieurs glabres avec des toupets sur le front, des cravates montantes et des habits puce sur des pantalons de nankin ; les dames à demi masquées par des bandeaux et le corps truqué par des entonnoirs de faille.

Cependant M. Suréda plaide la cause de l'industrie : les baguettes qui lui servent de bras scandent ses périodes ; les sons qu'émet son gosier râclent les oreilles.

M. Valentin Latour porte une jaquette de drap beige et un gilet de velours vert ; sa cravate offre une baie reculée entre deux promontoires menaçants. Il s'est enhardi jusqu'à contempler les cheveux noirs et la taille souple de Nicole ; content d'avoir levé les yeux, il se tortille la barbe entre le pouce et l'index.

Béatement, madame Suréda glousse.

Extrait du journal

Lières, 25 février 1884

Aux lueurs malades du jour finissant, je jouais une fugue de Bach. J'en aimais le calme et la bonté. Cette musique avec ses démarches fermes, son parti pris de loyale science, fait à la longue vivre dans les âmes une tendresse grave et sûre de soi.

Des plaques verdâtres, des filaments ocrés se posaient un peu partout. Les objets perdaient tout point d'appui ; leurs dimensions s'exagéraient en grandeur et en petitesse ; ils offraient des lacunes bizarres : dans cette buée mauve, on ne sait plus ce qui les tient ni ce qui les limite, ni s'ils ne vont pas se confondre et s'évanouir.

Extrait du journal

Lières, 28 février 1884

Décidément, M. Valentin Latour devient usinier, et il épouse Nicole. Les Suréda répètent : C'est un caractère : il a su quitter des occupations frivoles ; il s'est rangé tout d'un coup ; le voici sérieux et solide : bien sûr, il ira loin.

Chez Nicole, point d'entraînement vers le nouveau converti. Mais elle clame, joyeuse : J'aurai enfin des corsages proprement taillés ; j'aurai aussi un petit salon japonais, une peau d'ours blanc dans ma chambre, des rideaux en mousseline Liberty et un chien de berger.

M. Valentin Latour ne parle plus de sa vocation philologique depuis qu'il sait Nicole richement dotée, vu la grosse fortune de madame Suréda, née Treilhard-Latouche (Velours et Rubans).

Et moi, telle un mioche confronté avec sa bévue, je demeure stupéfiée devant ma conscience.

Extrait du journal

Lières, 2 mars 1884

Retrouvé une lettre que je croyais perdue. Elle date de deux ans. Pourquoi tant d'émoi ?

Nous transcrivons ci-dessous la lettre dont parle Aurélia :

Paris, 2 juin 1882

J'ai reçu votre lettre, mon Aurélia aimée. Elle fait durer en moi les moments de cette promenade à deux que nous avons faite au jardin, la veille de mon départ, sous un ciel laiteux. Le jet d'eau grésillait sur le bassin. Nos voix n'osaient pas troubler le demi-silence ; nos idées se voilaient d'expressions gauches.

Pourquoi me remercier des cahiers de Grieg que vous avez reçus de Paris ? Cette musique de folie gracieuse, de rêves mi-souriants, de nuances fugaces, quand elle vivra dans votre effort, me charmera tout l'être, — et ce ne sera pas vous qui me devrez des remerciements. Elle a de subits et délicats abandons, comme vous-même, Aurélia, m'en avez révélé,

lorsque vous avez laissé, le long des allées de mystère, tomber votre front sur mon épaule.

C'est alors qu'un écho de Peer Gynt m'a frôlé la pensée ; et j'ai désiré qu'émue aux sursauts tour à tour audacieux et mourants de ces rythmes, vous puissiez comprendre votre charme de l'autre soir.

Car vous avez trouvé là une minute d'inquiétude étrange, que je n'attendais pas. Votre affection sûre de soi me semblait ignorer les implorations délicates. Et vous qui motivez tout, ne sauriez me dire pourquoi cet acte d'oubli. Je vous aime.

Maurice

Extrait du journal

Lières, 15 mars 1884

Nicole ébat ses doigts agiles parmi des envolements d'étoffes. Une lumière lavée de pluie poudroie sur les soies et les gazes. M. Valentin Latour, hiératique, traite avec sérénité une question de métallurgie. Moi, je suis comme cet Anglais de *l'Ève future*, quand il converse avec une femme artificielle : encore est-il troublé par les perfections de l'automate, et moi pas. Je ne m'émeus qu'à la longue en creusant et en rapprochant ces impressions d'automatisme : car les gens ne sont-ils pas tous des mécanismes qui hantent notre rêve perpétuel ? Ils font ce qu'il faut à point nommé ; ils ont aussi le geste superflu, le rictus uniforme, les rires et les babils vains des bonshommes mûs par d'invisibles pièces d'horlogerie. Et toute cette précision m'épouvante : on voit si bien que l'effort libre et créateur n'y est pour rien ! Ces êtres dits vivants n'ont pour toute vie qu'une activité de balancier qui oscille ou de ressort qui se détend. Se sentir exister et subir la vision de ces mannequins, où l'on peut supposer à la rigueur toute conscience abolie !

Je lisais ce matin dans Marc-Aurèle : *Considérer chacun de ses actes comme le dernier de sa vie.* Donc, hors de la vie bourgeoise, l'automatisme se retrouve dans l'héroïsme vertueux : l'attitude une fois fixée, la formule s'énonce. Ainsi se composent les livres de la sagesse humaine — de préceptes qui sont des énoncés à l'impératif; et leurs auteurs pensent dominer la vie, alors qu'ils sont des machines d'habitude, et rien de plus.

Cependant, Nicole s'ébroue : Aurélia, que regardez-vous à la fenêtre ? Toujours à méditer ! On vient de m'apporter pour le voyage une de ces robes ! — Et la robe se trémousse avec des bruissements de feuilles mortes. Il me faut quitter la fenêtre d'où l'on voit, légèrement embuée de rose, la petite vallée de l'Yselle, qui se relève au fond, en plateaux mi-boisés, mi-champêtres, avec des clochetons de village, et même, perdu dans un fouillis de marronniers, un vieux château à tourelles.

J'acquiesce. Tel un sphinx, M. Latour fils regarde devant lui. Il porte à la main gauche une énorme bague qui m'exaspère. Les va-et-vient de madame Suréda remuent les alentours. Qu'espérer de l'ennui qu'il fait ?

Lettre de M. Amédée Violet
à mademoiselle Aurélia Collins

Versailles, 4 mars 1884

A vos dernières lettres, si émues, si pleines de choses senties et pensées, je n'ai pu répondre comme il fallait. Pendant deux mois, j'ai vécu en Allemagne, furetant dans les musées, les bibliothèques et les collections particulières. De retour à Versailles, je travaille à mon Catalogue raisonné de Jacques Callot. J'écrirais volontiers un livre sur ce grand artiste, si je savais écrire et *faire des livres*. Que ne suis-je un harmonieux arrangeur de notions et de mots comme M. Valentin Latour.

Ce jeune homme vous préoccupe beaucoup : vous lui attribuez des principes d'équité et de solidarité très fermes sous un scepticisme élégant. Le voici de votre fait fiancé à mademoiselle Suréda, qui, par vous endoctrinée, doit être l'Égérie humanitaire de ce Numa métallurgiste — Qu'est devenue l'Aurélia perspicace et judicieuse d'autrefois ?

Votre Nicole m'a l'air d'une jeune dinde. Quant à M. Valentin Latour, un de ses anciens camarades m'a parlé de lui. M. Valentin Latour se recomman-

dait, il y a trois ou quatre ans, par des névroses assez bien simulées : quelques naïfs virent là une preuve de délicatesse ; les autres haussèrent les épaules. Parfois, on l'entendait fredonner des couplets idiots ; il récitait aussi des monologues et jouait la comédie de salon. On l'a vu rester trois quarts d'heure à se mirer pour nouer sa cravate ou critiquer la coupe de son gilet. — D'ailleurs économe et même parcimonieux. Il niait la possibilité d'être un *type propre* (sic) sans avoir beaucoup d'argent. Il regrettait parfois de ne s'être point fait industriel, alléguant, pour excuser ses études scientifiques ou littéraires, la curiosité de son esprit. Il déclara souvent qu'il ferait un bon mariage en province, avec ou sans amour. Cependant il flirtait de-ci de-là, dans un monde facile, pour collectionner les souvenirs de jeunesse.

Avec ça l'esprit souple, la mémoire tenace, des vues nettes, une remarquable force d'assimilation ; mais point de zèle scientifique, nul enthousiasme, peu de goût, aucune originalité.

Telle est l'esquisse qu'on m'a faite. Prenez garde : votre âme revoit et corrige tout ce qui s'y reflète. Redevenez, de grâce, plus réaliste.

Amédée Violet

P. S. — Quand venez-vous me demander l'hospitalité ?

Lières, 20 mars 1884

Celui-là connut mon père, que si peu connurent. Nous parlerons tous deux de mon père, si vraiment il est possible de parler des morts que l'on continue d'aimer, car souvent la vie qu'ils ont vécue en eux se perd sous la vie nouvelle qu'ils vivent en nous, dans nos tissus et nos fibres, dans nos sens, dans toutes les images quotidiennes.

Ce matin, j'ai retrouvé une photographie de mon père jeune, faite à Paris, quand il apprenait son métier de musicien. Puis, je l'ai précisé dans ma mémoire, tel qu'il fut les dernières années de sa vie. Alors j'ai constaté qu'il avait gardé, jusqu'au moment suprême, la même physionomie calme et distraite. L'univers qu'il se créa pour y vivre dut être fait de visions reposées, de voix légères, de suaves tristesses, — et nous y figurions sans doute, nous qu'il aima, exempts des âpretés qui blessaient nos propres consciences.

Je fus au cimetière, voulant me rapprocher encore de lui. J'avais un gros bouquet de violettes pour mettre sur la tombe. Le long du chemin qui borde

l'Yselle, j'ai cheminé sous les tilleuls. Au loin, les pousses chétives duvetaient les bois d'un duvet roux, et la nature semblait un rêve naïf de petit pâtre. Mauvais décor pour les drames intenses que je voudrais soulever en moi, faire vivre autour de moi. Mais cette vue me ramenait à lui, et, quand après avoir gravi la pente du coteau où dorment les anciens du bourg, je fus arrivée tout en haut du cimetière, parmi des tombeaux plus récents, je défaillis de tristesse dans l'air un peu tiède qui fleurait les herbes mouillées.

Extrait du journal

Lières, fin mars?

Le mariage de Nicole aura lieu vers le 20 avril. J'accompagne souvent les Suréda à Givreux. Les grandes iniquités règnent toujours là, avec une inconscience tranquille. A défaut d'enthousiasme belliqueux, je retrouve le goût de critiquer et de discuter. J'ai causé plusieurs fois avec M. Valentin Latour, m'efforçant de l'amener à formuler ses idées sociales, ses projets relatifs à l'administration de l'usine. Mais il élude toute explication au moyen de digressions érudites sur différents problèmes moraux, historiques ou économiques.

Bref, il se dérobe par des ruses qui ne sont pas viriles. Tout d'abord, il a l'air de répondre : mais il s'en tient à des lieux communs jusqu'au moment où, par une transition bien ménagée, il glisse à d'autres sujets. Sa résistance dissimulée est une résistance de femme têtue qui joue coquettement la docilité.

D'autres fois, il manifeste, au moyen d'allusions imperceptibles, par des développements d'un caractère général sur la forme des intelligences, quelques vagues regrets à l'endroit de la philologie. Il a,

quand il effleure ce sujet, de brusques réticences, des hochements de tête, des regards coulés en dessous, toute une collection de grimaces énigmatiques.

Je n'ose lui demander à brûle-pourpoint s'il compte faire ou non quelques pas, vers la justice, s'il ne voit pas dans ses ouvriers d'aujourd'hui des associés de demain. Ce que je sais de lui me commande la réserve. Malgré moi je lui estompe des dessous d'âme assez louches. Pourquoi diable s'ingénie-t-il à me frôler les hanches et à me flairer les cheveux?

Hier au soir, je songeais à tout cela assise au coin d'un feu de bois vert. M. Matou me contemplait du haut de la cheminée avec une gravité de fakir dédaigneux. Comme neuf heures tintait, Manette fit entrer le docteur Michelot.

Il s'est assis machinalement dans le fauteuil qu'il occupait toujours autrefois, quand il venait d'une façon régulière m'entendre jouer du Beethoven, ou tenir des propos d'athée paisible à grand maman qui ne s'en effarouchait guère.

— Votre belle mine s'en va, a-t-il grogné dans sa pénombre. C'est tout au rebours de la petite Suréda : voilà une fillette qui a de l'œil; avec ça étourdie, bavarde, émoustillée. Elle s'ébroue comme une pouliche et jappe comme un cabot. Très drôle, cette petite. Mais des lutins comme ça, j'en ai connu à

revendre : c'est vivant parce que c'est une bestiole bien confectionnée. Par malheur, ça se momifie dans le mariage, ça devient en peu de mois un mannequin bourré de manies ineptes et de préjugés écœurants. La vie animale les a fait mousser : elles ont eu du montant, du piquant, de la saveur, malgré leur ignorance de jeunes truies, malgré les grosses bêtises dont leur cervelle est ouatée, malgré leur entourage de crétins. — Et puis tout ça les reprend, pour les dominer, quand la matière s'est assagie.

Après un court silence, il ajouta : Je ne leur en veux pas : il n'est pas nécessaire que la matière vivante produise de la pensée. La pensée est un phénomène somme toute assez rare : peut-être est-ce une maladie. Ce qu'il y a de sûr, c'est que la plupart des hommes en sont dépourvus. On éviterait bien des tristesses en méditant un peu son animalité, quand on a par hasard la force de réfléchir. On se verrait dans cet état de demi-somnolence où se complaisent les ruminants — sorte de torpeur traversée de rêves informes, de jouissances vagues, d'indéfinissables malaises ; nuit où pour quelques cerveaux irritables s'allument des lucioles. — Alors, au lieu de se lamenter sur la bêtise des gens, on devrait tout au rebours s'en réjouir, puisque elle est notre attribut le plus essentiel. C'est pourquoi, finalement, j'excuserai toujours la petite Nicole d'être bête, lors même que sa bêtise, comme celle de la maman Su-

réda, me ferait monter des sueurs et courir des frissons.

Je l'avoue à ma honte : je songeai moins à défendre ma petite amie qu'à critiquer pour la centième fois le matérialisme rural du vieux docteur. Mais il s'emporta, me traita de détraquée, de mystique et de bas-bleu.

Il parlait rudement, martelait du poing le bras de mon fauteuil. Insoucieux de réfuter une objection, il lançait à travers le salon, dont toutes les délicatesses s'apeuraient, un éloge dithyrambique de la vie animale : et l'âpre nature des champs et des bois, avec leurs eaux mortes et vives, leurs plantes, leurs bêtes et leurs gens — tout entière elle frémissait dans ces paroles abruptes. Et une fois de plus j'ai retrouvé dans ce vieillard le poète aux émotions rudes, une sorte de Lucrèce aux vues mi-savantes mi-réalistes, qui prête aux éléments hypothétiques des choses toute la ferveur dramatique et tout l'éclat romanesque des choses mêmes.

Et je lui ai joué du Beethoven, comme autrefois : la grande joie d'être et de vouloir s'est déployée. Je me sentais plus proche de sa pensée, et lui s'exaltait encore. Vers minuit un garçon vint le chercher : une femme agonisait dans une ferme, à trois lieues du bourg. Alors, ses gros yeux de bœuf tout larmoyant, il fit craquer ma main dans sa main. Puis il s'en fut dans la nuit.

Extrait du journal

Lières, 15 avril

Retour de la Frette où j'ai voulu revoir, avant de partir pour Versailles, des parents que je n'ai pas vus depuis bien longtemps — un troupeau de cousins et de cousines plus câlins les uns que les autres.

Dans la sécurité fraîche et cossue d'une grande masure provinciale, rapiécée de-ci de-là, flanquée de pavillons moins vieux, et tout habillée de lierre noir, j'ai donné quelques jours à des sentiments recueillis et sans portée.

Une tranquillité flamande m'envahissait, devant l'attitude des fillettes laborieuses, leur éternel sourire de bon accueil; dans le demi-silence et la quasi solennité des repas, parfois gais d'une gaîté lourdaude et maladroite comme les peintures des faïences; à la bonté un peu craintive des hommes qui rentraient chaque soir, leur besogne finie.

Et la quiétude de tous me gagnait presque. N'ayant jamais conçu ce bonheur, je m'y plaisais quand même. Je m'y plaisais pour le glissement des pensées qui ne s'achèvent pas, pour l'intimité

un peu molle où l'âme perd tout besoin d'expression nette et de réflexion suivie. J'étais là loin des choses qui peuvent susciter à la raison des contradictions vertigineuses, aux sens des inquiétudes fringantes. Et c'est encore Lui, l'Absent, qui se retrouvait dans le crépuscule cendré des chambres, au parfum des boiseries. Encore Lui, avec des aperçus d'intimités pensives en un parc automnal et brumeux. Ma vie pouvait être encadrée de la sorte. Combien peu sans doute il a fallu pour que ma destinée devînt ce qu'elle est! un regard trop pénétrant, l'intuition subite d'un rapport, un arrangement symétrique d'images — que sais-je? Toutes les âmes frôlent des pièges de folie : le pauvre ami qui me hante s'est laissé prendre à l'un d'eux.

Chez ces gens, la vie quotidienne semble échapper aux prises des hasards : elle se recommence chaque jour, tâtillonne en sa régularité vieillotte, étrangère aux aventures. Elle date assurément, même chez les jeunes, d'un siècle pour le moins : tous les actes sont d'ailleurs et d'autrefois; et la trame en est si serrée que je ne vois guère par où se faufilerait l'inattendu.

Extrait du journal

Lières, 23 avril 1884

Vu mon deuil, je n'ai assisté qu'à la cérémonie religieuse. Pendant la messe, j'ai surtout pensé à mon prochain départ. L'enlaidissement de l'église m'écœurait : des statues en plâtre peint, de fabrication récente ; les finesses des anciens chapiteaux empâtées d'un badigeon de caserne ; le bleu fade et le rose niais des vitraux : tous les excès du goût sacerdotal qui prétend imposer des formes repoussantes à l'adoration des fidèles.

Le cortège nuptial, les invités et les curieux s'entassaient dans ce décor ambigu : figures vagues, dont l'ensemble avait des allures de troupeau. Je distinguais madame Suréda, en soie noire, piquant des têtes méthodiquement pour être plus humble en ses prières, aux risques et périls de son chapeau, lequel était une sorte de tiare emperlée. J'entrevoyais aussi M. Valentin Latour, dont l'habit était vraiment un chef-d'œuvre de coupe anglaise.

Ces deux silhouettes viennent encore m'effleurer. Le reste est confus en ma mémoire. Tout de suite je me suis senti emporter loin de Lières ; j'ai imaginé

le glissement des paysages le long de ma route. Des sensations de voyage se sont représentées : villes d'Allemagne et de Hollande, architectures flottantes aux cieux, masures encapuchonnées, rues dormantes au bord des canaux plats; puis des forêts embuées, des houblonnières, des polders roses, des lagunes; puis une prairie anglaise, souvent foulée jadis, tout près d'une confortable chaumière aux fanfreluches de feuillages, le *home* de Sir Clarence Blake, mon oncle.

Les orgues, séculaires, détraquées, vidées, émettaient des ronflements de gros homme, des glouglous de bouteille, des cris de toile qu'on déchire. Beaucoup de personnes se mouchèrent quand les anneaux furent échangés. Mais ma réflexion ne pesait pas sur ces contingences. Je volais toujours au loin, vers des contrées moins maussades. Je ne me disais point du tout que c'était là mon œuvre, ce mariage ennuyeux dans cette fleur de pierre muée en bicoque bon marché; que j'en avais fait concevoir la réalisation possible et désirable ; et que cette manœuvre cachait des vues humanitaires; et qu'enfin ces deux destinées tenaient désormais à la mienne.

Je ne songeais qu'à fuir : l'endroit ne pouvait apparemment me suggérer mieux. Tout à coup des gens me bousculèrent et m'écrasèrent les pieds. A la sacristie, Nicole m'embrassa, ce qui me fut pénible. Elle me promit une lettre à brève échéance. Le

courant humain me saisit et je me retrouvai devant le porche. L'air d'opale émoussait les arêtes des maisons : l'innocence du monde riait à la lumière des cieux, tandis que je laissais derrière moi dans la nef aux teintes de boue, aux ornements de musée forain, l'effroi des dominations haineuses.

Lettre de madame Valentin Latour
à mademoiselle Aurélia Collins

Givreux, 5 mai 1884

Je n'oublie pas vos conseils, ma chère Aurélia ; croyez qu'ils seront suivis. Nous ferons de bonne besogne socialiste ou j'y perdrai mon latin. A la vérité, vos plans, vos machins, vos trucs *pour transformer le personnel salarié en personnel associé*, tout ça se chamaille un peu dans ma cervelle : mais ayez pas peur, on s'y mettra.

Pour l'instant, je m'installe. J'ai un boudoir exquis, du pur Louis XV, — un cadeau du père Latour. Ce vieux-là est une crème d'homme. Il m'a aussi acheté un singe. — Quant à ma salle de bains, c'est le dernier cri du confort,

Ah, mon Aurélia, c'est fini de rire ! maintenant, j'ai le sentiment d'une responsabilité très lourde : ça me change : domestiques à surveiller, composition des menus, hôtes ou convives à bien héberger, à nourrir copieusement, deux hommes à blanchir et à raccommoder. Il y a également les conserves, les confitures et les liqueurs de ménage. Tant de

soucis me rendent grave, et insensiblement je deviens digne du rôle que vous m'avez destiné.

Pas drôle, ou plutôt bien lugubre, le bourg, avec ses habitants misérables, malgré toutes les œuvres philanthropiques du papa Latour. La misère laborieuse, c'est bien plus effrayant que la misère fainéante ; c'est sournois, taciturne, méprisant. Brrr ! j'en ai le dos gelé.

Mais nous réformerons tout ça, pas vrai ? Je vous embrasse.

NICOLE

Lières, 6 mai 1884

Elle vérifie les comptes de sa cuisinière et passe en revue des gilets de flanelle. Un tel présent, c'est toujours le passé avec des variantes, des ornements, des exigences plus assidues.

Très comique, la fin de sa lettre : elle s'est forgé une émotion littéraire. Son excuse est d'avoir voulu flatter mes manies.

Pauvre petite linotte, je vous aurai tout de même aimée beaucoup. Vous seule avez gardé, aux jours critiques, devant mon désespoir et mon esseulement, ce silence de douceur qui est la seule manière d'être bon pour les inconsolables. Les autres conseillaient, analysaient, plaignaient. C'est une preuve de haute intelligence que de ne point substituer en pareil cas à la gêne muette de sa misère sentimentale la petite vanité des commentaires.

Vous étiez une jolie et bonne fille. Vos manières restaient gracieuses, bien que vous fussiez atrocement fagotée. Un soir, je vous vis descendre un chemin, entre des haies d'aubépine : or vous alliez si

simple dans la lumière infiniment reposée que je crus voir marcher une figurine de Tanagra —

M. Matou, dans le jardin, se roule au soleil de la pelouse. Il n'aime plus la maison dormante depuis que dehors il fait tiède et que des bruits d'ailes, des cris d'oiseaux réveillent ses instincts de chasseur. Il a oublié mes caresses et la divine chaleur du foyer, attentif à la sensation dernière qui flatte ses penchants d'épicurien, de fauve et d'anarchiste.

On dirait que ma pensée joue de Nicole comme elle joue de mon chat, glissant à la surface de ces deux images, à la manière d'un reflet sur des eaux remuées. Ce jeu est tout le bénéfice qu'on tire, en somme, des rapports sociaux. (1)

---

(1) Ici, je lis en marge du manuscrit le mot : *boutade !* — *Note de l'Éditeur.*

Manuscrit de M. Amédée Violet

Aurélia fut à Versailles le 10 mai. Je l'admirai beaucoup ne l'ayant pas vue depuis cinq ans. Car elle était telle que vous l'avez connue chez moi : grande, harmonieuse et souple ; une peau blanche et délicate ; des mouvements nobles ; deux yeux d'encre sous une chevelure d'or mat ; vêtue, quoique en deuil, avec élégance, — une élégance très simple. J'ai su qu'elle faisait de Lières à Paris d'assez fréquents voyages pour sa toilette. Pourtant elle affectait, sur le chapitre chiffons, une indifférence morne.

Auprès d'elle, ma sœur Laurence paraissait encore plus disgraciée, plus malingre, plus terreuse. Mais elle souriait, la pauvre Laurence, elle souriait du sourire d'un enfant qu'égaye un rayon de lumière.

Si elle avait pu voir les pensées d'Aurélia, elle n'aurait point souri. Ce n'était plus la fillette convaincue, obstinément affirmative et joyeusement pai-

sible que j'avais connue jadis ; c'était une Aurélia souvent fébrile et peu sûre de soi, l'esprit stérilisé par les contradictions, ayant des heures de désolation logique et sentimentale.

Ses idées se détruisaient l'une l'autre. Elle n'était tranchante et tenace que pour dresser des réquisitoires, critiquer et nier. Elle affichait un athéisme qui scandalisa Laurence. Les religions lui étaient odieuses et surtout le catholicisme : C'est la seule, fulminait-elle, qui ait institué aussi effrontément des prix de vertu pour l'autre monde !

Malgré son peu de quiétude, elle excellait à paraître raisonnable. Ses actes s'ajustaient comme des pièces d'horlogerie. D'ordinaire, le matin, elle allait à Paris *parce que la grande ville est plus honnête, plus saine et plus laborieuse le matin que le soir ;* après déjeuner, elle se promenait *pour la digestion ;* de retour, elle jouait du piano *parce que la marche pousse au rythme ;* après quoi, elle lisait ou causait *parce que la musique, remuant une forêt d'images, dispose l'idée à la vie concrète.* Elle donnait ces explications avec une gravité toute britannique.

Être raisonnable, pour elle, cela consistait encore à sentir, agir et penser flegmatiquement. Ainsi l'aspect ou l'idée d'une misère ne semblait lui causer ni révolte, ni répulsion, ni dégoût. Elle voulait n'en souffrir que comme d'un syllogisme mal con-

clu, — d'une souffrance intellectuelle. Elle nommait ses nombreuses libéralités non point des aumônes, mais des restitutions :

— Je donne par esprit d'équité sociale, disait-elle ; je sais bien l'inutilité de mes dons : mais, la raison commande. — Et elle donnait toujours, dans la désolation de cette équité sèche.

Ce perpétuel effort d'insensibilité exaspéra mon jeune ami Delbove, le graveur : Rien ne s'est jamais fait par raison, clama-t-il un soir, d'une voix qui faisait trembler les vitres. C'est la folie qui mène le monde. Vos gens à principes expliquent la cause de l'abcès et formulent des recettes qui seraient sans doute merveilleuses si le malade était guéri. Un jour, le pauvre diable prend un fer rouge et brûle, dans son délire, les cellules de pourriture. Les heures décisives pour le bonheur humain sont les plus chargées de mystère : idées et sensations s'y mêlent dans un tourbillon de vertige. — Et puis, rien, après tout, ne me garantit l'efficacité de vos remèdes rationnels, à les supposer applicables. La raison en mal de philanthropie est terriblement barbare : elle taille et rogne à tort et à travers parmi la végétation des âmes. Elle se fait haineuse et cruelle pour les simples qui la méconnaissent, pour les raffinés qui la critiquent.

Mais il ne déplaisait pas à Aurélia que la raison se fît intolérante, même persécutrice : Le bonheur

humain veut qu'on lui sacrifie quelques centaines d'individus. Il faut les sacrifier sans haine, avec discernement, avec méthode. La foule en délire brûle n'importe quoi et massacre n'importe qui. Un dictateur philosophe coupera les têtes qu'il faut couper : il agira en hygiéniste qui, pour assainir un local, met en œuvre des procédés exclusivement scientifiques. Qu'il s'en rende compte ou non, tout un passé d'expérience réfléchie pèsera sur ses arrêts.

Et non sans grâce, avec des gestes lents, Aurélia reconstruisit Robespierre, qu'elle admirait fort : le dictateur correct et glacial se déduisait des conceptions mécanistes qui s'étaient antérieurement élucidées; les guillotinades devenaient un effet lointain, mais direct, du Cartésianisme; de même le culte de la Raison.

Aurélia s'écoutait un peu parler. La dentelle de ses manches pendait au bout de son geste oratoire. La lumière jeune, filtrée aux rideaux blancs, la sculptait. Je l'aimais beaucoup dans ce rigorisme laborieux, qui la mettait en beauté. Mais je la sentais vivre ailleurs.

Oui, elle vivait ailleurs, et sans y prendre garde. Ses discours étaient trop ingénieux, sa mimique trop savante, elle peinait pour s'y mettre tout entière; elle se cramponnait à une sagesse forcenée. Mais venaient les heures de détente nerveuse : alors

elle gisait pesamment sur un fauteuil ; elle se taisait ; ses yeux alanguis ne fixaient plus rien. Elle paraissait hypnotisée, et cela finissait par un hochement de tête, un frémissement du buste, un soupir. Puis elle s'asseyait au piano, et avec un délicieux abandon, des accès de nervosité, des élans fougueux, des vivacités douces, elle jouait presque toujours du Grieg — cette musique aux suavités d'extase, aux vertiges d'ivresse. Plus tard, j'ai compris les raisons de ce choix.

Delbove lui répétait volontiers, avec sa rudesse ordinaire, qu'elle avait été ou serait une créature funeste à plusieurs, pour avoir voulu arranger leur vie à sa guise. Laurence grondait Delbove, Aurélia sortait des raisonnements.

Au commencement de juillet, elle reçut la lettre que voici :

Mademoiselle, vous avez fait de notre fille Nicole une révoltée, une socialiste et pis encore. La pauvre égarée cherche à secouer le joug conjugal. Les conseils ou les ordres de son légitime époux ne comptent plus pour elle ! Elle paraît connaître et approuver les doctrines subversives des larrons collectivistes. Qui donc, nous sommes-nous demandé, madame Suréda et moi, qui donc a corrompu cette innocente enfant, élevée dans la foi de ses ancêtres et dans le respect des lois de son pays ? — Nous nous sommes livrés à une minutieuse enquête, et maintenant, nous ne pouvons plus douter de votre culpa-

bilité. Vous avez abusé de notre confiance ; telle un serpent, vous avez empoisonné notre fille de votre venin. Puisse la tristesse de deux vieillards en cheveux blancs ne pas vous porter bonheur.

CHRISTOPHE SURÉDA,
Ancien juge d'instruction

Cette lettre de fantoche assombrit Aurélia. Elle devint taciturne ; elle ne fit plus chanter et frissonner ma vieille maison. Elle cessa de m'expliquer *le Capital* de Karl Marx ou d'écouter mes dissertations sur Callot, Nanteuil et Aliamet. Ayant écrit aux Suréda, puis à Nicole, elle ne reçut point de réponse. Alors elle s'abîma dans une sorte de torpeur animale.

Laurence, un soir, lui prit la main, et de sa voix éteinte, lui dit : Aurélia, ne pourrais-je savoir tout ce que vous pensez, afin de m'affliger avec vous?

C'était dans mon cabinet de travail : la lampe luisait paisiblement, et de ses rayons d'or étalait sur les vitrines — gardiennes des cartons et des albums — une houle glacée de rondelles et d'étoiles. Aurélia ne lisait pas le livre ouvert devant elle sur la table, un tome des œuvres de Carlyle : elle regardait les jeux immobiles de la lumière.

Quand Laurence eut parlé, Aurélia s'efforça de sourire : Je ne pensais à rien, fit-elle. Lasse de regrets et de velléités, je laissais agir sur moi l'obsession des choses. J'ai la tête vide, l'énergie

brisée. Vous ne pouvez concevoir, mes amis, combien je me croyais forte pour avoir uni ces deux êtres. J'imposais à ce mariage des conséquences proches ou lointaines : un coin de bonheur pas trop mufle, un peu d'idéal réalisé, une équité gentille et souriante, la justice installée sans geste de haine, sans fracas d'orgueil. — Et maintenant, vous voyez : j'ai fait gauchir deux destinées ; j'ai exaspéré cette petite âme d'oiseau : j'ai rappelé à sa vocation un despote qui s'oubliait dans la philologie. — L'avenir se présentait si ferme et si brave dans ma décision ! Ah, quelle folie ! corriger en l'air les erreurs de la réalité, sans tenir compte des caractères ni des circonstances. — Maintenant que l'événement se dresse contre ma raison humiliée, que reste-t-il de moi ? Je me cherche sans me trouver, et de fatigue, je ne songe plus à rien, je ne désire plus rien.

Il y eut un silence. Une paix de tombeau régnait le long des Avenues ; la lune, par une fenêtre que la lampe n'éclairait pas, laissait choir une buée d'opale. Un clairon sonna le couvre-feu.

Laurence murmura : Je m'attriste sur vous, non sur vos rêves sublimes, car je les conçois mal, n'ayant qu'une petite âme recroquevillée. Mais il me semble que vous existez ailleurs que dans ces rêves. Il y a dans vos sens plus de tristesse égoïste que vous ne pensez. J'ai deviné cela dès votre arrivée.

à vos distractions étranges, à vos regards souvent égarés; et puis votre émotion parlait au bout de vos doigts, en sonorités révélatrices — Ne dites pas non, Aurélia. Recluse et malade, j'ai les yeux trop faibles pour admirer l'éclat des choses. Mais le moindre geste entr'aperçu, les inflexions d'une voix, le timbre d'un accord, sont pour moi ce qu'ils ne veulent ou ne croient pas être, un langage.

Aurélia ne répondit que par un geste las. Elle ouvrit machinalement un carton d'estampes et de gravures non classées, et parut examiner longuement un spécimen curieux de taille en losange : le Descartes de Hals gravé par Edelinck, un exemplaire très rare, mais par malheur en fort mauvais état.

Le visage sortait de la nuit, lippu, la bouche longue, le nez busqué et large du bas, les yeux pareils à des loupes, les paupières lourdes, — un visage sans douceur ni inquiétude, encadré de longs cheveux noirs, peu épais, qu'on devinait assez rudes; la moustache, mal disciplinée, semblait de crin; l'épiderme rêche se tendait avec vigueur : là s'affirmait la raison, tenace et forte, attachée par des liens d'acier à des tissus fermes et résistants.

Le lendemain et les jours suivants, Aurélia se tint près de ma sœur. Elle lui traduisit le *Old Mariner* de Coleridge et les *Idyls* de Tennyson.

Le dimanche matin, Delbove vint me surprendre.

Il n'avait point son air brutal. Il était humble, hésitant, mystérieux. Finalement, il s'expliqua :

— C'est de mademoiselle Aurélia qu'il s'agit. J'ai commencé par la haïr ; car elle a des heures pédantesques ; elle n'a point l'air d'écouter quand on lui parle ; elle est philanthrope à la mode bourgeoise et n'a pas pour quatre sous d'esprit révolutionnaire ; elle se figure que la raison peut nous ramener l'âge d'or et qu'elle doit personnellement contribuer au progrès social — Tenez, des fois, j'aurais voulu la faire pleurer. Ça veut dire que je l'aimais déjà. Maintenant, je ne pense plus qu'à elle ; je ne désire qu'elle ; mes cartons sont pleins de ses portraits, — des esquisses que je fais de mémoire.

Le mal d'amour était devenu intolérable pour ce garçon de mœurs très simples, d'un tempérament athlétique, artiste sincère et probe, assez lent à sentir, mais qui gardait toujours les impressions reçues.

Il me demanda conseil : Parlez-lui et mariez-vous si elle veut, répondis-je ; mais n'espérez rien de bon, pauvre ami. — Il me regarda en dilatant ses gros yeux ronds.

Au fond du parc, vers Trianon, point de monde ce jour là ; je m'assis pour lire une Revue, laissant Aurélia et Delbove cheminer vers la Laiterie. A travers les buissons bien alignés, des fuseaux de lumière passaient et clairsemaient de taches vertes

le deuil élégant d'Aurélia. Après avoir lu quelques mots, je relevai la tête et vis que Delbove gesticulait violemment, les muscles raidis, les poings sans cesse projetés en avant, comme pour écarter d'invisibles agresseurs. Aurélia, tête basse, devait écouter sans dire mot : sa démarche s'était alentie, ses bras ballaient, une étrange faiblesse brisait son allure.

Ils marchèrent autour des chaumières. Un instant je ne les vis plus. Quand ils revinrent vers moi, les rôles étaient intervertis. Delbove, fort abattu, laissait traîner sa canne au bout des doigts, à peine serrés autour du pommeau ; sa raideur s'était relâchée ; ses vêtements, quoique de bonne coupe, tombaient flasques et piteux. Quant à Aurélia, très calme, économe de gestes, elle parlait. Elle devait parler lentement, avec douceur et fermeté, si j'ai bien interprété sa pantomime.

Je regardais ces deux êtres tourmentés dans le décor vieillot des bergeries royales. Je décidai à part moi qu'ils étaient, en ce qui concerne l'amour, celle-ci trop grave, celui-là trop impétueux pour une nature aussi joliment attifée. Leur art d'aimer consistait, chez elle à cultiver un souvenir douloureux, chez lui à suivre des impulsions brutales. L'ingénuité réfléchie des canaux, des petites prairies, des chaumières bien coiffées encadrait mal ce drame mi-romantique mi-réaliste.

Delbove ne resta pas à dîner, alléguant un travail pressé. Ce garçon n'a point la souffrance délicate : le sang à la peau, les yeux gonflés, le souffle rauque, il tanguait, titubait, s'accrochait aux meubles. Aurélia, effondrée, tassée dans mon fauteuil de cuir, semblait une forme inanimée.

Depuis lors, Delbove se fit rare, sauvage et silencieux. Elle, muette sur cet événement, fut soudain prise d'un besoin d'agir tumultueux et forcené. Elle joua des sonates de Beethoven, des études symphoniques de Schumann, inquiétant de passion mélancolique, d'héroïsme et de joie profonde les solives desséchées et les murailles dormantes de la maison. Je vis se maculer de signes étranges les marges de son Carlyle. Aidée de grammaires savantes et de lexiques spéciaux, elle déchiffra de vieux textes anglo-saxons. Le soir, elle nous entretenait de questions sociales : elle disait gravement, avec simplicité, telle un aède des temps primitifs, la vie romanesque du révolutionnaire Lassalle, la formation du parti démocrate socialiste en Allemagne, la genèse du *Vooruit* gantois et des coopératives belges. Et des Revues de sociologie ou d'économie politique, des brochures socialistes, de gros volumes savants peu à peu s'empilaient sur mes meubles.

Plus de langueur ni de repos. Et plus un geste, plus un mot qui ne supposât un effort. Son énergie,

tendue à l'excès, lui valait des nuits blanches. Elle maigrit et toussa plus cruellement. Et elle ne daigna pas se soigner.

Elle passa le mois d'août en Angleterre, puis nous revint. Le 10 septembre je partis pour Utrecht, où m'attirait une vente d'objets d'art. Ce voyage dura une quinzaine. A mon retour, plus d'Aurélia! Elle était retournée à Lières. Voici ce qui s'était passé :

Maurice Dubreuil étant mort à Nancy (Meurthe-et-Moselle) dans une maison de santé, maître Napoléon Houlet, notaire à Saint-Sauge (Nièvre), avisa Aurélia que le défunt laissait un fils non reconnu, nommé Jacques, et âgé de onze ans. — C'était là, précisait maître Houlet, *le fruit de blâmables et bien parisiennes débauches*. Une artiste lyrique, la demoiselle Claudine Berthier, tante de l'enfant, le gardait chez elle à Paris. La mère, autre artiste lyrique, avait plus ou moins disparu. Dans les papiers de Maurice Dubreuil se trouvaient éparpillés les fragments d'une sorte de Confession, *extravagante pour la forme et scandaleuse pour le fond*, au dire du susdit officier ministériel. Maurice Dubreuil y avait relaté sa liaison, la naissance de Jacques, le montant des sommes par lui affectées à l'éducation première du petit bonhomme, et d'autres particularités relatives au même sujet. Or, pour les héritiers de Maurice, Jacques était nul et non

avenu; ils ne voulaient même pas qu'on leur parlât de ce bâtard. *Philanthrope avant tout et naturellement porté à secourir l'enfance malheureuse*, maître Napoléon Houlet, notaire, signalait l'existence du petit Jacques à mademoiselle Aurélia Collins, dans l'espoir qu'elle s'intéresserait au sort de *l'innocente créature*.

Aurélia n'avait même pas réfléchi : cette occasion d'agir était trop belle. Mademoiselle Claudine Berthier, artiste lyrique, s'était empressée de céder ses droits de tante. Cette jeune personne ne connaissait guère son neveu, livré aux soins de Sylvie, caméristo rousse et difforme, qui lui avait appris à lire, *à ce marmot*, dans les feuilletons du *Petit Parisien*. Cette femme, d'aspect rechigné, avait été séduite par la figure délicate et les jolies manières de Jacques. — Sans lui, dit-elle à Aurélia, je ne serais pas restée chez mademoiselle Berthier : ce n'est pas la place qu'il me faut. Je préfère les jeunes messieurs seuls.

Laurence, Delbove et le docteur Michelot combattirent cette idée d'adoption, mais en vain. Ils alléguaient la paternité douteuse de Maurice Dubreuil, l'inexpérience pédagogique d'Aurélia, sa jeunesse stérilisée dans une tâche ingrate, le danger des commérages : elle n'écouta rien.

Elle loua une maison à Marly-le-Roy pour ne pas s'éloigner de nous ni de Paris. Puis elle s'en fut à

Lières chercher ses meubles, son chat et sa vieille bonne. Voici la lettre qu'elle m'écrivit de là :

Aurélia Collins à monsieur Amédée Violet

Lières, 27 septembre 1884

Ah, mon vieil ami, modeler cette âme que je sens un peu mienne, quelle joie! mon vieil ami. Oui, un peu mienne, est-ce drôle? Comme si j'étais pour quelque chose dans la genèse misérable de ce petit! Pourquoi mon allégresse devant ces yeux retrouvés, ces cheveux noirs du même noir? C'est bizarre dans un cœur aussi méthodiquement desséché que le mien.

Je veux que par mes soins Jacques devienne alerte d'esprit, robuste de corps, qu'il se mette à vivre d'une vie prenante et large.

Déjà, autour de moi, les formes se précisent et à mes regards les couleurs brillent plus clair, pour m'apprendre où diriger et comment conduire d'autres regards encore gauches. Mes souvenirs affluent, triés et simplifiés, tout prêts à entrer dans mes leçons et mes conseils quotidiens. Que dire encore? je me surprends sans cesse à m'expliquer, en termes extrêmement familiers, des vérités extrêmement banales.

Après-demain, départ pour Marly. Nous avons

enfoncé les derniers clous dans les caisses. Annette, en gémissant *de quitter le pays et la maison,* m'a prêté le secours de sa poigne rustique. Pour moi, je ne partage pas ses regrets : le passé ne me retient pas et je brûle de partir.

P.-S. — Delbove a fait, de mémoire, mon portrait à la sanguine. C'est une œuvre de brutalité sobre qui captive et qui heurte : je n'avais jamais conçu la possibilité d'une expression aussi complète avec ce minimum de matière. Mais chaque coup de crayon accuse un geste violent, un soubresaut de fureur.

Extrait du journal d'Aurélia

Marly, premier octobre 1884

J'ai attendu près des acacias, qu'un vent mouillé berçait et faisait bruire. Sylvie m'a amené Jacques et Jacques m'a souri. Le pauvre enfant n'avait guère vu d'arbres qu'au Parc-Monceau : les choses du plein air l'ont stupéfié. Annette l'a promené au jardin et dans la maison, pendant que j'écoutais les doléances suprêmes de la bonne femme. Elle partie, j'ai, du jardin, vu Jacques à la fenêtre de sa chambre : il s'extasiait devant la vallée du fleuve, large ouverte sous lui, cernée à gauche d'une ligne raide et violette, embruinée au fond sur les mamelons chauves d'Argenteuil, brusquement coupée à droite par la colline que surmonte l'aqueduc.

Jacques avait l'air d'un petit roi trop jeune pour l'ampleur de son domaine, attristé soudain devant l'énormité de sa tâche. Je suis montée dans sa chambre et comme il restait toujours immobile, quelque peu hébété en face de la nuit tombante, doucement j'ai passé mon bras gauche autour de son cou. Il a levé la tête pour croiser ses regards avec les miens, et tous deux nous avons été satisfaits l'un de l'autre.

— Fermons la fenêtre, Jacques, sinon tu t'enrhumerais. Demain nous nous promènerons. — Jacques me dit : Je commençais à avoir peur, parce que c'est tout noir. Toutes les choses ont des bras et des jambes, et puis toutes les choses ont l'air méchantes. — Mon petit homme, il faut être plus brave que ça. Allons, viens dîner. Et bras dessus bras dessous, nous sommes descendus.

A table, il mangea peu : Quelle pitié, disait Annette, ça n'a que la peau sur les os, et ça veut quasiment se périr. — C'est donc toi la Sylvie d'ici ? lui disait Jacques. Il me demanda si je connaissais M. Isidore : C'est un sénateur, tu sais ; il me donne du jujube quand il vient. Sylvie dit qu'un sénateur c'est comme un sergent de ville. Elle voyait ça dans *le Petit Parisien*. Mais tante me chassait toujours quand il arrivait : est-ce que c'est méchant, dis?

Une sensation inconnue de calme et de bonté se déployait aux coulées des lueurs familiales sur la nappe blanche, au verbiage de cet enfant pâle, et je m'y exaltais silencieusement ; je m'y exaltais de cœur et d'esprit, rêvant des heures de tendresse exquise et concevant mille manières d'être utile à Jacques, — tout cela bien léger, bien vague, et comme estompé sur ma béatitude.

A la fin, il se tut, et soutint une courte lutte contre l'impérieuse nécessité de dormir. Moi, assise à côté de lui, je lutinais des doigts ses cheveux de fille et

lui montrais des images, les Illustrations de l'Arioste par Doré : tout un moyen-âge effilé, aérien, baigné d'argent lunaire, avec, çà et là, des ventripotences drôlatiques. Mais bientôt sa jolie tête vint choir sur ma poitrine, et je lui vis alors les paupières closes, j'entendis le bruissement d'un souffle bien rythmé, je sentis avec émoi la tiédeur de ce petit corps à l'abandon.

Avec des précautions lourdes, mais infinies, Annette l'emporta. Restée seule, j'essayai de lire, mais j'étais toute à l'impression des bavardages et des câlineries. Puis une gêne sourde pesa sur ma joie, l'empêcha de régner, franche et robuste, sur ma rêverie : une pensée obscure me gâtait le charme de cette intimité commençante. Par hasard, je tournai les yeux vers mon portrait à la sanguine, que j'ai fixé à un petit chevalet, sur la table en forme de trèfle. Mais à cette vue, un frisson m'effleura l'épiderme. Vraiment, j'étais là d'une énergie mauvaise et vaine : aucune autre pensée n'y hantait mes yeux que celle de m'affirmer dominatrice implacable. Instinctivement, je pris la lampe et m'en fus devant une glace. Là, mon image m'apparut blanchâtre, avec une figure de fatigue et d'effarement. J'ai eu un sourire de reconnaissance pour la glace, et suis montée chez Jacques.

La veilleuse, avec des lueurs exsangues, épongeait sa peau mince ; les longues boucles de soie

noire creusaient des chemins d'ombre sur la blancheur de la toile : un des bras, gracieux comme un cou de cygne, se relevait pour encadrer sa tête sur l'oreiller; l'autre, nonchalamment, pendait hors du lit. Je pris avec lenteur ce bras égaré et sur la main fine et tiède je posai mes lèvres, tout doucement.

Alors, je compris ce sentiment de gêne qui venait de me serrer le cœur. L'idée que ce n'était pas là mon fils, et qu'une autre, dans un spasme de bête, m'avait préparé ces instants d'amour pieux, elle s'aiguisait et s'affilait, glaciale. Ah ! Je pouvais m'ingénier à ce rôle de mère fortuite ; je pouvais prendre ma joie de ce mignon dormeur ; je pouvais organiser à mon aise notre vie, mêlée d'entretiens graves et de rires éperdus. Toujours, je devais m'aheurter aux angles des faits persistants : chasteté froide, bonheur aussitôt dissipé qu'entrevu, tentatives d'insensibilité, misères de la solitude, tout l'inconnu de la vie menée par Maurice, et, dans cette âme d'enfant, tout ce qui revivrait des instincts maternels.

J'étais agenouillée auprès du lit, lit de cuivre très bas, mon lit de fillette. J'étais morne et navrée; mais Jacques eut un sourire dans son sommeil, et, tout à coup, plus rapides que la réflexion, des larmes gonflèrent mes yeux, roulèrent jusqu'à mes lèvres. Les douces larmes ! Je n'avais pas pleuré depuis bien longtemps.

Extrait du journal

Marly, 2 octobre 1884

— Et ton père, Jacques, tu t'en souviens, dis? Tu devais le voir souvent. — Oh! papa, il y en avait beaucoup. C'étaient des messieurs très gentils. Ils m'ont tous embrassé. M. Isidore me donnait des jujubes.

Extrait du journal

Marly, 3 octobre 1884

Trop fait marcher cet enfant hier dans la forêt; abusé de sa petite attention têtue pour lui surcharger la mémoire d'explications sur les arbres, les saisons, la bise, les fleuves, et la chaleur. Je parcourais l'espace comme les notions, à grandes enjambées, ivre d'un zèle naïf, au risque de paralyser ces pauvres nerfs meurtris d'efforts, d'obstruer cette imagination qui s'entrebâille à peine. Oui, j'étais peut-être bien alors la créature d'énergie aveugle et funeste que Delbove a tirée de moi. Pourtant, aujourd'hui, comme je me sens douce et fraternelle, auprès de Jacques, fiévreux et courbaturé.

Il gît sur un divan du petit hall que j'ai installé pour la musique et les graves travaux de l'esprit. La fenêtre est ouverte et une mélancolique tiédeur d'arrière-saison vient vers nous avec des parfums d'herbes coupées, de feuilles jaunies. Je relis des sonnets de George Meredith, assise à côté du malade. Lui, d'un geste lent, m'a pris la main pour la garder entre ses mains : Grande sœur, tu ne me quitteras plus, dis ? — Pauvre petit, sa voix filtre

timidement ; ses yeux noirs ont des phosphorescences troubles ; sa peau sèche me brûle : Grande sœur, pourquoi que les feuilles sont vertes ; et puis jaunes avec des taches d'encre ? — Jacques, il faudrait se taire et tâcher de dormir. — Mais tu disais toujours qu'il faut toujours apprendre et faire des choses, et que sans ça, on est vilain. — Quand on a mal à la tête, on doit dormir. — Grande sœur, tu lis un conte ? — Oui, un beau conte, en anglais. — L'anglais, c'est-i du nègre ?

Placide, M. Matou, vautré à l'avenant d'un phoque sur une partition des *Maîtres Chanteurs*, regarde par la fenêtre ce paysage nouveau pour lui, avec le sans-gêne et l'indifférence qu'autoriserait un séjour prolongé dans la maison.

— Je n'aime pas monsieur Matou, dit Jacques, il est paresseux. Tu le gâtes beaucoup, dis, grande sœur ? — Je fermai la fenêtre, appréhendant les bouffées humides du soir. Jacques bientôt somnola, et je restai à genoux sur le linoléum, accoudée au bord du divan, parce que je me sentais là tutélaire et protégée.

S'il pouvait comprendre, je lui demanderais pardon d'avoir brisé ses membres, alourdi sa cervelle menue ; car je me suis précipitée sur cette œuvre pédagogique avec une sorte de voracité. Ne sais-je pas qu'un principe doit demander aux faits son passeport, son outillage et sa feuille de route ? —

Quelle humiliation pour moi de me retrouver aveugle et téméraire, après d'aussi dures leçons !

Je ne pouvais pas l'étudier en un jour, ce petit homme. Et il est absurde de tenter une expérience sans connaître au moins quelques propriétés des forces qu'on y fait concourir. Cette erreur logique devrait plus que tout affliger ma raison.

Eh bien ! j'y pense à peine : moins noble est mon tourment : c'est plutôt la chair qui pâtit. Je souffre surtout que cet enfant ne soit point mon enfant. Je hais celle dont l'amour divin ferait fleurir pour son bonheur des roses sans épines. La plus sotte des mères a des intuitions profondes, des délicatesses de fée.

Malgré tout, Jacques, à la douceur de ta présence, je perds la force de m'accuser, et mon angoisse envieuse va s'allégeant. Si faible, tu dissipes les inquiétudes, tu inspires les bons espoirs, — et surtout, tu refoules au néant les menaces du passé.

Madame V. Latour à mademoiselle Aurélia Collins

Givreux, 6 octobre 1884

Chère Aurélia, on me dit que vous travaillez maintenant dans la pédagogie. C'est encore une manière d'agir et de créer du bonheur. Craignez seulement que cette entreprise ne tourne pas mieux que la première.

Dans quels liens vous m'avez empêtrée, ma pauvre grande amie! Votre seule excuse est que vous vous êtes trompée vous-même. Vous vous figuriez, en me poussant à ce mariage, qu'il en sortirait un salutaire exemple de concorde et de justice. Mais cette imagination vous masquait les vrais mobiles de votre acte. Vous cédiez au penchant ambitieux d'arranger à votre gré une parcelle du monde, et peut-être même n'était-ce là pour vous qu'un moyen d'écarter des souvenirs toujours cruels.

Le malheur me tient à présent. L'homme que je devrais aimer, chaque jour je le déteste un peu plus que la veille. Il a fallu auprès de moi tant d'égoïsme prétentieux, maniéré, savamment impitoyable, pour me rendre, moi, la toquée d'hier,

curieuse des choses morales : observer et réfléchir, voilà où mon âme asservie trouve un peu d'indépendance.

J'ai rompu tout commerce avec mes parents, dont la morale bête m'exaspérait. Pour avoir pesté contre le sacrement et l'institution du mariage, j'ai été maudite au nom du ciel par ma mère, au nom du code civil par mon père : et il m'a semblé que Dieu et les hommes exprimaient leur indignation d'une façon bien ridicule.

Quant à mon mari, après des scènes navrantes, où nous avons dépensé, lui, des trésors d'ironie blessante, de loquacité docte et d'obstination glaciale, moi tout un stock de colère injurieuse, il a pris le parti d'ignorer ou de paraître ignorer ma présence.

Ainsi, je ne connais plus le dégoût d'être un instrument de jouissance et la fureur de me voir critiquée, censurée, raillée, traitée en chose inconsciente ou en bête perverse par ce despote ennuyeux et vain.

M. Latour père me reste. Mais le pauvre homme n'est plus qu'une ombre taciturne et douloureuse. Usé de travail, bourrelé de soucis, avant l'âge de s'en aller il s'en va, le regard éteint et l'énergie morte. Je crains bien que nos dissentiments conjugaux n'aient hâté sa déchéance.

Il ne s'occupe plus de rien. Mon mari mène tout

avec un ingénieur. Nos dépenses m'autorisent à croire que les affaires vont bon train. Mais il y a des bruits de grève qui circulent. On parle de salaires rognés, d'heures supplémentaires, de renvois inhumains.

Quand je sors, les gens se détournent pour ne pas me saluer, et l'on chuchote derrière moi. Dans quelques intérieurs où il y avait des malades, j'ai été accueillie avec une politesse haineuse. Je suis pour ce monde souffrant ce que fut jadis l'Autrichienne pour les Parisiens affamés.

Cela est sinistre. Voyez un peu le bout de votre rêve : deux enfers, l'un dans l'autre. Si je n'avais point gardé un peu de ma folie, je ne serais qu'une loque humaine. Mais j'ai par instants de subites ivresses, où je me retrouve désireuse de vivre. Ma pensée s'envole et il me passe des besoins violents de m'envoler comme elle. Je ne réponds pas de ce que je ferai demain.

Extrait du journal

Marly, 15 octobre 1884

Des rideaux de ouate tombent çà et là sur les arbres déteints, tachés de rouille et d'ocre, qui s'éplorent là-bas sur la pente des collines et dans la spacieuse vallée. Je viens de répondre à Nicole, et toutes mes excuses clochaient, toutes mes exhortations semblaient détachées d'un Manuel de Morale pour l'enseignement primaire. Quand j'ai relu ma lettre, je n'y ai vu, ou plutôt senti, au fond des mots, que ma douleur vaine, accablée sous le poids des faits, ma douleur lamentablement résignée comme cette végétation d'automne.

Jacques remarque tout. Il est venu me frôler et m'a dit : Tu boudes ; est-ce que tu es malade ? Il m'a montré son cahier de devoirs et un dessin qui représente une maison. Je l'ai embrassé, contente de son zèle. Puis, j'ai tremblé.

Non, mon petit, je ne suis pas malade, mais j'ai peur de moi pour toi. Tu es frêle, tu es maladif, tu n'as rien dans le cerveau, tu es une pauvre créature sensible et flottante. Il te faudra des bras robustes, un coffre solide, un esprit avisé, une

volonté ferme. Et c'est moi qui prétends te donner tout cela, moi dont toutes les tentatives pour bien faire ont avorté, moi dont l'initiative fut désastreuse pour ceux que je voulais élever au bonheur.

Mais est-ce possible de faire du bonheur, en ce monde égoïste et vorace ? Aider autrui, n'est-ce pas l'armer pour la lutte mauvaise, afin qu'il devienne ravisseur ou proie ? enveloppé de haine ou féru de haine ?

Cependant, comme je me tais, Jacques me croit soit malade soit mécontente de lui. Il ne sait quelle contenance garder et ses yeux s'humectent de larmes, son nez se pince, ses lèvres fines se resserrent. Doucement, l'ayant attiré à moi, je l'embrasse au front. Il me chuchote, tout de suite consolé : Tu sens bien bon.

Ces jours-ci, je ne l'ai guère quitté; et nous sommes de grands amis. Nous nous promenions au bois sur les feuilles jaunes et rouges, dans un demi-jour de rouille. Il bavardait et j'étais d'une gaîté folle. Je me faisais extrêmement naïve pour parler son langage et insensiblement, je l'amenais à dire des choses sensées.

Ce matin encore, je lui expliquais des vers qu'il devait apprendre par cœur. C'est un petit poème de Hugo intitulé *la Bible*. Jacques répétait mes explications avec ferveur, dans un langage puéril, mais net, et qu'il égayait d'hypothèses merveilleuses. Parfois j'effleurais ses cheveux doux et fins du bout de mes doigts, et alors nous échangions un sourire.

— Chère sœur, le petit garçon dit :

Nous mangions notre pain de si bon appétit
Que les femmes riaient quand nous passions près d'elles.

Tu dis que ça veut dire qu'un petit garçon est drôle quand il mange bien et pas drôle quand il mange pas. Et puis encore, si tu permets, il est drôle surtout aux femmes. Moi je crois quelque chose : les femmes,

elles sont contentes avec les hommes qui mangent bien, parce qu'ils sont plus forts; et alors, ils tuent mieux les loups et les méchants et tout ce qui fait mal aux femmes.

Et j'étais fière qu'il eût, sans vanité ni amertume, une sorte d'idée noble et cruelle. J'étais sûre de lui comme disciple et sûre de moi comme éducatrice.

A présent, je doute, et j'ai peur de nous deux, de moi surtout. Annette l'a emmené au village, et moi, restée seule au logis, je me remémore tout ce que je puis savoir de sa complexion, de son caractère. Mes yeux gardent encore l'impression de son teint mat, de ses prunelles trop brillantes; je pense à ses attitudes d'enfant las, qui cherche dans une étreinte un nid de repos; j'ai les oreilles déchirées par sa toux sèche du matin.

Et les soudains hasards d'une âme en train de se faire — interventions d'autant plus farouches que l'âme est moins banale — saurai-je en calculer les effets pour en régler l'usage? Il est de ceux que la moindre sensation pénètre jusqu'aux moelles, remuant au passage des velléités d'origine lointaine; car dans la chair la plus tendre sommeille l'activité des générations mortes. Et je conçois avec terreur un réveil possible de perversité.

Oserais-je, le cas échéant, lui imposer une discipline? Hélas! laquelle et comment? mon intelli-

gence est brouillée, j'ai perdu tout courage, je n'ai plus confiance en moi, et tout autant que cet enfant, j'aurais besoin d'un guide.

Minuit :

Des rafales sur les bois. Au jardin le grésillement des feuilles sèches. Et dans les recoins du grenier, les miaulements de la bise. L'âme rythmée encore au rythme d'une fugue ancienne, je rêve, mon chat sur les genoux. Jacques doit dormir, blanc sur les draps blancs. *Poor little thing!* Mon cœur est enclin à la tendresse, mais c'est une tendresse passive, que je ne me connais pas.

Extrait du journal

Marly, 28 octobre 1884

Le docteur Michelot, qui passe trois jours à Paris, est venu à Marly déjeuner avec nous.

— Vous avez ficelé là un sot mariage, a-t-il dit de son air bourru. Après tout, je ne sais pas vous en vouloir. Si l'espèce humaine n'était point pourrie de sentiments raffinés et d'idées fausses, les couples y vivraient unis. Mais à force de réflexion et d'intelligence, on détruit les instincts vitaux. La femme tend à se spiritualiser d'une façon ridicule ; l'homme devient un chiffre vivant ou une sorte de dictionnaire indigeste ou bien encore une pompe à dignités. Nous oublions de plus en plus les bêtes que nous sommes, et nous périrons victimes d'un cerveau trop perfectionné.

Vers une heure, visite de Delbove. Nous ne sommes plus gênés l'un près de l'autre. Je me rappelle sans être émue ses aveux violents et mon refus décidé. Ce jour-là, quand il m'eut proposé de devenir sa femme, j'eus l'intuition d'un engagement qui me liait déjà, d'un devoir mal défini qui me commandait de rester libre. Sans chercher un sot moyen d'ajourner la réponse, je refusai net, alléguant mon humeur indépendante.

Vous en aimez un autre, gronda Delbove. Cet autre ne vous sera pour sûr jamais rien. Malgré tout, et à votre insu, vous lui restez fidèle. Votre énergie dévoyée tend au même bonheur par des chemins différents. Vous travaillez dans l'idylle ménagère, dans la justice pour tous. Travaux d'art que tout cela! Vous poursuivez avec une sensualité d'artiste l'image du bonheur manqué, ou quelque image parente. Vous vous cherchez dans votre œuvre, et c'est pourquoi elle est misérable.

Il ne me laissa pas protester; il ajouta : Vous vous vantez de votre raison froide, qui serait, à vous en croire, le principe de toutes vos démarches. Mais ce n'est là qu'une attitude soit constamment voulue, soit conquise. Vous traversez des crises d'enthousiasme et des heures d'affliction dont vous ne sauriez ni marquer les causes, ni analyser le contenu. C'est l'inconnu de la passion qui reprend ses droits.

Puis, avec une humilité touchante chez un être robuste et sanguin, de volonté rigide et d'imagination hautaine, il me contait ses souffrances d'aimer. Le mélange des paroles rudes et délicates qui lui venaient aux lèvres disait à la fois l'inquiétude des sens et l'obsession de la pensée. Mais je ne sus avoir pour lui de pitié ni d'admiration. Je cherchais à réagir contre la défiance de moi-même qu'il venait de m'inspirer.

Aujourd'hui, dans la lumière basse d'automne, il m'a tout d'abord paru, lui jadis si abrupt et âpre, singulièrement affiné et adouci. Mais l'impression ne persista pas. Comme le docteur Michelot, d'un ton bonhomme, conversait avec Jacques, Delbove et moi fîmes quelques tours de jardin.

— Ce petit est gracieux d'allures et d'esprit, me dit-il ; il a des pauses de méditation qui le font ressembler à un jeune prophète. Mais le genre d'affection que vous lui témoignez ne convient guère à un enfant de cet âge. Vous lui jetez des regards d'imploration, vous lui adressez des sourires extatiques, vous l'emprisonnez dans des étreintes nerveuses. Interrogez donc vos sentiments et cherchez bien qui vous aimez en lui. — C'est odieux, ce que vous insinuez là, répondis-je brusquement.

Il reprit de son air dur, soudain retrouvé : — Je ne vous ferai jamais assez souffrir.

Je le méprisai de m'outrager par dépit, mais sans répondre, car une peur étrange me paralysait, peur de lui, qui me dévisageait avec des yeux égarés, peur des idées monstrueuses qu'il suggérait, peur de moi-même enfin, dont la conscience protestait sans force.

Le docteur Michelot nous ayant rejoints : Veillez sur Jacques, bougonna-t-il. Le p'tiot marque mal. Le sang est faible et les nerfs inquiets. Je crains qu'il ne pense : à son âge, on ne doit pas penser.

Sinon, gare aux méninges ! Ah, l'hérédité, l'hérédité ! — Sale invention.

Devant mon saisissement, il se fit violence pour me rassurer, car il n'est point maître de sa brutale franchise, et ses actions seules savent être humaines.

Il m'embrassa et partit. J'avais l'âme figée dans une torpeur de végétal. La fraîcheur mauvaise de la brume m'enveloppait, et je ne la sentais pas. Dans l'air taciturne, il semblait que rien ne pût ni penser, ni désirer, ni vivre.

Un murmure étouffé m'effleura ; ma main se trouva prise dans une grosse main brûlante. C'était Delbove qui me demandait pardon.

— J'ai parlé brutalement, fit-il, mais je ne suis qu'une bête à instincts obscurs, à impulsions farouches. Je ne saurai jamais réfléchir ni prévoir. Maintenant je reste inerte auprès de votre désolation, parce que je n'imagine rien pour consoler. Vous le voyez, je ne suis bon qu'à froisser les cœurs. Pourtant ce n'est pas tolérable, de vous voir en cet état : et j'ai envie de me faire tout petit, de me cacher, de disparaître, tant je suis humilié devant vous, pour n'avoir pas su me taire tout à l'heure, et pour ne pas savoir parler maintenant.

J'eus la force de lui sourire et d'appuyer mes doigts sur sa paume. Je le priai de me laisser seule : il s'en alla d'un pas lourd, en zigzaguant un peu.

Extrait du journal

Marly, 5 décembre 1884

Les jours passent, gris ou clairs, taciturnes ou pleins de clameurs confuses. Les corbeaux seuls vaguent aux champs ; les maisonnettes closes font une vilaine moue. C'est un événement quand un vieil homme, en tricot de laine — forme noueuse et tassée — clopine le long des murs.

Jacques se laisse soigner docilement ; il maugrée contre l'huile de foie de morue, mais il l'absorbe. Annette vante le flegme qu'il garde sous les ablutions d'eau glacée. En promenade, malgré la célérité que j'impose à ses jambes graciles, il grogne avec modération.

Ce perpétuel contact serait délicieux, si j'osais répondre à sa tendresse. Mais je me rappelle les paroles mauvaises de Delbove. Dans mes rapports avec Jacques, je m'étudie de près, je réprime tout affectueux élan. Jacques me demande s'il m'a fâchée ou bien si j'ai de la peine. J'écarte ces deux hypothèses. Alors il ne sait quoi conjecturer et tombe dans une rêverie maussade. Il faut bien pour l'en tirer recourir aux caresses, aux paroles douces. Mais le fin velours de sa peau, l'allégresse allumée

dans ses yeux, les mouvements simples et vifs qui trahissent sa joie, autant de sensations voluptueuses où d'abord je me complais, dont ensuite je m'effare. Si bien que nos épanchements finissent mal ; car je me dérobe soudain à sa gratitude ingénue, et lui, pour s'expliquer ce bizarre phénomène, fait douloureusement travailler son âme surprise.

Hier, après m'être ressaisie de la sorte, comme je l'avais prié, non sans brusquerie et non sans roideur, de me laisser écrire une lettre, il s'accroupit dans un coin, la mine fermée, un livre sur les genoux, juste en face de M. Matou, qui, gravement assis sous un araucaria, se léchait alternativement les deux pattes antérieures, puis, les ayant humectées, s'en servait pour se lisser les moustaches et pour se nettoyer les oreilles. Et M. Matou consacrait à cette besogne toute son attention têtue et bornée, toute son adresse machinale héritée d'ancêtres lointains. C'est pourquoi il ne remarqua pas la douleur de Jacques, et Jacques comprit que tout lui manquait.

Il y eut un silence gêné ; puis il murmura : J'ai bien mal là. Je m'aperçus qu'il se tenait le front dans les mains. Une idée effroyable fulgura ; tremblante j'allai vers lui. — Quelques minutes après, nous sortions bras dessus bras dessous, lui content de ma familiarité reconquise, moi encore émue de cette alerte.

Sous un suaire gris, les arbres se tordaient douloureusement. Nous écrasions des feuilles mortes et des brindilles noirâtres. Le long d'un vaste parc, contigu à la forêt, court un fossé au delà duquel on voit des sapins sur de larges pelouses et des massifs de rosiers.

— Ici, fit Jacques, dort la *Belle au Bois dormant.* Quand je serai fort, j'irai la réveiller. — Mais il ajouta, ayant réfléchi : Ma foi non, car elle n'est pas aussi belle que toi. — Souffres-tu encore, Jacques ? — Un petit peu, mais c'est rien. — Et sur sa prière, je lui contai des histoires merveilleuses.

Il connut les aventures de Robin Hood, le Saxon, les chevauchées du Chasseur maudit au clair de lune, les promenades de Titania dans la rosée fraîche, et les fées qui hantent les sources et les nymphes vénérables qui dorment au creux des chênes.

Sans rien dire, Jacques s'accrochait à moi, retenant son souffle, ému d'une terreur sacrée. Non moins que lui j'étais émue : car le mystère des bois flottait dans l'atmosphère et dans mes histoires.

Extrait du journal

Marly, 18 décembre 1884

Veillée d'hiver, courte pour Jacques, longue pour moi. D'abord, le coin du feu après dîner, moi assise devant la cheminée qui flambe, lui à mes pieds sur un tabouret, la tête appuyée contre mes genoux. Il me demande des éclaircissements sur les histoires que je lui ai contées. Les arbres pensent-ils ? Ont-ils des entretiens entre eux ? Et les dames qui gîtent sous l'écorce sont-elles jolies ?

Dehors un silence épais, des murs de charbon. Annette vient me dire qu'il neige. Une cloche, au loin, tinte, la voix étouffée. Je songe aux misères éparses dans la nuit ; je songe aux anciennes veillées : veillées laborieuses autour de la lampe, veillées de rêve calme ou de bonnes causeries, veillées d'ennui, veillées auprès d'un mort.

Ah ! toujours se souvenir de ce qui fut doux ou cruel, avec l'obligatoire attendrissement, né du regret, avec la malsaine volupté d'entrevoir des formes imprécises, un monde crépusculaire : c'est là ce qui nous use et ce qui nous engourdit, dans ce siècle fier de sa mélancolie rêveuse, comme d'une intelli-

gence plus fine et plus complète des choses, alors que pour bien vivre, heureux et fraternel, il faudrait voir clair dans le présent, juger ferme et décider vite —

Jacques s'est endormi la tête sur mes genoux et Annette l'a emporté. L'horreur des images soupçonnées dehors renforce l'exquise impression de sécurité, de bien-être où je somnole. Les formes si connues de l'ameublement, les touches délicates des reflets verts ou mauves sur les tentures, les voix de la braise et la tiédeur aux parfums de cendre, mille sensations aimables règnent à la fois, en lesquelles je m'éparpille mollement, non sans que proteste, au fond de ma conscience, la créature entendue, rigide et volontaire que j'étais ou que je rêvais d'être. Vaine protestation : je me sens redevenue fillette et reportée au temps où, par des soirées comme celle-ci, dans le salon aux velours foncés de la demeure provinciale, je me reposais un peu lasse des travaux accomplis le long du jour. Et j'écoutais gémir les tilleuls du jardin, sangloter les cheminées ou crier les girouettes. J'observais tour à tour les langues de flamme découpées sur les bûches de l'âtre, la silhouette de l'aïeule qui lisait près d'une lampe en vieux cloisonné, et les gravures anglaises, d'après Lawrence ou Gainsborough, sur lesquelles le hasard d'une lueur faisait çà et là frémir les robes en mousseline et les grands

fichus de soie. Cependant, assourdies et mutilées, des modulations, des accords, des phrases mélodiques venaient de la pièce où mon père travaillait, et c'était là comme un mystérieux enchantement.

Ah ! je cède au besoin de me détendre les nerfs et la pensée. Le vertige d'orgueil qui monte à la tête quand notre ascendant s'exerce ou que notre domination s'impose soit par force, soit par persuasion, ce vertige ne vaut pas la langueur d'une âme répandue sur les apparences, à la faveur des musiques lointaines ou des silences mystiques, dans la retraite sûre et plaisante qu'effleurent sans y pénétrer les pluies et les rafales.

Est-ce léser ou offenser autrui que de goûter avec nonchalance des sensations délicates ? Il y a certainement plus d'amertume et moins de mansuétude dans une énergie infatigable que dans une sensibilité indolente et recueillie. Mue par des idées nobles, au service desquelles je mettais tout mon esprit, toute ma grâce, tout mon zèle, je n'ai abouti qu'à froisser des consciences, aiguiser des convoitises, opposer des intérêts. En laissant faire sans me mêler de rien, aux autres j'assurais quelques satisfactions bourgeoises, et à moi de précieux loisirs pour les méditations agréables et les plaisirs honnêtes.

Décidément, j'étais dans l'erreur et j'en dois sortir, quand bien même je croirais déchoir pour

circonscrire mon activité à de menues occupations.

Pour cet enfant, je rêvais une raison infrangible, une équité souveraine, une absolue maîtrise de soi.

Mais quelle cruauté ! imposer des contraintes, des méthodes à cet esprit qui vagabonde si joliment ; rationner cette sensibilité si fine ; enlever à cet être impressionnable et déjà réfléchi mille occasions d'émoi, de rêve, de pensée : car bien des privations matérielles ne vont pas sans jeûne moral. Non, devant cette existence frêle, mais bien pénétrée de soi, je me trouve étrangement timide et désarmée.

Minuit tinte à mon horloge flamande et dehors à l'église paroissiale. On dirait que les choses respirent doucement; mon corps reposé, allégé, ne pèse plus. Et je sens tomber sur moi un sommeil de Sybarite.

Marly, 25 janvier 1885

C'est tout au plus si on sarcle le passé, on ne le déracine pas, et toujours il repousse : il grimpe comme le lierre sur l'édifice nouveau que l'âme s'aménageait, ou bien il surprend, à la manière des plantes qu'ont chantées les poètes, par des floraisons explosives.

Trois semaines viennent de passer, qui m'ont paru bien courtes. Je me retrouvais enfant, pour amuser Jacques, et lui, gravement, faisait l'homme raisonnable pour m'intéresser. J'avais mes instants de folie, il avait ses heures de sagesse : je comprenais et lui sentait que nous voulions vivre en gens qui s'aiment.

Ma tendresse gaie, jamais en défaut, le transfigurait. Nos leçons dégénéraient en causeries rieuses, nos promenades s'achevaient en courses désordonnées. Il s'allongeait et s'étoffait, devenant plus espiègle, mais sans méchanceté. Sa sensibilité commençait à s'exprimer avec une drôlerie gracieuse. Il disait à Annette : Toi tu es la vieille Vesta, déesse des maisons ; ma grande sœur est Minerve, qui aime les fables et le calcul. Et Annette, qui ne

connaît point ces gens là, levait au ciel des bras éplorés.

A Christmas, vinrent chez moi des cousins d'Angleterre, le respectable M. Kimble, industriel du comté de Glamorgan, et ses filles, deux petites misses blondes, au teint framboisé. Elles se tenaient roides comme des bâtons. Au moindre mot qu'on leur adressait, elles riaient de concert avec acuité. Sous leur direction, Jacques dansa la gigue et chanta des ballades d'outre-mer. Il leur dit qu'il les épouserait toutes deux pour les emmener dans une île, et elles se scandalisèrent.

Puis ce fut le Jour de l'An. De grand matin, comme je somnolais encore, Jacques se glissa dans ma chambre, et bien stylé par Annette, il parla ainsi : Tu sais, grande sœur, c'est Jour de l'An ; alors porte-toi bien et aie beaucoup de chance et puis amuse-toi bien. Moi je t'embrasse.

Et je lui rendis son baiser. Un fagot vert ronflait dans la cheminée, et la flamme tressautait passionnément. Toute chose avait l'air de s'intéresser à moi, même la pendule en Saxe, et même le portrait de M. Gladstone.

Quelques jours après, promenade à Versailles. M. Violet et Delbove sortirent avec nous. Je trouvai pour la première fois déplaisant cet effort de rectitude et de symétrie dans la pierre et dans la verdure. M. Violet m'expliqua mon impression.

— C'est un symbole de volonté rigide, de raison claire, que vous aimiez ici. En somme vous n'y cherchiez et n'y trouviez que vous-même. A présent ces bâtisses vous ennuient, ces jardins vous exaspèrent, non parce qu'ils sont devenus ennuyeux et exaspérants, mais parce que votre âme s'est adoucie et détendue. Vous vous extasieriez devant un cottage aux structures capricieuses, noir de lierre et coiffé de mousse. C'est le décor qui maintenant conviendrait à votre vie intérieure. En art, on n'aime jamais qu'un asile offert au sentiment, un séjour possible à la pensée.

J'ai écouté sans attention critique ces aphorismes vieillots : je n'étais pas d'humeur à discuter. Des patineurs glissaient sur la grande pièce d'eau. Jacques, pétrifié d'étonnement, m'occupait à lui seul les sens et l'esprit. Bientôt ce fut un déluge de questions sur les messieurs glisseurs, sur l'eau gelée, sur le bonhomme à cheval qui avait fait ces grosses maisons et ces jardins. Et comme je composais des réponses naïves, j'entendis Delbove chuchoter à M. Violet : Décidément le bonheur rend les gens idiots. — Et ce propos m'égaya jusqu'au soir.

Or hier, dimanche, comme Jacques fredonnait une ronde anglaise, appuyant son filet de voix sur les sons furtifs que je tirais du piano, Annette effarée surgit, pareille, bien que naturellement peu sculpturale, à une statue de la Fatalité.

— Mademoiselle, articula-t-elle entre deux souffles rauques, c'est la petite Suréda : vous savez ? madame Latour. Elle est plâtrée comme un sous-sol et quasiment attifée en diablesse. Ah, si on aurait jamais cru ça !

Dans mon salon exigu, Nicole joliment fanfreluchée, ayant jeté sa veste d'astrakan sur un pouf, s'amusait à reconnaître les gravures anglaises et les figurines de terre cuite exilées avec moi dans ces régions banales. Elle me sauta au cou et faillit m'étouffer. Puis ce fut un verbiage abondant et décousu, duquel il ressortit qu'elle avait quitté le foyer conjugal, après s'être volontairement compromise avec un vague hobereau qui fréquentait chez elle. De là séparation de corps et de biens, prélude d'un divorce probable. M. Suréda avait tenté de réconcilier les deux époux, mais en vain. Alors, il avait voué Nicole à l'action vengeresse des lois. Quant à madame Suréda, toute jaunissante et en mal de diarrhée, elle [illegible] à [illegible] sa fille en [illegible] à Paris, presque chaque jour, des extraits d'homélies onctueuses et de biographies édifiantes.

Nicole s'était gîtée avenue Kléber, dans un appartement coquet : Vous viendrez m'y voir, Aurélia. J'ai des amis charmants que je vous présenterai, une famille américaine rencontrée chez mes cousins. Ils logent à côté de chez moi et l'on ne se quitte pas.

— Et avec une aisance parfaite : Qu'on me traite de déclassée, d'aventurière, qu'importe ? Maintenant, je me connais : je ne suis pas une créature domestique : je suis faite pour la vie libre, pour les surprises du hasard. Que puis-je contre ma destinée ?

Je ne savais quoi répondre. Elle m'étourdissait. Elle montrait, en affirmant son droit à l'anarchie, la même assurance que jadis, lorsqu'elle bêtifiait gaîment.

— Vous ne pouviez donc plus vivre là-bas, Nicole ?

— Ah bien, ouiche ! Le père Latour est paralysé ; feu mon mari n'en fait plus qu'à sa tête. Il me traitait en animal inférieur. Et puis, comme il a rogné les salaires, allongé les tâches, supprimé toutes les machines philanthrophiques du papa, on le déteste. Il y a même eu des grèves partielles ; bientôt il y en aura une grande. Et moi, l'on me détestait pareillement. Cette haine enveloppante m'empêchait de vivre. Alors j'ai fait mon coup, et j'ai filé.

Elle planta ses regards brillants, trop hardis, dans mes yeux : Toujours belle, vous, Aurélia. Et une toilette ! Seulement vous êtes bien pâle, ma chérie, bien réduite, et votre toux déchire les oreilles. Si on allait déjeuner. Et ôtant sa toque, elle la lança sur un fauteuil : Allons-y, Aurélia, je vous invite. C'était toujours la même gamine.

Dehors, une belle gelée claire. La lumière tombait

d'aplomb sur mon portrait : C'est bien vous, jugea Nicole. Mais quelle expression funeste ! Vous avez l'air d'une méchante fée qui serait jolie. Et son rire sonore fusa dans la maison.

Dans le petit hall, Nicole embrassa Jacques, lequel fut très digne et demanda : Est-ce que vous connaissez ma tante ? Elle s'habille comme vous. Nicole, amusée, lança des sottises et mangea comme une jeune louve.

Vers la fin du repas, Jacques s'en fut courir au jardin. — Où donc est passée votre belle assurance, Aurélia ? On dirait que je vous fais peur. Suis-je devenue un épouvantail, à m'être affranchie ? Pourtant cet acte révolutionnaire m'a plutôt rendue meilleure. Le respect des préjugés nourrit un orgueil malveillant, impitoyable. A présent je juge de tout avec indulgence. Avouez que c'est un petit progrès. — Que comptez-vous faire, murmurai-je, presque timidement ? — Je vis dans le présent. Je hante avec mes compagnons exotiques les théâtres et les endroits frivoles ; je m'instruis des choses mondaines ; je m'habille beaucoup. Je me livre à certains sports. Je m'enfièvre ou m'entretiens dans un voluptueux abandon. Je fais mes comptes et ménage mes revenus ; et c'est tout. Je ne prévois rien ; je ne fouille pas dans l'avenir. On ne fait jamais que ce qui nous plaît à faire ou ce qui nous est imposé : double contrainte, celle de la fantaisie et celle de la

fatalité, qui pousse nos calculs à des solutions inattendues, sans consulter nos plans d'existence. Ça vous semble énorme, cette théorie ; ça heurte en vous des convictions profondes. Mais vous n'êtes pas au-dessus de la loi. L'adoption de ce petit, qui d'ailleurs est un amour, ce n'est ni la conclusion d'un raisonnement ni le résultat d'une expérience. Vous avez fait ça parce que vous avez besoin d'aimer, et non pas n'importe qui, mais Lui, le disparu, et tout ce qui se rattache à Lui. Et peut-être n'avez-vous jamais agi, sur moi, sur d'autres, sur cet enfant, sur vous-même, que selon vos regrets violents et selon vos rêves stérilisés.

C'est avec faiblesse, d'une voix ténue et lente, la tête basse et les bras pendants que je répondis. Je fis valoir que je n'étais pas très femme, que je délibérais et décidais d'une âme sèche, que je haïssais le sentimentalisme. Et d'autres affirmations analogues, qui ne me paraissaient plus ni mensonges ni vérités.

Nicole prit une mine grave qui était nouvelle pour moi, essaya d'un sourire triste et murmura : Sait-on jamais, d'ailleurs, pourquoi l'on va par ici plutôt que par là : les motifs allégués par la suite ne satisfont plus.

Nous sortîmes. Une buée légère montait autour des squelettes d'arbres. Le long de la route pavée qui mène de l'Abreuvoir à Port-Marly, pas un chat,

pas un bruissement. C'était le grand sommeil d'hiver. Nicole me prescrivit des tisanes et me pria de venir la voir chez elle.

— Au moins vous n'hésiterez pas à visiter une excommuniée, une fille maudite et une citoyenne mise hors la loi.

Et je devinais, au tremblement discret des mots, derrière cette question qui voulait être comique, un peu de fierté inquiète. Alors une flambée d'enthousiasme tendre me réchauffa ; et comme son tramway allait partir, je l'embrassai, en l'appelant *petite Nicole*, comme autrefois.

Seulement, quand elle ne fut plus là, la honte de la défaite pesa de nouveau sur mes forces. J'eus l'impression d'être pauvrement néfaste. Je mis en doute la sincérité de mon ancien zèle réformiste. Comme Jacques s'accrochait à mon bras, l'idée soudaine que je pouvais nuire à cet être faible et confiant m'assaillit avec la violence d'une bourrasque et une sueur me glaça l'épiderme. Jacques cependant me parlait. Mais n'obtenant pas de réponse, il devint morne. La buée s'épaississait en brume, et je crois que nous marchions tous deux dans un cauchemar.

Marly, 15 février 1885 et jours suivants

Ainsi, du haut de mon dogmatisme renforcé, position reprise et gardée obstinément, je m'acharne après les sens et la pensée de ce petit, pour les froidement discipliner aux analyses, aux réflexions austères. Je ne semble pas apercevoir les envies folles, qui par instant m'envahissent, de nous libérer tous deux, pour vivre une vie insoucieuse et confiante, moi l'instruisant au hasard des occurrences, lui me charmant de sa gratitude ingénue. Non, j'ai trop peur des retours brusques du passé, des images dont soudain je retrouverais en lui le décalque séduisant. Et alors, sans doute, je lui ferais du mal, comme aux autres. J'aurais bien la volonté d'élargir et d'embellir son âme, mais une volonté illusoire, excuse d'un penchant voluptueux. Je combinerais bien des théories pour justifier ma méthode indulgente, mais des théories hypocrites, bonnes à cacher des faiblesses de cœur, des attraits sensibles, tout un égoïsme compliqué.

Lui, cependant, d'une docilité un peu morne, écoute, obéit passivement, sans élan comme sans effort, et ce n'est plus qu'un petit être effacé dont l'existence se fait chaque jour plus silencieuse.

Rarement, et comme par oubli, il s'épanche — d'un regard mouillé, d'une allure gamine, d'un cri d'oiseau, — mais tout de suite, ombrageux et rétractile, il se ressaisit, il retombe dans une humble réserve.

Il m'a dit un jour, comme nous marchions au long du vieil aqueduc moussu sous un ciel spongieux : Je cherche si j'ai été méchant pour toi, et je trouve que non. Alors pourquoi as-tu changé avec moi ? Tu n'es pas méchante, je sais bien. Alors tu as du chagrin et tu ne veux pas dire quoi. Mais tu sais bien : je suis ton petit frère et je t'aime bien. Ce fut la seule fois qu'il me fit entrevoir ses préoccupations et il m'embarrassa beaucoup. Que lui dire ? Il n'eût rien compris. Je mentis en déclarant que je l'aimais toujours de la même façon, que je n'avais en vue que son seul intérêt en lui imposant une discipline un peu sévère. Il ne fut pas dupe et resta fermé.

Je me suis vue tout à l'heure dans un miroir le visage maigre et blanc d'une mourante ou d'une Carmélite. J'ai l'esprit moins prompt, moins curieux et plus enclin à la langueur des rêveries. J'ai la gorge déchirée, des frissons de fièvre, des sueurs froides, les mains très chaudes, les jambes molles.

Les tisanes et les remèdes innocents d'Annette n'y font rien. Une angoisse sans nom m'enlève

toute possibilité de repos et de quiétude. Le calme bourgeois de la maisonnette auprès du village endormi me serait salutaire, si je pouvais me recroqueviller dans la paix bourgeoise des sens et de la pensée. Mais, sans plus aucune force pour se réaliser, les anciennes chimères me hantent, ou du moins leur fantôme.

Que ma raison d'être est loin ! Pourtant l'occasion est là, l'occasion d'enrichir et d'élargir une âme. Est-ce la défaite qui m'a brisée? Mais il n'est pas trop tard pour la compenser par une victoire. Est-ce la difficulté de la tâche qui m'épouvante ? Car la résignation excessive de cet enfant exclut chez lui l'enthousiasme qui fouetterait ma volonté de réussir. Mais dois-je avoir besoin qu'il m'encourage et n'est-ce pas de moi que doit naître l'enthousiasme?

Oui, par instants, avec une joyeuse ivresse, je me le figure grandi, jeune et beau, la mine et la voix graves, en situation de voir, de connaître et d'entretenir les multitudes, tel un apôtre ou tel un prophète, et se plaisant à consoler, à unir, à édifier des bonheurs larges et durables. Je lui attribue des discours persuasifs, des gestes de tendresse, des exemples de sacrifice, un charme exquis et fort — Vaine image ! C'est mon désir qui la crée pour s'y jouer à l'aise. Mais pourquoi est-ce toujours lui qui m'en fournit l'esquisse ?

Voilà que j'ose à peine le regarder maintenant. Hier, je jouais une fugue de Bach, pour en imposer le rythme sévère et têtu à mes sentiments. Mais bientôt ma vue s'ensabla, mes bras endoloris tombèrent. Et machinalement, toujours assise au piano, je regardais sur la partition la montée et la descente des notes noires, entre les divisions verticales des portées. Mon embarras étrange d'être là, sans rien faire ni penser, à contempler stupidement du noir sur du blanc, fit que mon attitude se modifia peu à peu; et soudain, j'aperçus, reflétée dans le vernis lisse de l'instrument, la silhouette de Jacques, assis derrière moi, l'avant-bras droit accoudé au genou pour s'ériger en support du menton, le dos voûté, les yeux fixes, immobile comme s'il écoutait encore. Et je tressaillis : car à l'improviste se mettaient à revivre des moments déjà vécus. Ainsi indiqué dans le lustre de l'ébène, c'était presque Maurice, tel qu'il m'apparaissait jadis, m'écoutant encore après que j'avais cessé de jouer.

Il lui ressemble trop. Il retrouve les mêmes gestes habituels, les mêmes attitudes journalières, presque la même manière d'articuler les mots et de scander les phrases, mais avec cette grâce quémandeuse, exigeante, des petits qui mendient l'attention rieuse et des caresses.

Extrait du journal

Marly, 18 février 1885

Delbove me disait une fois : Agir pour le mieux des êtres, ce n'est pas possible. S'improviser démiurge pour modeler des consciences nobles, pour édifier des bonheurs autour de soi, c'est du charlatanisme ou de l'illusion. Cesserez-vous jamais d'être vous-même pour sentir avec l'âme de vos patients ce qui peut leur convenir et les charmer?

Et comme je lui disais ma haine de l'égoïsme inerte, qui laisse faire, il ajouta, en tirant une bouffée de sa pipe de merisier : Je ne vante pas l'inertie. J'aime l'action utile et humaine, qu'elle soit violence ou douceur. Mais je la tiens pour une réussite de la passion aveugle, non pour l'application d'une idée banale qu'on veut réaliser.

Extrait du journal

Marly, 25 février

Il est au lit là haut, ses mains cachées sous les draps. Les yeux mi-clos regardent en dedans. Il répond des *oui* et des *non* si bas qu'on les entend à peine. Le front brûle comme du feu. Le médecin a secoué la tête.

Sans date

Une méningite. Trois nuits de veillée dans l'horreur. Sa figure a fondu. On me parlait, je n'entendais rien. Delbove a voulu m'entraîner; lutte. Voix sourdes, chuchotements. Tout à l'heure je me suis assoupie comme une brute, sur ma chaise longue. Alors une forme ronde, avec une tête de bête et un bras noir est venue s'asseoir sur ma poitrine. Réveil d'agonie. Qui est là haut? Ah oui, Nicole, Delbove, M. Violet. Pourquoi ces gens? Je voudrais être seule, toute seule avec mon enfant malade. On me le vole; on me le tue.

Là s'arrête le journal d'Aurélia.
Ce qui suit me fut communiqué par M. Violet.

Jacques mourut dans la nuit du 26 au 27 février. Aurélia était devenue une chose inerte. Elle ne parlait ni ne bougeait. Il fallait que sa vieille bonne lui introduisît de force la nourriture dans la bouche. On s'aperçut bientôt qu'elle n'avait plus ni volonté ni désir. Delbove allait la visiter presque chaque jour. Mais ses yeux ne le voyaient plus, ses oreilles n'entendaient plus rien. Elle finit par ne plus avaler et rejeta les aliments. En elle, la plus machinale activité semblait abolie. La toux qui lui déchirait sans cesse les poumons fit poindre, vers le temps des premières feuilles, quelques taches roses sur ses joues livides. Le dernier dimanche d'avril, elle parut remarquer Delbove et s'appuya sur son bras pour aller au jardin : l'air était tiède et lumineux. Soudain, une quinte rauque ébranla son corps épuisé. Le sang lui sortit de la bouche. Ses yeux se dilatèrent. Alors Delbove la prit dans ses bras et elle y mourut. Il rapporta ce fardeau lamentable sans roidir les muscles : elle était devenue si légère qu'un enfant l'eût mise au cercueil.

Mars 1897 — Janvier 1898

Saint Germain en Laye

Fini d'imprimer le 17 décembre 1900

à l'Imprimerie de Suresnes

(G. Richard, administrateur)

9, rue du Pont

par *Louis Ango,*
Claude Briand,
Désiré Charret,
Alexandre Collet,
Émile Daviot,
Jules Desportes,
Marius Drouard,
Gustave Lucas,
Auguste Mahlmann,
Eusèbe Mancel,
Georges Moine,
Charles Moge,
César Petit,
Ernest Payen,
Élie Peyla,
Auguste Princhette,
Jacques Rétif,
Camille Richard,
Charles Robert,
Louis Trioreau.

3564

Ce cahier a été composé par des ouvriers syndiqués

Les Cahiers publieront du même auteur

LA CLAIRVOYANCE AUTOMATIQUE

Troisième Cahier de la Deuxième Série

A nos anciens et à nos nouveaux abonnés

nous ne donnons

ni un réveille-matin

ni le cours de la Bourse

ni un roman de Sienkiewicz

ni une cave à liqueurs

ni un merveilleux écrin

ni la vérité toute faite

ni des vers de Jean Rameau

ni un guide remboursable

ni des vers d'Edmond Rostand

ni nos pronostics

ni le résultat complet des courses

ni un pardessus pour dix francs

ni un complet pour seize

Ces cahiers sont édités par des souscriptions mensuelles régulières et par des souscriptions extraordinaires : la souscription ne confère aucune autorité sur la rédaction ni sur l'administration : ces fonctions demeurent libres.

Nous servons :

des abonnements de souscription à cent francs ;
des abonnements ordinaires à vingt francs ;
des abonnements de propagande à huit francs,
et des abonnements gratuits.

Il va sans dire qu'il n'y a pas une seule différence de service entre ces différents abonnements. Nous voulons seulement que nos cahiers soient accessibles à tout le monde également.

Le prix de nos abonnements ordinaires est à peu près égal au prix de revient ; le prix de nos abonnements de propagande est donc très sensiblement inférieur au prix de revient.

Nous servons dès à présent plus de huit cents abonnements gratuits à plus de huit cents destinataires, pour la plupart instituteurs, destinataires dont les noms et adresses nous ont été donnés soit par nos correspondants, soit par les « Journaux pour tous », œuvre à laquelle collaborent déjà la plupart de nos abonnés.

Nos abonnés peuvent nous aider

en acceptant les reçus que nous leur faisons présenter, comme il est dit dans ce cahier, à l'article administration.

Nous prions ceux de nos abonnés qui nous envoient des noms et adresses de vouloir bien prévenir eux-mêmes les personnes à qui, sur leur indication, nous envoyons les cahiers. Rien ne vaut la propagande et la présentation personnelle.

Nous prions ceux de nos abonnés qui nous envoient des documents et des renseignements de vouloir bien écrire très lisiblement et d'un seul côté de la page. Quand leurs études sont d'ensemble et un peu longues, ils peuvent les rédiger. Mais toutes les fois qu'ils nous envoient des renseignements pour ainsi dire instantanés, mieux vaut nous écrire privément et laisser au citoyen rédacteur le soin d'exercer son métier.

Nos cahiers ne sont pas mis séparément dans le commerce.

POUR MA MAISON

En janvier 1898 mon ami l'éminent historien Pierre Deloire publiait dans *la Revue Socialiste*, sous la rubrique ordinaire *littérature et philosophie*, un article que je lui demande la permission de reproduire en entier :

M. Henry Bérenger a ouvert dans la *Revue Bleue* une très intéressante enquête sur *les responsabilités de la Presse contemporaine*.

Parmi les réponses qu'il a reçues, celle de M. Lucien Marc, directeur de *l'Illustration*, est à citer la première, parce qu'elle pose, en fait, la question, dans le détail.

Envisageons la presse au point de vue industriel. Sa matière première est le papier blanc, qu'elle transforme en feuilles imprimées. Souvent, les frais de la transformation dépassent le prix de vente du produit fabrique, et le bénéfice ne vient que des sous-produits, ainsi qu'il arrive pour beaucoup d'industries.

En journalisme, le sous-produit, c'est la publicité.

... Contrairement à l'opinion courante, ce ne sont pas les journaux à bon marché qui ont le plus besoin des annonces pour équilibrer leur budget. *Le Petit Journal, le Petit Parisien*, journaux à un sou, gagnent sur leur papier. Par

139914

contre, voici le compte d'exploitation du *Figaro* pour l'exercice 1896 :

RECETTES

Abonnements et vente au numéro	2.695.045 32	
Annonces et réclames.	1.707.566 81	
Recettes diverses	140.856 43	
Total des recettes. . .		4.543.468 56

DÉPENSES

Fabrication du journal : rédaction, papier, impression, affranchissement, etc.	2.503.526 22	
Frais généraux	547.298 37	
Total des dépenses . .		3.050.824 59
Bénéfice		1.492.643 97

Ainsi, *le Figaro*, journal à trois sous, ne réalise même pas, sur la vente et l'abonnement, de quoi subvenir à la moitié de ses frais généraux. Le surplus, et la totalité du bénéfice net, sont fournis par la publicité.

Si, au lieu des comptes du *Figaro*, nous examinions ceux du *Times*, journal à trente centimes, nous verrions s'accentuer le phénomène de la perte sur le papier, compensée par le produit des annonces. Que serait-ce si, du *Times*, nous passions au *New-York Herald* et à ses numéros du dimanche qui, pour *cinq sous*, donnent *soixante-quatre pages* de grand format dont chacune contient autant de matières que les quatre pages d'un journal parisien!

Voilà donc en France, en Angleterre, aux États-Unis, trois journaux en pleine prospérité, ne vivant que de la publicité. Il n'y a pas là, comme on le croit, un mal résultant du bas prix des journaux.

Nous sommes forcés de constater qu'ici le raisonnement de M. Lucien Marc n'est pas juste : car si un journal donné perd sur son papier, s'il vend son papier à perte, c'est évidemment qu'il vend ce pa-

pier à un prix trop bas ; peu importe que ce prix soit plus élevé que le prix des autres journaux. Le mal vient donc bien pour une grande part, comme les socialistes l'ont signalé, de ce que la presse, elle aussi, est soumise au régime de la concurrence bourgeoise : « La façon mercantile d'envisager les choses, a répondu M. Georges Renard, devait triompher, là comme ailleurs, dans une société où tout se vend et s'achète, où tout, depuis le bras jusqu'au cerveau de l'homme, est devenu marchandise. »

Le mal vient, pour une grande part aussi, et *l'Union pour l'action morale* l'a signalé plus vigoureusement que la plupart des autres consultés, de ce que la conscience publique est faussée parce que beaucoup de consciences individuelles sont faussées (1) : « La source du mal est plus loin que là où la main de l'État peut atteindre ; elle est dans les consciences. Espérons que celles-ci se reprendront et que le remède sortira de l'excès même du mal... Dans le monde des travailleurs, on voit poindre pour le journal un dédain et même un mépris de bon augure. Récemment, les membres ouvriers de la commission consultative de la Bourse du Travail ont fait fermer la salle de lecture des journaux quo-

(1) Relire dans *la Revue Socialiste* du 15 juillet 1897 l'excellent article de Charles Henry sur *l'Union pour l'Action morale et le Socialisme*. — *Note de Pierre Deloire.*

tidiens, parce qu'il en résultait, pour les lecteurs, plus de trouble que de profit. En Angleterre, c'est le sérieux de la population ouvrière qui a le plus contribué à moraliser la presse (1). En France aussi, on finira par comprendre qu'il vaut mieux être travailleur que parleur ; et l'éducation réelle que tout le monde désire aura pour effet de faire dédaigner tout journal, à moins qu'il ne soit un journal positif, un journal qui incite à l'action vraie. »

Nous croyons que c'est à nous, socialistes, qu'il revient de fonder un tel journal. M. Anatole Leroy-Beaulieu représente que « le socialisme, à l'affût des causes de destruction, se réjouit, avec une cynique logique, de cette corruption qui nous attriste et nous indigne, se félicitant de tout ce qui détruit la cohésion de la société française, s'applaudissant de tout ce qui énerve les âmes, brise les énergies et prépare la dissolution prochaine de la patrie. » A ces paroles ignorantes ou menteuses, opposons la réalité des vouloirs socialistes :

M. Georges Renard propose, entre autres, le remède suivant :

« 1° Fonder des journaux qui ne seraient plus aux mains d'un financier ou d'actionnaires anonymes, mais qui, soutenus par les cotisations régu-

(1) Il y a un intérêt à relire ce que tout le monde écrivait de l'Angleterre il y a trois ans.

lières d'un parti ou d'un groupe d'hommes se connaissant et professant les mêmes opinions, seraient la propriété et l'expression de ce parti ou de ce groupe. En bannir soigneusement toute affaire, toute réclame, tout article payé (1). Il ne serait pas impossible que ces journaux honnêtes, s'ils étaient bien rédigés, réussissent, conquissent de l'autorité et réagissent par leur autorité sur les autres. »

Nous savons en effet que la cité socialiste ne se fera pas sans éléments et que c'est nous qui devons, dès à présent, lui préparer des citoyens. Pour cela voici quel nous imaginons que serait, dans la société bourgeoise, un journal socialiste.

Ce journal agirait envers les bourgeois inconvertissables exactement selon les règles de la morale bourgeoise. Il agirait envers les socialistes et les bourgeois convertissables selon les enseignements de la morale socialiste (2). Par exemple on le vendrait aux bourgeois inconvertissables exactement comme un journal bourgeois; et on le donnerait aux socialistes et aux bourgeois convertissables, car un journal est un moyen d'enseignement, et on doit donner l'enseignement.

Ce journal serait nourri par les socialistes; ceux-

---

(1) C'est-à-dire : tout article *mercantile*, et non, bien entendu, tout article *rémunéré*.

(2) On pardonnera cette expression à l'inadvertance de notre ami.

ci prendraient sur leur salaire, socialiste ou bourgeois, pour assurer le salaire socialiste des socialistes qui travailleraient au journal.

Tous les ouvriers qui travailleraient au journal, ouvriers intellectuels et ouvriers manuels, ouvriers écrivains et ouvriers compositeurs d'imprimerie, ouvriers directeurs et ouvriers protes recevraient un salaire socialiste, c'est-à-dire entre eux un salaire égal, puisqu'ils travailleraient tous de leur mieux pour le bien du journal.

Ce journal serait exactement socialiste en son texte : on n'y verrait aucune réclame commerciale.

Ce journal serait un : on n'y verrait pas, dans le même numéro, en première page un article exact contre les courses et en quatrième page les résultats complets et les pronostics des mêmes courses ; on n'y verrait pas en première page des articles exacts contre les théâtres de passe et en quatrième page, fidèlement insérées, les communications de ces mêmes théâtres.

Ce journal ne serait pas rédigé par des journalistes professionnels, mais par les hommes de chaque métier ; les moissonneurs y parleraient du blé, les maçons de la bâtisse ; les professeurs y parleraient de l'enseignement et les philosophes de la philosophie ; on ne serait pas journaliste, on serait, comme on disait, un honnête homme qui aurait un métier

et qui, au besoin, écrirait de ce métier dans le journal.

Ce journal serait exactement sincère, il n'embellirait jamais les faits, il n'embellirait jamais les espérances même.

Enfin et surtout ce journal serait un journal de famille, s'adressant d'abord aux femmes et aux enfants, sans qui toute œuvre est vaine ; et il garderait envers tous ses lecteurs la très grande révérence, car elle est due aussi aux grands enfants.

Quand Pierre Deloire écrivit cet article, on peut dire que l'affaire Dreyfus devenait sérieuse. L'article paraissait le 15. L'avant-veille, 13, *après qu'un conseil de guerre eut acquitté Esterhazy*, Zola envoyait sa lettre au Président de la République :

Et c'est un crime encore que de s'être appuyé sur la presse immonde, que de s'être laissé défendre par toute la fripouille de Paris, de sorte que voilà la fripouille qui triomphe insolemment dans la défaite du droit et de la simple probité. C'est un crime d'avoir accusé de troubler la France ceux qui la veulent généreuse, à la tête des nations libres et justes, lorsqu'on ourdit soi-même l'impudent complot d'imposer l'erreur, devant le monde entier. C'est un crime d'égarer l'opinion, d'utiliser pour une besogne de mort cette opinion qu'on a pervertie, jusqu'à la faire délirer. C'est un crime d'empoi-

sonner les petits et les humbles, d'exaspérer les passions de réaction et d'intolérance en s'abritant derrière l'odieux antisémitisme, dont la grande France libérale mourra, si elle n'en est pas guérie.

Tout le monde alors découvrait à quel redoutable danger la presse immonde exposait en France la justice, la vérité, l'humanité, la santé sociale. Et cependant l'article de Pierre Deloire n'était pas un article de circonstance. Il n'était pas non plus l'aération d'un rêve individuel. Ni la manifestation d'un rêve collectif. Il était l'exposé délibéré d'un plan d'action.

Depuis le premier mai 1897 quelques jeunes gens mettaient en commun tout ce qu'ils pouvaient pour fonder un journal propre, plus tard, quand ils seraient devenus des hommes. J'étais parmi eux. Ils étaient venus au socialisme sincèrement et par une révolution profonde intérieure. Je donnerai quand j'en aurai le temps l'histoire de cette révolution. Ou plutôt je donnerai les longues histoires de toutes ces révolutions, car chaque homme libre a sa révolution sociale et ces tout jeunes gens étaient déjà libres. Puis quand j'en aurai le temps je donnerai la longue histoire de tous les apprentissages qui suivirent toutes les révolutions, car je sais que les longues histoires sont les seules qui soient vraies à peu près. Et aujourd'hui je ne donnerais pas la brève histoire de l'apprentissage commun. Mais je suis forcé de parler pour ma maison.

A l'heure où commence mon histoire, ces jeunes gens étaient donc venus sincèrement au socialisme et profondément. Ils ne savaient pas bien ce que c'était que le

socialisme. Ils ne pensaient pas que ce fût un domaine à partager entre plusieurs gros propriétaires. Ils s'imaginaient que le socialisme était l'ensemble de ce qui prépare la révolution sociale et pensaient que cette révolution sociale tendait à faire le bonheur de l'humanité. Le même historien Pierre Deloire, négligeant un peu ses travaux professionnels, avait rédigé non pas un catéchisme ou un manuel — car personne alors n'eût osé parler de catéchisme ou de manuel socialiste, — mais un raccourci commode. Il publia ce raccourci dans la même *Revue Socialiste,* le 15 août 1897. Si imparfait que ce raccourci me paraisse à présent, il convient que je le reproduise en entier :

DE LA CITÉ SOCIALISTE

Dans la cité socialiste les biens sociaux seront bien administrés.

Les socialistes veulent remplacer autant que possible le gouvernement des hommes en société par l'administration sociale des choses, des biens : En effet, les hommes étant variés indéfiniment, ce qui est bon d'ailleurs, on ne peut pas organiser le gouvernement des hommes selon une exacte méthode scientifique ; tandis que, les biens n'étant pas indéfiniment variés, on peut organiser selon une exacte méthode scientifique l'administration des biens. Or la plupart des difficultés, des souffrances qui paraissent tenir au mauvais gouvernement des

hommes tiennent à la mauvaise administration des biens.

Pour bien organiser l'administration des biens, les socialistes veulent socialiser le travail social, c'est-à-dire l'ensemble du travail qui est nécessaire pour que la cité continue à vivre.

A cette fin, ils veulent socialiser la matière qui est nécessaire au travail social, c'est-à-dire les moyens sociaux de production : la terre en ce qu'elle peut servir à la culture sociale ; le sous-sol, mines et carrières ; l'outillage industriel, machines, ateliers, magasins ; l'outillage commercial, magasins, voies et moyens de communication. Les moyens de production seront socialisés, c'est-à-dire qu'ils seront rendus à la cité, à l'ensemble des citoyens.

Le travail social sera socialisé, c'est-à-dire qu'il sera fait par l'ensemble des citoyens. Les parts individuelles du travail social, c'est-à-dire les parts du travail social qui seront données à la cité par chacun des citoyens, seront, non pas sans doute identiques entre elles, car cela ne se pourrait pas, mais, autant que possible, égales entre elles, en ce sens que les différences qu'elles auront encore ne seront commandées que par les différents besoins de la cité et par les différentes aptitudes individuelles des citoyens comme travailleurs, et en ce sens que ces inévitables différences de qualité, d'in-

tensité, de durée, seront, autant que possible, compensées par d'autres différences de qualité, d'intensité, de durée, de manière que les parts individuelles du travail social soient, autant que possible, égales en quantité.

En échange la cité assurera aux citoyens une éducation vraiment humaine, et l'assistance exacte en cas de maladie ou d'infirmité, enfin l'assistance entière pendant la vieillesse.

L'éducation sera égale pour tous les enfants, non pas, bien entendu, en ce sens que les éducations individuelles seraient identiques entre elles, mais en ce sens que les différences des éducations individuelles ne seront commandées que par les différentes ressources de la cité et par les différentes aptitudes individuelles des citoyens comme élèves.

Les moyens de consommation seront laissés à la libre disposition des citoyens en quantités autant que possible égales entre elles.

Les avantages de ce régime sont à considérer à l'égard de la cité et à l'égard des citoyens.

A l'égard de la cité, ce régime épargnera le travail humain, dont le gaspillage est immoral. Cette épargne sera réalisée par plusieurs causes, dont les trois suivantes :

La concurrence sera supprimée. Or elle est mau-

vaise. Il semble à première vue qu'elle a de bons effets dans la société présente, mais ces bons effets ne sont que des commencements de réparation aux maux qu'elle a commencé par causer elle-même. Nous ne reconnaissons pas toujours comme elle est mauvaise parce que notre éducation, mauvaise aussi, nous a dressés à travailler par un sentiment de vaine émulation, mauvais, étranger au travail même et à la fin propre du travail. La concurrence est mauvaise en son principe : il est mauvais que les hommes travaillent les uns contre les autres ; les hommes doivent travailler les uns avec les autres ; ils doivent travailler à faire de leur mieux leur travail, et non pas à se servir de leur travail pour vaincre d'autres travailleurs. La concurrence est cause que les travailleurs ne sont point payés selon ce qu'ils ont fait, ce qui serait juste au sens étroit de ce mot, ni payés d'un paiement normal, ce qui serait juste au sens large, ou harmonieux, mais surtout selon ce que leurs concurrents n'ont pas fait. La concurrence a souvent cet excès que, lorsque l'un des concurrents a reconnu qu'il ne peut pas travailler mieux que ses concurrents, il tâche que ceux-ci travaillent plus mal, pour être sûr de les vaincre quand même, d'où les manœuvres frauduleuses. La concurrence est souvent faussée par la réclame, qui tend à donner l'avantage au travail

plus connu sur le travail mieux fait, et par la falsification, qui tend à donner l'avantage au travail mieux paraissant sur le travail mieux fait. Enfin la concurrence internationale est cause de la guerre, de la paix armée, des maux qui suivent, comme la concurrence interindividuelle est cause des procès, de véritables guerres privées, de la plupart des haines publiques et privées, des maux qui suivent.

L'oisiveté sera supprimée. Pour calculer l'épargne de travail social ainsi réalisée, il ne faut pas comparer seulement dans la société présente le nombre des oisifs au nombre total des citoyens; il faut ajouter au nombre des oisifs le nombre de tous les citoyens qui travaillent dans la société présente à pourvoir au luxe individuel des oisifs.

La production sera centralisée autant qu'il est possible; or, si la centralisation est mauvaise pour la vie intérieure des hommes et pour le travail supérieur de l'humanité, surtout pour l'art et pour la philosophie, elle est bonne pour la production sociale, parce qu'elle permet aux citoyens de faire mieux et plus vite le travail social de production, et, justement ainsi, d'être mieux et plus tôt libres pour leur vie intérieure et pour le travail supérieur de l'humanité. La cité socialiste organisera la culture intensive, l'industrie intensive, centralisera le

commerce, de manière à tirer de la matière qui est proposée à l'activité humaine le plus des meilleurs moyens de consommation.

A l'égard des citoyens, le régime socialiste aura sur la société présente au moins deux avantages :

Il établira entre et pour tous les citoyens une fraternité, une solidarité réelle et vivante ; une justice, une égalité réelle et vivante ; une liberté réelle, — au lieu d'une fraternité fictive ; d'une justice fictive ; d'une liberté fictive.

Il amortira autant que possible les à-coups individuels. Dans la société présente on laisse les malheurs individuels tomber de tout leur poids sur ceux des citoyens qui se trouvent au droit, et qui souvent en sont écrasés. Et comme il y a, malgré tout, en fait, des solidarités individuelles indéfinies, ces malheurs ont des répercussions indéfinies, incalculables. Si bien que le progrès même est, en fin de compte, onéreux. Par exemple quand on invente une machine qui supprime la moitié du travail dans un métier, les consommateurs, en général, en tirent un certain bénéfice parce que les prix baissent, mais la moitié des producteurs sont mis à pied, et ces malheurs individuels ont le plus souvent de telles et si lointaines répercussions que l'ensemble du mal ainsi causé aux citoyens est pire que n'est avan-

tageux le bénéfice donné aux consommateurs. Dans la cité socialiste, au contraire, il suffira, quand on fera pour un métier de telles inventions, de réduire sans à-coup le nombre des travailleurs intéressés, soit en faisant moins d'apprentis de ce métier-là, soit en donnant à certains de ces travailleurs le temps d'apprendre un nouveau métier ; en attendant, d'ailleurs, que les mesures prises aient leur plein effet, on en sera quitte pour diminuer le nombre des heures où travailleront les ouvriers de ce métier, ce qui ne sera pour personne un malheur dans la cité.

Ainsi constituée, la cité socialiste sera parfaite en ce qu'elle sera socialiste. En ce qu'elle sera une cité humaine il se pourra qu'elle soit imparfaite encore. Mais elle sera la moins imparfaite possible des cités humaines possibles, en ce sens que toutes les difficultés, toutes les souffrances y seront au pis-aller égales à ce qu'il faut qu'elles soient dans toute société individualiste. Soient les difficultés, par exemple, qui tiennent au choix du métier et à la paresse :

Comment pourrez-vous, nous dira-t-on, *assurer dans la cité socialiste le service des métiers les plus pénibles, ou les plus ennuyeux, en un mot des métiers sacrifiés ?*

Remarquons d'abord qu'à mesure que le machinisme ira croissant les métiers se ressembleront de plus en plus et qu'il y aura de moins en moins des métiers *sacrifiés*. Remarquons ensuite que dans la cité socialiste, on pourra toujours compenser par des avantages de durée ce que les métiers sacrifiés auraient encore de pénible ou d'ennuyeux. Et enfin, si, malgré cette compensation, les travailleurs volontaires désertaient certains métiers, il suffira, pour assurer le service de ces métiers, d'en faire un *service commandé*, obligatoire, universel et personnel. — *Mais*, dira-t-on, *c'est là de la contrainte!* — Sans doute, c'est là de la contrainte, mais c'est une contrainte juste et officielle. Tandis que dans la société présente sévit une contrainte universelle, d'autant plus redoutable qu'elle est à la fois injuste et sournoise : injuste en ce qu'elle ne s'exerce pas également sur tous les citoyens ; sournoise, car on ne veut pas avouer que l'on contraint certains citoyens à faire certains métiers, mais on est bien content que la misère générale soit telle qu'il y ait des citoyens qui tombent si bas que de remonter jusqu'à ces métiers-là justement leur paraisse un bonheur. Et c'est sur cela que repose toute la société présente. Pour ne pas vouloir faire de certains métiers, de certaines fonctions sociales, de certains services des services commandés, on gaspille de la

souffrance humaine : au lieu de faire descendre les travailleurs, s'il y a lieu, des métiers moyens aux métiers sacrifiés, on les laisse tomber, sans vouloir avoir l'air de s'en apercevoir, beaucoup plus bas, assez bas pour qu'ils *aient encore bien de la chance*, comme on dit, de remonter jusqu'à ces métiers-là.

Et que ferez-vous, nous dira-t-on, *des paresseux ?* Remarquons d'abord qu'il y aura beaucoup moins de paresseux quand tous les citoyens auront reçu l'éducation normale. Remarquons ensuite qu'il y aura beaucoup moins de paresseux dans une cité où la plupart des métiers seront sans cesse ouverts à tous, parce qu'il y aura beaucoup moins de fausses vocations, parce qu'il n'y aura point de vocations forcées, parce que les vies mal engagées ne le seront point sans retour possible. Enfin si, dans une cité où trois ou quatre heures au plus d'un travail facile suffiront pour assurer la vie quotidienne, si, dans une telle cité, il se trouve encore des paresseux qui refusent toute espèce de travail, ces malades ne mourront pas de faim dans une cité qui sera aussi riche en moyens de consommation, mais on les réduira au strict nécessaire. — *Ils seront donc*, dira-t-on, *entretenus aux frais de la cité ?* — Sans doute, mais que fait la société présente, sinon de les entretenir aussi, et très cher, dans ses asiles, ses

hôpitaux, ses prisons, ses colonies de relégation, ou dans ses plus somptueux hôtels, parasites mendiants ou parasites luxueux, ou bien ouvriers des mauvais métiers.

Selon cette méthode d'analyse exacte et de comparaison, toujours on verra que ce sont justement les pis-allers de la cité socialiste, supposés, qui sont la règle habituelle, réelle, de la société présente.

Ainsi renseignés provisoirement sur ce que serait la prochaine cité socialiste, ces jeunes gens n'hésitèrent pas. Il n'y avait plus qu'à préparer la naissance de cette cité, il n'y avait qu'à préparer puis à faire la révolution sociale.

Pour préparer la révolution sociale on n'invoquerait pas les anciens, on n'irait pas chercher les hommes de trente à quatre-vingts ans, qui étaient en immense majorité contaminés du vice bourgeois, mais on ferait appel aux seuls jeunes gens. Et cela suffirait bien. Si l'on convertit soigneusement au socialisme les générations montantes, si l'on acquiert honnêtement les jeunes hommes, les nouveaux hommes, à mesure qu'ils passent leur quinzième, leur dix-huitième ou leur vingtième année, après huit ans d'exercice on est régulièrement une imposante minorité, après vingt ans on est une respectable majorité, après quarante ans, sans risque et sans violence mauvaise, on est devenu l'humanité même, l'humanité enfin sauvée du mal bourgeois, de tout le mal, et instituée en cité harmonieuse. Ainsi le veut l'arithmétique.

Or il est simple de convertir les générations montantes. Il n'y a pour ainsi parler qu'à les divertir de la contamination bourgeoise. L'excellence du socialisme est telle que le socialisme se fait valoir lui-même. Il a une évidence autonome, automatique et antérieure. Il n'a besoin d'aucun avocat. Il ne demande qu'un démonstrateur. Il suffit qu'on le fasse voir. Si un journal exactement et moralement socialiste paraissait, la simple démonstration, la simple proposition du socialisme introduirait au socialisme les générations montantes. Il n'y avait plus qu'à faire un journal socialiste, le journal socialiste. Cela serait facile.

Car ces jeunes gens ignoraient à peu près tout du personnel qui sévissait déjà sous le nom de socialiste. On les avait en effet soumis aux déplorables moyens d'élevage que nous voyons pratiquer autour de nous partout, sur tous les faibles par tous les forts, sur les simples par les habiles, sur les ignorants par les savants, sur les enfants, sur les soldats, sur les ouvriers, sur les électeurs, sur le peuple des animaux au langage inarticulé, sur le peuple des hommes. On leur mentait pour leur bien. C'est la méthode pratiquée sur la plupart des âmes adolescentes par la plupart des âmes adultes. Cette méthode a tout pour elle. Idoine à la paresse et commode au ménagement, elle reste la forme la plus redoutable du mensonge universel. Nos maîtres nous donnaient donc une image heureuse du monde socialiste français, une image bienheureuse du monde socialiste universel, une image au moins exactement sévère du monde bourgeois. En France les anciens partis socialistes, les anciennes écoles et les anciennes sectes s'éliminaient d'eux-mêmes selon les exigences naturelles de la vieil-

lesse. Pas même il n'était besoin de se faire enseigner leurs noms. Guesde et Vaillant disparaissaient déjà, et l'incompatible Allemane avec eux, dans l'avantageux éloignement de l'histoire. Les générations montantes seraient enfin neuves des vieilles injures, blanches des vieilles saletés. Il n'y avait plus qu'à faire le journal socialiste pour les générations montantes.

D'ailleurs ces jeunes citoyens avaient à eux, en eux et venant d'eux, quelques idées simples. Idées qu'ils n'avaient pas demandées à leurs maîtres, mais que ces bons maîtres encourageaient volontiers, car ils étaient au fond de braves gens, et ils ne savaient pas que les idées simples étaient si redoutables. Parfois même je me demande si ces maîtres n'avaient pas fini par accepter comme étant véritables cette image du monde et ces renseignements qu'ils voulaient bien communiquer à leurs élèves et à leurs amis. Car ils se soumettaient sans doute eux-mêmes aux moyens d'élevage qu'ils imposaient au-dessous d'eux. Cette idée simple, et vivace, était que nous devons commencer par vivre en socialistes, que nous devons commencer la révolution du monde par la révolution de nous-même, que toutes les théories et toutes les phrases ne valent pas un acte socialiste, que chacun doit commencer par socialiser sa vie, que la conversion au socialisme suppose un don sans réserve des intérêts sous l'entière maintenue des droits, un abandon sans réserve des sentiments sous la pleine indépendance et liberté de la raison.

C'est pour cela que non seulement nous fîmes, après tant de gens, le plan d'un journal socialiste, mais, si l'on veut bien y regarder, le plan d'un journal *socialistement* socialiste. Formé presque instantanément, tant il

était indiqué, ce plan fut répété d'homme à homme jusqu'à ce que Pierre Deloire le rédigeât. Je ne le développerai pas. Tout le monde le connaît pour l'avoir plus ou moins déjà fait. En France plus qu'ailleurs, c'est le plan qui manque le moins.

Pour le réaliser il fallait un personnel et un matériel, un personnel qui fournît le matériel. Cinq cents personnes et cinq cent mille francs suffisaient, d'autant que les cinq cents personnes seraient des collaborateurs efficaces, d'autant que les cinq cent mille francs seraient rafraîchis par des souscriptions régulièrement affluentes. Et dix ans suffisaient pour la préparation.

Les cinq cents personnes se pourraient trouver en quelques années, de proche en proche, d'ami en ami, par cette propagande personnelle qui seule est fructueuse. Les nouveaux adhérents cherchaient des nouveaux encore. On gagnait toujours du monde. Chacun répondait pour ceux qu'il avait acquis, introduits. C'était la méthode bien connue de la ramification indéfinie. Elle serait invincible comme une végétation si les hommes étaient des végétaux. Mais ils sont au moins des animaux. Elle est dans l'histoire de Blanqui. Elle est partout ailleurs. A cet égard j'avais pour fonction d'administrer la communication centrale à établir entre les premiers adhérents. *Je donnais la communication.* Je n'exerçais aucune autorité. Je n'avais rien de commandement. J'étais le citoyen téléphoniste. Il était d'ailleurs entendu que l'on se passerait de moi le plus que l'on pourrait, que l'activité de la compagnie serait spontanée, qu'il n'y aurait pas congestion centrale et refroidissement aux extrémités, mais que tout marcherait tout seul.

Admettant que cinq cents personnes souscrivent dix francs chaque par mois en moyenne, on canalise un affluent mensuel de cinq mille francs. Soixante mille francs par an. Même en faisant la part large au déchet inévitable, on amasse les cinq cent mille francs avant les dix ans, intérêts composés. A cet égard j'étais comptable. Au bout des dix ans le journal partirait. L'affluent des souscriptions mensuelles continuerait inépuisable. Et quand le public aurait en mains pour la première fois de sa vie un journal honnête, un journal bien fait, il nous ferait un accueil tel que le journal serait indéracinable.

J'administrais la comptabilité. Je fabriquai des registres, simples cahiers scolaires. Je tins une comptabilité mystérieuse. A la fois scrupuleuse et mystérieuse. Les mouvements des fonds étaient marqués par la valeur, par la date, et par les seules initiales. Au cas où la police y eût mis le nez, elle n'y eût appris que les nombres et l'alphabet. Ces précautions sont devenues amusantes. Elles étaient sérieuses. M. Méline et M. Dupuy, non pas M. Waldeck-Rousseau, trahissaient alors la République.

Cette institution de jeunesse ne prospéra pas. Je ferais plaisir à beaucoup de personnes si j'attribuais à la faiblesse humaine l'étiolement de cette institution. Mais j'aperçois des causes, que je distingue en intérieures et en extérieures.

Je ne sais pas bien si j'avais été l'initiateur de cette institution, car elle était née à peu près spontanément. La première croissance fut rapide. Mes amis d'Orléans, mes nouveaux amis de Lakanal et de Sainte Barbe

accueillirent l'idée commune et souscrivirent. Ils n'ont pas cessé depuis de souscrire leur mensualité, sans fatigue.

La seconde croissance fut assez rapide. J'étais à l'école normale. C'était un lieu favorable, malgré d'apparentes résistances. Une compagnie de jeunes gens, étudiants internés, toute faite, se prêtait à une attentive propagande et à la formation d'une compagnie d'action. L'institution commune se grossit de normaliens nombreux et pour la plupart considérables.

La troisième croissance, qui eût débordé les anciennes amitiés et les nouvelles camaraderies, ne se produisit pour ainsi dire pas. Les événements publics nous étaient contraires. Nos courtes finances filaient ailleurs, dans les grèves et les souscriptions, n'affluaient pas au fonds commun. Le grand public français gardait son argent pour les banquistes. Le public socialiste s'épuisait ailleurs. Le personnel socialiste alors devenait ce qu'il est devenu. Les augments de la seconde croissance commençaient à se fatiguer pour la plupart. Ils avaient presque tous mal entendu l'institution. Ce qui paraissait devenir impraticable était la simple communication de l'intention première. Et les gens ne donneraient pas d'argent pour dans dix ans.

Le remède vint. Pour donner à l'institution commune la surface de base qui lui manquait, il fallait un comité. Seul je ne présentais pas une suffisante garantie. Mais un comité garantirait l'institution auprès des personnes éloignées. Ce comité ferait la mutation de confiance, la mutation de la confiance, la transmission de confiance indispensable. Ce comité aurait en moi cette confiance

entière qui se fonde sur la connaissance et l'amitié personnelle. D'ailleurs ce comité aurait assez de largeur et de poids pour me garantir auprès des personnes éloignées.

La quatrième croissance, qui se fût faite autour du comité, ne se produisit pour ainsi dire pas. L'esprit du public et les événements nous résistaient. Une lassitude intérieure s'ensuivit. Et la désagrégation vint.

L'affaire Dreyfus nous causa un dommage incroyable. Pendant tout le temps qu'elle dura, négligeant non seulement nos affaires et nos intérêts, mais nos droits même et l'action qui nous était particulière, tout le temps, tous les soins, tout le travail, tous les efforts, toute l'action furent au service d'une justification individuelle.

Au commencement de l'affaire, dans les derniers mois de l'année 1897, un événement privé mit à ma disposition, pour la première et pour la dernière fois de ma vie, une somme assez considérable. Ces quarante et quelques mille francs n'étaient pas à moi, mais aux miens. Ma nouvelle famille était d'accord avec moi sur ce que je devais lancer dans l'action socialiste ces quarante mille francs. Ma famille pensait avec moi qu'un socialiste ne peut garder un capital individuel.

Ce fut alors que je commis une faute impardonnable et dont le retentissement pèsera sans doute longtemps sur ma vie. Je péchai par humilité. Je me défiai de moi. L'humilité n'est pas moins coupable et pas moins dangereuse que l'orgueil, et non moins contraire à la modestie exacte. Je négligeai de fonder alors ces *cahiers de la quinzaine*. Si j'avais aussitôt fondé ces cahiers même, ayant derrière moi plus de quarante mille francs

intacts, et si ces cahiers avaient publié pendant les trente mois de l'affaire l'équivalent de ce qu'ils ont publié depuis, je suis assuré qu'ils auraient à présent un solide fonds de réserve et une solide clientèle d'abonnés.

Mais je me défiai de moi. Un peu *épaté* par le redoutable aspect de science que la plupart des sociologues savent distribuer autour d'eux, je me semblai encore plus ignorant que je ne le suis. Et surtout je redoutais que je devinsse autoritaire. On avait déjà si souvent nommé autorité le soin que j'ai toujours eu de garder ma liberté contre les autorités prochaines, et un certain zèle indiscret dont je n'ai pu me défaire dans la propagande, on m'avait si souvent répété que j'étais un autoritaire, que je devenais un autoritaire, que j'avais fini par le croire presque. Or je haïssais ferme l'autorité. A mesure que je connaissais un peu le personnel socialiste, les sévices de l'autorité individuelle m'apparaissaient. J'étais décidé à ne rien faire qui ressemblât à du guesdisme. Je ne savais pas que l'autorité collective anonyme est encore plus redoutable que l'autorité individuelle.

Au premier janvier 1898 j'étais donc tout envahi de ces imaginations, et au premier mai suivant, au lieu de fonder ces cahiers, je fondai une librairie. Je mis tous mes soins à publier la copie de mes camarades, n'imaginant pas que je devinsse un fournisseur de copie. Mon ami Georges Bellais voulut bien me prêter son nom, car j'étais encore boursier d'études en Sorbonne, et j'aimais l'anonymat. On sait que cette librairie ne prospéra pas beaucoup. Je ferais plaisir à beaucoup de personnes si j'attribuais à ma témérité ou à ma stupidité, à mon

incurie, à mon ineptie un insuccès aussi notoire. Mais je distingue des causes. La principale est encore l'affaire Dreyfus.

Elle passionnait le monde quand la librairie put commencer à fonctionner, à travailler. Elle fit au commerce un tort considérable, au commerce parisien. En particulier elle nuisit au commerce des livres, parce que les gens gardaient tout leur temps et toute leur finance pour lire les journaux multipliés. Singulièrement elle nuisit à la librairie Bellais qui s'affichait dreyfusiste, qui fut rapidement notée, devant qui les antisémites manifestèrent, où les dreyfusistes fomentaient leurs manifestations. Le temps et la force employée à manifester pour Dreyfus était dérobée au travail de la librairie. La fatigue entassée dans l'action dreyfusiste retombait sur la librairie. La seule édition dreyfusiste que fit la maison nous fut onéreuse. Ainsi une affaire qui sans doute enrichit de finance ou de clientèle ou d'autorité les journaux et la librairie Stock appauvrit la librairie Bellais.

Je distingue des causes. Les secondaires sont nombreuses. Le gérant ne géra pas avec la tension qu'il fallait. Il est probable que si mon ami André Bourgeois avait alors été disponible, et s'il avait fait pour la librairie un travail équivalent à celui qu'il vient de faire pour les cahiers, l'événement aurait tourné vers un succès heureux. — Toutes les éditions que fit la maison furent onéreuses, ou bien parce que le livre se vendait peu, ou bien parce que le prix de vente, pour encourager la propagande, était scandaleusement abaissé. Même quand l'ouvrage était édité en partie par souscription, le calcul des frais n'impliquait pas les frais généraux de la maison. — Je mis toutes mes

dernières finances, tout mon dernier travail sur le livre de Jaurès l'*action socialiste*. Je pensais que ce livre serait un merveilleux moyen de propagande moralement socialiste. Il y a là des pages vraiment impérissables et définitives. Le livre ne se vendit pas. Événement incroyable : on eut honte de lui. Au commencement des deux allées qui forment cette première série, au seuil des deux avenues les premières pages ne sont pas d'un socialisme exactement fixé. Rien de plus historique, de plus naturel, de plus convenable, de plus inévitable et je dirai de plus indispensable puisque justement il s'agit ici de l'explicitation d'un socialisme implicité d'abord, puisqu'il s'agit ici d'un socialisme en mouvement, en action. Comme si la propagande ne consistait pas justement à se situer au commencement des allées pour pouvoir se transporter avec le lecteur ou l'auditeur jusqu'à leur aboutissement. Comme si la conversion n'était pas un mouvement, un voyage en esprit. Mais le souci d'orthodoxie fixe, d'orthodoxie en repos qui a envahi tout le socialisme français déjà conspirait à étouffer ce livre. Jaurès, par humilité ou par embarras, n'en a jamais, du moins à ma connaissance, dit ou écrit un mot. *La Petite République* ne lui a jamais fait une sérieuse publicité. Il retomba de tout son poids sur le dos de l'éditeur.

Je distingue des causes qui sont pour ainsi dire de fondation. La première année d'une entreprise est toujours onéreuse. Quoi qu'on m'en ait dit, c'est une lourde occupation que de trouver un local et d'essuyer les plâtres.

Je distingue des causes qui à distance me font encore beaucoup de plaisir. J'accueillis comme éditeur *le Mou-*

vement Socialiste à sa naissance et lui procurai le plus d'abonnés que je pus. J'accueillis l'initiateur des *Journaux pour tous* et lui procurai, autant que je le pus, les moyens de sa réussite.

La désagrégation de la communauté se produisit non par éparpillement mais par séparation. Un groupe s'y dessinait peu à peu autour de M. Lucien Herr. Je me permets de citer ce nom parce que *le Cri de Paris* l'a cité avant moi, parce que cette signature a été imprimée jadis dans *la Volonté,* parce que ce nom figure aux *Notes Critiques,* parce que la *Société Nouvelle de librairie et d'édition* annonce de M. Herr un volume *la Révolution sociale.*

Je ne cacherai pas la grosse et souvent la profonde impression que me fit M. Herr quand enfin je le connus à l'école. Son parfait désintéressement, sa puissance de travail énorme, son gros travail anonyme, son érudition sans doute universelle et totale et, sur tout, sa brutale sincérité me donnèrent pour lui un profond attachement fidèle. Je fus en un sens vraiment son élève. Il m'enseigna parfois comme on travaille et souvent comme on agit. Il me fournit beaucoup de renseignements sincèrement exacts sur tout un monde que j'ignorais, monde littéraire, scientifique, politique. Sur tout il débrouilla pour moi les insincérités et les conventions où je me serais empêtré. Il me mit au courant de l'affaire Dreyfus, me donna les indications sans lesquelles on ne pouvait pas suivre intelligemment.

Cette fidélité dura jusqu'à la fin de l'affaire. Comme elle finissait il me sembla qu'elle avait malheureusement modifié la mentalité de plusieurs de nos camarades. Elle

avait donné à plusieurs un certain goût de la puissance, de l'autorité, du commandement. Tel est le danger de ces crises. Pendant plusieurs mois le plus petit professeur de collège ou le plus mal payé des répétiteurs, si faible en temps ordinaire contre les tyrannies locales ordinaires les plus faibles, avait pesé lourdement sur les destinées générales du pays. Par le seul fait qu'il donnait son faible et pauvre nom à la liste qui passait, pétition aux pouvoirs publics, souscription, adresse, le pauvre universitaire de Coulommiers ou de Sisteron appuyait d'une relativement lourde pesée morale et matérielle sur les destinées de la France et du monde. Car on était à un aiguillage, et les forces contraires se balançaient. A plus forte raison les initiateurs de ces listes exerçaient-ils une extraordinaire poussée. Un nom mis au commencement de la première liste avait aussitôt une survaleur immense. Or il suffit que l'on se reporte aux premières listes Zola pour y lire le nom de M. Herr et les noms de la plupart de ses amis, dont j'étais.

A mesure que l'affaire s'avançait deux tendances, deux mentalités se dessinèrent puis se manifestèrent parmi les anciens dreyfusards. Ayant communément exercé une action puissante pour la réalisation de la justice et pour la manifestation publique de la vérité, les uns continuèrent à chercher partout la réalisation de la justice et la manifestation de la vérité, mais la plupart commencèrent à préférer l'action, la puissance, la réalisation même et la manifestation. Les premiers, Picquart, Zola continuèrent comme ils pouvaient leurs véritables métiers. Picquart est encore un officier qui demande à passer en conseil de guerre. Zola est encore

ce qu'il était, un romancier, et un citoyen libre. Mais la grande majorité ne pouvait renoncer à la tentation singulière d'exercer une influence énorme, intense, concentrée, condensée, un alcool d'influence, ayant un effet considérable sous un petit volume et pour un petit effort initial. Or l'ancienne action politique était justement un jeu imaginé à seule fin de satisfaire à ces anciennes ambitions. L'ancienne action politique est un jeu d'illusions, combiné pour faire croire que l'on peut exercer beaucoup d'action sans se donner beaucoup de peine et de soin, que l'effet utile est hors de proportion avec l'énergie dépensée, avec l'effort. L'ancienne action politique est un jeu de crises feintes imaginé pour faire accroire que l'action critique est l'action habituelle, ordinaire. Les dreyfusards qui se laissèrent séduire à cette illusion devinrent partisans de l'amnistie. Tous, et parmi eux Jaurès, ils retombèrent ou ils tombèrent dans l'ancienne action politique. Ils y ont fait tomber le socialisme français.

Parvenu à ce point de mon histoire, je m'aperçois que je ne puis la continuer sans pénétrer dans les problèmes généraux de l'action socialiste présente, et récente. Je n'oublie pas, d'ailleurs, que je dois un compte rendu fidèle aux citoyens qui ont bien voulu me confier le mandat de les représenter aux trois congrès de Paris. Ce compte sera rendu dans le cinquième cahier.

Le quatrième cahier sera tout entier de Lagardelle. Nous nous reposerons pendant les vacances du premier de l'an. Nous publierons huit cahiers de janvier à Pâques.

ADMINISTRATION

Nous avons supprimé nos services. Nous prions nos abonnés de vouloir bien accepter les reçus que nous leur faisons présenter par la poste.

A ceux de nos anciens abonnés qui ne nous ont pas encore payé leur abonnement nous faisons présenter un *reçu de huit francs pour un abonnement de propagande à la première série.*

A ceux de nos abonnés éventuels que nous pensons qui peuvent s'engager dès à présent nous faisons présenter un *reçu de huit francs pour un abonnement de propagande à la deuxième série.*

A ceux de nos abonnés éventuels que nous ne pensons pas qui veuillent s'engager dès à présent, nous faisons présenter un *reçu de deux* ou *de trois francs pour une souscription.*

A tous nos abonnés gratuits nous faisons présenter un *reçu de deux francs pour un abonnement gratuit à la première* ou *à la deuxième série.* Non pas que nous voulions plaisanter. C'est encore faire un service gratuit que d'envoyer pour deux francs une série qui en vaut commercialement vingt. Mais il est admis et il nous semble convenable que, sauf empêchement, les destinataires d'une institution contribuent à son établissement. — Une souscription de deux francs annuelle demande moins d'un sou par semaine.

Nous nous réservons de supprimer nos envois à ceux de nos abonnés qui n'auraient pas accepté nos reçus.

Plusieurs de nos anciens abonnés nous ont demandé pourquoi nous ne publions pas comme avant l'état numérique de nos abonnés et l'état de notre situation financière. Un tel recensement n'aurait aucun sens. Nous tirons à quatre mille environ depuis le douzième et dernier cahier de la première série inclus. Nous envoyons à quatre mille destinataires sérieusement choisis. Combien de ces quatre mille destinataires nous resteront abonnés ? Nous le saurons quand la poste aura présenté nos reçus. Combien de nos anciens abonnés se réabonneront ? Nous le saurons vers la fin de janvier. Nous avons eu la semaine passée le premier désabonnement. Un de mes vieux camarades, *révolté à la lecture du premier cahier*, s'est violemment désabonné pour sept raisons. Charles Guieysse, qui a éprouvé plusieurs publications, veut bien m'assurer que le désabonnement, quand on n'en abuse pas, est un indice de vitalité. Le fait est que nous recevons régulièrement plusieurs abonnements par jour. Un mouvement de désaffection s'accentue parmi mes anciens camarades et quelques-uns de mes anciens amis. Un mouvement d'abonnement se continue parmi les personnes éloignées. Il paraît que cela aussi est habituel aux publications libres. Chez nous le mouvement d'abonnement est beaucoup plus fort que le mouvement de désaffection. C'est tout ce que nous pouvons dire. L'établissement de quatre mille abonnements éventuels a réclamé tout le temps et toutes les forces de l'administration. Bourgeois a fourni douze heures par jour depuis trois mois, sans repos hebdomadaire. Nous sommes en contravention à la loi Millerand-Colliard.

PAGES LIBRES

Charles Guieysse me dit dès longtemps que ses amis et lui avaient l'intention de fonder ce qui est devenu les prochaines *Pages libres*.

— Je vous en parle un des premiers, me dit-il à peu près, parce que j'ai peur de faire du tort aux cahiers. Ce que nous voulons faire sera dans le même sens que les cahiers, à un autre étage.

— Allez toujours, nous verrons après :

AVIS ET RENSEIGNEMENTS D'ADMINISTRATION

Les pages de la couverture seront toujours consacrées à des avis et des renseignements d'administration.

Il est absolument nécessaire que les lecteurs des *Pages libres* suivent de très près notre situation financière ; c'est seulement en connaissant l'état de nos finances qu'ils verront pourquoi nous faisons payer nos abonnements trimestriels trente-neuf sous, ce qui est cher.

Cela est absolument nécessaire aussi, parce que beaucoup de camarades veulent que nous nous organisions en Coopérative d'édition et de librairie ; il faut, pour que ce projet puisse se réaliser un jour, que nos lecteurs soient d'abord exactement instruits de la manière dont se fait un journal, dont s'administre une revue.

Voici, très rapidement exposées, les différences qui existent entre les *Pages libres* et les publications similaires :

1° *Nous n'avons pas de frais de personnel d'administration :* la comptabilité et la tenue des registres sont assurées par des camarades de bonne volonté ;

2° *Nous n'avons pas de frais de rédaction :* les articles de la revue sont écrits par des camarades de bonne volonté;

3° Nous n'avons pas de frais de loyer;

4° *Nous ne mettons pas la revue en vente chez les libraires et marchands de journaux :* cela nous forcerait à faire des remises que notre situation financière ne peut supporter;

5° *Nous ne voulons avoir que des abonnés.*

Tout cela fait que nos frais sont réduits au minimum. Par contre :

6° *Nous ne publierons pas d'annonces payées :* il n'est pas correct de donner des annonces commerciales dans une publication qui n'est pas un journal d'informations, mais bien une revue d'idées ;

7° *Nous n'avons pas de capitaux* qui nous permettent de dépenser beaucoup d'argent en frais de publicité, et d'attendre plusieurs années avant de joindre les deux bouts. Il faut que tout de suite nous joignions les deux bouts.

PRIX DE L'ABONNEMEMENT

Tarif B. — Quand l'abonnement est versé directement en nos mains, aux mains d'un camarade qui nous l'apporte, ou bien quand il nous est envoyé en mandat ou en timbres-poste :

Un mois.	Fr.	0.65
Trois mois.		1.95
Six mois.		3.90
Un an		7.80

Adresser le montant de l'abonnement à M. Charles Guieysse, 46, boulevard Saint-Michel, Paris, sixième arrondissement.

Les abonnements que nous préférons sont ceux de trois mois et de six mois.

Remarque pour les abonnés d'un an

L'abonnement normal d'un an est de 8 francs, selon le tarif *A*, ou de 7 francs 80, selon le tarif *B*. Mais, ainsi fixé, il est un *minimum*.

Ceux qui *peuvent* payer sans gêne l'abonnement annuel plus de 8 francs *doivent* nous envoyer

10 — 20 — 50 francs ou même davantage.

L'abonnement de 20 francs a notre prédilection, parce que ce prix est particulièrement approprié aux mœurs et habitudes bourgeoises, et que nous voulons des abonnés bourgeois; nous ferons leur éducation, ils en ont besoin.

Mais nous prévenons nos abonnés à 10, 20, 50 francs que nous ne les remercions pas autrement que nous ne remercions Jean Prolète et leurs camarades de leurs trente-neuf sous trimestriels.

Nous n'aurons pas pour eux une reconnaissance proportionnelle au prix de leur abonnement.

Il y aura dans le premier numéro des *Pages libres* une *consultation* de ce *Jean Prolète*, ouvrier ciseleur. Guieysse veut bien me communiquer la copie de cette consultation :

Je contai, dit-il, à Jean Prolète comme quoi, avec quelques camarades *de toutes conditions*, nous voulions fonder une petite Revue populaire, indépendante de toute puissance d'argent; je lui dis que nous étions sûrs de trouver des concours précieux parmi tous les intellectuels qui vont parler dans les Universités Populaires, je lui fis remarquer qu'actuellement les camarades qui veulent lire ne savent que lire, que les livres leur paraissent trop gros, fatigants à lire; je lui montrai aussi que les journaux n'étaient jamais parfaitement honnêtes, parce qu'ils ne disaient jamais tout, qu'ils étaient gênés soit par les vilaines nécessités des luttes politiques, soit par l'influence de ceux qui leur donnent de l'argent.

— Tout cela, c'est très bien, me dit Jean Prolète; mais par qui penses-tu arriver à te faire lire? crois-tu que les ouvriers comme moi achèteront tes *Pages libres*?

— Pourquoi pas ?

— Écoute, Charles Gé, tu es un bon garçon, mais tu ne connais pas la classe ouvrière. Tu fais des conférences dans les Universités Populaires, tu causes ensuite avec tes auditeurs, mais ce ne sont pas les camarades avec lesquels tu causes qui peuvent te faire comprendre ce qu'est la classe des travailleurs.

Je la connais, moi qui ai fondé des groupes politiques, qui ai aussi fondé une coopérative, et aussi une Université Populaire ; et je te dis que c'est bien difficile de faire quelque chose avec ces gens-là. Ils aiment les grands mots, ils crient dans les réunions publiques, ils beuglent *Vive la Sociale* et puis c'est tout. Ils se plaignent de leur misère, mais quand il s'agit de faire quelque chose pour la faire cesser, ou la diminuer, il n'y a plus personne.

— Jean Prolète, je n'ai certainement pas la prétention de connaître mieux que toi les travailleurs manuels ; cependant j'ai envie de protester contre ce que tu dis. Depuis que je vais dans les Universités Populaires j'ai rencontré des hommes remarquables dont je m'honore d'être devenu le camarade, comme je suis le tien ; ceux qui fondent des Coopératives et des U. P., ceux qui sont des militants politiques, ceux-là sont des dévoués, et ils ne méritent en rien le mal que tu dis.

Je contai comment nous comptions lancer les *Pages libres*, comment nous avions reçu des noms et adresses de camarades, comment nous avions aussi dépouillé des annuaires ; — à tous ceux dont nous avons les noms et adresses, nous allons envoyer gratuitement plusieurs numéros, et ils verront alors eux-mêmes s'ils doivent s'abonner.

— Et tu penses, Charles Gé, que ceux qui recevront plusieurs numéros gratuits s'abonneront ensuite ?

Moi, je crois qu'ils liront ce que tu leur enverras, mais qu'après ils ne s'abonneront pas. Je suis très sceptique.

— Moi je crois que si nous pouvons leur envoyer assez de numéros pour qu'ils nous connaissent, tous ceux qui peuvent dépenser quelques sous s'abonneront. Ce que je crains seulement, c'est que nous ne puissions pas nous

faire connaître assez, parce que nous n'avons pas assez d'argent.

— Oui, toujours la même chose ; les riches réussissent et les pauvres ne réussissent pas !

— Crois-tu par exemple que telle société d'éducation populaire que préside le notaire dans un village des Cévennes ne fait pas plus pour le progrès de l'humanité que tels braillards que nous connaissons à Paris ? Est-ce qu'un percepteur qui organise des lectures dans un village de l'Est, malgré le curé, n'a pas une action plus efficace sur la société que l'ouvrier parisien qui boit de l'absinthe en acclamant la Sociale ? Est-ce que notre ami Maurice Primaire, l'instituteur, ne fait pas une meilleure besogne socialiste, en créant une mutualité scolaire, que tel coopérateur socialiste parisien qui fait travailler treize heures par jour les employés de sa coopérative ?

— Oui, mais le notaire, le percepteur, et Maurice Primaire lui-même auront peur de ta revue.

— Ils n'auront pas peur, s'ils sont vraiment républicains ; — et aussi parce que ces idées nouvelles que nous soutiendrons sont tout simplement de vieilles idées, des idées éternelles : celles de *Justice* et de *Liberté*.

Au moment où nous mettons sous presse nous recevons la copie de la pièce de Jean Hugues, la Grève, représentée pour la première fois à l'Émancipation, université populaire du quinzième arrondissement. A première vue cette pièce peut faire un beau cahier.

RECTIFICATIONS

J'ai reçu de Gérault-Richard la lettre suivante :

25me Année

LA PETITE RÉPUBLIQUE

SOCIALISTE

111, RUE RÉAUMUR

Téléphone 101.92 4, RUE PAUL-LELONG, 4

Rédaction

Paris, le 6 décembre 1900

Mon cher Péguy,

Votre zèle à dire leurs quatre vérités aux camarades vous expose à de dangereuses licences envers la vérité une et indivisible, ainsi qu'à de sérieux mécomptes personnels. Vous venez, en effet, d'être abominablement mystifié par le correspondant qui accuse *la Petite République* d'avoir, pour manifester son zèle ministériel, omis la publication des peines prononcées contre les grévistes de Chalon-sur-Saône *(douzième et dernier cahier de la première série)*.

Cette accusation est fausse, on ne peut plus fausse : le numéro de *la Petite République*, daté du 11 juin, publiait en première page une assez longue dépêche relatant les incidents d'audience du procès, les noms des citoyens poursuivis et leurs condamnations.

Vérifiez l'exactitude de cette rectification. Rien de plus facile. La collection du journal est à votre disposition. Opérez vous-même, cette fois. Il n'est jamais trop tard pour revenir à la recherche scientifique de la vérité, quand on s'est abandonné aux entraînements de la polémique nationaliste qui consiste à mettre des poux dans la tête d'autrui pour être sûr d'en trouver.

Vous seriez bien aimable de publier cette lettre et de croire à mon dévouement.

GÉRAULT-RICHARD

J'ai chez moi pour faire ces cahiers plusieurs collections de journaux complètes, en particulier celle de *la Petite République*. Je me reportai à *la Petite République* datée du lundi 11 juin :

LE CRIME MILITAIRE DE CHALON

En correctionnelle. — Condamnations des manifestants

(De notre correspondant)

Chalon-sur-Saône, 9 juin

C'est aujourd'hui que le tribunal a jugé les citoyens victimes des brutalités des gendarmes. Naturellement il a distribué les condamnations avec prodigalité, sans tenir compte des contradictions et des extravagances de certaines dépositions.

Ainsi le brigadier Renaud raconte en ces termes, que nous recommandons aux amateurs de dislocation, les méfaits commis sur sa personne par le citoyen Marius Gros, serrurier : « L'inculpé me saisit par le bord de ma tunique, me serra fortement à la gorge et me donna un coup de poing dans le dos. Arrêté, il cria à plusieurs reprises à ses camarades : « Au secours! Délivrez-moi! »

» A ce signal, plusieurs individus lancèrent une grêle de pierres sur moi. »

Je défie n'importe quel acrobate, fût-ce le président du tribunal, de saisir un homme à la gorge et de lui donner un coup de poing dans le dos, tout en lui tenant le bord de sa tunique. Enfin, si les camarades de Gros lancèrent des pierres sur le brigadier, ils risquaient d'attraper Gros qui était devant lui... Oh ! logique de Pandore.

Mais les juges ne s'arrêtent pas à ces détails, ils condamnent : Marinier, à un mois de prison; Lanacq, à deux mois; Bonnardot, à trois mois; Genty, à quatre mois; Denis Gros, à six mois; Marius Gros, à six mois; Caillet, à trois mois; Bague, à deux mois; Matron, à six jours; Merle est acquitté. Plusieurs des condamnés bénéficient de la loi Bérenger.

D.

Je répondis à peu près à Gérault-Richard : — je n'ai pas gardé copie de ma lettre —

Mon cher Gérault,

Je communiquerai à Louzon la rectification que vous m'avez envoyée. Le premier cahier de la deuxième série est parti, je n'aurai pas la parole dans le deuxième, la rectification passera dans le troisième.

Je reste, au fond, un de vos meilleurs amis.

Gérault-Richard me répondit sur une carte :

Mon cher Péguy,

Je ne vous reproche pas de communiquer à M. Louzon ma rectification. Mais je suis en droit de vous reprocher de n'avoir pas usé à mon égard du même procédé. Vous auriez pu, vous auriez dû vérifier l'assertion mensongère de votre correspondant.

On n'accuse pas des militants comme nous de duperie sans preuves. — Vous trouverez bon que je me réserve la faculté de publier notre correspondance si M. Louzon ne me donne pas satisfaction.

Bien à vous.

Gérault-Richard

Voici ce qui s'était passé.

La Petite République n'est pas parfaite. Quand M. Waldeck-Rousseau eut appelé M. Millerand au ministère du commerce, elle pouvait adopter envers le nouveau ministère cette attitude si heureuse et fructueuse de la critique bienveillante. Elle aima mieux manifester beaucoup de bienveillance à peu près dépourvue de critique. Non pas que je souscrive entièrement aux accusations de ministérialisme intentées à *la Petite République*. L'attitude politique de Jaurès, de

Gérault-Richard, des indépendants, des journaux demande une longue étude. J'en ai seulement aujourd'hui à l'attitude pour ainsi dire typographique du journal, et celle-ci n'est pas la moins intéressante.

Il me paraît incontestable que *la Petite République* a donné une surface trop vaste et une importance trop grosse à Millerand, aux discours de Millerand, aux décrets de Millerand, aux promesses de Millerand, étant donnée la place restreinte que tenaient dans le journal des événements non moins intéressants. Il me semble que la typographie du journal, presque toujours mal faite, mal distribuée, a été partiale. Je parcours *la Petite République* à peu près régulièrement le matin, je la lis à peu près régulièrement le soir. La dépêche de Chalon relatant la condamnation des grévistes m'avait à peu près échappé. Au congrès de Paris plusieurs délégués antiguesdistes, qui lisent leur journal honnêtement, me dirent : Pourquoi *la Petite République* n'a-t-elle pas publié les condamnations des grévistes ? C'était une opinion commune. Les délégués ajoutaient : Il faut en parler dans vos cahiers. — Vint la lettre de Louzon, que je ne pouvais refuser, qui fixa pour moi ce grief.

Louzon existe et j'ai fait exprès de donner, avec son nom, son adresse exacte. Il est tout jeune et c'est pour cela que j'attache une importance grande à ses opinions. Dans la compagnie dont je parle plus haut, il avait été entendu que les jeunes introduits, que les nouveaux donneraient pour ainsi dire le ton d'année en année. Nous voulions éviter ainsi le vieillissement automatique, l'encroûtement, la stérile contemplation de soi. Ma méthode est restée la même. Je pense qu'à valeur personnelle égale et sauf exception les tout jeunes gens

voient juste parce qu'ils voient frais. J'excepte les jeunes gens qui répètent machinalement les enseignements des vieux. J'excepte les quelques citoyens, rares, à qui l'expérience fournit plus de renseignements que l'habitude n'impose de brancards. J'excepte aussi, bien entendu, les insincères.

Je tiens beaucoup à l'opinion de Louzon et de ses jeunes camarades et amis, parce qu'ils sont jeunes, sincères, inhabitués. D'ailleurs je ne pouvais refuser sa *communication*. Ces cahiers peuvent refuser les communications surabondantes, insincères, fausses. Ils ne peuvent refuser les communications qualifiées, quel qu'en soit le sens.

Je devais la vérifier. Il y eut un malentendu. Louzon m'avait écrit pour ainsi dire privément et l'on remarquera que c'était surtout la direction des cahiers qu'il entendait critiquer. Je tenais à insérer cette communication comme j'insère par préférence la plupart des critiques adressées aux cahiers. Quand tant de gens m'eurent dit et répété ce qu'il y avait dans sa lettre, elle me sembla représentative. Ces deux raisons se composant, je lui fis dire ou je lui écrivis que je désirais publier sa lettre et lui demandai si je pouvais aussi publier sa signature. N'ayant plus alors un souvenir ferme de la teneur, il me répondit que je pouvais publier et la lettre et la signature.

Sur l'espèce de mutation, de virement, qui consiste à publier en *communication* un avertissement d'abonné, je demande à plaider coupable. Je l'ai fait plusieurs fois, le plus souvent que je l'ai pu. Je le ferai le plus souvent que je le pourrai, sans abus et sans duperie. Je sais que rien n'est aussi sincère, aussi frais, aussi

profond que certaines indications privées de jeunes amis ou de jeunes camarades, que rien n'est aussi utile, et toutes les fois que je le puis, j'étends par la publication cette rare utilité. Mon ami Jean Deck veut bien m'écrire d'ailleurs qu'il n'y a pas encore assez de communications dans les cahiers, que rien n'est aussi avantageux que de tâter ainsi le pouls au public sans passer par les intermédiaires habituels. Je dois avouer à ma honte que je reçus la communication de Louzon comme une aubaine.

Louzon n'avait pas vérifié parce qu'il se fiait pour une indication privée aux *Temps Nouveaux*, à ses lectures de simple citoyen, à l'aspect du journal, surtout à la rumeur publique. Je ne vérifiai pas avant de publier la communication parce que je me fiai à Louzon, aux *Temps Nouveaux*, à mes lectures, à l'aspect du journal, à la rumeur publique entendue aux congrès. Tant de confirmations ne valent pas une bonne référence. Comme auteur de cahiers je suis indéfendable. J'ai péché par présomptueuse paresse. Tout au plus un avocat pourrait-il m'excuser en disant qu'au moment où l'accident s'est produit, — et généralement depuis trois mois, — je fournissais aux cahiers douze heures par jour quand je faisais de l'administration avec Bourgeois et huit heures quand je faisais de la rédaction. Et les journaux comme *la Petite République* étant mal faits, l'importance réciproque des événements n'étant ni représentée ni même respectée par la disposition typographique, il est facile de vérifier *à telle date* qu'un article a passé, mais il est onéreux de vérifier *pendant une période* s'il est vrai qu'un article n'a jamais passé. Enfin je me fiais au recensement total

que je ferai des journaux quand je ferai les cahiers *du premier congrès au deuxième.*

Comme simple lecteur j'ai beaucoup à dire pour ma défense. Intituler *un crime militaire* le crime de Chalon, c'est déjà détourner l'attention. Les gendarmes sont des militaires si l'on veut, mais ils sont moins militaires que les soldats et leurs officiers. Or Sembat disait au congrès de Paris que les officiers et les soldats de troupe avaient souvent manifesté dans les grèves ou des sentiments humains ou même des sentiments de bons citoyens. Le crime du François est beaucoup plus un crime militaire que le crime de Chalon. Mais tous les deux sont avant tout des *crimes bourgeois* si l'on veut les qualifier en général, et si l'on veut spécifier des *crimes patronaux,* en un sens des *crimes gouvernementaux*, ou des crimes *cléricaux* non moins que militaires. Et la condamnation des grévistes fut un *crime judiciaire,* un crime de la justice civile. Et l'acquittement des gendarmes fut un *crime* à la fois *judiciaire* et *militaire,* un crime de la justice militaire. A chacun le sien. Donner à toute l'affaire de Chalon, comme titre générique, ce qui ne peut en constituer qu'un titre spécifique, c'est déjà détourner l'attention.

Je me reporte à ma collection. Ce titre *un crime militaire* couvrait tous les jours l'affaire de Chalon. C'était mal spécifié. Nous avons tant lu et connu de crimes militaires qu'un tel titre attirait peu l'attention publique sur le crime de Chalon. Dans *la Petite République* du mercredi 6 juin ce titre couvre les sous-titres suivants : *Le mouvement gréviste de Chalon-sur-Saône.* — *La journée d'hier.* — *Obsèques des victimes.* Dans le numéro du jeudi 7 le titre couvre ces sous-titres :

A Chalon-sur-Saône. — Nouveau mort. — Les obsèques de Geoffray. Dans le numéro du vendredi 8 un très gros titre non dissimulé : *Le Crime militaire de Chalon-sur-Saône* est supporté par un second titre : *le récit de M. Simyan, député;* le tout repose vraiment sur un soubassement de sous-titres. Dans le numéro du samedi 9 même disposition.

J'arrive au numéro du lundi 11. Le titre est le même, bien que l'événement soit, en un sens, nouveau. Ce titre couvre des sous-titres peu apparents. L'article commence tout au bas de la troisième colonne et finit tout en haut de la quatrième. Sans compter l'article de tête, je compte, en cette première page, avec les *Échos du Jour, sept* titres plus gros que le titre de l'article en cause. Les sept titres sont, dans l'ordre à peu près de leur importance décroissante, *à l'exposition, Jaurès à Lille, les cochers de la Seine, le grand prix, échos du jour, Voulet et Chanoine, Liberté, l'article 7.* J'y compte deux titres aussi gros : *Boubou et les Socialistes, Pour les Employés des Chemins de fer.* Un seul titre est plus faible : *Les Syndicats patronaux en Allemagne.* Je puis donc dire que l'importance de l'événement n'est pas représentée par l'importance typographique de son titre. Cette insuffisance devient manifeste pour qui se rappelle aujourd'hui les anciens titres des anciennes grèves sous les anciens ministères.

L'importance de l'événement n'est pas plus représentée par la teneur de l'article. Je prie qu'on veuille bien se reporter au texte reproduit plus haut. *Condamnations des manifestants* n'est pas la condamnation des grévistes. Un lecteur pressé peut s'imaginer qu'il s'agit des quelques jours de prison et des quelques francs

d'amende habituellement distribués aux manifestants arrêtés dans les bagarres. Le sous-titre ne fait pas prévoir un total de plus de vingt-sept mois de prison. Le ton de l'article n'annonce pas la gravité judiciaire et sociale des condamnations. Enfin ces condamnations sont bloquées en un seul paragraphe de neuf lignes, sans alinéas. Les inculpations ne sont pas spécifiées.

Voilà pourquoi tant de militants sincères avaient lu le journal sans y voir la nouvelle de ces condamnations.

Je ne puis accepter le ton de la rectification que Gérault-Richard nous envoie. Depuis longtemps, depuis que j'ai commencé à devenir socialiste expressément, je lis *la Petite République*. Elle n'est pas parfaite. Mais aux temps héroïques elle rendit de grands services. Le citoyen Gérault rendit aussi de grands services. Il a, ou plutôt il avait, — car j'ai peur que les difficultés récentes ne l'aient un peu aigri, — sur toutes qualités cette bonne humeur dont je serais tenté de faire une sérieuse vertu. En tout il a beaucoup fait pour la préparation de la Révolution Sociale.

Or, *la Petite République* est moralement mal faite. Je m'en tiens aujourd'hui aux affaires qu'elle abrite. Combien de fois n'avons-nous pas dit à Gérault-Richard et à Jaurès : Faites attention, le journal devient dégoûtant d'annonces commerciales et financières. Combien de fois Herr n'a-t-il pas dit devant moi à Jaurès : Voyons! voilà *l'Équitable des États-Unis* qui envahit les premières pages du journal. (1)

---

(1) Je conterai une admirable histoire sur la publicité de *l'Équitable des Etats-Unis* dans *la Petite République* aussitôt que j'aurai fait des recherches dans les numéros anciens du journal.

Or je suis assuré que Jaurès et que Gérault-Richard sont privément et personnellement des bons socialistes. C'est même de là qu'est venu l'incident Louzon. Louzon, qui est tout jeune et qui ne connaît ni Jaurès ni Gérault, m'avait dit : Comment sont-ils honnêtes, puisqu'il y a ceci et ça dans leur journal. — Je lui avais répondu : Ils sont évidemment honnêtes, je le sais pour l'avoir éprouvé. La lettre que j'ai publiée était la réponse de Louzon à cette affirmation. La seconde lettre de Louzon, que j'ai publiée dans le premier cahier de la deuxième série, porte la trace de mon affirmation.

La situation se résume ainsi : *que des honnêtes gens font un journal souvent mauvais.* Il faut qu'il y ait d'eux à leur journal un empêchement. Je ne crois pas que cet empêchement soit M. Dejean tout sec. Je ne connais pas du tout M. Dejean. J'ai de lui une aversion d'instinct, parce que je vois qu'il aime assez les affaires qui marchent bien. Quelques indices confirment cette aversion. Mais je ne condamnerai pas quelqu'un sur une aversion et sur des indices. M. Dejean peut toujours dire qu'un journal qui ne fait pas de très bonnes affaires court le risque d'en faire de très mauvaises. Il faut bien que M. Dejean paie son papier, son tirage et ses rédacteurs. Il faut bien qu'il gagne de l'argent. S'il n'en gagnait pas, le journal en perdrait.

Ce qu'il y a entre Gérault-Richard et son journal, c'est, au fond, la perversité du public, perversité à la fois spontanée et cultivée. Si le public n'aimait pas les saletés, l'absinthe et les courses, l'administrateur d'un journal s'opposerait à ce qu'on y mît des saletés, de l'absinthe et des courses. Il faut donc agir sur l'opinion publique, sur l'esprit public.

Ces cahiers n'ont pas été institués pour le zèle ni pour le vain plaisir de *dire leurs quatre vérités aux camarades*. Nous ne sommes pas des cuistres. Nous ne sommes pas de vains polémistes. Nous ne sommes pas amateurs de scandales. Ceux qui savent beaucoup nous reprocheraient plutôt de n'en pas dire assez. Nous risquons, il est vrai, *de sérieux mécomptes personnels*. Nous le faisons tout exprès pour assainir les mœurs patronales du public. Au lieu donc de nous maltraiter, Gérault-Richard doit s'appuyer sur nous pour faire la réforme, et, s'il est nécessaire, la révolution de son journal.

Tout le monde commence à en avoir assez de certaines annonces. Dans la polémique récemment ouverte à Paris, entre *la Petite République* et certains porteurs de journaux, et dont nous aurons sans doute à donner le dossier, Vaughan, intervenu, a dit de fort bonnes choses. Pourtant, je n'ai pas conspiré avec Vaughan et nous avons souvent critiqué *l'Aurore*. Il y a plus d'un mois que j'ai pensé à faire comme elle est la première page de la couverture de ce troisième cahier. Dans les *Pages libres* de Charles Guieysse, qui est assez grand pour penser tout seul, je lis cette conversation :

— Tout cela c'est très bien, mais ne songez-vous pas que ceux qui pourront vous lire, ne pourront pas vous acheter ? que tous ces militants dont tu parles paient déjà une foule de cotisations ? qu'ils ne trouveront pas dans leur bourse de quoi payer l'abonnement à la revue

— Voilà, Jean Prolète, la véritable objection à notre projet. Mais que veux-tu ? nous ne pouvons pas distribuer notre revue gratis ?

— Vous devriez la vendre meilleur marché... Si tu crois que ce n'est pas horriblement cher que trente-neuf sous par trimestre.

— C'est exactement ce que coûte la Revue. Et encore ne paierons-nous pas ceux qui nous feront les articles ! Et encore toute l'administration est-elle assurée par des camarades qui viennent tenir les registres et écrire les adresses après avoir terminé leur journée.

Il y a donc déjà beaucoup de travail gratuit dans les *Pages Libres*, nous ne pouvons pas y mettre de l'argent en surplus.

— Oui, mais les annonces ?

— Oh ! Jean Prolète, que dis-tu ? Crois-tu honnête de combattre l'alcool dans l'intérieur d'un journal, et d'annoncer sur la couverture les qualités de l'Absinthe Second frères, ou de la liqueur des Capucins ?

Crois-tu convenable aussi de vendre la couverture des *Pages libres* à Monsiel qui attirera les petits ménages ouvriers dans ses grands magasins et les ruinera en leur vendant à crédit ?

Veux-tu aussi par hasard, Jean Prolète, que nous ayons des primes, que nous vendions dans nos bureaux des chapeaux *Camarade*, et des complets *Socialiste*, les faisant faire par des femmes qui travailleraient quatorze heures par jour et gagneraient deux francs ?

Veux-tu que...

— C'est bon, tais-toi, tu as raison.

— Vois-tu il faut essayer de faire ce que nous allons faire. C'est extrêmement difficile, mais la vie ne consiste pas à faire seulement ce qui est facile.

Nous ne demandons pas que demain matin *la Petite République* ressemble à nos cahiers. Nous savons qu'on ne peut pas faire un grand journal dès à présent avec des souscriptions mensuelles régulières et avec des souscriptions extraordinaires. Nous demandons que les grands journalistes nous traitent non pas comme des ennemis, mais, ainsi que je l'écrivais à Gérault-Richard, au fond comme leurs meilleurs amis.

Il y a une autre lettre de Louzon publiée où d'autres faits sont allégués. Je prie qu'on attende les cahiers *du premier congrès au deuxième,* où tous ces faits seront rapidement recensés.

Au moment où nous mettons sous presse, il me vient un second désabonnement d'un second ancien camarade, motivé par quatre moyens numérotés. L'un de ces moyens est encore ici *que j'ai attaqué M. Herr.* Cela devient insupportable. M. Herr me dit textuellement un matin : Aussi longtemps que vous avez attaqué Guesde et tout ça dans *la revue blanche,* vous alliez en franc-tireur, c'était bien. Mais à présent qu'on a fait l'unité sosialiste, il ne faut plus les attaquer. — Pardon, ce que je dis de Guesde est-il moins vrai aujourd'hui qu'hier. — Il ne s'agit pas de cela. Il faut laisser tout ça tranquille.

Je refusai de marcher. Tout est venu de là. Je refusai de faire marcher les quelques amis que j'ai. Cette insubordination m'a coûté assez pour qu'au moins on la respecte.

Ma situation est singulière. Quand je laisse attaquer les cahiers on leur cause un dommage inévité. Quand je les défends on me dit : Vous allez encore nous parler de vous. Nous vous avons assez vu.

Au moment où nous mettons sous presse, on me communique le dernier numéro de *la Coopération des Idées,* où M. G. Deherme a bien voulu m'*envoyer* un article de deux colonnes et demie. Cet envoi m'accable, et m'inquiète. Mais je ne puis le laisser sans réponse.

MATINÉE-CONFÉRENCE

L'ancien Comité Général, n'ayant pas reçu des souscripteurs assez d'argent pour l'organisation du Congrès international, résolut un jour de donner une matinée-conférence.

Nous avons annoncé que nous publierons dans la deuxième série de ces cahiers, sous ce titre courant : *du premier congrès au deuxième,* en particulier les procès-verbaux des séances tenues par le Comité Général. Nous y publierons donc, si elles y sont, les résolutions afférentes à cette fête.

Pour aujourd'hui nous commençons par publier le programme, ainsi que nous l'avons eu dans *la Petite République.* Nos abonnés remarqueront combien ce programme est composite, mêlé. Il est difficile de composer un spectacle pour le peuple ou pour le peuple-et-demi qui peut à Paris se payer une après-midi de représentation.

PARTI SOCIALISTE — COMITÉ GÉNÉRAL

Dimanche 22 juillet 1900, à deux heures

AU THÉATRE DE LA RÉPUBLIQUE

MATINÉE-CONFÉRENCE

Organisée avec le concours de la Presse socialiste au profit du CONGRÈS INTERNATIONAL DE 1900

PROGRAMME

PREMIÈRE PARTIE

1. *Le Christ en bois*, de Conté (monologue), M. DOUBLIER, du Théâtre socialiste.
2. *Le Testament de Pierrot* (chant), M. Xavier PRIVAS.
3. *Le Soleil Rouge*, paroles de M. Boukay, M. Marcel LEGAY.
4. *Civilisation*, poésie de Victor Hugo, Mme JEANNINE DU BOS, des Matinées littéraires de la Ville de Paris.
5. *Les Sillons*, paroles de Laurans, M. Eugène MANESCAU.
6. *Au Pauv' populo !* M. YON LUG.
7. *Le Sauvage* (Pierre Dupont), M. LASSALLE, de l'Opéra.

Conférence de JEAN JAURÈS : " LE THÉATRE SOCIAL "

1. *Thuriféraires*, M. Xavier PRIVAS.
2. *La Chanson du Laboureur* (M. Boukay), M. Marcel LEGAY.
3. *Faites vos Pâques* (J.-B. Clément), M. Eugène MANESCAU.
4. *Ave, pavé!* M. YON LUG.
5. *Les Soliloques du Pauvre*, M. Jehan RICTUS.
6. *Si j'étais jardinier* (paroles de Roger Millès, musique de Chaminade), Mme CARRÈRE-XANROF.
7. *Sedan* (Victor Hugo); *Chanson du Pays* (Charles Frémine), M. SYLVAIN, de la Comédie-Française.

MAIS QUELQU'UN TROUBLA LA FÊTE

Pièce en un acte, en vers, de LOUIS MARSOLLEAU

Le paysan	MM. GÉMIER
L'ouvrier	MM. GÉMIER
L'inconnu	MM. GÉMIER
Le financier	Albert MAYER
Le politicien	MAXENCE
Le général	DUJEU
L'évêque	MOREAU
Le juge	DUFRESNE
La duchesse	Mmes Antoinette LEGAT
La courtisane	ROGGERS

Il sera offert une carte d'invitation pour la matinée-conférence, à tout souscripteur en faveur du Congrès international.

On trouve des cartes d'invitation et des listes de souscription aux journaux suivants : LA PETITE RÉPUBLIQUE, L'AURORE, LA LANTERNE, LE SOIR.

On voit que les deux gros morceaux de ce programme étaient la conférence de Jaurès et la représentation de *Mais quelqu'un troubla la fête*. La pièce de Louis Marsolleau a été publiée chez Stock, 27, rue de Richelieu, en une brochure mince de 36 pages pour un franc.

Nous publions la conférence de Jaurès.

Nous n'avons pas soumis la sténographie de cette conférence à l'auteur, en particulier parce que nous pensons qu'elle a été bien prise, et parce que nous préférons, autant que nous le pouvons et sauf erreur, donner l'image, l'écho de la parole même.

Il y aurait à redire à ce qu'a dit Jaurès. Nous le ferons si nous le pouvons après que nous aurons donné pleine réponse à la conférence antérieure sur *l'art et le socialisme*.

La *Revue d'Art dramatique* a eu l'heureuse idée de publier cette seconde conférence au commencement de son numéro de décembre, *consacré au théâtre populaire*. Nous reviendrons sans doute sur ce numéro, sur l'article de Romain Rolland, sur le projet d'Eugène Morel.

LE THÉATRE SOCIAL

Citoyennes et citoyens,

En annonçant une conférence sur le *Théâtre Social,* je me suis servi d'une expression un peu trop générale et un peu vague, car le théâtre est toujours nécessairement social en ce sens qu'il est toujours l'expression d'une société déterminée. Mais j'ai pensé surtout, et c'est le point sur lequel je veux appeler votre attention, au théâtre considéré comme moyen de lutte sociale, comme moyen de hâter la décomposition d'une société donnée, et de préparer l'avènement d'une société nouvelle. C'est dans cet esprit qu'est conçue l'œuvre brève et forte de Marsolleau, que vous allez, que nous allons entendre tout à l'heure. Vous y trouverez la révolte, l'avertissement de ceux qui souffrent et qui signifient à la société d'aujourd'hui que l'heure de l'iniquité devra bientôt passer.

Eh bien, le jour où le théâtre à tendance socialiste s'acclimatera, le jour où il se répandra, le jour où

il s'imposera au pouvoir lui-même et où ce ne seront plus seulement des allégories sociales comme celles de Marsolleau qui seront représentées à la scène, mais de véritables drames humains, dans lesquels les principes et les forces de la société nouvelle seront le ressort même du drame, ce jour-là, citoyens, la Révolution sociale sera bien près de s'accomplir; car le théâtre n'est pas et par sa constitution ne peut pas être une force d'avant-garde, il ne proclame les idées que bien longtemps après qu'elles ont été proclamées ailleurs, dans le livre; et il ne proclame les idées que lorsqu'elles sont arrivées déjà par le livre, par la parole, par le roman, par la science à un degré de maturité sociale où ces idées s'imposent au vaste public.

Et pourquoi en est-il ainsi? Pourquoi le théâtre est-il destiné beaucoup moins à inaugurer des idées nouvelles qu'à constater la croissance et annoncer pour ainsi dire le triomphe prochain d'idées dont le succès a déjà été préparé ailleurs? — Pourquoi? Mais d'abord parce que les pouvoirs dirigeants, les sociétés s'effraient beaucoup plus des idées nouvelles portées à la scène que des idées nouvelles propagées par le livre. Les idées nouvelles portées à la scène, les revendications des classes souffrantes et montantes portées sur le théâtre, ce n'est plus seulement l'idée nouvelle allant trouver l'individu

dans le recueillement de la lecture solitaire ; c'est le prolétaire, c'est l'exploité, c'est l'écrasé se dressant en quelque sorte en chair et en os et réclamant de tous son affranchissement. *(Applaudissements)*

C'est cela qui de tout temps a effrayé les dirigeants, et voilà pourquoi les idées nouvelles, les idées révolutionnaires ne montent sur la scène que lorsqu'elles ont déjà gravi pour ainsi dire, degré à degré, la domination des esprits ; voilà pourquoi si, comme il est à présumer par bien des symptômes, le théâtre social est destiné à s'affirmer bientôt, ce sera là un symptôme excellent du progrès de nos idées ; le drame, c'est déjà en quelque mesure le prologue de la Révolution elle-même, puisque, comme la Révolution, il met les foules en mouvement.

Citoyens, ce que je vous dis se vérifie par ce que l'on peut appeler l'histoire sociale du théâtre. Depuis un siècle et demi, depuis la seconde moitié du dix-huitième siècle jusqu'à aujourd'hui, nous pouvons, au point de vue social, distinguer dans le théâtre trois moments principaux, trois périodes principales : d'abord, dans la deuxième moitié du dix-huitième siècle, il contribue à la préparation de la Révolution Française et à l'avènement de la société bourgeoise ; — puis, dans la première moitié

et presque dans toute l'étendue du dix-neuvième siècle, il apparaît comme une critique partielle que la société bourgeoise, vaincue par l'évidence de ses propres maux et de ses propres contradictions, est obligée de s'appliquer à elle-même. C'est là ce que nous constatons partiellement, incomplètement, avec Dumas fils; d'une façon plus hardie et plus étendue, avec Ibsen; — et enfin, nous entrons avec les œuvres dramatiques de Hauptmann, *Avant l'Aurore, les Tisserands*, avec des œuvres dans le sens de celle de Marsolleau, avec le *Germinal* interdit de Zola... *(Applaudissements. — Cris de Vive Zola!)*... nous entrons dans la période où ce n'est plus la société bourgeoise qui se critique timidement elle-même, où c'est le prolétariat, où c'est la masse ouvrière qui commence à monter sur la scène.

Je disais que dans la deuxième moitié du siècle dernier, le théâtre avait contribué à l'avènement, à la préparation de la société bourgeoise, mais, il faut bien le dire, avec une étrange timidité; dans la deuxième moitié du dix-huitième siècle, le mouvement intellectuel, le mouvement social a été beaucoup plus hardi que le théâtre du temps. Il y avait un prodigieux mouvement d'idées dans cette Encyclopédie qui minait peu à peu par la critique tous

les vieux dogmes et préparait la souveraineté de la raison. Il y avait un prodigieux mouvement social dans cette bourgeoisie grandissante de l'industrie, du grand commerce, des grandes villes manufacturières, des grands ports, dans cette grande bourgeoisie de Lyon, Nantes, Bordeaux, Paris, de toutes ces villes où commençaient les formes nouvelles du travail. Il y avait aussi une sourde poussée de colère et de révolte chez ces paysans, exploités depuis des siècles, mais qui commençaient à entrevoir la possibilité de secouer le joug féodal. Eh bien, de tout cela, il y a un écho dans le théâtre du temps : dans Diderot, dans Beaumarchais, dans Schiller, mais un écho assourdi et affaibli, puisque, encore une fois, le pouvoir étouffait les vibrations de la pensée révolutionnaire quand elle voulait se produire au théâtre.

Il y en a un exemple frappant dans une des œuvres théâtrales maîtresses de Diderot : *le Père de Famille*. Diderot était, vous le savez, un des esprits les plus hardis et les plus vastes à la fois du dix-huitième siècle, et il avait le sentiment que, sous la bourgeoisie nouvelle qui se formait, il y avait dans le monde ouvrier et dans le monde paysan des profondeurs ignorées de misère et de souffrance, et il aurait voulu appeler sur ces profondeurs ignorées de souffrance l'attention de ses contemporains,

même l'attention des grands, des puissants. C'est ainsi que dans sa dédicace du *Père de Famille,* adressée à Son Altesse Sérénissime madame la Princesse de Nassau Saarbrück, il essaie de l'inviter à habituer ses propres enfants à connaître la misère du peuple :

J'ai, dit-il, le goût des choses utiles, et, si je le fais passer en eux, des façades, des places publiques les toucheront moins qu'un amas de fumier sur lequel ils verront jouer des enfants tout nus, tandis qu'une paysanne assise sur le seuil de sa chaumière en tiendra un plus jeune attaché à sa mamelle et que des hommes basanés s'occuperont en cent manières diverses de la subsistance commune.

Ils seront moins délicieusement émus à l'aspect d'une colonnade que si, traversant un hameau, ils remarquent les épis de la gerbe sortir par les murs entr'ouverts d'une ferme.

Je veux qu'ils voient la misère afin qu'ils y soient sensibles et qu'ils sachent par leur propre expérience qu'il y a autour d'eux des hommes comme eux, peut-être plus essentiels qu'eux, qui ont à peine de la paille pour se coucher et qui manquent de pain.

Mon fils, si vous voulez connaître la vérité, sortez, lui dirai-je, répandez-vous dans les différentes conditions, voyez les campagnes, entrez dans une chaumière, interrogez celui qui l'habite, ou plutôt regardez son lit, son pain, sa demeure, son vêtement, et vous saurez ce que vos flatteurs chercheront à vous dérober.

Rappelez-vous souvent à vous-même qu'il ne faut qu'un

seul homme méchant et puissant pour que cent mille autres hommes pleurent, gémissent et maudissent leur existence.

Citoyens, c'est en ces termes que le grand encyclopédiste, le grand ouvrier de la pensée révolutionnaire, adressait à une princesse la dédicace de son drame, et avec une pareille dédicace, on pouvait s'attendre à ce que dans le drame lui-même il y eût de merveilleuses hardiesses sur la lutte des personnages ; il y a un paysan en habit de paysan qui paraît courbé sur son bâton ; on s'imagine qu'il va se plaindre, crier cette souffrance, ce manque de pain, révéler cette pauvre paille, ou ce fumier sur lequel les enfants nus sont couchés... Mais non, il vient simplement paraître une minute, et pourquoi ? — Pour offrir au bourgeois qui est là de payer le fermage d'une terre plus cher que le paysan qui l'occupe déjà. Et le paysan ne reparaît plus, et Diderot ne lui donne plus la parole parce que ce cri et cette parole, tombant du haut de la scène, auraient communiqué à la société un ébranlement révolutionnaire que les puissances dirigeantes ne permettent pas.

Et voyez dans l'œuvre de Beaumarchais, si éblouissante, si étincelante qu'elle soit : quelle disproportion avec l'énorme mouvement révolutionnaire qui se préparait. Eh oui, Figaro critique les choix des

dirigeants, les choix qu'ils font de leurs fonctionnaires : « Il fallait un calculateur, ce fut un danseur qui l'obtint. » Eh oui, il dit aux gentilshommes : « Vous vous êtes donné, Monseigneur, la peine de naître... » Mais que sont ces courtes flèches, que sont ces brèves étincelles, aussitôt éteintes qu'allumées, à côté de l'énorme mouvement social qui se produisait !

J'ai donc le droit de dire que le théâtre ne peut que traduire imparfaitement, insuffisamment, le vaste mouvement social des sociétés en transformation ; et c'est une raison de plus, lorsque commencent à apparaître les signes d'un drame nouveau à tendance socialiste, pour que nous disions : il faut qu'il y ait une bien forte maturité de l'idée nouvelle, pour qu'elle commence à prendre la forme théâtrale.

Une des œuvres les plus curieuses de cette première période, une de celles dans lesquelles le problème social bourgeois commence à être posé d'une façon saisissante, c'est le drame célèbre de Schiller joué en Allemagne, en 1782, sous le titre *les Brigands*. On peut dire que c'est la première manifestation de ce qu'on peut appeler la pensée anarchiste bourgeoise.

Vous savez, citoyens, ce qu'est le drame de Schiller : le fils d'un bourgeois, faisant ses études à Leipzig, a fait des dettes ; mais il a le cœur généreux

et noble ; son père lui aurait pardonné s'il n'y avait pas, à côté du père, un autre fils qui envenime ses blessures et qui décide le père à maudire l'enfant généreux, mais indiscipliné, qui, à un moment, abuse de la vie. Et ainsi dégoûté, ainsi navré, ce jeune homme peu à peu entre en révolte contre la société tout entière, et il groupe autour de lui tous les mécontents, tous les écrasés, tous ceux qui souffrent, et, avec eux, il forme une association de brigandage bien particulière, bien étrange, une association de brigands qui réalisent la justice, qui ne frappent que les coupables, le seigneur qui exploite ses vassaux, l'avocat qui, par des subterfuges, a fait perdre la cause de celui qui avait raison... Bref, c'est une société de brigands bourgeois qui pratiquent des exécutions contre le vieux monde princier et féodal, au nom des principes d'une justice nouvelle. Ah ! certainement, Schiller se garde bien d'approuver jusqu'au bout cette tentative, et, à la fin, de désastre en désastre et de déception en déception, le jeune révolté va se livrer lui-même à la justice ; mais c'est tout de même un signe bien saisissant du mystérieux travail qui se faisait alors dans les esprits, de la fermentation révolutionnaire de la jeune bourgeoisie allemande, qu'elle ait pu acclamer, admirer même, sous cette forme du brigandage, la poussée révolutionnaire nouvelle. Mais,

remarquez-le bien, et c'est la caractéristique de ce temps : parmi ces révoltés, parmi ces anarchistes de la fin du dix-huitième siècle, il n'y a pas un ouvrier ; pas un ouvrier des usines, pas un ouvrier des mines de la Saxe, pas un ouvrier des tissages de la Silésie ; en ce temps, il n'y avait que la bourgeoisie qui se reconnût le droit à la Révolution ; le prolétariat était au-dessous du niveau révolutionnaire et ce sont des marchands ruinés, des nobles exaspérés, des boutiquiers aigris, des jeunes gens qui ont nourri leur cerveau de livres, mais qui ne trouvent plus une fonction à remplir, ce sont tous les aigris, tous les révoltés de la bourgeoisie qui forment cette troupe anarchiste.

C'est la caractéristique de la fin du dix-huitième siècle, la Révolution sous toutes ses formes dirigée par la bourgeoisie ; le théâtre marche avec elle, à sa manière, pour assurer cette prépondérance de la classe bourgeoise. Mais nous allons voir bientôt une classe ouvrière.

Oh ! citoyens, elle n'apparaît pas tout de suite. Pendant près d'un demi-siècle, nous allons voir le régime bourgeois s'étaler, triompher, et s'il est obligé, comme je le disais au début, de se critiquer partiellement lui-même, s'il est obligé d'avouer ses propres vices et ses propres contradictions, il n'ac-

cepte pas que ce soit une autre classe que la classe bourgeoise qui lui adresse ces reproches; c'est la bourgeoisie encore assez puissante pour se critiquer et se censurer elle-même.

Prenez l'œuvre de Dumas fils; je dirai qu'elle est pour un quart révolutionnaire et pour les trois quarts conservatrice et bourgeoise; elle est essentiellement conservatrice et bourgeoise, puisque Dumas fils accepte le principe de la famille actuelle fondée sur le droit individuel de la propriété transmissible. Quiconque accepte la famille ainsi constituée, c'est-à-dire reposant non sur le libre accord de volontés égales et de personnes ayant un même droit au développement, mais reposant sur un simple contrat de propriété, supérieur à tous les contrats d'affection, celui-là, quelque hardi qu'il paraisse en certaines questions secondaires, est foncièrement un conservateur de la société bourgeoise. *(Vif mouvement d'approbation)*

Eh bien, Dumas n'attaque jamais la famille ainsi constituée, parce qu'il n'attaque jamais la propriété individuelle et capitaliste qui en est la base; mais il ne peut pas méconnaître que cette constitution de la famille réglée par le Code civil, que cette propriété individuelle se heurte bien souvent aux affections, aux sentiments les plus naturels et les plus profonds de l'humanité; il ne peut pas méconnaître

que, parfois, rarement, suivant lui, la femme tombée, la courtisane, comme dit son théâtre, a gardé une noblesse d'âme qui devrait lui permettre de reprendre sa place dans les cadres de la société régulière, si les rigueurs de la propriété ne le lui interdisaient; et il ne peut pas méconnaître, non plus, de quelle souffrance est accablé l'enfant naturel; il ne peut pas méconnaître, non plus, combien de fois la perpétuité, l'ancienne perpétuité du mariage avant le divorce, faisait obstacle à la loyauté, à la sincérité des sentiments naturels. Et voilà pourquoi Dumas a plaidé, en quelques-unes de ses œuvres, pas en toutes, a plaidé pour la femme tombée; voilà pourquoi il a plaidé en faveur du divorce; voilà pourquoi il a plaidé pour l'enfant naturel; mais ce n'était pas une œuvre foncièrement révolutionnaire, car il voulait, en corrigeant les pires excès, les vices essentiels de la famille légale fondée sur la propriété individuelle, il voulait, en la réformant, la maintenir et c'était, au fond, une critique à tendance conservatrice.

Il y a eu, au point de vue moral, une critique plus étendue et plus profonde, dirigée contre toutes les hypocrisies, contre tous les mensonges de la société bourgeoise, c'est celle qu'a dirigée le grand poète norvégien Ibsen. Vous savez qu'Ibsen appartenait d'abord à une famille riche; qu'ayant subitement

perdu sa fortune, il fut à même de découvrir combien d'affections et d'amitiés apparentes étaient liées seulement à la possession de la richesse; puis, quand il essaya, comme créateur d'art, de produire, de traduire sa révolte première, il se heurta à l'indifférence ou à l'hostilité, ou à la sottise de la plupart de ses concitoyens. Une révolte nouvelle grandit en lui; il jeta un regard pénétrant et amer sur la société bourgeoise qui l'enveloppait, et partout dénonça le mensonge et l'oppression. C'était l'ancienne société piétiste, conservatrice, de petits paysans, de petits bourgeois; puis, c'était le mensonge de l'Église; enfin, les capitalistes arrivés pour bouleverser, pour créer des conditions nouvelles, employant toutes sortes de ruses et d'iniquités pour concentrer, pour accaparer, achetant d'avance les terrains pour les vastes opérations, les vastes spéculations. En sorte que, de quelque côté que regardât Ibsen, vers les vieilles formes conservatrices de la société, ou vers la forme nouvelle du capitalisme, il ne voyait partout que déguisement, hypocrisie, la considération attachée à ce qui grandit par n'importe quel moyen, et dans cette sorte de bagarre des intérêts aveugles, la petite bourgeoisie routinière, moutonnière, aveugle, s'entretenant de cancans misérables, suivant au hasard ceux qui diffament ou ceux qui imaginent, mais incapable de

discerner la vérité. Et Ibsen cria : partout déguisement, partout hypocrisie, partout mensonge ! Rendez la liberté aux individus ! *(Vifs applaudissements)*

Citoyens, vous voyez quelle est la différence du point de vue d'Ibsen au point de vue des socialistes révolutionnaires, tel que Marx, par exemple, le définit. Selon Marx, il y a lutte d'une classe contre une classe, de la classe prolétarienne contre la classe capitaliste, les possédants ; et tous les mensonges, toutes les iniquités sociales ne disparaîtront que par le triomphe de la classe prolétarienne, qui disparaîtra elle-même dans sa propre victoire, en élevant tous les hommes, exploités et exploiteurs, à une commune liberté. C'est donc, dans la pensée socialiste, dans la pensée marxiste, la lutte d'une classe portant en soi l'espoir de l'humanité de demain, c'est donc la lutte d'une classe contre une autre classe, qui est le grand ressort du progrès, et il ne servirait à rien d'en appeler à l'idée de justice, à l'idée de vérité, il ne servirait à rien de protester contre les hypocrisies, les mensonges de la société d'aujourd'hui, si la classe nouvelle intéressée à la disparition de ces mensonges ne hâtait pas l'heure de l'affranchissement. Au contraire, — tandis que, dans la pensée marxiste, le drame social est constitué aujourd'hui par la lutte d'une classe contre une autre classe, — dans Ibsen, c'est la lutte d'un

individu, de l'individu qui veut la vérité, qui veut la pensée, qui la trouve et qui la dit contre toute une société de convention, d'oppression et de mensonge.

Il semble donc qu'il y ait antagonisme entre le point de vue d'Ibsen et le point de vue de Marx. Et pourtant, dans la démocratie socialiste allemande, et aussi dans notre conscience socialiste à nous, les deux tendances se concilient et nous sommes prêts à critiquer, à dénoncer les abus de la vieille société capitaliste — avec la force que nous donne la classe prolétarienne organisée, d'un côté, — avec la force que nous donne la puissance de la vérité, protestant contre une société qui fausse tout, qui distribue partout le mensonge et l'erreur... qui glisse sous les apparences les plus pompeuses et les plus belles toutes sortes de marchandises frelatées, qui trompe, qui crée le droit de tous au vote par le suffrage universel et qui le fausse par la corruption, par l'ignorance, par l'oppression, par le mensonge ; qui glorifie la sainte union des cœurs dans la famille et qui corrompt cette union prétendue des cœurs par des préoccupations mercantiles ; qui répand à flot les journaux, la presse, mais qui infecte tous ces morceaux de papier des mensonges que le capital proclame... *(Vifs applaudissements)*

Donc, nous avons le droit de protester contre la

société d'aujourd'hui, non seulement avec Marx, au nom du prolétariat qui souffre, mais encore avec Ibsen, au nom de la vérité qui se meurt... *(Applaudissements, cris de : A bas Rochefort ! et huées prolongées)* — Ne rapetissons pas un mouvement énorme comme celui-là à écraser un homme, et quel homme !

Donc, je fais remarquer, citoyens, que quelque révolutionnaire que puisse être en quelques-unes de ses tendances, en quelques-unes seulement... *(Une voix : trop rares)* l'œuvre d'Ibsen, elle ne l'est pas pleinement et au sens du mouvement social réel et complet. Car, chose étrange, quoi qu'il ait écrit jusqu'à ces derniers jours, Ibsen, dans toutes ses œuvres, ignorait la formation d'un prolétariat, il ignorait l'existence d'une classe ouvrière. Il y a dans une de ses œuvres un contremaître qui est obligé, pour n'être pas chassé par son grand patron, de faire une besogne de tromperie, de lancer à la mer un navire dont on sait que le fond de cale est pourri et ne peut être réparé à temps et ce contremaître dit à son patron : Ne me chasse pas ; de quoi veux-tu, si tu me chasses, que vivent les miens ? Et ils me diront : c'est ta faute... — Et il n'y a pas une minute chez cet homme la pensée qu'il pourra trouver secours dans la détresse ou le combat à côté d'autres ouvriers, comme lui exploités. Ibsen ignore

la marche, la constitution d'un prolétariat qui s'organise et qui sera le véritable outil, non seulement, je l'ai dit, de révolution, mais de vérité, et en somme dans Ibsen, si hardie que paraisse une partie de son œuvre, c'est encore la société bourgeoise qui se critique elle-même.

Mais voici, cependant, après bien des retards, au théâtre même, l'avènement du prolétariat, l'avènement de la classe ouvrière ; elle apparaissait dans l'œuvre de *Germinal*, dans Hauptmann ; j'ai à peine besoin de vous dire que dans *Avant l'Aurore* il n'y a guère d'autres personnages que les paysans, des mineurs de Silésie, et que dans *les Tisserands* le véritable personnage, c'est cette foule incroyablement souffrante et incroyablement torturée des tisseurs de Silésie, qui ne se révoltent que sous l'aiguillon de l'extrême douleur.

C'est donc dès maintenant un progrès social tardivement enregistré par le théâtre, — et c'est bien la vérification de la loi que je traduisais au début, car la classe ouvrière, comme classe consciente, dénommée, existe au moins depuis un demi-siècle ; elle existe au moins depuis les journées de juin 1848 ; à cette époque, elle s'est nettement séparée, nettement distinguée des autres classes et nettement séparée de la démocratie bourgeoise, pour

constituer une classe nouvelle. Il y a donc au moins un demi-siècle que le prolétariat est dans l'histoire un personnage avec sa figure distincte.

Il n'a commencé à monter sur la scène que depuis quelques années, et encore il y parle bien timidement, car *les Tisserands* d'Hauptmann sont les tisserands d'il y a un demi-siècle; il a peint les grandes grèves de Silésie de 1840 et 1855, grèves dans lesquelles les tisseurs n'ont pas une seule idée socialiste, pas une seule idée d'organisation. C'est seulement la bête humaine surmenée qui se redresse pour ainsi dire par le ressort instinctif de ses reins, parce qu'elle sent que le fardeau va les briser; c'est la révolte élémentaire, instinctive, de la bête accablée qui se relève en un dernier sursaut, — ce n'est pas encore l'organisation consciente, délibérée, animée d'une idée : ce prolétariat-là il n'est pas encore monté sur la scène, ou plutôt, je crois que nous allons entendre ce soir un de ses premiers cris, qui probablement en présage d'autres...

Une voix. — Et *la Clairière*, et *les Mauvais Bergers?...*

Le citoyen Jaurès. — J'y vais venir, je vous remercie; il était dans mon plan d'en parler, de mentionner *la Clairière* et *les Mauvais Bergers;* vous avez raison de vous les rappeler; je voulais les marquer, les noter précisément comme un des

nombreux symptômes de cette tendance socialiste nouvelle du théâtre.

Mais, remarquez-le bien, ni dans *les Mauvais Bergers,* ni dans *la Clairière,* qui sont plutôt — ce n'est pas une critique que je fais, c'est une distinction nécessaire que vous ne me reprocherez pas — qui sont plutôt des œuvres à tendance libertaire que des œuvres à tendance socialiste, c'est l'individu, l'ouvrier qui se dresse et réclame, ce n'est pas le Prolétariat organisé. Et j'avais raison de dire en ce sens — remarquez que je ne critique pas, que je n'objecte pas — je trouve tout à fait intéressantes et remarquables les tentatives d'art de Descaves, je trouve qu'il est très intéressant de montrer des individus, ouvriers et prolétaires, qui, sans attendre l'entière organisation sociale par le prolétariat organisé, essaient de créer une petite colonie d'hommes libres et solidaires ; je trouve cela très intéressant ; je trouve que c'est un des symptômes de l'effervescence sociale qui commence à se manifester au théâtre ; mais je ne puis pas dire que ce soit une affirmation scénique du prolétariat organisé comme classe révolutionnaire.

Mais, remarquez, citoyens et camarades, qu'en ce sens l'œuvre de Descaves, l'œuvre de Mirbeau ne sont pas les seuls symptômes ; il y a bien des œuvres d'apparence bourgeoise — j'entends par là

qui n'ont pas de conclusion révolutionnaire explicite — qui aujourd'hui, par le seul fait que l'atmosphère est saturée de socialisme révolutionnaire prennent, peut-être sans la volonté de leur auteur, des conclusions révolutionnaires.

Ce qui me frappe, c'est qu'aujourd'hui les créateurs du théâtre, dans la critique qu'ils appliquent à la société bourgeoise, vont plus hardiment, plus profondément, plus cruellement jusqu'au fond même du mensonge. C'est ainsi par exemple que la critique faite des lois de l'Église et de la famille est beaucoup plus âpre, plus profonde, plus dissolvante, plus révolutionnaire dans l'œuvre de Paul Hervieu que dans celle d'Alexandre Dumas, et c'est ainsi que la simple étude des faits en apparence impartiale et objective que Brieux dans *la Robe Rouge* a faite de la magistrature ne laisse plus une miette de l'institution judiciaire. J'ignore quelles sont les pensées personnelles de Brieux, mais je dis qu'il a fait œuvre révolutionnaire, parce que la Révolution elle-même, à son insu, au moment où il mettait le scalpel dans la société, lui a poussé le bras pour qu'il l'enfonçât...

J'ai donc le droit de dire que sous cette forme variée, multiple, se prépare, en effet, une sorte de renouvellement socialiste du théâtre, et c'est ainsi

que par une poussée simultanée de toutes les forces, par le progrès de la classe ouvrière organisée, par l'orientation nouvelle de l'art, c'est ainsi que peu à peu tout converge vers la société nouvelle et c'est là notre force, camarades et amis, que malgré la division de la société en classes, notre idéal aujourd'hui soit si puissant, si vrai, si beau, qu'il réponde si pleinement à l'évolution économique et aux besoins de la conscience que nul aujourd'hui ne peut penser sans penser un peu avec nous, même ceux qui croient nous combattre.

Eh bien ! aidons à ce grand mouvement, en produisant, en pensant, en nous organisant, en essayant d'interpréter dans le silence, dans notre pensée, tous les phénomènes de la vie sociale et de la vie intellectuelle. Vous allez voir tout à l'heure, dans l'œuvre de Marsolleau portée ici, l'affirmation de la révolte. Oui, la révolte est une étape nécessaire du progrès dans la société humaine. Reclus, dans son livre : *Évolution et Révolution*, l'a marqué avec une force extrême. Il y a eu de longues périodes de l'existence humaine, quand la terre, mal cultivée, ne fournissait pas, en effet, assez de subsistances aux hommes, où la résignation était en quelque sorte une nécessité physiologique ; mais aujourd'hui, la résignation est chez ceux qui souffrent une survivance de cette période, car la terre pourrait

nourrir tous ceux qui vivent si la société était mieux organisée ; et, dès demain, il y a des plaies sociales, comme le chômage, qui pourraient disparaître, si la classe ouvrière était unanime dans sa révolte et en exigeait la disparition.

Il y a donc là, dans l'œuvre de Marsolleau, un ferment que nous pouvons et que nous devons retenir, et ainsi, saisissant toutes les forces de mouvement et de progrès, d'où qu'elles viennent, tous ensemble, citoyens et camarades, nous préparerons une société nouvelle, jusqu'au jour où l'humanité n'aura plus besoin de traduire sur la scène, sur les planches, les conflits ou les rêves de sa propre vie ; jusqu'au jour où tous les hommes seront assez libres, assez éduqués, assez conscients pour être à la fois les spectateurs et les acteurs du grand drame social et humain, où tous les hommes vivront une vie assez libérale et assez noble pour que parfois ils puissent s'arrêter à regarder la marche de l'humanité en travail et se réjouir de cette marche harmonieuse, comme de la plus belle des œuvres d'art, — mais celle-là, œuvre vivante, multiple, immense, qui se confondra avec l'humanité affranchie. *(Longs et vifs applaudissements. Cris répétés de : Vive Jaurès !)*

Le Gérant : Charles Péguy

Ce cahier a été composé par des ouvriers syndiqués

Imprimerie de Suresnes (G. Richard, administrateur), 9, rue du Pont.—3603

La rédaction et l'administration des cahiers sont installées 16, rue de la Sorbonne, au second.

M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, reçoit pour l'administration tous les jours de la semaine, le dimanche excepté, — le matin de dix à onze heures.

M. Charles Péguy, gérant des cahiers, reçoit pour la rédaction

le jeudi soir de deux heures à sept heures et de huit heures à dix heures.

Adresser à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, 16, rue de la Sorbonne, Paris, la correspondance d'administration : abonnements et réabonnements, rectifications et changements d'adresse, cahiers manquants, mandats, indication de nouveaux abonnés. N'oublier pas d'indiquer dans la correspondance le numéro de l'abonnement, comme il est inscrit sur l'étiquette, avant le nom.

Adresser à M. Charles Péguy, gérant des cahiers, 16, rue de la Sorbonne, Paris, la correspondance de rédaction et d'institution. Toute correspondance d'administration adressée à M. Péguy peut entraîner pour la réponse un retard considérable.

Nous prions instamment ceux de nos abonnés qui demeurent à Paris de vouloir bien venir nous voir, quand ils ont affaire à nous. La correspondance écrite est beaucoup plus onéreuse, moins commode et moins exacte que l'entretien le plus bref.

Nos collections de la première série sont à peu près épuisées. Il ne nous en reste guère que cinq ou six exemplaires complets. Nous les vendons au prix d'un abonnement. Nous ne les vendons qu'à nos nouveaux abonnés.

Nous tenons gratuitement à la disposition de nos abonnés la « Jeanne d'Arc » de Marcel et Pierre Baudouin. Ajouter un franc pour les frais d'envoi. Nous devons faire cet envoi à plusieurs de nos anciens abonnés. Nous le ferons aussitôt que notre nouvelle administration aura installé nos nouveaux envois.

Nous avons donné le bon à tirer après correction de ce troisième cahier le vendredi 21 décembre 1900.

TROISIÈME CAHIER DE LA DEUXIÈME SÉRIE

Cahiers de la Quinzaine

PARAISSANT PENDANT L'ANNÉE SCOLAIRE

PARIS

16, rue de la Sorbonne, au second

QUATRIÈME CAHIER DE LA DEUXIÈME SÉRIE

HUBERT LAGARDELLE

LES INTELLECTUELS
devant le socialisme

CAUSERIE

faite au GROUPE DES ÉTUDIANTS COLLECTIVISTES DE PARIS

LE 14 DÉCEMBRE 1900

CAHIERS DE LA QUINZAINE

PARIS

16, rue de la Sorbonne, au second

GROUPE DES ÉTUDIANTS COLLECTIVISTES DE PARIS

Fondé en 1893

Siège social : 23, rue de Pontoise (près le Square Monge)

AUX ÉTUDIANTS

Camarades,

Le socialisme est devenu dans l'évolution du monde moderne un facteur d'une importance trop considérable pour qu'aucun de vous veuille, systématiquement ou par négligence, continuer d'en ignorer les tendances.

Idéal moral, il doit rallier toutes les consciences qui, dans le désordre de la société actuelle et en présence de la faillite de l'idéal chrétien et du libéralisme bourgeois, cherchent à donner un sens nouveau, plus profond et plus élevé à la vie ;

Conception scientifique, il doit satisfaire tous les esprits anxieux de vérité, puisqu'il donne la clé du devenir moderne et qu'il constitue, à l'heure actuelle, étant la conclusion naturelle de l'évolution industrielle et démocratique de ce siècle, la *vérité historique* et la *vérité économique ;*

Parti de classe, enfin, il doit grouper tous les exploités de la société présente, aussi bien les intellectuels que les manuels, puisque le capitalisme a dégradé jusqu'à l'*état de marchandise* l'intelligence des uns, comme la force de travail des autres.

Camarades,

Pour ces trois raisons, *vous devez* connaître le socialisme et *vous devez* venir à nous. Vous trouverez dans le Groupe des Étudiants Collectivistes de Paris un milieu *sérieux* et *libre* d'études, de propagande et d'action, grâce auquel vous pourrez sortir de votre solitude intellectuelle, si dangereuse et si desséchante, et trouver l'occasion, en réalisant l'harmonieux équilibre de la pratique et de la théorie, de devenir des *hommes complets*. Bénéfice moral plus grand encore, vous acquerrez, au contact des ouvriers, le sens de la discipline et de la solidarité, en même temps que cette noble modestie où se reconnaissent vraiment tous ceux qui, participant à une œuvre *objective et collective*, ont vite fait de dépouiller toutes les illusions subjectives, sentimentales et mystiques, engendrées par l'orgueil, la vanité et l'égoïsme.

Le groupe, en effet, a pris part à toutes les manifestations de la vie socialiste et ouvrière : il adhère au parti socialiste organisé, dont il accepte le programme et la tactique, définis dans les congrès nationaux et internationaux et résumés par la formule : *Entente et action internationales des travailleurs, organisation politique et économique du prolétariat en parti de classe pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste.*

Largement ouvert à tous ceux qui reconnaissent ces principes, le groupe pense ainsi montrer que l'action commune n'exige pas l'*uniformité absolue* de pensée et qu'il n'y a pas, dans les nuances théoriques qui séparent les socialistes, d'obstacle invincible à l'Unité.

Paris, le 15 novembre 1900

Le Groupe des Étudiants Collectivistes

les intellectuels devant le socialisme

Les Cahiers de la Quinzaine sont édités par des souscriptions mensuelles régulières et par des souscriptions extraordinaires; la souscription ne confère aucune autorité sur la rédaction ni sur l'administration : ces fonctions demeurent libres.

Nous servons :

des abonnements de souscription à cent francs;
des abonnements ordinaires à vingt francs;
des abonnements de propagande à huit francs,
et des abonnements gratuits à deux francs.

Il va sans dire qu'il n'y a pas une seule différence de service entre ces différents abonnements. Nous voulons seulement que nos cahiers soient accessibles à tout le monde également.

Le prix de nos abonnements ordinaires est à peu près égal au prix de revient; le prix de nos abonnements de propagande est donc très sensiblement inférieur au prix de revient.

Nous servons jusqu'à présent plus de huit cents abonnements gratuits à plus de huit cents destinataires, pour la plupart instituteurs, destinataires dont les noms et adresses nous ont été donnés soit par nos correspondants, soit par les Journaux pour tous, œuvre à laquelle collaborent déjà la plupart de nos abonnés.

Nos abonnés peuvent nous aider

en acceptant les reçus que nous leur faisons présenter;

en souscrivant des souscriptions mensuelles régulières et des souscriptions extraordinaires;

en abonnant leurs amis et toutes personnes à qui ces cahiers conviendraient;

en nous donnant les noms et adresses des personnes à qui nous servirions utilement des abonnements éventuels ou des abonnements gratuits;

en nous envoyant des documents et renseignements.

Nous prions ceux de nos abonnés qui nous envoient des noms et adresses de vouloir bien prévenir eux-mêmes les personnes à qui, sur leur indication, nous envoyons les cahiers. Rien ne vaut la propagande et la présentation personnelle.

QUATRIÈME CAHIER DE LA DEUXIÈME SÉRIE

HUBERT LAGARDELLE

LES INTELLECTUELS
devant le socialisme

CAUSERIE

faite au GROUPE DES ÉTUDIANTS COLLECTIVISTES DE PARIS

LE 14 DÉCEMBRE 1900

137215
4.12.10

CAHIERS DE LA QUINZAINE

PARIS

16, rue de la Sorbonne, au second

Nous prions ceux de nos abonnés qui nous envoient des documents et des renseignements de vouloir bien écrire très lisiblement et d'un seul côté de la page. Quand leurs études sont d'ensemble et un peu longues, ils peuvent les rédiger. Mais toutes les fois qu'ils nous envoient des renseignements pour ainsi dire instantanés, mieux vaut nous écrire privément et laisser au citoyen rédacteur le soin d'exercer son métier.

La rédaction et l'administration des cahiers sont installées 16, rue de la Sorbonne, au second.

M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, reçoit pour l'administration tous les jours de la semaine, le dimanche excepté, — le matin de dix à onze heures.

M. Charles Péguy, gérant des cahiers, reçoit pour la rédaction

le jeudi soir de deux heures à sept heures et de huit heures à dix heures.

Adresser à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, 16, rue de la Sorbonne, Paris, la correspondance d'administration : abonnements et réabonnements, rectifications et changements d'adresse, cahiers manquants, mandats, indication de nouveaux abonnés. N'oublier pas d'indiquer dans la correspondance le numéro de l'abonnement, comme il est inscrit sur l'étiquette, avant le nom.

Adresser à M. Charles Péguy, gérant des cahiers, 16, rue de la Sorbonne, Paris, la correspondance de rédaction et d'institution. Toute correspondance d'administration adressée à M. Péguy peut entraîner pour la réponse un retard considérable.

Nous prions instamment ceux de nos abonnés qui demeurent à Paris de vouloir bien venir nous voir, quand ils ont affaire à nous. La correspondance écrite est beaucoup plus onéreuse, moins commode et moins exacte que l'entretien le plus bref.

Nos collections de la première série sont à peu près épuisées. Il ne nous en reste guère que cinq ou six exemplaires complets. Nous les vendons au prix d'un abonnement. Nous ne les vendons qu'à nos nouveaux abonnés.

Nous avons donné le bon à tirer après correction de ce quatrième cahier le vendredi 18 janvier 1901.

Camarades,

La question du rôle des intellectuels dans le socialisme n'est qu'une partie du problème général de la situation de la classe intellectuelle dans la société capitaliste. Si je limite aujourd'hui mes recherches à cette partie, c'est d'abord parce qu'il faudrait, avant de toucher au problème général de la condition des intellectuels, envisager le problème encore plus large de l'évolution des classes moyennes, dont lui-même il n'est qu'une part; — c'est ensuite parce que la fonction des intellectuels dans le mouvement socialiste n'a peut-être pas été jusqu'ici délimitée avec méthode et que je crois que nous devons tenter en ce sens un effort sérieux ; — c'est enfin parce que cette question s'est posée récemment en France, et avec quelle force, vous vous le rappelez.

Je n'ai pas besoin d'attirer spécialement votre attention sur ce dernier point. Vous savez que la

---

Nous avons laissé à nos explications la forme de la causerie, sous laquelle nous les avons d'abord présentées.

crise profonde qui a bouleversé les relations de notre vie nationale a fait affluer vers le socialisme, pour des raisons que nous tâcherons de déterminer tout à l'heure, un nombre croissant d'intellectuels. Et vous savez aussi avec quelle âpreté les « anciens » intellectuels de notre parti ont dénoncé la venue de ces hommes nouveaux comme une source de corruption pour le socialisme.

Si ce n'était là qu'une querelle intérieure d'intellectuels, nous pourrions les laisser entre eux. Mais, quelque inexacts que soient les termes où il a été formulé, le problème s'impose à nous comme ayant un intérêt général et une importance extérieure.

Les partis socialistes constitués dans les autres pays l'ont trouvé eux aussi, chacun à son heure, sur leur chemin. Et si la plupart d'entre eux, il est vrai, l'ont résolu empiriquement, selon les circonstances du moment, sans s'attarder à l'envisager méthodiquement, il ne s'en est pas moins imposé à eux. C'est ainsi, pour ne choisir qu'un exemple, que la question des appointements attribués aux « travailleurs intellectuels » qui sont au service du parti, tels que directeurs de journaux et de revues, journalistes, députés, employés de toute sorte, a préoccupé beaucoup nos camarades allemands. Si le problème aujourd'hui se pose avec tant d'acuité chez

nous, et sous une forme générale qu'il n'a revêtue ainsi nulle part ailleurs, c'est précisément parce qu'il tient à ce problème encore plus vaste, auquel j'ai fait allusion, de l'évolution des classes moyennes, et que ce plus vaste problème intéresse surtout la France, pays type de la petite bourgeoisie. Vous sentez bien, et nous reviendrons longuement sur ce point, que partout où existe un prolétariat nombreux et organisé, cette question n'a pas pu apparaître avec une telle netteté, parce que partout le mouvement socialiste a été assez puissant pour conserver sa pureté, à mesure que la classe lettrée lui a envoyé des recrues nouvelles. Il n'y a eu que des espèces particulières à régler, comme la fixation des traitements attribués aux intellectuels dans le parti allemand, et le problème n'a pas dû prendre ainsi le caractère d'un problème général. Au contraire, en France, la lenteur de l'évolution industrielle, le faible degré de concentration de la classe ouvrière, les divisions du parti socialiste, le développement rapide de la classe intellectuelle, ont fait se rencontrer les deux mouvements à un moment où le socialisme n'était pas prêt à subir sans danger le contact des intellectuels.

Vous voyez donc, camarades, sous quelle forme en un sens nouvelle parce qu'elle est totale se pose

à nous la question du rôle des intellectuels dans le socialisme. Vous vous rendez compte aussi que nos recherches, par leur nouveauté même, courent le risque de rester incomplètes, et peut-être infructueuses. Nous tâcherons au moins de dégager, si nous le pouvons, les termes du problème.

Nous envisagerons d'abord, avant la situation particulière qui concerne la France, la position générale de la question. Je veux dire que nous essaierons de déterminer ce qu'il convient d'entendre par socialisme et par intellectuels, de suivre séparément l'évolution de ces deux facteurs sociaux, et de rechercher les causes et les résultats de leur rencontre.

I

Il est nécessaire de rappeler brièvement les caractères spécifiques du mouvement socialiste, pour pouvoir déterminer ensuite les points de contact du socialisme et des intellectuels.

On peut dire qu'à l'observer historiquement, le socialisme apparaît comme un mouvement à deux degrés : mouvement *ouvrier*, au premier degré ; mouvement *humain*, au second degré. Que faut-il entendre par là ?

Il est, au premier degré, un mouvement ouvrier. Le prolétariat porte le mouvement socialiste, parce que le prolétariat est avant le mouvement socialiste le produit de l'évolution industrielle et du développement historique. L'avenir de la classe ouvrière se confond, en effet, avec le progrès de l'économie : il n'y a pas d'autre classe qui soit dans le sens de l'histoire.

Le prolétariat est aussi la seule classe qui se trouve en opposition *irréductible* d'intérêts avec la société capitaliste. Toutes les autres classes souffrantes peuvent — plus ou moins effectivement — entrer en composition avec l'ordre social actuel : il est orga-

niquement impossible que la classe ouvrière y ait une situation stable et une place commode. Le prolétariat, considéré comme classe, est constitutivement condamné, dans les cadres du régime capitaliste, à conserver son double rôle de classe productrice et de classe exploitée, sans possibilité d'émancipation. Quelques-uns de ses membres peuvent isolément s'affranchir : l'ensemble est rivé à la chaîne. La transformation sociale peut seule le libérer, qui substituera la propriété collective à la propriété individuelle des moyens de travail. C'est là le sens de la lutte de classe. Vous vous rappelez la parole de Marx : *c'est le mauvais côté de l'histoire qui fait l'histoire*. Il n'y a que les classes opprimées par un régime donné qui puissent le remplacer par un régime supérieur. C'est pourquoi, dans la société présente, le prolétariat seul est à l'état permanent de grâce révolutionnaire.

Il est aussi la seule force organique capable d'élaborer l'ordre nouveau. Si la classe ouvrière, la classe des producteurs, poursuit en définitive l'appropriation commune des instruments de production, fin proposée du mouvement socialiste, en attendant elle se prépare à son action future. Elle travaille et lutte pour modifier à son avantage les relations économiques, juridiques et politiques existantes, elle s'organise dans des groupements à caractère très parti-

culier, et elle crée des institutions nouvelles qui lui sont propres. Le prolétariat tend de plus en plus par là même à se différencier du régime actuel, et à former un État dans l'État capitaliste, un monde nouveau dans le monde bourgeois. C'est parce qu'il développe lentement dans son sein une organisation nouvelle, presque indépendante de l'organisation existante, et opposée à elle, c'est parce qu'en lui se créent peu à peu des formes supérieures de vie, des institutions économiques autonomes, des systèmes juridiques et moraux appropriés, adéquats, qu'il rend possible la formation de l'ordre socialiste. La classe ouvrière porte en elle *l'homme économique* nouveau et *l'homme moral* nouveau.

Voilà en quel sens le mouvement ouvrier est l'épine dorsale du mouvement socialiste. C'est à lui qu'il incombe historiquement de réaliser la fin poursuivie : il y a seul un intérêt majeur et il en est seul capable. Il est à la fois l'aboutissant de l'histoire et l'avenir de l'histoire.

J'ai tenu à rappeler que le socialisme moderne est *avant tout* un mouvement prolétarien, parce que ce fait est souvent méconnu. On considère parfois le socialisme comme le produit de conceptions philosophiques ou idéologiques, — ou encore comme le *développement progressif des institutions étatiques*. C'est une double erreur. Insistons d'autant

plus sur ce fait qu'il est travesti : que le socialisme ruine les systèmes d'idées et d'institutions existants, parce qu'il est essentiellement constitué par un ensemble d'idées, de sentiments et d'institutions qui sont propres à la classe ouvrière et qui s'opposent à tout ce qui existe.

Le mouvement socialiste est, au second degré, un mouvement humain. Le socialisme se justifie non seulement par des nécessités historiques, mais encore par des nécessités et par des obligations morales. Avec et par la classe ouvrière il émancipera l'humanité. La fin des classes sera la fin des luttes de classes. Par ses institutions particulières le prolétariat assurera le plein développement de la morale et de la justice.

Et en attendant il est, dans le présent, le représentant autorisé de la civilisation, de la culture, le défenseur né des faibles et des opprimés. La vieille Internationale déjà l'avait proclamé : ses traditions de justice ne sont pas mortes. En France, vous savez avec quel éclat la majorité des socialistes, soutenus par le socialisme international, sont intervenus dans l'affaire Dreyfus pour protéger des atteintes de la réaction les conquêtes de la démocratie républicaine, et sauvegarder les droits essentiels de la personne. En Allemagne,

vous avez vu avec quelle force la démocratie socialiste s'est dressée naguère pour protéger la liberté de l'art et de la science menacée par la loi Heinze, et empêcher, comme l'a dit Jaurès, que la patrie de Gœthe devînt la patrie d'Attila. En Italie, vous n'avez pas oublié avec quelle énergie les socialistes ont rappelé, par la plus inlassable des obstructions parlementaires, la bourgeoisie dirigeante au respect de la constitution, en même temps qu'ils poursuivaient dans le pays ces deux fléaux, la *camorra* et la *maffia*.

C'est par une telle attitude que le socialisme entraîne après lui toutes les consciences que révoltent le désordre, la laideur et l'injustice du régime capitaliste : de plus en plus, la classe ouvrière attire dans son cercle de transformation sociale les éléments sains de l'ordre bourgeois.

Elle a aussi avec elle tous les esprits qui, s'élevant au-dessus des intérêts de classe, constatent l'orientation socialiste de l'histoire, et la valeur scientifique de nos affirmations. Tous ceux qui ont quelque souci de comprendre leur temps, tous ceux qui veulent vraiment faire leur tâche d'homme et collaborer au mouvement des faits viennent au socialisme, et le socialisme les arrache au monde capitaliste.

II

Qu'entend-on par *intellectuels?* C'est une expression vague, dont il est difficile de préciser le contenu, parce qu'elle s'applique à des catégories disparates d'individus, qui ne comportent pas une définition commune. On comprend d'abord sous cette expression tous les gens qui ont une culture quelque peu développée, qui ont, si vous voulez, reçu un *enseignement secondaire* ou *supérieur,* et avant tout ceux qui exercent les professions libérales : avocats, juges, médecins, ingénieurs, professeurs, instituteurs, fonctionnaires, journalistes, écrivains, etc. — On y fait entrer ensuite les ouvriers d'art, les employés de bureau, etc., — en un mot tous ceux dont l'activité pratique est d'ordre spécialement cérébral : c'est en ce sens que le terme d'*intellectuel* s'oppose au terme de *manuel.*

Vous savez que cette distinction instituée entre travail manuel et travail intellectuel n'est fondée ni physiologiquement ni toujours expérimentalement. Dans le travail manuel, tout effort intellectuel ne disparaît pas, — et que de travaux dits intellectuels ne le sont guère ! Mais cette différenciation nous est

historiquement donnée par le développement de la production moderne. Marx a marqué ce processus : *La grande industrie mécanique*, dit-il, *active la séparation entre le travail manuel et les puissances intellectuelles de la production, qu'elle transforme en pouvoirs du capital sur le travail.* Cette séparation des travailleurs en intellectuels et en manuels a donc une valeur sociale qui s'impose à nous. Et tout à l'heure nous la retrouverons, comme l'a judicieusement fait observer Sorel, dans son *Avenir Socialiste des syndicats*, à la base de la hiérarchie contemporaine.

Vous pouvez donc apercevoir dès à présent que la caractéristique dominante des intellectuels, c'est l'hétérogénéité des groupements entre lesquels ils se subdivisent. L'avocat et l'ingénieur, le médecin et le professeur, le chimiste et le journaliste ont des intérêts professionnels et non des intérêts de classe. Kautsky, dans l'étude que vous connaissez sur *le Socialisme et les Carrières libérales*, publiée en français en 1895 par *le Devenir social*, en a fait très justement la remarque. Les intellectuels forment des catégories très différentes, des coteries à part, et ne sont unis dans ces subdivisions que par une sorte de lien corporatif. Et même dans chacune de ces catégories, les intérêts professionnels des individus sont loin d'être semblables. La situation d'un pauvre journa-

liste à 150 ou 200 francs par mois n'a rien de commun avec la situation d'un rédacteur en chef à 1000 ou 2000 francs d'appointements mensuels. Vous pouvez voir ainsi combien il est inexact de parler, au sens strictement social du mot, d'une *classe* des intellectuels. Une *classe* est une catégorie d'individus unis par des intérêts économiques et moraux à peu près homogènes. Ce qui caractérise une classe, c'est que la solidarité intérieure de ses membres a une base permanente, à la fois économique et morale. On peut dire : la classe des propriétaires fonciers, la classe des capitalistes, la classe des prolétaires, parce que ces catégories sociales s'appuient sur des phénomènes économiques déterminés et des intérêts constants : la rente et l'accroissement de la rente, le profit et l'augmentation du profit, le salaire et l'élévation du salaire. Rien de semblable du côté des intellectuels : ils ne forment pas un *bloc* et leurs luttes ne sont pas communes. Ils ne constituent pas une classe *pour eux-mêmes*, mais ils existent en fonction des autres classes. Ils s'accrochent, ils s'agrègent à elles, ils soutiennent leurs antagonismes, ils défendent leurs intérêts. Les intellectuels ne jouent qu'un rôle d'*auxiliaires*. C'est pour cette raison qu'ils ne sont unis par aucun lien effectif de solidarité, mais qu'il existe au contraire entre eux, plus furieusement que dans aucune autre classe, une

concurrence jalouse, une rivalité féroce, un esprit d'intrigues, une course aux places. Donc ce n'est que par un abus de mots que l'on dit : la *classe* des intellectuels. *Sous-classe* conviendrait davantage, ou mieux *hors-classe*.

Cette hétérogénéité de composition et d'intérêts donne à la classe des intellectuels une excessive instabilité. C'est une classe flottante. Elle oscille entre les autres classes, elle est en perpétuel tourbillonnement, et en cela elle a bien tous les caractères des classes moyennes. Ses membres sont rejetés tantôt vers le prolétariat, tantôt vers la bourgeoisie. Leur situation est particulièrement mobile.

Comment cette classe des intellectuels s'est-elle développée ? Quel a été son rôle historique ? Quelle est exactement sa situation présente ? C'est à ces questions que nous devons maintenant répondre.

Je n'ai pas à insister sur le rôle décisif joué par l'idéologie dans l'histoire. Je ne veux pas recommencer devant vous un débat qui pourrait durer longtemps. Engels, dans ses fameuses *lettres sur le matérialisme historique*, y a suffisamment insisté pour que tous ceux qui se réclament aujourd'hui plus ou moins du marxisme le reconnaissent pleinement avec lui. Les systèmes idéolo-

giques, en tant qu'ils traduisent des réalités économiques et sociales, sont un moteur puissant du mouvement historique. Nul ne conteste l'influence des systèmes juridiques et moraux qui ont été successivement l'œuvre des moines de l'Église au Moyen-Age, des légistes de la royauté, des idéologues de la Révolution Française.

L'influence de l'idéologie se retrouve partout : il n'y a que la condition des intellectuels qui ait changé. Aristocratique et privilégiée jadis, la classe lettrée a vu son indépendance diminuer à mesure que s'est développé le mode de production capitaliste. Il est facile de suivre cette évolution.

Au moment où la bourgeoisie ascendante est en train de ruiner les vieux cadres sociaux, et où elle prépare son avènement politique, les intellectuels ne sont pas attachés dans la société à une fonction spéciale, mais liés à son développement général. N'ayant pas d'intérêts économiques positifs, se trouvant au-dessus et en dehors des conflits sociaux, séparés de la classe bourgeoise par une foule d'intermédiaires, ils défendent les intérêts généraux de la société. Dans la lutte menée contre les forces existantes, ils représentent l'esprit critique. Leur rôle essentiel est de ruiner l'autorité qui est à la base de l'ancien régime. Ils dépassent par la pensée le moment historique où ils se trou-

vent, sans tenir compte des formes d'appropriation traditionnelles ou nouvelles : ils pressentent l'avenir historique, et par cela seul se trouvent singulièrement favoriser le triomphe de la bourgeoisie.

Mais une fois que la classe bourgeoise a conquis sa situation, les antagonismes s'accentuent entre la classe nouvellement triomphante, et ce que nous pouvons nommer la *compagnie* des intellectuels : les intermédiaires qui les séparaient se trouvant éliminés par l'évolution historique, la bourgeoisie et les intellectuels sont mis face à face. Les relations changent, et à mesure que les oppositions entre le capital et le travail s'accentuent, la classe intellectuelle devient de plus en plus dépendante de la classe bourgeoise. Débarrassée de ses autres préoccupations, la bourgeoisie se concentre toute sur ces oppositions de classes et cherche à les surmonter à son profit. Elle avait eu besoin de la classe lettrée pour asseoir sa domination, elle a besoin d'elle pour maintenir sa domination. Dans une certaine mesure, elle se débarrasse du soin de penser sur cette classe, et elle la développe prodigieusement. Des capacités techniques de toute sorte : ingénieurs, chimistes, agronomes, etc., sont créées à jet continu, selon les exigences croissantes de l'évolution industrielle. L'État se développe, l'administration publique et privée s'accroît, l'en-

seignement s'organise, le journalisme s'étend : autant de causes d'une évocation prodigieuse de forces intellectuelles, qui se traduit bientôt par une véritable *surproduction.*

Cette surproduction de capacités amène une baisse des salaires : traitements ou appointements. Le nombre des inoccupés, des déclassés, des ratés, des meurt-de-faim augmente sans cesse, la concurrence entre eux devient meurtrière. Alors commence à se former ce qu'on nomme un peu improprement *le prolétariat intellectuel.* Vous vous rappelez que nous avons plus haut signalé que le caractère du prolétaire est d'être fatalement lié, par les conditions mêmes de sa classe, à sa situation précaire et certainement misérable, sans la possibilité d'en sortir pour s'installer à demeure dans la société bourgeoise. Les inoccupés de la classe intellectuelle, eux, ne sont, au début, des prolétaires qu'en ce qu'ils sont inemployés. Ce qui, à cet égard, les caractérise et les distingue des véritables prolétaires, c'est qu'ils ne sont que momentanément dans cette situation : tout au moins ont-ils ou peuvent-ils avoir l'espérance de se relever.

Il est vrai que la classe bourgeoise accroît sans interruption la production de capacités techniques, si bien que le prolétariat intellectuel tend de plus

en plus à mériter son nom, parce qu'il se forme de plus en plus à l'état de classe stable. Les couches inférieures des intellectuels descendent à une position voisine de celle des prolétaires. Les traitements diminuent, les appointements tombent à un niveau de misère. Ce n'est plus seulement lorsqu'ils ne travaillent pas que ces intellectuels sont des prolétaires, c'est aussi — de plus en plus — lorsqu'ils travaillent.

Mais d'où sort cette classe nouvelle, que les exigences économiques, politiques, administratives de la vie sociale augmentent sans cesse ? Tout en s'accroissant par auto-recrutement, elle vient surtout de la petite bourgeoisie et des milieux paysans. C'est un phénomène que Kautsky a très nettement indiqué, dans l'article que je vous ai rappelé : *Il se forme une nouvelle classe très nombreuse, augmentant sans interruption et dont l'accroissement peut, dans certaines circonstances, compenser les pertes que la décadence de la petite industrie et du petit commerce font subir à la classe moyenne.* Vous savez combien les paysans et les petits bourgeois poussent leurs fils vers les petites situations, médiocres mais stables. Et cette cause venant se joindre à celle que nous avons déjà indiquée, vous voyez avec quelle rapidité se développe la classe des intellectuels.

Si nous essayons donc de situer la classe intellectuelle dans le système de la production capitaliste, nous nous rendons compte qu'elle n'est pas liée directement à la division de la société en classes, mais bien au système lui-même, considéré dans son ensemble. Ce n'est qu'indirectement, par suite du développement économique, qu'elle tend de plus en plus à prendre place dans le cadre général des classes.

Cette situation lui a donné une psychologie particulière. Et c'est cette psychologie, commune à la plupart des intellectuels, qui permet surtout de les réunir dans une même catégorie. La classe lettrée, la *classe pensante*, par cela seul qu'elle reçoit une éducation privilégiée et une instruction supérieure, se figure facilement qu'elle est indépendante des conflits sociaux, qu'elle représente seule l'intérêt général de la société, qu'elle constitue une *aristocratie intellectuelle*. La plupart des intellectuels méprisent plus ou moins les ouvriers manuels, et se croient sans peine les plus aptes à tout comprendre, les plus capables de tout gouverner, les plus dignes de tout diriger. Le travail aux ouvriers, le pouvoir aux *gens cultivés !* C'est ainsi qu'ils entendent la *hiérarchie sociale*. N'est-ce pas un publiciste français, M. Henry Bérenger, qui, dans un livre symptoma-

tique autant que prétentieux : *L'Aristocratie intellectuelle,* a posé la candidature des intellectuels à la dictature du monde ?

Ils ont pour eux, en quelque mesure, la tradition. L'État a été jusqu'ici plus ou moins entre leurs mains. Ils ont gouverné pour le compte d'autres classes, mais ils ont gouverné. La puissance publique appartient en somme aux professionnels de la politique. Ce sont de redoutables parasites, qui mettent la nation en coupes réglées. L'exemple est engageant !

Mais laissons provisoirement ces considérations psychologiques. Nous avons essayé de déterminer les deux termes du problème que nous nous sommes proposé : nous savons ce que nous entendons par *socialisme* et par *intellectuels.* Nous connaissons l'évolution de ces deux facteurs sociaux. Comment se rencontrent-ils et que résulte-t-il de leur combinaison ?

III

Il est facile de comprendre comment à un moment donné les intellectuels allaient pénétrer dans le socialisme. Le double caractère de notre mouvement, son caractère prolétarien et son caractère à la fois idéaliste et scientifique étaient les deux issues naturelles par lesquelles ils devaient forcément passer.

Une partie du *prolétariat intellectuel* est venue au mouvement socialiste parce que *prolétariat.* Il est certain que les techniciens : ingénieurs, chimistes, agronomes, qui, sur le marché, vendent à bas prix leur force de travail intellectuel, et aussi qui sont en contact direct avec le milieu industriel et la classe ouvrière, ont pu arriver, dans une certaine mesure, à sentir la communauté d'intérêts qui les attache de plus en plus au prolétariat. La conscience de classe doit s'éveiller en eux sans difficulté, parce que la vie pratique, les conditions réelles de la production moderne sont la dure école où ils sont élevés. Ils peuvent se reconnaître les frères de misère

des travailleurs manuels, parce que leurs fonctions dans l'œuvre de la production sont du même ordre, sinon du même degré, et parce que c'est le même engrenage économique qui les broie tous deux. La même solidarité *réelle* les lie dans la lutte contre la classe capitaliste et dans la poursuite de l'appropriation commune des instruments de travail. Ils forment la partie saine du prolétariat intellectuel.

A côté d'eux est la tourbe des diplômés sans emploi, des déclassés, des ratés, des aigris, des arrivistes déçus, de tous ceux dont n'a pas voulu la société bourgeoise, et qui se jettent vers le mouvement nouveau parce qu'il est plein d'aventures et d'imprévu, parce qu'il est l'avenir, la force montante de demain. Ceux-là n'apportent pas avec eux, n'apportent pas en eux la moindre parcelle de conscience de classe : ils viennent chercher dans le socialisme ce qu'ils n'ont pu trouver ailleurs, des positions, des places, des emplois. Ils traînent dans notre mouvement leur mentalité peu prolétarienne et peu socialiste, dont ils ne peuvent pas, dont ils n'essaient pas de se défaire : ils n'ont pas perdu les vastes espoirs de domination qu'avait fait naître en eux l'éducation privilégiée, l'instruction bourgeoise, l'émulation concurrentielle. Tels que le monde capitaliste les a vomis, tels aussi le mouvement socialiste les reçoit. Ils ne sont que des déchets.

Si la conscience de classe ou l'intérêt personnel poussent dans le socialisme la partie des intellectuels qui tend à se prolétariser de plus en plus, d'autres motifs d'action déterminent à venir au mouvement de transformation sociale d'autres catégories d'intellectuels.

Le sentimentalisme, la pitié pour les exploités, la charité, la sympathie, l'idéalisme, le sentiment ou la passion de la justice, toutes les raisons, tous les motifs d'ordre moral éveillent dans la conscience de beaucoup de vagues sympathies ou de précis attachements pour le prolétariat socialiste. Ils veulent, sans avoir bien compris la portée réelle de notre mouvement, lui donner la force de leur adhésion. Dans les rangs de la bourgeoisie officielle croissent en nombre chaque jour ces *sympathiques au socialisme.*

Le sport, la mode ont aussi amené des recrues au mouvement socialiste. C'est un mouvement nouveau, curieux, qui entraîne tout le monde : on y court !

Les cerveaux malades, les inventeurs méconnus, les découvreurs de plans de société, les pharmaciens sociaux, les mystiques, tous ceux que trouble le prodigieux désordre de notre société, tous se sentent plus ou moins attirés vers un mouvement qui doit changer le monde !

Il y a là-dessus d'Engels une page pénétrante : dans ses *Contributions à l'Histoire du Christianisme primitif,* il rappelle combien, à cet égard, l'histoire de ce christianisme primitif présente de ressemblances avec le mouvement ouvrier moderne. Permettez-moi de vous la relire : « Et ainsi que vers le parti ouvrier de tous les pays affluent tous les éléments n'ayant plus rien à espérer du monde officiel, ou qui y sont brûlés — tels que les adversaires de la vaccination, les végétariens, les antivivisectionnistes, les partisans de la méthode des simples, les prédicateurs des congrégations dissidentes dont les ouailles ont pris le large, les auteurs de nouvelles théories sur l'origine du monde, les inventeurs malheureux ou ratés, les victimes de réels ou d'imaginaires passe-droits, les imbéciles honnêtes et les imposteurs malhonnêtes, — il en allait de même chez les chrétiens. Tous les éléments que le procès de dissolution de l'ancien monde avait libérés, étaient attirés, les uns après les autres, dans le cercle d'attraction du christianisme, l'unique élément qui résistait à cette dissolution. » C'est ainsi que le mouvement socialiste porte tout avec lui, des scories et des rebuts.

Mais à côté de ces éléments troubles ou incertains, la classe lettrée a fourni et fournit au socialisme

ses forces intellectuelles les plus pures. La science et le prolétariat se pénètrent. L'un et l'autre, par des voies différentes, aboutissent aux mêmes conclusions. Dans le *Manifeste des Communistes,* Marx avait déjà fait remarquer que le prolétariat absorbe en lui *cette partie des idéologues bourgeois parvenue à l'intelligence théorique du mouvement historique*. Par la pensée scientifique se retrouvent toutes les affirmations naturellement sorties du mouvement ouvrier. Les conceptions que les conditions matérielles de la vie introduisent dans les consciences prolétariennes sont les mêmes que celles que font naître dans les esprits scientifiques l'observation et la recherche. Les ouvriers, parce qu'ils en souffrent, les penseurs socialistes, parce qu'ils la découvrent, arrivent à une perception également nette de l'évolution sociale moderne.

La valeur de l'adhésion de tels éléments intellectuels au mouvement ouvrier est indéniable. Sans doute l'exemple de Marx, de Engels, de Lassalle, ne se répète pas tous les jours. Pourtant, à leur suite, sont venus au socialisme de nombreux et brillants esprits, qui, pour n'avoir pas leur ampleur, ont du moins rendu à la pensée socialiste les plus éminents services. La conquête de ces intellectuels d'élite est en quelque sorte le rachat du danger de l'arrivisme.

Il va sans dire que ces divers mobiles et ces diverses raisons d'adhérer au socialisme se mêlent dans la réalité. Un prolétaire intellectuel peut avoir été déterminé par des motifs scientifiques, et il est possible que l'intérêt personnel ou le sentimentalisme ou la mode ou la conscience de l'évolution historique se rencontrent dans le même individu.

La différenciation des mobiles que nous avons essayée a eu pour utilité de faciliter l'analyse psychologique et de déterminer plus exactement quels sont les éléments complexes que la classe des intellectuels fournit au socialisme.

IV

Ces éléments complexes étant donnés, quel rôle jouent-ils dans l'organisation et dans la direction du mouvement socialiste? C'est là le problème que nous nous sommes posé.

Il convient de considérer, pour le résoudre, les diverses phases de l'évolution socialiste. Selon les moments, suivant le degré de force et de cohésion du mouvement et de l'organisation, ce rôle a varié.

Prenons le mouvement socialiste contemporain au moment où il se forme, où il opère son premier *passage de l'utopie à la science*, où il abandonne ses conceptions aprioristiques pour atteindre à une connaissance de plus en plus exacte des conditions réelles du développement historique. A cette phase initiale, que nous pouvons placer avant et vers 1848, la manière utopique de voir subsiste encore fortement. L'organisation de la classe ouvrière commence à peine, l'évolution de la société capitaliste est imparfaitement connue, et les constructions purement idéologiques dominent le mouvement. On assiste à cette floraison de systèmes com-

munistes, les plans de société abondent, l'imagination des réformateurs sociaux se donne libre carrière. Tous ces théoriciens viennent de la classe intellectuelle, et bien que la plupart soient des hommes de génie, ils n'en apportent pas moins à la classe ouvrière des systèmes fabriqués par eux en dehors d'elle.

Je ne veux diminuer aucun de ces créateurs de systèmes, mais leur caractéristique commune, c'est que tous se placent à un point de vue subjectif pour reconstruire le monde. Leur point de vue est supra-social. Ils se représentent la société comme un objet extérieur, qu'il est possible de modifier selon un plan préalable ou d'approprier à une fin préconçue.

Ces socialistes venus de la classe lettrée agissent sous des impulsions diverses. Les Saint-Simoniens, par exemple, comme l'a fait remarquer justement Sorel, se soucient peu du développement *autonome* des classes ouvrières. Ils proposent simplement une nouvelle *hiérarchie sociale* fondée sur la prétendue supériorité des *capacités* intellectuelles, lesquelles doivent fournir les directeurs et les fonctionnaires du nouvel ordre de choses. D'autres sont simplement désespérés par les inégalités sociales, vouent une haine à mort au régime bourgeois : ils annoncent les blanquistes. D'autres encore, plus doux et plus sen-

timentaux, rappellent nos Fabiens actuels. Il y en a aussi qui, fatigués de toute autorité, se révoltent, et constituent les précurseurs de l'anarchie. Mais tous ces membres de la classe intellectuelle tendent à subordonner à leur théorie personnelle le mouvement de transformation sociale. C'est du dehors que les théories communistes ou autres viennent à la classe ouvrière. Le témoignage de l'ancien ouvrier et sénateur Corbon, quelques réserves qu'on puisse faire, est précieux à ce sujet. Dans son livre si curieux : *Le Secret du Peuple de Paris* (1865) il signale ce fait décisif que sous la monarchie de Juillet, c'est de la bourgeoisie que sont sortis la plupart des propagateurs du communisme : « Je dois faire remarquer, dit-il, que toutes ces tendances [communistes] n'étaient pas, tant s'en faut, le fruit de l'esprit populaire, et qu'il est fort douteux qu'elles se fussent accusées avec quelque énergie en l'absence d'excitations venues du dehors. J'ai assez bien connu le monde communiste, j'ai pu suivre la filière de l'idée; j'ai observé de près le travail d'initiation et de propagande; et l'on me croira quand je dirai que ni les initiateurs ni les propagandistes n'étaient de la classe ouvrière. »

Le rôle des idéologues dans la première phase du mouvement socialiste contemporain a donc été de lui fournir des systèmes et des théories,

qui n'ont pas été sans influence sur son développement. Ils ont de plus dirigé contre le régime capitaliste la plus décisive des critiques. Et de même que, dans la période précédente, leurs devanciers avaient battu en brèche le principe d'autorité, et préparé ainsi l'ascension de la classe bourgeoise, de même ils ont ruiné le principe de propriété, et déblayé ainsi la voie où devait s'engager le prolétariat.

Cette phase a duré assez longtemps, mais le mouvement a fini par la dépasser — chez nous, seulement bien après la Commune — et la phase qui lui succède est caractérisée par le commencement de l'organisation socialiste et de la constitution d'un *parti politique* de classe distinct. Le socialisme devient une force croissante, vers lui se tournent de nombreuses espérances, le prolétariat intellectuel est en voie de formation, et c'est alors que l'on constate, pendant toute la durée de cette deuxième phase d'une organisation qui se cherche, en même temps que la venue d'éléments précieux, l'invasion des déclassés de la bourgeoisie dans le socialisme. La lutte politique semble spécialement faite pour ces intellectuels, pour toutes ces médiocrités bavardes et bruyantes, aptes à jeter de la poudre aux yeux des masses, capables de manier tant bien que mal

un langage abstrait éblouissant, et prêts à parler de tout sans rien savoir. La pénétration des socialistes dans le Parlement, la conquête des municipalités, la création de journaux du parti : autant de raisons pour que les intellectuels en quête d'une situation se jettent en masse dans le socialisme. Vous connaissez la phrase fameuse de Marx sur tout ce prolétariat intellectuel, ces « avocats sans causes, ces médecins sans malades et sans science, ces étudiants de billard, ces commis-voyageurs et autres employés de commerce, et principalement ces journalistes de la petite presse ».

Les intérêts de tous ces intellectuels se trouvent ainsi en contradiction avec les intérêts de la classe ouvrière. Ils ont besoin de l'extension de l'organisme politique, de *la machinerie de l'État*, où ils pourront trouver fonctions et sinécures. Le prolétariat, au contraire, tend à développer ses institutions économiques particulières, et les progrès du *socialisme d'État*, créant à ses dépens des situations aux intellectuels, vont en sens inverse de son évolution.

Ce qui favorise, au surplus, le succès de ces derniers intellectuels, c'est que le mouvement, dans cette phase, est divisé en fractions rivales, à la tête desquelles se trouvent des chefs puissants. Ces chefs ont besoin d'une clientèle, et ce sont natu-

rellement ces intellectuels déclassés qui la leur fournissent.

Il faut dire que d'habitude les chefs valent singulièrement mieux que les parasites qui leur font cortège. Leurs hautes qualités personnelles, le rayonnement de leur action, la puissance de leur parole, leur dévouement au socialisme, les élèvent d'ordinaire au-dessus des courtisans qui se servent d'eux tout autant qu'ils les servent.

Ces chefs eux-mêmes sont, non pas tous, mais la plupart, des intellectuels qui veulent plier à leur conception propre le mouvement. Ils ne rappellent que d'assez loin ceux que nous avons trouvés dans la première phase du socialisme, car ils sont plus près du prolétariat. Mais ils se placent peu cependant au point de vue de la classe ouvrière luttant comme classe : ils considèrent plutôt le prolétariat comme un instrument commode pour arriver au socialisme. Ils n'ont pas du mouvement ouvrier la conception que je vous ai exposée plus haut, et qui résulte du développement autonome de la classe prolétarienne. Ils rêvent d'établir le socialisme par une dictature plus ou moins impersonnelle, qui imposerait par la force la conception particulière qu'ils se font du socialisme.

Vous vous rendez facilement compte du résultat.

Le mouvement socialiste tend à se couper en deux catégories d'éléments contradictoires, et à reproduire la subdivision même des classes de la société bourgeoise : en haut, une aristocratie de meneurs, avec des intérêts particuliers et une mentalité spéciale ; en bas, la classe ouvrière, se laissant plus ou moins conduire — ou se développant isolément d'une façon autonome.

Cette opposition apparaît à première vue, et les conséquences qu'elle produit vous sont connues. Les meneurs ne sont nullement préoccupés d'éveiller la pleine conscience du prolétariat. Les théoriciens, qui considèrent que le mouvement socialiste est fait pour réaliser leur conception propre par l'intermédiaire du prolétariat, trouvent inutile de s'attarder à une éducation et à une organisation complètes de la classe ouvrière. La masse n'a qu'à se laisser conduire par ses chefs et la minorité consciente qu'ils ont groupée autour d'eux : elle doit avoir confiance, et son bonheur sera fait par elle, sans elle ou malgré elle. Quant aux simples politiciens, ils ont des préoccupations moins doctrinales : ils ne tiennent pas à subir de contrôle, ne veulent dépendre que d'eux-mêmes, et sont en quête de places. Bien intentionné ou intéressé, le mépris de la masse est donc, la plupart du temps, au fond de l'action des intellectuels.

Quant à la masse ouvrière, une partie accepte, durant cette seconde période, cette domination de gens qui lui en imposent par leur langage et par leur audace. C'est Proudhon qui, dans sa *Capacité politique des Classes Ouvrières* — un des plus beaux livres de chevet du prolétariat — a remarqué combien la classe ouvrière se défait difficilement du respect des prétendues *capacités : Ceux qui jadis étaient ses maîtres*, dit-il, *qui ont conservé sur elle le privilège des professions appelées* libérales, *auxquelles il serait temps d'ôter leur nom, lui semblent toujours avoir trente centimètres de plus que les autres hommes*. C'est bien cela ! L'habileté à manier des idées prétendues générales — à ce point qu'elles ne signifient plus rien, — les quelques formules et les vagues souvenirs littéraires qu'on débite avec emphase, tout cela est de nature à faire illusion à des esprits qui n'ont que des compétences professionnelles et limitées à leur milieu.

Mais au moins quelle influence l'action des intellectuels — et je parle de tous, des politiciens d'aventure comme des théoriciens respectables — exerce-t-elle sur les éléments ouvriers pleinement conscients du mouvement ? Elle provoque une réaction contre les intellectuels en général, et contre l'action politique en particulier. C'est l'origine du *manuellisme* et du *syndicalisme antiparlementaire*.

Le manuellisme est l'exagération d'un sentiment de légitime défiance à l'égard d'arrivistes sans scrupules ou de chefs autoritaires. Sa forme brutale : exclusion des intellectuels de toute représentation du parti, n'est en rien défendable, sans nul doute. Mais il faut avouer que, se produisant à un moment d'organisation insuffisante où l'on ne peut sérieusement contrôler et conduire les intellectuels, il a un fond de vérité incontestable.

L'antiparlementarisme des syndicalistes a la même origine. S'il est dirigé contre l'action politique en général, c'est parce que la forme spéciale qu'ils en ont sous les yeux est défectueuse : elle néglige la masse, ne tient pas compte du prolétariat, et donne à une poignée d'hommes venus d'autres classes, avec des mentalités nullement ouvrières et des intérêts opposés à ceux du prolétariat, la direction du mouvement. Ici encore, la réaction contre l'action politique — réaction qui d'ailleurs n'est pas spéciale à la classe ouvrière, car elle se produit aussi dans d'autres classes, et pour les mêmes raisons d'inorganisation — est évidemment exagérée, mais elle est fondée.

De toutes les observations qui précèdent, remarquez bien que je ne tire pas de condamnation à l'égard des intellectuels. Je ne conteste pas qu'ils

ne soient dans cette seconde période utiles en quelque manière au mouvement. J'indique seulement leur psychologie et leur rôle dans cette phase. Il est évident, vous le comprenez, que si cette période devait trop durer, le danger serait grave. Mais, heureusement, elle annonce et produit une phase supérieure, que nous allons analyser.

A cette troisième phase correspond la forme organique du mouvement socialiste, telle que j'ai essayé de la décrire, il y a quelques instants : un mouvement autonome de la classe ouvrière, arrivant à la pleine capacité politique et administrative, et développant dans son sein des institutions économiques et des systèmes juridiques et moraux nouveaux.

C'est la phase de l'organisation unitaire du socialisme. Un seul organisme englobe tous les éléments les plus divers. C'est un vaste groupement collectif qui se mène lui-même, en ce sens qu'il se sent le maître de ses destinées, et qu'il est capable de tenir en main ses délégués et ses représentants. La classe ouvrière se conduit comme une *personne libre*, ne recevant son impulsion que d'elle-même.

Un phénomène nouveau s'est produit : le prolétariat organisé a tiré de son propre milieu les *capacités* qui s'y sont lentement créées. Par une sorte de

sélection, les ouvriers les plus capables, les plus conscients ont acquis une importance et une autorité décisives. Ils contrebalancent l'influence des intellectuels et la modèrent. Ces représentants naturels de la classe ouvrière forment une catégorie nouvelle : *les intellectuels du prolétariat.*

Je ne prétends pas d'ailleurs que ces *intellectuels du prolétariat,* ainsi sélectionnés, soient eux-mêmes moins à contrôler que les intellectuels de la bourgeoisie. Nous savons que parfois les ouvriers qui émergent au-dessus de leur classe ont des mentalités de *parvenus*, et qu'eux aussi peuvent devenir des chefs despotiques et autoritaires. Mais je veux dire simplement que le fait seul de leur apparition prouve un degré de maturité et d'organisation de la classe ouvrière suffisant pour qu'aucune sorte de *chefs*, pris hors du prolétariat ou dans le prolétariat, ne puissent s'imposer à elle.

La division du travail s'établit naturellement à l'intérieur de l'organisme socialiste. Les intellectuels — théoriciens ou politiciens — cessent d'être dangereux et ne sont plus qu'utiles. Ils ont des tâches déterminées et qui leur sont plus spécialement propres, la politique par exemple, mais ils se trouvent en dehors des institutions proprement ouvrières. Ils sont impuissants à nuire au groupement collectif, parce que ce dernier ne le leur permettrait

pas. Il a de ses intérêts une conscience suffisante pour les faire respecter. Rappelez-vous ce que nous disait Anseele, il y a quelques mois, dans sa lumineuse conférence sur *la Coopération et le Socialisme :* « En Belgique, nous avons avec nous des intellectuels pleins de talent. — Eh bien, ces intellectuels pleins de talent, d'enthousiasme et de foi sincère, ne peuvent au milieu de nous que faire du bien. Et s'ils voulaient faire du mal, la conscience de la classe ouvrière organisée les en empêcherait en vingt-quatre heures de temps. » Tout est là. Quand il existe un organisme capable de les tenir en main, les intellectuels rendent au socialisme les plus grands services. En quoi et comment ?

Tout groupement collectif crée une conscience collective. Ce qu'on appelle la *conscience de classe* n'est que la conscience collective de ce groupement à base prolétarienne que constitue l'organisation socialiste. La défense des intérêts communs et particuliers à la classe ouvrière, la protection contre toute modification imposée du dehors à la nature du groupement, ce sont là les garanties que donne une bonne conscience de classe. D'autant plus que le groupement socialiste est ou doit être le plus parfait des groupements démocratiques. C'est la masse qui a ou doit avoir le premier et le dernier

mot. Dans cet organisme, le contrôle des *représentants* ou *délégués* est rigoureux. Les intellectuels sont ainsi sous la dépendance stricte du mouvement ouvrier, qu'ils ne peuvent corrompre. Journalistes, ils sont à sa solde, députés, à son service, propagandistes, à ses ordres.

Dans une organisation solide, par conséquent, les intellectuels à qui incombe une fonction quelconque ne sont que les *employés* du parti. C'est la pratique constante de toutes les organisations fortement constituées. Voyez la démocratie socialiste allemande. « Les intellectuels en Allemagne, dit très justement Sorel, entrent dans le parti socialiste comme *employés* et non comme *chefs*. » Et Kautsky, dans l'étude que je vous ai citée, ne peut pas concevoir autrement le rôle des intellectuels dans le mouvement : il constate qu'ils sont *au service du parti*, et il trouve parfaitement inutile de se poser la question que nous voulons résoudre ce soir.

C'est ainsi qu'apparaît dans tout parti organisé le rôle des intellectuels dans le parti socialiste. Autant la classe ouvrière doit rester elle-même dans ses institutions économiques propres et se préserver de toute intrusion étrangère, autant elle peut trouver dans les intellectuels d'utiles fonctionnaires et de précieux auxiliaires sur tous

les autres terrains de son action. S'il y a danger, d'une façon générale, à ce que les intellectuels portent leur activité et leur mentalité dans les organisations purement ouvrières, s'ils sont incompétents pour tout ce qui touche à la vie économique du prolétariat, du moins sont-ils capables d'être des journalistes, des propagandistes, des députés. Ils y sont parfaitement préparés par leur éducation : c'est leur métier d'écrire, de parler, de représenter quelque chose, de se mettre au service d'un parti. Tout le problème consiste, une fois encore, à ce qu'il y ait une organisation assez puissante pour les contrôler et les diriger. Leur fonction est d'être des délégués, des porte-parole, des phonographes des vœux et des décisions du mouvement prolétarien. Il importe peu que leur intérêt personnel les pousse : ils ne peuvent nuire au parti, qui se conduit lui-même en pleine conscience et maturité de classe. Bien au contraire : comme le parti croît et se développe, il a besoin d'un personnel politique, journalistique, etc..., toujours plus nombreux, et c'est dans les rangs des intellectuels qu'il peut le rencontrer.

Ces intellectuels ainsi *employés* par le parti, comment le parti les traite-t-il, matériellement? Cela a son importance! Nous sommes dans une organisation démocratique, ouvrière, où les divi-

sions de la hiérarchie bourgeoise, fondées sur la fausse supériorité des intellectuels, ne doivent pas se retrouver. La loi générale qui tend à s'établir c'est que les appointements ne doivent être ni *excessifs* ni *trop inégaux*. Le critérium pris par nos camarades allemands, selon Kautsky, c'est *une vie de bourgeois modeste*. Vous n'avez pas oublié que la Commune rémunéra ses fonctionnaires, quel que fût leur rang, d'une façon à peu près égale. Son plus haut traitement fut de 6,000 francs !

Et quant au rôle de théoriciens, que jouent principalement les intellectuels attachés au socialisme par des raisons scientifiques, il peut seulement s'exercer pleinement au sein d'un mouvement organique des masses ouvrières. Qu'est-ce à dire ?

Il faut préciser ce qu'en l'espèce nous devons entendre par théorie socialiste. Il ne peut pas s'agir des problèmes d'ordre purement scientifique, de ce que les Allemands appellent les *questions de docteurs*. Ces recherches sont du domaine propre des intellectuels, et elles reviennent à eux seuls, dans notre parti comme partout ailleurs. Je désigne par théorie toute conception de l'action socialiste, c'est-à-dire du but final et des moyens pratiques. J'ai marqué tout à l'heure que, dans les périodes

d'organisation commençante ou attardée du prolétariat socialiste, la théorie était le résultat de points de vue personnels aux théoriciens, et qu'elle n'avait ainsi qu'une valeur subjective. Dans un mouvement de masses fortement constitué, la théorie est forcée de revêtir une valeur objective. Elle traduit le sentiment des masses, elle est la résultante du mouvement, elle se dégage des divers courants de la classe ouvrière mis en présence et combinés ensemble.

Aussi le rôle du théoricien change-t-il singulièrement. Il ne s'agit plus d'imposer au prolétariat un plan d'action conçu en dehors de lui, mais de l'aider à dégager lui-même ses propres conceptions. Le travail de la pensée, avec ses lois et ses méthodes, est le travail propre aux intellectuels. Les facultés d'analyse, de synthèse, d'abstraction, de généralisation, nécessaires à toutes les combinaisons de l'esprit, ils les ont seuls acquises. Même les *intellectuels du prolétariat* sont inhabiles à ramener à des formules générales les résultats du mouvement et à préciser les lignes directrices de l'action socialiste. Le prolétariat fournit les éléments de la théorie aux intellectuels, qui la mettent en œuvre. Et de quelle façon? L'agitateur socialiste renseigne la classe ouvrière sur son propre pouvoir, sur les conditions de la lutte ; il fait le départ de ce qui est accessoire

et de ce qui est essentiel, élimine le particulier et retient le général. En un mot, il cherche la formule la plus compréhensive des revendications qui s'imposent aujourd'hui à la classe ouvrière et qu'a déterminées l'évolution économique, et il rejette toutes celles qui ne sont pas dans le sens du mouvement historique et du but socialiste. Il fournit au prolétariat sa propre doctrine. Il fait œuvre de *légiste*.

Je ne voudrais pas vous lasser de citations. Mais laissez-moi vous rappeler que c'est ainsi que Marx a compris le rôle du théoricien socialiste. Vous connaissez la résolution de l'Internationale, votée sous son inspiration au congrès de Genève : *Le devoir de l'Association Internationale des Travailleurs consiste à mettre en rapport les uns avec les autres les mouvements spontanés des classes ouvrières ; à les généraliser et à leur donner une unité ; mais non pas à leur dicter et à leur imposer des systèmes doctrinaires quels qu'ils soient.* Je sais, comme bien vous pensez, que Marx ne doit pas être considéré comme la loi et les prophètes. Cependant il est curieux de connaître l'opinion d'un théoricien de cette importance sur le rôle même du théoricien, surtout lorsque cette conception a été sanctionnée par l'Internationale à ses débuts. Pour Marx, ce qui importe tout d'abord, c'est la réunion des éléments

divers qui composent la classe ouvrière, le groupement total des membres du prolétariat militant. Cette unité d'organisation une fois réalisée, l'œuvre du théoricien est d'en extraire les revendications communes et de les synthétiser.

Le prolétariat socialiste a donc besoin des intellectuels. Ils peuvent élaborer avec lui le meilleur de sa pensée et concourir à une partie toujours grandissante de sa tâche. Mais il faut pour cela que le prolétariat soit uni. Ainsi sont évitées les corruptions et les déviations qui ne manquent pas de se produire toutes les fois que les intellectuels pénètrent dans un mouvement inorganique. Ils apportent avec eux leurs ambitions, leurs façons de penser idéologiques, leurs points de vue petit bourgeois et antiprolétariens. Dans un mouvement général de classe, au contraire, ils sont absorbés par la masse, instruits par elle, transformés par elle, assimilés par elle.

C'est ce qui explique comment le socialisme devient de plus en plus réaliste, c'est-à-dire plus préoccupé des conditions réelles de la lutte, et moins hypnotisé par le cataclysme final. Tant que les intellectuels sont les directeurs exclusifs du mouvement, nous sommes en plein dans l'utopie. Nous allons au contraire vers la science, c'est-à-dire vers la con-

science des nécessités de l'action pratique, à mesure que l'influence des intellectuels de la classe bourgeoise devient moins personnelle et que le développement des institutions économiques de la classe ouvrière donne naissance aux *intellectuels du prolétariat*.

V

Nous avons examiné l'aspect général de notre question. Mais c'est en France que le problème a été posé : c'est pour le socialisme français qu'il nous faut maintenant l'envisager.

L'état du mouvement en France correspond à la seconde phase de l'évolution socialiste telle que nous l'avons décrite. Nous en sommes encore à la période de fractionnement et de division de notre parti. Il est exact, comme on l'a signalé, que l'affluence d'intellectuels dans le socialisme puisse devenir un danger. Si le *manuellisme* a, d'ailleurs, disparu de notre mouvement, le *syndicalisme antiparlementaire* rencontre, parmi les militants ouvriers, de nombreux adeptes.

En quoi y a-t-il péril? Les points de vue personnels des chefs des fractions rivales s'imposent trop encore à la masse, qui, n'étant pas réunie dans un organisme collectif, ne peut dégager sa pensée commune. Le personnalisme domine tout. Le mouvement socialiste, sous l'influence d'individualités en lutte, s'attarde dans un émiettement stérile.

Le fameux prolétariat intellectuel trouve dans ce désordre un élément de vie. Il profite, d'abord, de l'absence de tout contrôle de la masse et agit en pleine fantaisie. Les fractions, dans le combat qu'elles mènent les unes contre les autres, risquent ensuite d'être forcées d'accepter toutes sortes d'éléments douteux, qui, quoique sans valeur ni moralité, peuvent leur rendre des services. Il est possible qu'elles soient amenées à couvrir ces intellectuels parasites, à dissimuler les agissements de cette clientèle, par crainte de se déconsidérer elles-mêmes dans des divulgations compromettantes. La division socialiste est une prime à l'envahissement du parti par les éléments contestables du prolétariat intellectuel.

Mais ce qui, plus encore que le fractionnement du parti socialiste, favorise, en France, la pénétration de toutes sortes d'intellectuels dans le socialisme, c'est son caractère essentiellement politique. La présence de Millerand au ministère n'a fait que déchaîner, sans nul doute, bien des convoitises latentes et des espérances contenues. Depuis que le socialisme grandissait, beaucoup de regards se tournaient vers lui, comme vers le parti de l'avenir. La participation d'un socialiste au pouvoir a fait lâcher bride à toutes les ambitions.

Du côté des intellectuels, tout les a poussés à se

diriger vers le socialisme. La croissance prodigieuse de la classe lettrée, l'impossibilité de satisfaire tous les désirs éveillés ont créé tout un monde de déclassés et de mécontents, avides de places et impatients d'emplois. Nulle part, au monde, il n'y a tant de diplômes et de parchemins distribués, tant d'aspirants fonctionnaires, médecins, avocats, professeurs, journalistes, etc... que dans notre pays.

La situation incertaine des classes moyennes et le prestige exercé par les positions dites libérales ont provoqué, autant que l'évolution politique et économique, cette surproduction d'intellectuels.

Tous ces intellectuels se portent naturellement du côté de la politique, qui mène à tout. Spécialement en France, ils y sont prédisposés. La plupart ont reçu exclusivement l'éducation gréco-latine, faite pour des hommes de loisir et non pour la vie moderne. Ils en ont retenu quelques idées générales et beaucoup de lieux communs. Produits de cette éducation purement idéologique, qui va à l'encontre des nécessités de la production moderne, ils restent inutilisables par la vie pratique. La politique les reçoit tous, et le socialisme — en partage avec les mouvements de mécontentement, comme l'antisémitisme — en recueille une notable partie.

Le socialisme en prend d'autant plus que la décomposition des vieux partis démocratiques, sur-

tout du parti radical et du parti radical-socialiste, ont encouragé singulièrement la venue au socialisme des professionnels de la politique. Le vent est au socialisme : qui n'est pas socialiste ?

Enfin, à côté des éléments politiciens, d'autres éléments, meilleurs mais souvent tout aussi inconscients, sont rejetés tous les jours plus nombreux dans le mouvement socialiste par l'immoralité et le désordre de la société bourgeoise. L'Affaire Dreyfus a fait au socialisme de notables recrues : ce sont pour la plupart de très purs idéologues, qui n'ont des rapports sociaux que des notions vagues ou fausses, et qui se placent souvent à un point de vue uniquement idéaliste. C'est là sans nul doute un témoignage profond de la puissance d'attraction du socialisme, qui entraîne ainsi dans son cercle d'action les éléments les plus nobles de la classe intellectuelle. Mais ces éléments ont besoin d'être assimilés par le mouvement, et ils constitueraient un danger s'ils pouvaient prendre les premières places.

Beaucoup d'entre eux ont des tendances à se figurer, en effet, qu'avant leur arrivée, le socialisme était incomplet. Leur hâte de bâtir à son usage — *ad usum Delphini* — des morales supérieures, des philosophies inédites et des cosmogonies nouvelles ne semble pas connaître de trêve. Il faut les prier

de revenir de leur erreur au plus vite. Le prolétariat a un fonds de richesses inépuisables : il donne beaucoup et prend peu.

Que les philosophes restent des philosophes *tout court*, sans devenir des *philosophes socialistes*. Que les artistes restent des artistes *tout court*, sans devenir des *artistes socialistes*. La philosophie et l'art sont un, et le socialisme un autre. Le mouvement ouvrier ne peut qu'accueillir avec joie les philosophes et les artistes qui viennent à lui, mais en tant que socialistes, et non en tant que philosophes et artistes.

Le péril se présente donc sous trois formes que l'influence mal équilibrée des intellectuels ne manquerait pas de faire courir au socialisme français : la domination persistante de chefs rêvant d'imposer leur système, l'invasion de politiciens, la corruption des idées socialistes par des idées étrangères.

Pour utiliser toutes les forces intellectuelles qui lui sont venues, les diriger toutes vers l'ordre socialiste, le socialisme français doit hâter son unité d'organisation. Tant qu'il n'aura pas concentré le prolétariat français et ses diverses tendances dans les mêmes cadres de vie, il sera livré, comme une proie facile, à toutes les ambitions, les plus nobles comme les plus basses.

C'est donc dans l'unification du parti socialiste que se trouve la solution de la question que nous nous sommes posée. Les intellectuels ne joueront de rôle efficace dans notre mouvement que le jour où le mouvement les incorporera à lui. Alors les théoriciens seront utiles et non dangereux et les ambitions personnelles seront canalisées dans l'intérêt du parti.

Ce qui constitue aujourd'hui le danger fera la puissance du socialisme. Jamais notre mouvement n'a eu tant besoin des forces vives de la pensée ; il va falloir, à mesure que s'étend le domaine de son action pratique, qu'il ait à sa disposition des *spécialistes* compétents, qui le renseigneront sur toutes les questions qui exigent des connaissances techniques. La classe intellectuelle peut lui fournir ces *spécialistes*, comme elle lui donne déjà ses savants. Pour le surplus, le prolétariat prendra lui-même dans son sein les meilleurs de ses membres capables de diriger l'action spécifiquement prolétarienne.

VI

Mais, camarades, tout en espérant que l'unification de notre parti imposera bientôt aux intellectuels qui viendront prendre place dans ses rangs le rôle qui leur convient, il est un point sur lequel l'action des groupes d'étudiants socialistes — comme le *Groupe des Étudiants collectivistes de Paris* — peut se porter efficacement. Il faut que la propagande menée dans les milieux universitaires revête le moins possible la forme d'un appel aux *intérêts* des étudiants.

Les étudiants n'ont aucun *intérêt* de classe, en tant qu'étudiants, qui les puisse pousser vers le socialisme. Leur intérêt, c'est d'*étudier :* ils ne sont pas entrés encore dans la vie, et ce n'est que du jour où ils ne seront plus étudiants que les rapports de classe s'imposeront à eux. Alors ils se placeront forcément dans les cadres sociaux : les uns — parmi lesquels peut-être beaucoup d'étudiants pauvres d'aujourd'hui — iront se souder à la bourgeoisie, les autres — parmi lesquels peut-être beaucoup d'étudiants riches ou aisés d'aujourd'hui —

tomberont dans le prolétariat intellectuel. Ils n'ont d'intérêts de classe que dans l'avenir, non dans le présent. Et ces intérêts futurs sont à la vérité trop incertains pour qu'ils puissent, en ce moment, déterminer chez eux le problème de la conduite.

Si bien qu'à invoquer leur intérêt, ce n'est pas leur *intérêt de classe* qu'on risque d'éveiller, mais leur *intérêt personnel*. Et alors voyez quel danger ! C'est recruter *à l'avance* pour le socialisme toute une clique d'arrivistes sans scrupules et d'aventuriers de la pire espèce. Dire aux étudiants pour les amener au socialisme que c'est leur intérêt qui les y oblige, c'est leur dire qu'il y a toute une série de situations politiques, administratives, économiques, etc.... qui les attendent. Développer ainsi ces ambitions prématurées, c'est les inviter à déserter leurs études pour la politique.

Il est une propagande plus haute et plus sûre. C'est celle qui consiste à leur donner la conscience du développement historique, à ruiner dans leur esprit les vieilles méthodes de penser, à leur montrer la rencontre du prolétariat et de la science. Par là peuvent se conquérir les intelligences désintéressées, les consciences avides de raison et de vérité. Rappelez-vous les déclarations d'Enrico Ferri, au récent *Congrès international des Étudiants et*

Anciens Étudiants Socialistes. Vous n'avez pas oublié avec quelle vigueur il a exposé les résultats de sa longue expérience de professeur. Par la simple préparation des esprits, par la seule prédisposition des consciences, accomplies par une méthode d'enseignement purement scientifique, les conclusions socialistes s'imposent d'elles-mêmes aux intelligences qui veulent s'appliquer à l'étude des rapports sociaux.

Je sais pourtant que ce sont plus souvent par des raisons d'ordre moral ou de simple enthousiasme que les étudiants sont gagnés au socialisme. L'idéalisme de leur jeunesse les pousse plus peut-être au premier abord que la conscience scientifique. Mais il n'y a rien là de contradictoire. Il faut susciter et nourrir ces élans de sentimentalisme, car ils sont la voie préparatoire aux adhésions réfléchies, le terrain qui portera les convictions raisonnées. C'est le point de départ, qui permettra d'atteindre au point d'arrivée.

C'est bien ainsi d'ailleurs qu'a compris la propagande socialiste dans les milieux universitaires le dernier *Congrès des Étudiants et Anciens Étudiants Socialistes*, en votant la déclaration dont vous vous souvenez : « Le Congrès considère que, tout en faisant appel aux intérêts de classe des

futurs prolétaires intellectuels, la propagande socialiste dans les milieux universitaires doit s'adresser plus particulièrement à l'esprit scientifique, aux sentiments moraux et aux aspirations démocratiques des étudiants. »

Si je rappelle cette décision, c'est parce qu'elle traduit une évolution heureuse des groupements d'étudiants socialistes. Les Congrès précédents faisaient appel aux prétendus intérêts de classe des étudiants pauvres plutôt qu'à leur conscience et à leurs sentiments. Il faut se féliciter que les étudiants socialistes d'aujourd'hui aient reconnu le danger de l'appel aux intérêts : c'est un réconfortant présage d'avenir. Puisse-t-il signifier que parmi les intellectuels qui pénétreront demain dans le parti, ils seront nombreux ceux qui auront de leur rôle une juste notion !

VII

Camarades, nous avons ainsi esquissé le rôle des intellectuels dans le socialisme. Pour un mouvement inorganique, ils sont un danger; pour un parti unifié, ils sont une force. Leur tâche consiste à servir le prolétariat dans la lente formation de ses institutions autonomes et de ses systèmes d'idées particuliers. Auxiliaires de la classe ouvrière, ils doivent subordonner leur mentalité à sa mentalité. Étrangers en général au processus de la production, ils ne peuvent avoir qu'un rôle secondaire dans l'œuvre d'émancipation du prolétariat.

Comme je vous l'ai dit au début, notre problème a été très circonscrit. Nous n'avons eu à nous occuper que d'une face du problème général de la situation des intellectuels dans la société capitaliste. Et nous n'avons envisagé que les intellectuels socialistes, et, parmi eux, ceux-là seulement qui entrent délibérément dans l'action.

Vous le voyez, il reste à poser et à résoudre bien

d'autres problèmes. La situation de la classe intellectuelle est imparfaitement connue, parce que difficile — ou peut-être impossible — à déterminer. Seuls les *techniciens* peuvent être utilisés par la production moderne. Voilà ce qu'on peut affirmer en toute certitude. Les autres ne semblent pas devoir exercer en propre de tâche spécifique. Dans un livre célèbre, qui vient d'être traduit en français : *La Question Sociale au point de vue philosophique,* le professeur Ludwig Stein reproche au socialisme de n'avoir pas résolu d'une façon positive le problème du prolétariat intellectuel. Que va-t-on faire, dit-il, de cette masse grandissante de chômeurs du travail intellectuel, de cette armée de réserve croissante? Qui organisera leur droit au travail?

Je ne sais dans quelle mesure le socialisme peut s'occuper d'éléments aussi inutilisables par le développement économique. Que faire des avocats sans places, des médecins sans malades, des notaires sans étude, des bohèmes errants de la littérature et de l'art ? En France, on a proposé de les envoyer aux colonies ou de créer à leur profit des entreprises d'État. On s'est préoccupé aussi de modifier les programmes d'enseignement afin de créer des *capacités* plus conformes à l'évolution industrielle. Le professeur Stein voit le remède dans le dévelop-

pement indéfini du *Socialisme d'État*, qui permettrait de distribuer sans compter places et fonctions aux inoccupés de la classe intellectuelle !

Je ne nie pas l'importance du problème. Mais remarquez que les solutions proposées, qui satisferaient sans nul doute les intellectuels sans emploi, vont précisément à l'encontre du mouvement ouvrier, comme je vous l'ai déjà signalé. Le socialisme d'État est tout le contraire du développement autonome du prolétariat. Comment le socialisme pourra-t-il s'occuper de catégories sociales dont les intérêts sont si opposés aux siens ? Et est-ce bien à lui, qui représente les intérêts de la production, à trouver des débouchés aux intellectuels inemployés ? Les techniciens le regardent, mais les avocats ?

Sans compter que la division artificielle entre travail intellectuel et travail manuel disparaîtra par le triomphe du socialisme ! Les parasites seront éliminés, il n'y aura plus que des travailleurs et du travail productif.

Mais cela nous entraînerait trop loin. J'ai tenu en finissant à vous signaler la portée du problème. Il est de ceux sur qui le socialisme doit se prononcer. La solution que nous avons tâché de donner au problème partiel, peut fournir une première contribution à la solution du problème général.

Et peut-être estimerez-vous que nous sommes arrivés à un résultat, et que nous pouvons donner comme conclusion à nos recherches cette formule : Dans le socialisme, les intellectuels ne peuvent *servir* qu'à titre d'*employés* ou de *légistes*.

Par exception nous mettons ce cahier dans le commerce. Nous le vendons un franc. Pour la propagande nous en vendons

douze exemplaires pour huit francs,
vingt exemplaires pour douze francs,
cinquante exemplaires pour vingt-cinq francs,
et cent exemplaires pour quarante francs.

Pour ceux de nos abonnés qui ne sont pas encore abonnés au Mouvement Socialiste nous sommes heureux de reproduire ici l'article probe et juste que Lagardelle a publié dans le Mouvement du premier janvier. Qu'on accepte ou non la conclusion de cet article, toute la partie d'inventaire historique est inattaquable.

L'AMNISTIE ET LES SOCIALISTES

Le ministère Méline avait dit : Il n'y a *pas* d'Affaire Dreyfus. Le ministère Waldeck-Rousseau vient de prononcer : Il n'y a *plus* d'Affaire Dreyfus. Dos à dos, le général Mercier et le colonel Picquart, Esterhazy et Zola se trouvent ainsi renvoyés : les uns et les autres ont été « amnistiés », les uns d'avoir commis des crimes, les autres de les avoir dénoncés.

Pour les socialistes qui ont pris part à l'Affaire Dreyfus, l'amnistie est une faillite. Le but par eux poursuivi n'a pas été atteint, qui consistait à démonter pièce à pièce tout le mécanisme intérieur de l'Affaire, à découvrir jusqu'au bout les grands chefs militaires compromis, pour retourner ensuite contre le militarisme, par des exemples vivants que la foule simpliste n'oublie jamais, leurs scandales et leurs hontes.

Qu'on s'en souvienne : c'est sur ce point précis que les socialistes se sont divisés. Guesde, Vaillant et leurs amis ont condamné toute intervention

directe et personnelle du parti socialiste, se réservant uniquement de tirer du conflit engagé la morale appropriée. Tandis que Jaurès et la grande majorité du socialisme français, forts de l'appui moral du socialisme international, se sont portés au secours des éléments bourgeois libéraux, pour donner à l'Affaire son plein développement et la pousser jusqu'à ses conséquences dernières.

Or il n'y a eu que le côté purement individuel de l'Affaire qui ait reçu sa solution : le côté social en vient d'être obscurci à jamais par l'amnistie. Les bourgeois libéraux ont le droit de se déclarer contents, puisque, par l'effet de la grâce présidentielle, l'injustice individuelle qui les a si violemment émus a cessé. Mais les socialistes, qui, par la punition des auteurs responsables du crime, voulaient discréditer l'armée, et empêcher le retour d'aussi abominables violations des garanties juridiques et des droits de la personne humaine, ont moins de sujets de satisfaction. Non seulement l'éducation de la masse par des faits éclatants n'a pas été faite, non seulement la haine du militarisme ne s'est pas imprimée dans le cerveau de la foule par la chute d'un général Mercier criminel et factieux, mais encore l'effet contraire sera produit : la conscience morale de la masse sera troublée, elle se trouvera désorientée, elle ne comprendra pas pourquoi on a mis *au*

même niveau et les accusateurs et les accusés, alors que toute la *vérité* et toute la *justice* lui avaient été solennellement promises.

L'histoire a d'étranges ironies. C'est le même ministère, produit paradoxal d'une heure de trouble, dont l'unique mission devait être — comme le remarquait Bebel, dans sa réponse à la Consultation Internationale, — la « liquidation de l'Affaire dans le sens de la justice et de la loi », qui réédite aujourd'hui l'antique politique de Ponce-Pilate, et se lave les mains. Et de cette contradiction inouïe, bien peu, parmi les socialistes engagés dans l'Affaire Dreyfus, paraissent s'émouvoir.

On a invoqué les « nécessités politiques ». L'immortelle Raison d'État, avec son cortège d'hypocrisies et de mensonges, est réapparue. Il semblait que l'Affaire Dreyfus dût la tuer, et c'est elle qui tue l'Affaire Dreyfus. Ce sont des raisons de « haute politique gouvernementale » qui ont fait voter l'amnistie.

Le ministère a voulu consolider sa popularité hésitante, et rassurer, par l'apaisement légal, la petite bourgeoisie française apeurée. Il est incontestable que cette petite bourgeoisie — le gros du pays — veut la paix et le repos. Son état normal est l'inquiétude mais son aspiration constante est le calme.

L'incertitude de sa situation économique la tourmente. Craintive, elle s'affole à toute crise, et appelle à cor et à cri un « gouvernement fort », capable de ramener la paix propice à ses affaires chancelantes. M. Waldeck-Rousseau a voulu lui donner ce « gouvernement fort ».

A ce désir de satisfaire des besoins incontestables de tranquillité, s'est ajoutée la crainte de mécontenter davantage l'armée par la poursuite des grands chefs militaires coupables, et aussi de la trop discréditer. Dans ce pays d'hystérie patriotique, l'armée est, malgré tout, l'idole sainte, « l'espoir des revanches futures ». Tous les démocrates bourgeois élevés à l'école gambettiste : « Pensons-y toujours, mais n'en parlons jamais », ont été effrayés des conséquences qu'allait engendrer l'évolution normale de l'Affaire Dreyfus. M. Waldeck-Rousseau était tout désigné pour arrêter le courant, — ainsi que Millerand, qui reprocha jadis éloquemment à M. Méline de laisser en toute impunité attaquer l'armée !

Le gouvernement a espéré aussi enlever tout aliment de vie au nationalisme, du moins au nationalisme tapageur de la rue et des démonstrations populaires, qui ne vit que de démagogie et de confusion. Il a cru en finir avec l'agitation césarienne, d'autant plus qu'il laissait rêver sur la terre espa-

gnole, loin du pavé parisien, Déroulède et ses compagnons d'exil.

Toutes ces raisons expliquent l'attitude du ministère si elles ne l'excusent. On comprend bien aussi la conduite des radicaux et des modérés de gouvernement qui l'ont suivi, et dont il servait parfaitement les intérêts électoraux. Mais comment nos camarades socialistes de la Chambre se sont-ils presque tous trouvés d'accord pour voter l'amnistie?

Pour des raisons évidemment contraires. L'attitude du ministère a produit entre les deux fractions du groupe parlementaire socialiste un chassé-croisé qui ne manque pas de piquant, au bout duquel toutes deux se sont rencontrées en parfaite harmonie. La fraction antiministérielle était aussi « l'antidreyfusiste », tandis que la ministérielle était la « dreyfusiste ». La première a fait passer son « antidreyfusisme » avant son antiministérialisme, et a soutenu le ministère qui mettait fin à l'Affaire exécrée, en même temps qu'il amnistiait les faits de grèves. La seconde a opéré une évolution inverse : elle a subordonné son « dreyfusisme » à son ministérialisme, et est restée fidèle au gouvernement. D'une façon générale, par suite des attaques de la droite et des nationalistes à la Lasies ou à la Méline, les socialistes ont senti que la situation

politique était grave et que la réaction allait tout tenter pour mettre le ministère en mauvaise posture.

Pris par les préoccupations parlementaires, ils ont cédé à la volonté ministérielle. Et c'est ainsi que dans la presse comme au Parlement, ceux de nos camarades qui ont joué dans l'Affaire Dreyfus un rôle glorieux, ont opéré soudain une volte-face déconcertante, oubliant leur admirable attitude d'hier pour ne se souvenir que des contingences politiques du moment. On a invoqué le projet de loi sur les Associations et tous les autres projets dont le ministère Waldeck-Rousseau est le père plus ou moins heureux ! Mais quelles que soient les merveilles entrevues — dont la réalisation est d'ailleurs incertaine — rien n'effacera le déplorable effet moral produit par l'amnistie, ni le discrédit qui s'y rattache.

Quoi qu'il en soit des raisons d'ordre politique qui expliquent la défaite des socialistes engagés dans l'Affaire Dreyfus, il n'y en a pas moins eu défaite. C'est d'ailleurs naïf de croire que l'Affaire Dreyfus va finir, parce que M. Waldeck-Rousseau, faisant violence à une Chambre facile, l'a voulu ainsi : toutes les affaires Cuignet et autres qui peuvent surgir n'en rouvriront pas moins le débat, qui ne restera défi-

nitivement clos que pour les Mercier et semblables du Paty de Clam. Pas davantage, ne sera « apaisée » la fièvre chronique qui agite le monde de la petite bourgeoisie : son inquiétude a des causes moins momentanées et plus profondes. Enfin par cela seul que le nationalisme extravagant n'aura plus ni d'anciens scandales à exploiter, ni son barde Déroulède à applaudir, il ne s'ensuit pas que le nationalisme autrement dangereux de Méline ni la démagogie patriotique des partis radicaux et radicaux-socialistes soient à jamais anéantis.

On a donc été vaincu. Nous laissons de côté tous les résultats indirects de cette prodigieuse Affaire, qui a si fortement mis à nu les conditions politiques et sociales de la France actuelle. Ces résultats ne sont l'œuvre de personne : ils se sont naturellement produits. Mais pour ce qui relevait de notre action spécifiquement propre, c'est un échec que nous avons subi. Les éléments bourgeois libéraux ont seuls triomphé : ils ont conquis le pouvoir, et ils veulent le garder. Effrayés des conséquences révolutionnaires que portait en elle l'Affaire, ils ont préparé son avortement, au moment précis où, ayant cessé de leur être utile, elle devenait dangereuse. M. Cornély, du *Figaro*, nous avait depuis longtemps avertis de ce qui nous arrive.

Et quant aux socialistes mêlés à l'Affaire, s'ils ont

été battus c'est par leur propre faiblesse. Privés du concours de ceux qui ont suivi Guesde et Vaillant, ils ont été impuissants à résister à leurs alliés bourgeois, qui les ont absorbés. De plus, ils se sont laissé paralyser par l'obsession ministérielle, et ont tout oublié devant la fragilité d'un gouvernement peu solide.

L'amnistie a ainsi une double signification : elle prouve d'abord que la bourgeoisie libérale en France est moins démocratique et plus réactionnaire qu'on ne pouvait le supposer ; elle montre, ensuite, que le socialisme, en l'état actuel de désorganisation, n'est pas une force sociale décisive, qui puisse influencer les événements dans son sens propre. Et si les éléments d'extrême-droite ne s'étaient pas trouvés isolés des éléments d'extrême-gauche, peut-être que les intrigues parlementaires et les exigences momentanées de la politique n'auraient pas eu raison du grand élan donné au début de l'Affaire.

De quelque côté que l'on se tourne, quelque point qu'on envisage, on retrouve toujours plus impérieuse la nécessité de l'unité prochaine. Pendant que les uns exagèrent leur point de vue révolutionnaire, voilà que les autres se laissent fasciner par la question ministérielle. C'est de ce dernier côté que pourrait venir le danger : l'intransigeance

n'a qu'un temps — la vie en vient toujours à bout — tandis que l'opportunisme est un chemin glissant.

Marx a parlé quelque part du *crétinisme parlementaire*. C'est à propos de cet extraordinaire Parlement de Francfort, où la bourgeoisie radicale allemande se suicida si lamentablement. Crétinisme parlementaire que Marx définit ainsi : « Maladie qui fait pénétrer dans ses infortunées victimes la conviction solennelle que le monde entier, son histoire et son avenir, est gouverné et déterminé par une majorité de votes dans le corps particulier qui a l'honneur de les compter parmi ses membres ; et que tout ce qui se passe au dehors des murs de leur Chambre n'est rien, comparé aux événements incommensurables pivotant sur l'importante question, quelle qu'elle soit, qui, en un moment précis, occupe l'attention de la Haute Assemblée. » Il ne faudrait pourtant pas en arriver là, et réduire à de pauvres combinaisons politiques la large action socialiste.

De la défaite que nous venons de subir se dégage cette conclusion : le socialisme ne triomphera que s'il reste fidèle à lui-même.

Nous sommes heureux d'annoncer à nos abonnés que le sixième cahier sera le Danton de Romain Rolland.

Ce drame a été représenté pour la seconde fois le dimanche 30 décembre par les soins du Théâtre-Civique. Jaurès a parlé avant la représentation. Nous avons fait sténographier sa conférence et nous la publierons dans le septième cahier.

Nous publierons dans le prochain cahier le premier courrier que notre ami Lionel Landry nous a envoyé de Chine.

A Jaurès, auteur des Preuves, nous proposerons, dans le même cahier, une sérieuse contribution à la continuation de ces Preuves.

Le Gérant : CHARLES PÉGUY

Ce cahier a été composé par des ouvriers syndiqués

IMPRIMERIE DE SURESNES (G. RICHARD, administrateur), 9, rue du Pont.—3817

GROUPE DES ÉTUDIANTS COLLECTIVISTES DE PARIS

Siège Social : 23, rue de Pontoise
(PRÈS LE SQUARE MONGE)

PUBLICATIONS DU GROUPE

Publié par le Groupe seul

JEAN JAURÈS..... / PAUL LAFARGUE	L'Idéalisme et le Matérialisme dans la conception de l'histoire	40 centimes
GABRIEL DEVILLE	L'État et le Socialisme.....	25 centimes
GEORGES PLEKHANOFF	Anarchisme et Socialisme..... (Épuisé)	30 centimes

A la Librairie Giard et Brière

ÉMILE VANDERVELDE.	La Question agraire en Belgique (Épuisé)	20 centimes

Dans la Bibliothèque du « Mouvement Socialiste »

ÉMILE VANDERVELDE.	Les Villes Tentaculaires.....	15 centimes
JEAN JAURÈS.....	Bernstein et l'Évolution de la Méthode Socialiste	20 centimes

A la Librairie G. Jacques

ÉMILE VANDERVELDE.	Socialisme et Collectivisme....	20 centimes

POUR PARAITRE INCESSAMMENT

A la Librairie G. Jacques

ENRICO FERRI.....	Évolution économique et Évolution sociale.....	15 centimes

Compte Rendu Analytique du Troisième Congrès International des Étudiants et anciens Étudiants Socialistes, tenu à Paris les 20, 21 et 22 septembre 1900, suivi des divers rapports présentés au Congrès...

Publié en commun avec le « Théâtre Civique »

JEAN JAURÈS..... ...	L'Art et le Socialisme.....	10 centimes

N.-B. — En outre, les Conférences suivantes du Groupe ont paru :

A. MILLERAND : L'Évolution Socialiste, dans *la Revue Socialiste* de juillet 1895.

ÉMILE VANDERVELDE : Le Cinquantenaire du Manifeste du Parti Communiste, dans *la Revue Socialiste* de mars 1898.

FRANCIS DE PRESSENSÉ : L'Angleterre et le Transvaal, dans *le Mouvement Socialiste* du 15 janvier et du 1er février 1900.

A paru indépendamment du Groupe, dans la bibliothèque du *Mouvement Socialiste*, à la librairie Bellais, 17, rue Cujas, Paris.

JEAN JAURÈS.....	l'Unité Socialiste.....	5 centimes

Lire le premier et le quinze de chaque mois

Le Mouvement Socialiste

REVUE BI-MENSUELLE INTERNATIONALE

FRANCE : *Paris*, 17, rue Cujas. — *Téléphone* : 801.04

BELGIQUE : *Bruxelles*, 14, rue du Béguinage

Direction : **HUBERT LAGARDELLE**

Administration : Société Nouvelle de Librairie et d'Édition

RÉDACTION

COMITÉ POUR LA FRANCE :

PAUL DRAMAS, PAUL FAUCONNET, GEORGES FAUQUET
PHILIPPE LANDRIEU,
MARCEL MAUSS, LOUIS RÉVELIN, J. RIVIÈRE

Secrétaire : **JEAN LONGUET**

COMITÉ POUR LA BELGIQUE :

CHARLES GHEUDE, MAX HALLET, EDMOND HASEN
ÉMILE VANDERVELDE

Secrétaire : **GASTON VANDERMEEREN**

CORRESPONDANTS POUR LES AUTRES PAYS :

Allemagne : **KARL MEYER** (Berlin) ; **ADOLF BRAUN** (Nuremberg)
Alsace-Lorraine : **G. WEILL** (Strasbourg)
Angleterre : **MARY MACPHERSON** ; **H. QUELCH** (Londres)
Autriche : **RUDOLF HILFERDING**, **LÉON SZÉMÉRÉ** (Vienne)
Danemark : **NINA BANG** (Copenhague)
Espagne : **PABLO IGLESIAS** (Madrid)
États-Unis : **A. M. SIMONS** (Chicago)
Finlande : **J. DECK** (Helsingfors)
Hollande : **W.-H. VLIEGEN**
Italie : **A. SCHIAVI** (Rome)
Russie : **NIKTO**
Serbie : **POPOVITCH**
Suisse : **OTTO LANG** (Zürich)

PRIX DU NUMÉRO

France et Belgique	» 40	Autres Pays	» 50

PRIX DE L'ABONNEMENT

France et Belgique	Un an 8 »	Six mois	4 »
Autres Pays	— 10 »	—	5 »

CINQUIÈME CAHIER DE LA DEUXIÈME SÉRIE

où il y a des renseignements
et des avis de l'administration

Cahiers de la Quinzaine

ÉDITIONS DES CAHIERS
PARIS
16, rue de la Sorbonne, au second

Nos Cahiers sont édités par des souscriptions mensuelles régulières et par des souscriptions extraordinaires; la souscription ne confère aucune autorité sur la rédaction ni sur l'administration : ces fonctions demeurent libres.

Nous servons :

des abonnements de souscription à cent francs;
des abonnements ordinaires à vingt francs;
des abonnements de propagande à huit francs,
et des abonnements gratuits à deux francs.

Il va sans dire qu'il n'y a pas une seule différence de service entre ces différents abonnements. Nous voulons seulement que nos cahiers soient accessibles à tout le monde également.

Le prix de nos abonnements ordinaires est à peu près égal au prix de revient; le prix de nos abonnements de propagande est donc très sensiblement inférieur au prix de revient.

Nos abonnés peuvent nous aider

en acceptant les reçus que nous leur faisons présenter;

en souscrivant des souscriptions mensuelles régulières et des souscriptions extraordinaires;

en abonnant leurs amis et toutes personnes à qui ces cahiers conviendraient;

en nous donnant les noms et adresses des personnes à qui nous servirions utilement des abonnements éventuels ou des abonnements gratuits;

en nous envoyant des documents et renseignements.

Nous prions ceux de nos abonnés qui nous envoient des noms et adresses de vouloir bien prévenir eux-mêmes les personnes à qui, sur leur indication, nous envoyons les cahiers. Rien ne vaut la propagande et la présentation personnelle.

Nous prions instamment ceux de nos abonnés qui demeurent à Paris de vouloir bien venir nous voir, quand ils ont affaire à nous. La correspondance écrite est beaucoup plus onéreuse, moins commode et moins exacte que l'entretien le plus bref.

POUR MOI[1]

Mon ami Pierre Baudouin et mon ami Pierre Deloire vinrent me souhaiter la bonne année. Ils étaient soucieux. Ils marchaient de conserve. Ils me trouvèrent en proie à l'abonné Mécontent.

— Mon cher Péguy, me disait l'abonné Mécontent, tes cahiers me révoltent. J'ai reçu le troisième. Ils sont faits sans aucun soin. Ils sont pourris de coquilles. A la page 67, au titre courant, tu as mis *théâtre* sans accent aigu. A la page 43, au milieu de la deuxième ligne, tu as mis un c à camarades au lieu d'un e. Évidemment, tu deviens gâteux. J'en suis éploré, parce que je suis ton meilleur ami. A la page 50, au milieu de la page, tu as écrit socialiste avec deux s. Mais je soupçonne ici que tu as voulu jouer un mauvais tour à notre ami Lucien Herr. Sans compter les coquilles que je n'ai pas vues, car je ne les lis pas, tes cahiers. Je me désabonne.

Cette violence m'épouvantait et je faisais des platitudes.

— Mon cher Mécontent, je sais malheureusement bien qu'il y a des coquilles dans les cahiers. Mon ami René Lardenois me l'a déjà fait remarquer et sa lettre a été publiée dans le dixième cahier de la première série. Aussitôt que je le pourrai, je lui donnerai une réponse

(1) Encore ! — *Note de l'abonné.*

I

imprimée. En attendant je vais donner réponse orale aux trente-cinq reproches que tu m'as adressés —

— Non, mon cher Péguy, j'ai déjà dépensé huit quarts d'heure de mon temps à te faire ces reproches, parmi tant de reproches que l'on doit te faire. Je n'eusse pas dépensé huit quarts d'heure de mon temps, si ce n'était la profonde amitié que j'ai toujours eue pour toi. Je n'ai pas le temps d'écouter ta défense. Mon temps est cher. Certains devoirs laïques me rappellent ailleurs. Adieu.

Il s'en alla sans me donner la main.

Mon ami Pierre Baudouin le philosophe et mon ami l'historien Pierre Deloire étaient devenus plus soucieux.

— Nous venons, dirent-ils, te souhaiter la bonne année.

— Nous venons te souhaiter la bonne année, répéta sérieusement Pierre Deloire. Au temps que j'avais ma grand mère, qui ne savait pas lire, et qui était la femme la meilleure que j'aie connue, je lui souhaitais la bonne année en lui disant : Grand mère, je te souhaite une bonne année et une bonne santé, et le paradis à la fin de tes jours. Telle était la formule usitée parmi le peuple de ma province. Ma grand mère est morte, et je ne sais pas si elle est en paradis, parce que je suis historien et que nous n'avons aucun monument qui nous renseigne sur l'histoire du paradis.

— Nous venons te souhaiter la bonne année, répéta gravement Pierre Baudouin. Au temps que nous vivons, cela veut dire que nous te souhaitons que tu sois et que tu demeures juste et vrai. Nous te souhaitons aussi que beaucoup d'honnêtes gens t'apportent beaucoup de bonne

copie, que les compositeurs ne te fassent aucune coquille et que les imprimeurs ne t'impriment aucune bourde; enfin je te souhaite que les abonnés croissent et se multiplient.

— Mais, dit Pierre Deloire, comme l'histoire des événements nous fait voir que les souhaits ne suffisent pas, je t'apporte pour le mois de janvier les dix francs de souscription mensuelle que je prélève sur le produit des leçons que je vends.

— Pour la même raison, dit Pierre Baudouin, je t'apporte ces cinquante francs de souscription extraordinaire. Mes terres de Bourgogne se sont enfin vendues. Elles se sont vendues un assez bon prix, parce que les Bourguignons, ayant fait beaucoup de vin, pouvaient dépenser quelque argent. Elles m'ont rapporté quinze et quelques cents francs dont j'ai besoin pour la nourriture de ma famille; mais je tenais à prélever les cinquante francs que je voulais vous donner.

— Vos souscriptions m'étaient indispensables et vos souhaits sont les bienvenus. Car je suis en proie aux mauvais souhaits de plusieurs.

— Nous le savons, et c'est pour cela que nous venons te souhaiter la bonne année.

— Je suis en proie aux mauvais souhaits de plusieurs. C'est une grande souffrance que de savoir qu'il y en a plusieurs qui me souhaitent que la copie soit mauvaise et le tirage raté, que l'abonnement décroisse et que les cahiers meurent.

— Et comme l'histoire des événements nous fait voir que les souhaits ne suffisent pas, ils travaillent consciencieusement à la démolition des cahiers. Ils commencent par se désabonner. Ils se désabonnent.

— Pendant que je préparais le troisième cahier, j'ai reçu le premier désabonnement.

— Nous vous requérons de nous lire cette lettre.

Paris, mercredi matin 12 décembre 1900

Mon cher Péguy

La lecture de ton dernier cahier m'a révolté.

— Quel était ce cahier ?

— Le premier de la deuxième série.

— Nous vous requérons de continuer.

La lecture de ton dernier cahier m'a révolté. Il n'y a pas d'autre mot.

1° Comment ! tu t'amuses à recueillir les commérages du *Cri de Paris*, à les discuter d'une façon blessante et peu loyale pour les camarades que tu mets en cause ! Herr peut avoir ses défauts, mais on ne peut méconnaître ses rares qualités de dévouement à la cause ! L'œuvre qu'il a —

L'auteur avait mis d'abord : L'œuvre qu'il a fondée et fait vivre. Il a rectifié : L'œuvre qu'il a sinon fondée, du moins fait vivre.

— Il a aussi bien fait de rectifier. Nous vous requérons de continuer.

— L'œuvre qu'il a sinon fondée du moins fait vivre, la librairie est maintenant le centre de réunion de tous les socialistes pensants. En ne rappelant pas les qualités et en ne retenant que les défauts de l'homme, je dis

que ta critique n'est pas loyale. Je regrette d'y trouver des insinuations peu dignes de toi. —

— Nous sommes ici venus, dit Pierre Baudouin, pour te forcer à n'insinuer pas. Nous te requérons de continuer.

—Je regrette d'y trouver des insinuations peu dignes de toi; par exemple, quand tu dis : *L'admiration mutuelle n'avait pas cours parmi nous,* tu sous-entends que les amis de Herr pratiquent cette admiration mutuelle, etc. Est-ce bien à toi aussi de t'ériger en censeur pour des camarades à qui tu ne peux reprocher que des divergences de vues ! Ne crains-tu pas que ta censure ne soit suspecte et qu'on ne dise que c'est la rancune plus que la vérité qui t'inspire ? Enfin à quoi servent ces polémiques — qui sont lettre morte, heureusement, pour tes lecteurs de province ? Le péril clérical et capitaliste et militariste n'est-il donc plus présent, pour que tu t'amuses ainsi à frapper —

— Je te réponds, dit Pierre Baudouin, que l'on ne dira pas ce soir que tu t'amuses. Nous te requérons de continuer.

— pour que tu t'amuses ainsi à frapper sur nos amis ? Ou veux-tu propager le scepticisme et le découragement dans notre parti ? Si c'est cela, il m'est impossible de te suivre.

2° Quel besoin as-tu de renseigner bénévolement les journaux bourgeois et les gros bonnets universitaires

sur la personnalité de —. Vous permettez que je passe le nom ?

— Provisoirement nous te le permettons. Nous te requérons de continuer.

— Mettons : sur la personnalité de celui de nos camarades qui signe *un universitaire* à *la Petite République*. En écrivant que ce rédacteur appartient à une promotion de deux ans plus ancienne que toi, en ajoutant qu'il est en congé à Paris, tu le désignes très clairement.

Qu'est-ce aussi que les conseils — pires que des critiques — que tu te plais à lui donner ? Veux-tu à l'avance affaiblir l'autorité de ses articles auprès des lecteurs de *la Petite République ?* Je remarque encore que cette rage d'indiscrétion et de censure ne peut faire que les affaires de nos adversaires.

3° La plupart des lettres que tu insères n'ont d'intérêt que pour toi, puisqu'elles ne contiennent que des réserves à ton adresse ou des conseils.

4° A quoi bon revenir longuement sur le *Journal d'une femme de chambre* et donner à cette ordure les proportions d'un événement ? Tout ce que tu publies aujourd'hui a déjà été dit la dernière fois. Ce n'est que du réchauffé.

5° Les annonces de l'*école des hautes études sociales* occupent 15 pages de ton cahier !

— Il pouvait dire *seize*.

— Il y en a seize.

— Nous te requérons de continuer et de finir.

— de ton cahier ! Cette publication n'a aucune utilité, ni pour les lecteurs de province qui n'iront jamais à cette école, ni pour les lecteurs de Paris qui ont pu lire ces affiches sur tous les murs. Ne pouvais-tu remplir ces 15 pages par quelque chose de plus utile, par une critique d'un abus dont nous souffrons, par exemple ?

6° L'amplification de Boutroux est parfaitement insignifiante, quand elle n'est pas infectée d'esprit métaphysique et bourgeois.

En résumé, je ne trouve dans ce cahier rien qui pût aider en quelque façon la propagande socialiste, rien qui pût faire l'éducation socialiste de tes lecteurs. J'y trouve en revanche des attaques toujours déplacées, souvent injustes, contre des camarades dont j'ai appris à apprécier la bonne foi, le dévouement, la continuité dans l'effort vers l'émancipation de l'humanité. J'y trouve l'expression de secrètes rancunes, qu'il faut savoir sacrifier au bien général. J'y retrouve ce ton de persiflage, ce dilettantisme que —

— Nous te donnons ma parole, dirent en même temps Baudouin et Deloire, que ce soir ils ne diront pas que tu es un dilettante. Mais nous te requérons de finir.

— ce dilettantisme que je t'ai déjà reproché, en d'autres occasions. Je n'y trouve pas cette vigoureuse critique de la société capitaliste que j'attendais. Je n'y trouve pas cette sommation adressée aux bourgeois de redevenir hommes. Je n'y trouve pas surtout ces chaudes paroles d'encouragement répandues sur les bonnes gens

de province qui luttent, solitaires, contre l'oppression qui les étreint.

Enfin, alors que nous n'avons pas trop de tous nos efforts, et de nos maigres ressources pour combattre les forces du passé, plus menaçantes que jamais, tu nous annonces que tu vas publier des *romans !* des romans, comme si la réalité n'était pas assez tragique et que nous avions —

— *Ayons ?*

— *avions* le temps de nous intéresser à des fioritures de phrases et à des divertissements d'esthètes !

— Il faut : comme si la réalité n'était pas — — et comme si nous avions — — — ou bien : comme si la réalité n'était pas — — et que nous ayons. Ce n'est pas là fioriture d'esthètes, mais bonne et grosse grammaire française. Avez-vous bientôt fini ?

— Je ne me flatte pas de te convaincre. Je crains que tu n'aies ton siège fait. Mais je te préviens que si ton prochain cahier doit ressembler au précédent, il est inutile que tu me l'envoies.

J'écris cette lettre pour toi et non pour tes lecteurs. Je ne veux donc pas que tu la publies.

— Cela est raide. Nous verrons ce que nous y dirons. A-t-il fini ?

— Ton ami qui regrette que tu fasses un si mauvais usage de tes qualités naturelles.

Vous permettez que je passe la signature ?

— Provisoirement nous vous le permettons. Ensuite?

— Le troisième cahier descendait des compositeurs aux imprimeurs quand me parvint le deuxième désabonnement.

— Nous vous requérons de lire cette lettre. Nous laisserons tout passer sans interruption.

— Elle est plus courte.

Paris, vendredi 14 décembre 1900

Mon cher Péguy

Je ne veux plus recevoir les *Cahiers de la Quinzaine*, pour les raisons que voici :

1° Je ne crois pas que les romans annoncés constituent une propagande effective.

2° Le ton général des cahiers est, de plus en plus, un ton de dilettantisme. Peu de place est donnée aux questions qui importent; trop de place est donnée à des incidents, à des impressions particulières; et c'est plutôt une espèce de littérature qu'une espèce de propagande.

3° Il est bon de ne pas être aveuglé sur les défauts et les faiblesses de ceux qui se disent appartenir au même parti; mais il n'est pas bon de rappeler avec une persistance implacable des erreurs minimes, et de se taire sur les services incontestables.

4° Dans les premiers numéros, les dissidences qui se sont produites à la Librairie étaient rappelées par des allusions qui n'étaient pas trop disproportionnées avec les faits tels que tu les concevais; même ainsi, elles étaient de médiocre intérêt pour des lecteurs de campagne, pour des instituteurs, pour des professeurs de

province. Aujourd'hui tu parais commencer, ou plutôt continuer une polémique de pures personnalités; tes attaques contre Herr dépassent tout ce que, même dans ton imagination, tu peux lui reprocher. Je ne veux m'associer, ni de près ni de loin, à cette œuvre de désorganisation, pour laquelle sont dépensées les cotisations que tu reçois, et que l'on t'offre pour de tout autres combats. Même à l'époque où je ne te donnais pas *tous* les torts, j'étais avec ceux qui organisent le travail contre ceux qui le désorganisent; aujourd'hui tu diminues même la sympathie qui allait à ta personne.

Tout ce que j'espère, c'est que tu ne continueras pas dans cette voie, et que nous te retrouverons avec nous, contre l'ennemi commun, que tu sers aujourd'hui indirectement. CE JOUR-LA JE SERAI HEUREUX DE TE REVOIR TEL QUE JE CROIS T'AVOIR CONNU.

Vous permettez que je passe la signature?

— Provisoirement nous le permettons.

— Mais il y a un *post-scriptum.*

P. S. Boutroux, que les *catholiques* regardent comme un de leurs meilleurs alliés, ne doit pas être, à aucun degré, le *directeur* de gens comme nous.

Pendant que j'avais lu, Pierre Baudouin mâchonnait les interruptions qu'il m'avait promis qu'il ne ferait pas. Mais quand j'eus fini Pierre Deloire me demanda froidement :

— C'est tout?

— Non. Celui de mes camarades qui fut pendant cinq

bonnes années mon ami le plus proche m'a écrit deux lettres qui m'ont fait beaucoup plus de peine.

— Cela s'entend. Nous vous requérons de nous les lire.

— La première est brève :

Toulouse, lundi matin 26 novembre 1900

Mon cher Péguy

— Pour fixer les idées, je maintiens que si tu avais été au comité général pour soutenir Jaurès et le père Longuet, tu eusses dit à haute voix ce que tu sentais ; je maintiens qu'il eût mieux valu changer par une intervention active et réelle la scène historique, que de l'idéaliser et de la conserver par une reproduction typique et dramatique. Quoi qu'il en soit, je n'ai pas renoncé.

Je passe le nom. Vous le connaissez. La deuxième lettre est plus longue :

Mardi 4 décembre 1900

Mon cher Péguy

Je me permets de te répéter que l'action me paraît plus urgente que la critique, surtout que l'histoire immédiatement post-contemporaine que tu annonces, pas assez contemporaine pour diriger le mouvement, pas assez éloignée pour être vraiment de l'histoire et pour être *de nouveau* intéressante.

Si tu savais combien l'énorme masse est indifférente à tout cela, surtout l'énorme masse des professeurs, auxquels tu t'adresses, et qui sont, en grande majorité, réactionnaires bourgeois et cléricaux, et dont les 99/100 ne pensent qu'à leur métier, leur gagne-pain, leur avan-

cement. S'il y en a par-ci par-là un qui partage nos idées — ou qui s'en sert —, il peut d'abord être pour nous plus gênant qu'utile, et en tout cas ne peut pas faire grand chose, vu qu'il a assez à faire pour n'être pas déplacé par les ennemis ou les défenseurs de la République. Autant que je connais ton public, il n'y a pas beaucoup de tes lecteurs qui ne regrettent pas leurs huit ou leurs vingt francs, qui les intéressent plus que les divisions et les discussions entre socialistes.

D'ailleurs tu es forcé dès maintenant de faire des concessions à ton public : tu te lances bon gré mal gré dans la concurrence, dans la réclame, directement ou par prétérition, volontairement ou non, mais fatalement. En annonçant la sténographie de l'International, tu déprécies commercialement et moralement l'analytique de la maison Bellais; en annonçant du Pressensé et du Duclaux, tu fais concurrence au *Mouvement*. En d'autres termes, ton *Cahier de la Quinzaine* devient à la fois une revue semi-mouvement semi-historique, et une Bibliothèque d'éditions semi-socialiste semi-littéraire. Tu refais en abrégé la tentative de la librairie.

Tu y perds — ou tu y consacres, c'est la même chose — ton temps, tes forces, tu y épuises les forces de tes amis comme Bourgeois, tu y perds ton crédit sur ceux de tes amis qui sont moins immédiats et moins fidèles.

J'ai voulu, bien que je sache combien ce rôle de Cassandre est ingrat, te dire encore ce que beaucoup pensent en moins bonne part que moi. Je crois qu'il est toujours temps de s'arrêter ou de changer de direction. Je te prie de croire d'ailleurs que je ne demande qu'à être faux prophète, et qu'en tout cas je serai toujours ton ami.

La même enveloppe contenait une feuille simple :

Mercredi 5, soir

Mon cher Péguy

Hier matin j'ai écrit d'un jet la lettre ci-jointe; à la réflexion cela ne rend plus tout à fait ma pensée sur certains points. D'autre part je n'y ai pas dit un avis qui me paraît essentiel :

Il me paraît que tu dogmatises trop en ce sens que tu ériges en types des individus souvent très particuliers, et surtout insignifiants. Je crains que cela ne tienne à ce que connaissant bien certains individus en nombre limité, — vivant peu d'autre part en terrain varié soit dans les livres soit dans la société, — tu as tendance à approfondir et à généraliser à la fois. Par exemple je —

Mon ami ajoute ici en marge : tu simplifies et tu aggraves à la fois.

Et au bas de la page : cela va très bien pour Pascal, mais pour d'autres — —

Il continue : Par exemple je connais en province des variétés nombreuses de guesdistes parmi lesquels de très bons, — tel allemaniste pure crapule, — etc., des universitaires de valeur très inégale et très différente de celle qu'on leur attribue à Paris. Je crois que le mieux est d'entrer résolument dans l'action qui seule dissipe les malentendus.

Maintenant il est entendu que tout cela n'est que précaution, réserve, correction et qu'en discutant avec tel de tes adversaires, je lui dirais bien des choses que tu me répondras sans doute.

Crois-moi ton ami.

— Cette lettre, dit Pierre Deloire, me paraît d'un ami véritable.

— Est-ce tout ? demanda Pierre Baudouin.

— C'est tout. J'ai un désabonnement sans explication. J'en attends plusieurs, mais de gens que je ne connais pas.

— Eh bien je vous donne à présent ma parole que les cuistres qui liront ce que je veux dire aujourd'hui ne vous écriront pas que nous sommes un *dilettante*.

Je m'aperçus qu'une lente et profonde colère lui était montée. Mais Pierre Deloire intervint froidement :

— Les dix francs, me dit-il, que je te donne chaque mois ne sont pas levés sur mon superflu, mais prélevés sur mon nécessaire. Tu es comptable envers moi. Je suis inversement responsable de toi. Je te requiers formellement de nous faire entièrement et sur pièces la narration des relations que tu as eues, comme gérant des cahiers, avec la *Société Nouvelle de librairie et d'édition*. Commençons par les faits.

— Commencez par les faits, dit Pierre Baudouin. Vous ne m'empêcherez pas de dire aujourd'hui ce que je veux dire aujourd'hui.

— Quand en décembre 1899 je sortis écœuré du congrès de Paris, du premier congrès national, écœuré du mensonge et de l'injustice nouvelle qui s'imposeraient au nom d'un parti nouveau, la résolution me vint, en un coup de révolte spontané, de publier ce que mes amis sentaient, disaient, pensaient, voulaient, croyaient, savaient. C'était une résolution singulièrement audacieuse, puisque toute la puissance de la vieille et de la nouvelle autorité allait me retomber sur

les reins, puisque je n'avais pas un sou vaillant, puisque j'étais épuisé, puisque je ne savais pas si j'écrirais ni ce que j'écrirais. Ma finance était épuisée puisque les trois cinquièmes qui m'en sont demeurés étaient immobilisés pour au moins deux ans dans la fondation de la même *Société Nouvelle*. Mes forces étaient épuisées par le travail que j'avais fait *dans le rang* depuis que j'étais devenu socialiste et dreyfusiste. Je ne savais pas comme j'écrirais, parce que depuis vingt mois, tout occupé d'éditer mes camarades et mes amis, j'avais négligé d'écrire, et parce que je n'avais jamais rien écrit qui ressemblât à ce que je voulais écrire. Mais je croyais que mes amis ne m'abandonneraient pas, puisque je ne serais pour ainsi dire que leur manifestation.

Je me présentai sans aucun retard devant le conseil d'administration de la *Société Nouvelle*. Je demandai, simple formalité, que la maison éditât la publication que je préparais. Je m'attendais que cela me fût accordé sans débat. Le sens de cette publication était conforme à la conscience de mes cinq amis et camarades. Je ne demandais à la *Société* que le travail d'administration, que je proposais de payer. Tout le déficit éventuel de l'édition me reviendrait. Je parlais encore et j'indiquais rapidement le plan de l'opération, que les conseillers m'interrompirent. Et au ton de leur interruption j'eus l'impression soudaine et ineffaçable que ces cinq administrateurs n'étaient plus mes camarades et n'étaient pas mes amis. Et non seulement cela, mais ils n'étaient plus les mêmes hommes, les hommes que j'avais connus, que je croyais que je connaissais, que j'avais aimés, que j'avais défendus, que j'avais

institués, que j'avais élus d'acclamation, car enfin j'étais présent à cette admirable assemblée générale où vingt et quelques sociétaires avaient élu d'enthousiasme cinq sociétaires pour qu'ils devinssent les administrateurs de la commune *Société*. Mais le seul fait que ces hommes exerçaient une autorité, une autorité anonyme, le cinquième de l'autorité totale dans un monde clos, le seul fait qu'ils étaient un conseil, un comité, qu'ils délibéraient et votaient, qu'ils siégeaient, les avait faits méconnaissables.

L'exécution fut rapide. Ils démentaient leur langage de la veille et leur pensée intime, ils démentaient toute leur action précédente, ils démentaient leur vie. Je devins bête instantanément et me défendis mal. On me demanda ce qu'il y aurait là-dedans, ce que je mettrais dans le premier numéro. Je bafouillai. Vous savez, mes amis, comme il est pénible et gauche d'expliquer d'avance, d'échafauder pour un juge violent et railleur la carcasse des formes prochaines. Léon Blum, très courtoisement, me dit : Péguy, je ne veux pas traiter avec vous la question au fond. Ce que vous préparez me semble inopportun. Vous venez ou trop tard ou trop tôt. — C'était une opinion respectable, fondée ou non, qui demandait une amicale discussion. Simiand intervint, et confondant ses fonctions d'administrateur de la *Société Nouvelle* avec sa situation de critique sociologique il me dit : Je vois ce que c'est : tu veux faire une revue pour les imbéciles. — Dite avec ce sourire mince froid qui rend son auteur si redoutable aux imbéciles que nous sommes, cette indication me coupa le souffle. Je me suis dit depuis, pour me consoler, que sans doute il nommait imbéciles tous les citoyens qui n'ont pas fait

de la sociologie, ainsi que l'on m'a dit que les anciens nommaient *stulti* les citoyens qui n'étaient pas philosophes. Mais d'abord ce mot ainsi prononcé me coupa la respiration. Herr m'acheva : Jusqu'ici, me dit-il fortement avec l'assentiment du conseil, nous vous avons trop souvent suivi par amitié dans des aventures qui nous déplaisaient. Maintenant c'est fini. Vous allez contre ce que nous préparons depuis plusieurs années. Vous êtes un anarchiste. — Je lui répondis que ce mot ne m'effrayait pas. — C'est bien cela, vous êtes un anarchiste : *nous marcherons contre vous de toutes nos forces*. Mario Roques a bien voulu m'assurer depuis que Herr était trop bon pour avoir tenu parole, et que sa déclaration de guerre lui avait coûté beaucoup à prononcer. Mais elle me coûta beaucoup plus à recevoir. Je me retirai abruti.

Je rédigeai le premier cahier dans cette angoisse et dans cette amertume. Résolu quand même à travailler pour la maison que j'avais fondée, je lui fis la meilleure place dans ce premier cahier de la première série. J'y rappelai soigneusement *le Prince de Bismarck*, de Charles Andler. J'y rappelai l'*Histoire des Variations de l'État-Major*. J'y annonçai l'édition du « Compte rendu sténographique officiel du Congrès général des Organisations Socialistes Françaises tenu à Paris en Décembre 1899 ». Vous êtes mes anciens abonnés. Vous avez chez vous ce cahier du 5 janvier 1900. Vous avez lu ces rappels studieux et ces annonces. Enfin, et surtout, voulant donner à la maison que j'ai fondée, à un livre que j'ai fait, la quatrième page de ma couverture je la disposai comme suit. Permettez que je la remette exactement sous vos yeux :

SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE ET D'ÉDITION, 17, rue Cujas

troisième édition

JEAN JAURÈS

ACTION SOCIALISTE

PREMIÈRE SÉRIE

Un fort volume in-18 jésus de 560 pages.. . . . 3 fr. 50

LE SOCIALISME ET L'ENSEIGNEMENT

Instruction - Éducation - Culture

La loi scolaire; le budget de l'enseignement;

L'enseignement primaire; l'enseignement moral donné au peuple par les instituteurs;

L'enseignement secondaire; la crise de l'enseignement secondaire; la question du baccalauréat;

L'enseignement supérieur; la question des Universités; l'extension universitaire;

La question religieuse; Léon XIII et le catholicisme social;

Les libertés du personnel enseignant; interpellation Thierry Cazes;

L'enseignement laïque et l'enseignement clérical; réponse à M. d'Hulst;

Science et socialisme;

La fonction du socialisme et des socialistes dans l'enseignement bourgeois;

La question sociale dans l'enseignement.

LE SOCIALISME ET LES PEUPLES

La guerre - Les alliances - La paix

Les écoles militaires; la loi militaire; le budget de la guerre;

L'éducation militaire; l'armée républicaine;

La paix et la revanche; la question d'Alsace-Lorraine; la France et l'Allemagne;

La France et la Russie; la « double alliance »; le Tsar à Paris;

La France en Orient; les massacres d'Arménie; la guerre de l'indépendance crétoise; la guerre gréco-turque;

La guerre hispano-américaine;

L'affaire de Fashoda.

En même temps je demandai au conseil à faire en commun des éditions avec la librairie, à peu près comme seront faits en commun plusieurs fois les cahiers indépendants de cette seconde série. On préparait alors la brochure de Gaston Moch sur l'armée de milices. On pouvait en faire un bon cahier. Je demandai que l'édition fût faite à frais communs, brochure pour la librairie et cahier pour les cahiers. Herr me donna cette réponse, recommandée à la poste et copiée au copie de lettres. J'omets les passages privés.

— Provisoirement nous vous permettons de les garder pour vous.

— *Société Nouvelle*, — *17, rue Cujas*, —

13 janvier 1900

— — Il nous paraît impossible, aujourd'hui que vous êtes résolu à entreprendre une œuvre que nous sommes unanimes à juger mauvaise, de reprendre à l'heure présente une collaboration cordiale et utile. Nous vous demandons donc de reprendre régulièrement votre liberté, et de nous rendre la nôtre.

En conséquence nous vous demandons de nous remettre le dossier des affaires d'édition qui concernent la maison et qui peuvent être restées entre vos mains : nous vous demandons de nous remettre le travail de préparation fait en vue du deuxième volume de Jaurès, dont la publication incombe à la Société; nous vous demandons enfin de faire connaître régulièrement aux imprimeurs et fournisseurs avec lesquels vous avez été en relation au nom de la Société, que les ordres que vous donnerez et les commandes que vous ferez dorénavant n'engagent plus à aucun degré la Société.

— Vous prenait-il donc pour un escroc?

— Taisez-vous, dit Pierre Deloire. Nous devons écouter la lecture des monuments.

Quant à la demande que vous nous avez adressée hier, nous estimons qu'il n'est pas possible que des articles déjà publiés dans un journal soient donnés une seconde fois dans un périodique avant leur réunion en brochure, sous peine de rendre la brochure elle-même superflue. Il nous paraît donc que votre proposition ne peut être admise.

A ce propos, et pour que l'indépendance de votre périodique ne fasse doute pour personne, nous vous demandons de ne pas donner à la quatrième page de votre couverture l'aspect que vous lui avez donné dans votre premier numéro, et qui donnerait à penser au public que le périodique est une publication de la Société, ou se publie d'accord avec la Société.

Croyez à tous mes sentiments dévoués.

Pour le Conseil d'administration

Lucien Herr

Quand se tint l'assemblée générale de la *Société,* en janvier, Herr lut au nom du Conseil d'administration un long rapport où j'étais mis en cause non seulement comme employé démissionnaire, mais comme sociétaire infidèle, comme auteur des *cahiers.*

— Nous vous demandons communication de ce rapport.

— Je ne l'ai pas.

— Demandez-le. Vous nous dites que vous y êtes mis en cause. Réclamez-le.

— Je l'ai demandé. On m'a répondu :

Paris, samedi 20 octobre

Mon cher ami,

La partie du rapport de Janvier qui vous concerne occupe quatre pages et demie, qu'il m'est matériellement impossible de copier. Je ne puis davantage songer à faire copier par un employé un document qui est confidentiel, et qui doit le rester. Il va de soi que les rapports lus aux assemblées générales restent toujours à la disposition des sociétaires qui veulent en prendre connaissance, et qu'il sera mis à la vôtre si vous pouvez venir un jour dans la matinée, à un moment où quelqu'un soit là pour vous le remettre.

Je passe un paragraphe personnel et privé.

— Provisoirement nous vous permettons de le passer.

Votre affectueusement dévoué

Lucien Herr

Sur une redemande un peu motivée il me répondit :

Paris, lundi

Mon cher ami,

Je crains de m'être mal exprimé. Vous paraissez croire que je détiens en ma possession privée les documents de la librairie, et qu'ils peuvent subir les mutations du personnel administratif. Toutes les pièces officielles sont et restent régulièrement aux archives de la Société, qui sont, naturellement, confiées à la garde des administrateurs actuels, mais qui ne sont point leur propriété. En cette qualité de pièces officielles des

assemblées générales, elles sont, conformément à la loi et aux statuts, tenues constamment à la disposition des sociétaires, et d'eux seuls, c'est-à-dire que les pièces confidentielles ne peuvent être ni communiquées à des tierces personnes, ni publiées. Il va de soi, je vous le répète, que ces documents vous seront donc toujours communiqués selon votre désir, et que vous pourrez prendre copie des parties que vous jugerez bon, mais nous sommes obligés de vous demander l'engagement de ne les communiquer à aucune personne étrangère à la société, ni de les publier.

Votre affectueusement dévoué

Lucien Herr

Le jeudi matin j'allai en conseil expliquer pourquoi je tenais à ce que la communication des pages qui m'intéressaient me fût donnée sans condition ni réserve. L'entretien fut assez cordial, mais le conseil s'en tint à sa première décision. J'ai soumis la question à la prochaine assemblée générale. Ma demande viendra de jeudi en huit, le jeudi matin 10 courant. Voilà pourquoi je ne peux pas vous donner aujourd'hui communication des pages du rapport de janvier où je fus mis en cause.

— Que vous en rappelez-vous ?

— Ce rapport n'était pas un réquisitoire implacable, mais un de ces réquisitoires mouillés de tendresse qui écrasent leur homme. L'auteur m'y reprochait d'avoir fondé une revue ayant le caractère et le format du *Mouvement Socialiste*. Je fus imbibé, liquidé. Je ne me défendis pas. Quand l'auteur eut fini sa lecture je répondis textuellement :

— Je ne veux pas dépenser le temps de l'assemblée

générale pour un cas individuel. Ceux de vous qui après avoir entendu l'accusation voudront m'entendre en ma défense me trouveront au siège des *cahiers*, 19, rue des Fossés-Saint-Jacques, le lundi et le jeudi, de deux heures à sept heures.

— Y allèrent-ils ?

— Quelques-uns, deux ou trois sur une vingtaine et quelques. J'étais si abasourdi que je ne pensai pas à demander la division, qui est de droit. Et comme je voulais approuver le restant du rapport, comme je voulais approuver hautement le travail considérable que les mêmes hommes avaient fait pour la réinstallation de la librairie, je votai *oui* sur l'ensemble du rapport, j'adoptai avec l'immense majorité des sociétaires la partie du rapport qui me maltraitait.

Je répondis à cette accusation en publiant dans le deuxième cahier, à la page trois de la couverture, cet avis :

Nous annonçons ici les publications que nous voulons signaler à nos lecteurs, sans demander aux éditeurs ni leur avis ni leur finance. Aucun éditeur ne peut s'offenser de cette annonce.

La seconde moitié de la troisième page et la quatrième page tout entière annonçaient le *Compte rendu sténographique officiel du Congrès général des Organisations socialistes françaises tenu à Paris du 3 au 8 décembre 1899.*

Pendant un an je saisis toutes les occasions de faire à la *Société Nouvelle* une utile publicité. Je rappelai sur la couverture du quatrième cahier, *pour mémoire, à tous ceux qui auraient entendu prononcer quelque réquisi-*

toire contre ces cahiers qu'aussi longtemps qu'ils ne m'auront pas entendu en ma défense ils seront dans une situation exactement antidreyfusiste. Ils ne vinrent pas plus. Sur la couverture du cinquième j'annonçai :

Vient de paraître à la Société Nouvelle de librairie et d'édition, 17, rue Cujas, Paris : la Question de l'Enseignement secondaire en France et à l'étranger, par Ch.-V. Langlois, un volume de 140 pages, petit in-18, à 1 franc 50, livre que nous aurons sans doute à citer quand nous présenterons les raisons pour et contre la liberté de l'enseignement.

Vient de paraître à la même librairie : la Réforme militaire, Vive la Milice, par Gaston Moch, ancien capitaine d'artillerie ; M. Gaston Moch a réuni et composé les articles qu'il avait donnés à la Petite République ; une forte brochure de 64 pages, in-8°, à 0 fr. 30 ; pour la propagande, 50 exemplaires, 12 fr. 50, et 100 exemplaires, 20 francs.

Les cinquième et sixième cahiers avaient publié la *consultation internationale* ouverte à *la Petite République* sur *l'affaire Dreyfus* et *le cas Millerand.* Un libraire m'en demandait le tirage à part. Je le lui refusai. Je proposai à la *Société Nouvelle* de faire une édition commune avec les cahiers. On en demanda l'autorisation à Dejean. C'était vouloir que l'édition ne se fît pas. Dejean, me dit-on, réclama des droits d'auteur. Les imprimeurs distribuèrent.

Dans le septième cahier, page 53, *tenue du congrès national*, j'annonçais encore le *Compte rendu sténo-*

graphique officiel édité par la librairie. Sur la couverture, j'annonçai en bonne place :

Vient de paraître à la Société Nouvelle de librairie et d'édition, 17, rue Cujas, Paris, le Procès des Assomptionnistes, réquisitoire du Parquet, exposé et réquisitoire du Procureur de la République, compte rendu sténographique partiel des débats, arrêt, 1 volume, 256 pages, imprimées très denses, in-16, pour cinquante centimes.

Dans le huitième cahier j'annonçai à la dernière page de la couverture :

Demander à la Société Nouvelle de librairie et d'édition, 17, rue Cujas, Paris, le premier roman de Jérôme et Jean Tharaud : le Coltineur débile, un beau volume in-18 jésus de 116 pages, pour un franc.

Demander à la Société Nouvelle de librairie et d'édition, de Marcel et Pierre Baudouin, Jeanne d'Arc, drame en trois pièces, un volume lourd grand in-octavo de 752 pages très peu denses, pour dix francs.

— Rassure-toi : on ne l'a pas demandé.

— Tais-toi, dit Pierre Deloire, écoute la lecture des textes.

— J'avais annoncé déjà, et j'ai annoncé plusieurs fois *le Coltineur débile*. Septième cahier, *de la grippe*, je dis au docteur socialiste révolutionnaire moraliste internationaliste :

j'achèterai un petit Sophocle. La première fois —

— Qu'est-il devenu, le docteur socialiste révolutionnaire moraliste internationaliste ?

— Je suis sans nouvelles.

— Taisez-vous, dit Pierre Deloire. Écoutons le texte.

— Je lui dis :

j'achèterai un petit Sophocle. La première fois que j'irai à Paris, j'irai en acheter un à la Société Nouvelle de librairie et d'édition, 17, rue Cujas.

Il me demande :

— Pourquoi là, mon ami ?

— Pour beaucoup de raisons que je vous donnerai plus tard, docteur, mais surtout parce que cette maison est, à ma connaissance, la première et la seule coopérative de production et de consommation qui travaille à l'industrie et au commerce du livre.

Quand je fis le tirage à part de *la lumière*, je pressentis le seul conseiller d'administration qui m'eût manifesté sa courtoisie. *La lumière* ne pourrait sans doute recevoir l'hospitalité de la librairie.

Au demeurant, vous avez les cahiers de la deuxième série.

— Oui, mais nous vous requérons de nous énoncer les faits de la nouvelle année scolaire.

— Premier fait. — Je lus à Coulommiers, où je faisais mes vingt-huit jours, que le congrès socialiste *international* commençait le dimanche matin, jour de ma libération. C'était le vendredi. Je croyais savoir que l'international ne commençerait qu'après que le national serait

fini. J'avais été sans nouvelles pendant mon service et en particulier pendant les manœuvres de Beauce. Un mot à Corcos, fidèle sténographe. Je me débrouillai le samedi pour sauter dans le train. Je joignis Herr par hasard à la librairie. — Prenez-vous la sténographie du Congrès international ? — Non, ce sera sans doute la confusion des langues. — Aucun ne la prend ? — Non. — Alors je la prends. Corcos me joignit à la gare du Luxembourg. Le lendemain la sténographie fonctionnait pour les cahiers, que le président de la séance n'avait pas encore de papier à se mettre sous la main. J'ai la sténographie dans ma corbeille et nous la publierons bientôt.

Or la *Société Nouvelle de librairie et d'édition* avait, comme les cahiers l'ont annoncé plusieurs fois, édité le compte rendu *sténographique officiel* du premier congrès national. Pareillement elle préparait, après entente avec l'ancien *Comité général*, un compte rendu *sténographique officiel* du deuxième congrès national, et un compte rendu *analytique officiel* du congrès international. Ce dernier congrès prit une importance inattendue. Si mes renseignements sont exacts, — et, au cas où ils ne le seraient pas, je souhaite un démenti formel, — si j'en crois mes renseignements, *les délégués de la Société Nouvelle négocièrent et traitèrent avec les délégués du nouveau Comité général en leur laissant ignorer qu'il y avait par le monde une sténographie de ce congrès.* Ils gardèrent ainsi leur monopole de fait. Ils gardèrent l'investiture *officielle* pour un compte rendu *analytique* du Congrès international. Quand les délégués du nouveau Comité général furent avisés, on me dit qu'ils manifestèrent leur mécontentement. On répondit que l'on allait donner le *bon à tirer*.

Ainsi nous aurons du Congrès international deux comptes rendus, un compte rendu analytique officiel, et un compte rendu sténographique non officiel.

— C'est cela, dit Pierre Baudouin sourdement, c'est cela qu'ils nomment organiser le travail. C'est là ce qu'ils nomment organiser le travail commun.

— Tais-toi. Écoutons le second fait.

— *Second fait :* un ami commun avait communiqué à M. Herr une liste, ou plutôt les matériaux d'où l'on pouvait extraire une liste assez utile des sociétés qui font en province de la libre pensée ou de l'enseignement laïque. Je la demandai innocemment. M. Herr, inquiet, me la promit sur un ton douteux et peiné. Je voulais en faire des abonnés éventuels. M. Herr ne m'a pas fait parvenir cette liste.

— C'est donc cela, répéta Pierre Baudouin, qu'ils nomment organiser le travail?

— Taisez-vous, prononça Pierre Deloire, et discutons ces textes et ces faits.

Il avait pris des notes à mesure que j'avais lu. Il y jeta les yeux.

PREMIER CHEF D'ACCUSATION

— Pardon, dit Pierre Baudouin, je demande à savoir qui sont les accusateurs. J'en ai assez des anonymats et des pseudonymats. Je n'en veux plus.

— Il faut pourtant commencer par un bout, répondit Pierre Deloire. Je me suis efforcé de dégager de ce fatras quelques chefs généraux d'accusation. Je commence par le premier :

Péguy est accusé d'avoir accueilli ou mis dans les

cahiers de la copie qui ne sert pas à la propagande. Accusé, levez-vous.

— Je n'ai pas envie de plaisanter, dit Pierre Baudouin.

— Moi non plus, dit Pierre Deloire. Je lui commande qu'il se défende.

— Il est trop bête. Je le défendrai. Qu'est-ce qu'ils nomment leur propagande? Croient-ils donc, ces rares génies, que la propagande soit un exercice qui se fasse de cinq à sept. Ils vont à la propagande comme les mauvais catholiques vont à la messe. Les mauvais catholiques vont à la messe le dimanche de dix à douze, avec des âmes apprêtées. Ils savent que c'est la messe. Et du midi de ce dimanche à dix heures de celui de la semaine suivante ils redeviennent ce qu'ils sont. Ainsi nos censeurs font de la propagande. C'est un office. Au contraire les bons catholiques sont catholiques en semaine, et le dimanche ne leur apporte qu'un rafraîchissement de leur foi. Ainsi nous sommes socialistes en semaine et nous ne savons pas quand nous faisons de la propagande. Je ne me suis jamais dit, avant un entretien : *Attention! tu vas faire de la propagande.* Mais je vis en socialiste et je parle uniment en socialiste. Je ne traite jamais personne en propagandable ou propagandisable, je ne suis pas propagandeur ou propagandiseur ou propagandisateur. Quand je vois venir à moi mon meilleur ami, je ne me dis point : *Comment vais-je faire pour le propagander?* Mais je lui serre la main et je lui dis : *Bonjour mon vieux, comment vas-tu?* parce qu'il est mon meilleur ami. Et quand je vois un inconnu je lui dis : *Bonjour monsieur,* et je cherche à savoir comme il est, mais je ne cherche pas à savoir

comme il est pour que je le propagandise. La propagandisation ainsi entendue comme ils veulent qu'on la pratique a toujours conduit à faire massacrer les impropagandisables par leurs anciens amis propagandisés. Voyez ce qui advient aux malheureux Chinois. La propagandisation est une forme de la conquête. Quand nos amis du Parti ouvrier français, fructueusement alliés aux radicaux, eurent enlevé aux réactionnaires le conseil municipal de Lille, vous vous rappelez sans doute l'enthousiasme avec lequel un journal ami, *la Petite République*, afficha une énorme manchette : *Lille conquise.* Un envahisseur militaire parlerait ainsi. Ou bien la propagandisation est une forme de l'acquisition, de l'appropriation. Or nous voulons supprimer la propriété même.

Au fond leur propagande revient à ceci : elle suppose un propagandeur et des propagandables; un propagandeur est quelqu'un qui sait; les propagandables, c'est tout le monde qui ne sait pas, les *imbéciles,* comme Simiand dit. Celui qui sait enseigne ceux qui ne savent pas. Pour les enseigner il transforme, — sans les déformer, — les réalités. Il masque certains faits, certains hommes, certains événements, certaines idées, certaines images. Il fait valoir certains faits, certains hommes, certains événements, certaines idées, certaines images. Il introduit certains jeux de lumière. Il dispose, propose et compose les plans. Il ordonne les perspectives. Il distribue, produit et contribue les couleurs. Il obtient ainsi un tableau commode. Le peuple voit ce que l'on veut, et ne voit pas ce que l'on ne veut pas. Le peuple entend ce que l'on veut, et n'entend pas ce que l'on ne veut pas qu'il entende.

Ce n'est pas ainsi du tout que je me représente l'action modeste que j'exerce et l'action modeste que je reçois. Quand je vois quelqu'un, je ne me dis jamais : Propagandons. Mais je cause honnêtement avec ce quelqu'un. Je lui énonce très sincèrement les faits que je connais, les idées que j'aime. Il m'énonce tout à fait sincèrement les faits qu'il connaît et les idées qu'il aime et qui souvent sont fort différentes. Quand il me quitte j'espère qu'il s'est nourri de moi, de ce que je sais et de ce que je suis. Et moi je me suis toujours nourri de tout le monde, parce que tout le monde a beaucoup plus d'esprit que moi. J'ai pitié souvent quand je vois ces gens de propagande enseigner au peuple ce que le peuple sait mieux qu'eux, ce que le peuple saurait tout à fait si l'on n'avait jamais inventé les journaux. Le peuple sait beaucoup de ce que nous pouvons savoir quand il connaît l'amour, la naissance et la mort, la maladie et la santé, la jalousie envieuse et la haine, la misère et la prospérité, le chaud et le froid, les terres et les eaux, les rues et les bois, les bêtes et les plantes, quand il assiste à l'admirable croissance des enfants, à la décroissance compensatoire des vieux. Pour moi c'est sur les impériales des voitures et dans les *troisième classe* de l'Orléans que j'ai entendu le meilleur de ce que je sais. Et quand je parle avec un homme du peuple, ce qui m'arrive le plus souvent que je le puis, je n'ai aucune intention de le catéchiser. Car au fond leur propagande est une catéchisation, une catéchisation de plus. Je cause uniment avec l'homme du peuple. Je lui parle de son métier, non pour profiter seulement, mais parce que vraiment son métier est plus intéressant, plus profondément vrai que le mien. Je

parle de sa vie, qui est plus passionnante que la leur. Je ne suis nullement l'intellectuel qui descend et condescend au peuple. Je suis peuple. Je cause avec l'homme du peuple de pair à compagnon, sans aucune arrière-pensée. Il n'est pas mon élève. Je ne suis pas son maître. Je ne veux pas lui monter le coup. Je communique avec lui. Je travaille avec lui. Mutuellement et solidairement. Nous collaborons. Leur propagande est un montage de coup organisé. Pour la bonne cause, pour la révolution sociale, pour la république socialiste. J'entends bien. Les montages de coup les plus redoutables à l'humanité furent toujours institués pour la bonne cause. Qui n'a pas sur soi sa bonne cause? Abd-ul-Hamid a sa bonne cause pour massacrer les Arméniens. Chamberlain défend en Afrique la bonne cause de la civilisation anglaise. Les alliés internationaux, comme les nommait à peu près Jaurès, ont épouvanté le monde chinois pour la bonne cause de la chrétienté chrétienne et marchande. On ne sait jamais tout ce qui peut sortir de vice et de souffrance d'un montage de coup bien intentionné.

— Assez causé, dit Pierre Deloire.

DEUXIÈME CHEF D'ACCUSATION

Péguy est accusé d'avoir accueilli ou mis dans les cahiers de la copie qui nuit à la propagande. Qu'il s'en défende.

— Il est trop bête. Je le défendrai. *Péguy trahit la République.* Si jeune ! Et qu'ont-ils fait pour la République ceux qui l'accusent de trahir la République. Je veux savoir qui c'est.

— Nous examinerons plus tard si nous pouvons le savoir. Mais vous avez adopté la marche du cortège. Repoussez l'accusation en elle-même.

— Je l'ai repoussée, puisque c'est la même. Péguy trahit la République et nuit à la propagande parce qu'un jour il n'a pas voulu recevoir la consigne. Hier il avait raison d'écrire ce qu'il savait et ce qu'il pensait de Guesde. Il a tort aujourd'hui d'écrire ce qu'il sait et ce qu'il pense de Guesde. Demain il aura tort d'écrire ce qu'il sait et ce qu'il pense d'un second, et d'un tiers. Hier il épurait. Aujourd'hui, ce matin, il désorganise. Hier il servait. Aujourd'hui, ce matin, il trahit. Un vote menteur a fait ces merveilles. Un vote menteur a fait passer la consigne. La discipline faisant la force principale des armées, il importe que tout inférieur obéisse exactement, sans hésitation ni murmure. Je désobéirai si la justice et la vérité le veut. Je suis réserviste. Si demain matin je recevais ma feuille de route pour aller en Chine, sachant comme je le sais ce que les Internationaux sont allés faire en Chine, je refuserais le service militaire, je déserterais. Je suis réserviste. Si demain matin je recevais ma feuille de route pour aller à Calais, sachant comme je le sais ce que les bourgeois font à nos amis ouvriers, je refuserais le service militaire, je déserterais. Pourquoi dès lors veut-on que dans le civil je reçoive et j'accueille le mot d'ordre et le mot de ralliement. O vanité des consignes anciennes ! Quand j'étais à l'école en première année, tu te rappelles, Deloire, les consignes étaient les suivantes, et à ces consignes obsolètes nous avons en leur temps donné tout ce que nous avons eu de foi, de raison, de vouloir et de force. A ces consignes obsolètes

nous avons donné le temps de nos études et l'amitié de nos meilleurs amis. Ces consignes étaient que le Sénat n'était qu'un ramassis de crapules réactionnaires et que la Chambre était l'espoir et la fleur de la République. Au nom du suffrage universel, au nom de sa souveraineté, au nom de sa primauté, il fallait balayer les vieux résidus du suffrage restreint. La consigne était qu'il ne fallait pas deux assemblées dans la République. La consigne était que le suffrage universel valait seul et valait tout, que le suffrage restreint ne nous donnait que des tyrans. Il fallait que le suffrage universel fût à un seul degré, le double degré ne pouvant qu'éliminer les meilleurs candidats. La consigne était que M. Léon Bourgeois préparait infailliblement la voie du seigneur socialisme révolutionnaire, moins résolument toutefois que M. Doumer. La consigne était que l'impôt progressif sur le revenu constituait la réforme la plus profonde, immédiatement après laquelle adviendraient les premiers décrets de la Révolution sociale. Et cependant que M. Léon Bourgeois était le précurseur et M. Doumer le sous-saint-Jean-Baptiste, ou l'aide-saint-Jean-Baptiste, la consigne était que M. Trarieux, un sénateur ! était la plus réactionnaire des canailles ou le plus canaille des réactionnaires. La Révolution sociale avait un jour demandé que M. Godefroy Cavaignac, un civil, devînt ministre de la guerre. La Révolution sociale avait un intérêt puissant à ce que M. Casimir-Perier ne restât pas à la présidence de la République bourgeoise. Il fallait qu'il s'en allât. Pour qu'il s'en allât il fallait que Gérault fût élu député. Pour que Gérault fût élu dans le treizième il fallait que Rochefort lui donnât l'investiture nationaliste. Jaurès et Millerand allèrent donc à Bruxelles

traiter avec le grand polémiste. Donnant donnant. Rochefort donna l'investiture. Les républicains donnèrent l'amnistie, l'ancienne, la deuxième. Gérault fut élu. Félix Faure aussi. Le polémiste rentra. Le président et le polémiste purent chauffer le second boulangisme. Il fallait alors que Rochefort eût de l'esprit et fût non seulement un bon républicain mais un bon révolutionnaire. Il faut à présent qu'il n'ait jamais eu d'esprit et qu'il ait toujours été une immonde canaille. Or M. le marquis de Rochefort avait de l'esprit quand il servait la république sous l'empire, et dès lors il était une spirituelle canaille. Rochefort a longtemps eu de l'esprit sous la république et il était encore en ce temps une spirituelle canaille. Tout le monde savait qu'il était une inépuisable canaille. Jaurès le savait quand il accueillait, au retour de l'exil doré, le virulent polémiste et le fougueux révolutionnaire. Comment veut-on que le bon peuple s'y reconnaisse ? Comment veut-on que le peuple s'y reconnaisse ? Comment veut-on que moi, peuple, je m'y reconnaisse ?

— Un ami que j'ai, dit Pierre Deloire, a bien voulu aller à la Nationale me chercher ces quelques renseignements : L'amnistie fut votée à la Chambre le 28 janvier 1895. Le 29 il y eut dans *la Petite République* un article de Sembat, très raisonnable. Le 31 vote au Sénat. Le premier février, article de Fournière, enthousiaste : « En moins de quinze ans, Paris aura vu Rochefort revenir deux fois d'exil. Son retour en 1880 fut un triomphe. Il en sera de même dimanche. » — Fournière fait des restrictions sur le boulangisme de Rochefort. Puis : « Vraiment, ce retour simultané de Rochefort et de Gérault-Richard est d'un puissant symbolisme que tous comprendront. » — « Jean Grave et Drumont, ces

deux démolisseurs, reviennent aussi, et ce retour complète le symbole. Ce que le peuple a voulu en exigeant, en imposant l'amnistie, c'est la liberté de tout dire. » — Le 3 février, portrait de Rochefort, sous le titre *Impressions quotidiennes*, signé Tabarant. On y lit : « On s'est exclamé et fort justement sur l'éternel rajeunissement de cet esprit auquel les imbéciles seuls refusent l'envergure et la solidité. » — Le 3, retour triomphal. Millerand, entouré de ses collaborateurs de *la Petite République*, va recevoir le virulent à la gare. Puis il vient le saluer à *l'Intransigeant*. Jaurès arrive ensuite. Il est en nage. Il présente Gérault-Richard à Rochefort qui lui tend les bras. — C'est à vous que je dois mon retour ici, dit Rochefort. — Oui, citoyen Rochefort ; mais moi, je vous dois mon élection. René Viviani est présenté par Jaurès à Rochefort qui l'embrasse. Puis défilent — — — ». Je cite le compte rendu de *la Petite République* datée du 5 février. Jaurès n'a fait que partager la joie générale. Il ne paraît pas avoir dit de bêtises, et n'a rien écrit — dans *la Petite République* du moins — sur le retour du héros.

— Nous a-t-on assez lancés, répondit Pierre Baudouin, sur les libertés municipales de Paris, qui avait droit aux mêmes libertés que la plus petite commune de France. Où en serions-nous si le Paris nationaliste avait les libertés que nous avons réclamées pour le Paris révolutionnaire ? Ne croyez pas, mon ami, que je rappelle ces souvenirs — et ces leçons — pour embêter Gérault ou pour faire de la peine à Jaurès. Aujourd'hui moins que jamais il ne faut leur faire de la peine, exposés qu'ils sont à la concurrence déloyale du *Petit Sou*, à la scandaleuse démagogie du scandaleux Edwards.

Bouchor disait à un ami que les cahiers étaient tout de même un peu durs pour les malheureux qui se débattent vaillamment et honnêtement parmi les embarras de l'action publique. Ce n'est ni à Gérault, ni à Jaurès que j'en ai beaucoup. Je sais qu'ils sont abonnés aux cahiers, eux et leur entourage, et qu'ils paient, comme tout le monde, leur abonnement ordinaire. Je sais qu'ils n'auraient pas même la mauvaise pensée, comme certains amis de M. Herr l'ont eue et accueillie, de traduire un dissentiment, même intime, en essai de mise en quarantaine et d'affamement économique. J'en ai très exactement à ceux qui, étant devenus ou nés universitaires, fonctionnaires, travailleurs intellectuels ou travailleurs manuels, veulent introduire parmi nous les procédés et la mentalité des politiciens ou des politiques professionnels. J'admets que les politiciens et que les politiques professionnels fassent de la politique. Je ne suis pas un anarchiste professionnel. Je ne me fais pas des rentes en dénonçant au peuple, dans un journal, que les politiciens et que les journalistes se font des rentes en faisant semblant de le servir. —

— Attendez, dit sèchement Pierre Deloire. Faites-vous ici allusion au débat récemment ému entre Jean Grave et Urbain Gohier ?

— Laissez-moi tranquille, je ne fais aucune allusion. *La Société mourante et l'anarchie* est le livre qui m'a le plus profondément remué. Mon discours est plein de noms propres. Je hais autant le sectaire prétendu anarchiste que le sectaire véritablement archiste. J'admets que certains socialistes fassent provisoirement de l'action politique ainsi que j'admets que certains Français

fassent provisoirement de l'exercice militaire. Je dirai toute ma pensée : il me paraît indispensable que certains socialistes révolutionnaires fassent de l'action politique, parce que s'ils n'en faisaient pas toute l'action politique, dont l'effet me semble indéniable, retomberait toute pour écraser la révolution sociale et même la préparation de la révolution sociale. On me répond que la politique est un sale métier. Nous savons qu'il y a dans la société bourgeoise beaucoup de sales métiers, inévitables. Nous avons donc la plus grande et la plus sincère gratitude pour les citoyens qui veulent bien assumer ces métiers sacrifiés. Je le dis sérieusement : j'ai la plus vive et la plus profonde reconnaissance pour les citoyens qui veulent bien faire de la politique. J'ai aussi, comme Français, de la reconnaissance pour les pauvres bougres de soldats et d'officiers, quand ils sont honnêtes et bons citoyens. Mais je ne consens pas qu'il advienne au socialisme révolutionnaire la contamination qui est advenue à la nation française. La nation française avait une armée. Il était inévitable que la nation française eût une armée. Il était inévitable, dans la situation de concurrence internationale bourgeoise indéfiniment surexcitée où l'Europe se crève, il était inévitable que la nation française eût une armée, c'est-à-dire que pendant certaines années certains citoyens fissent leur métier de la préparation technique aux travaux de la guerre. Mais qu'est-il advenu ? et c'est ici, vous m'entendez, qu'intervient ce que je nomme la contamination. Les citoyens qui se préparaient aux travaux déplorables de la guerre, au lieu de garder précieusement en eux l'esprit de la cité, se laissèrent contaminer par les passions qui naissent malheureusement de la guerre. Et il

n'y eût eu que demi-mal, et contamination partielle. Mais la plupart des citoyens, dans les années où ils ne faisaient pas leur métier de la préparation à la guerre, avaient en eux et gardaient glorieusement les passions misérables belliqueuses. Ou bien ils recevaient la contamination de leurs voisins. Et au lieu d'avoir pour les citoyens militaires une reconnaissance exactement prudente ils se donnèrent ou accueillirent pour les soldats des sentiments d'humilité, de serve imitation, d'aveugle et enthousiaste admiration. Le métier sacrifié devint le métier guide, le métier modèle. Ainsi naquit et se développa ce militarisme envahissant dont vous savez que je suis l'un des adversaires les plus rigoureusement exacts.

Je redoute qu'une semblable contamination ne se soit effectuée dans le socialisme révolutionnaire. Il était indispensable que le socialisme révolutionnaire eût ses politiques professionnels. Dans la situation de concurrence politique bourgeoise indéfiniment surexcitée où crève lentement la nation française, tous les partis politiques bourgeois se fussent payés sur le dos du socialisme révolutionnaire si le socialisme révolutionnaire n'avait pas eu des militaires, comme il convient de nommer nos politiques professionnels. J'ai donc pour nos citoyens politiques une vive et profonde reconnaissance. On ne m'a pas vu leur jeter des tuiles sur la tête pendant qu'ils recevaient les tuiles des démagogues. Je les ai défendus tant que j'ai pu contre les démagogues. Je les défends tant que je peux. Je les défendrai tant que je pourrai. Pendant qu'ils se noyaient ou couraient le danger de se noyer, on n'a pas vu que je faisais mon petit maître d'école de la Fontaine. Je me suis fait de sérieux ennemis parmi leurs ennemis parce que je leur

subvenais de toutes mes forces. Quand il y a des élections politiques je fais la campagne électorale et je vote. Quand il y a des élections universitaires je fais la campagne. Si j'étais citoyen actif universitaire, je voterais aussi dans les élections universitaires. Mais là je ne suis qu'un citoyen passif. Dans le petit village de banlieue extrême où je me suis réfugié, vous savez que j'ai suivi attentivement la campagne politique inaugurée pour les récentes élections municipales. Vous savez que j'ai voté le premier dimanche et le dimanche de ballottage pour la liste républicaine opposée aux grands bourgeois réactionnaires, aux châtelains et aux grands propriétaires fonciers de l'endroit. Car nous sommes inclus dans l'arrondissement de Marcel Habert, et chez nous les républicains sont unis, parce qu'ils sont impuissants.

Je demande que le socialisme révolutionnaire ne soit pas contaminé par son armée politique ainsi que la nation française fut contaminée par son armée militaire. Je demande que nous ayons pour nos citoyens politiques une reconnaissance exactement prudente et non pas une serve admiration, une humilité d'imitation. Or il suffit de regarder rapidement ce qui advient au socialisme révolutionnaire pour constater un incroyable envahissement de la mentalité politique.

J'ai comparu, moi aussi, devant le Conseil d'administration de la *Société Nouvelle*. Et j'ai participé aux Assemblées générales, simples chambres d'enregistrement qui étaient censées souveraines. C'était un des spectacles et un des événements les plus désolants que je connaisse. Les mêmes hommes administrateurs commettaient des actes qu'ils n'eussent pas imaginés quand ils étaient simples citoyens. La raison d'État, qu'ils

avaient combattue trente et quelques mois avec un redoutable acharnement, leur paraissait non pas suffisante, mais opulente pourvu que l'État fût la société commerciale dont ils avaient l'administration. Permettez que je revienne sur les faits.

— Il est temps, dit froidement Pierre Deloire.

— Je me rappellerai toujours comme l'exécution fut brutale et prompte quand tu demandas et proposas au Conseil d'éditer les cahiers, dans des conditions commerciales qui étaient cependant fort avantageuses pour la maison commune. Je me rappellerai toujours, pour l'administration de ma vie, de quel ton Herr vous dit : Nous sommes *unanimes* à penser que vous allez marcher contre tout ce que nous avons fait ensemble. Nous sommes *unanimes* à n'accepter pas cette publication. — Ils étaient unanimes ! Et qu'est-ce que cela prouve ? Esprits à peu près identiques, ayant la même culture, les mêmes bonnes et les mêmes mauvaises qualités, les mêmes déformations et les mêmes alourdissements, ces cinq administrateurs étaient plus facilement unanimes entre eux que je ne suis unanime avec moi. Quand Herr discute avec Simiand il y a moins de profonde variété, moins de pénible et douloureuse incompatibilité que quand je discute avec moi. C'est dire qu'il y a dans leurs assemblées moins de véritable discussion que quand je m'assemble tout seul. Et ils seraient modestes, et ils n'accableraient personne et ils n'accableraient rien et ils n'écraseraient pas leurs anciens amis de leur commode unanimité s'ils n'avaient accueilli en eux la contamination politique de la puissance attribuée à la quantité numérique. Nous sommes cinq. Nous sommes cinq unanimes. Il est évident que nous avons raison.

Nous avons raison contre la raison même. La raison n'est pas cinq. Et il en était de même aux assemblées générales. Puisque la raison y avait la minorité, la raison y avait tort.

Non pas qu'évitant le gouvernement de la minorité par la majorité je veuille asseoir le gouvernement de la majorité par la minorité. Je ne veux pas réparer une injustice par une injustice majeure, une lamentable déraison par une lamentable déraison majeure. Je demande que parmi nous, parmi les socialistes révolutionnaires agissant entre eux, et travaillant solidairement, on n'introduise pas, venues des assemblées bourgeoises, les présomptions autoritaires de la paresseuse et facile votation. Je demande que l'on ne croie pas que l'on a tout dit quand on a dit : nous sommes *unanimes*, ou bien : *nous sommes en majorité*, ou bien : *nous avons une forte majorité*, ou : *nous avons la majorité des deux tiers*. Nous demandons que ces constatations de quantités n'empêchent pas d'écouter scrupuleusement la voix de la raison. Nous demandons que ces constatations de quantités n'empêchent pas systématiquement d'écouter le bon sens en intellect, et le sens droit en morale. J'admets, je demande que le citoyen, certain dimanche, aille voter pour tels ou tels candidats au conseil municipal, au conseil d'arrondissement, au conseil législatif ou national, que nous nommons Chambre des Députés. Mais le citoyen qui, son bulletin mis, rentrant à la maison, dirait à sa femme : *à présent nous allons voter pour savoir si nous ferons ce soir un pot au feu* me semblerait un dangereux maniaque. Pourtant c'est là que nous en sommes. La votation parlementaire bourgeoise ne nous a pas seulement contaminés en ce sens que

nous en faisons avec eux parmi eux, mais en ce sens beaucoup plus redoutable que nous ne faisons plus que de cela parmi nous avec nous. Chacun pense à *majoriser*, comme on dit, le voisin. L'histoire des trois congrès, les deux nationaux et l'international, n'a été qu'une lamentable histoire parlementaire.

Je pensai que je pourrais placer un mot :

— C'est ce que je dirai quand je rendrai compte à mes électeurs du mandat qu'ils ont bien voulu me confier pour le premier, le deuxième et le troisième congrès de Paris.

— Tais-toi tu es trop bête. L'histoire des congrès, sans aucune exception, l'histoire de l'ancien comité général, sans aucune exception, l'histoire des groupes élémentaires, des fédérations régionales, départementales ou provinciales, des organisations nationales, sauf exceptions, l'histoire, hélas, du grand parti national, est une lamentable histoire parlementaire. Beaucoup de coopératives et beaucoup de syndicats ont une histoire parlementaire. On n'entend partout parler que de majorité. Cela est incroyable d'un parti révolutionnaire, d'un parti qui ne tient dans le monde qu'un espace extrêmement mineur. Combien y a-t-il dans l'univers de socialistes véritablement socialistes ? Moins que jamais. Et n'est-il pas évident que si la loi de majorité régissait le monde nous serions écrasés comme un nouveau-né chinois. Pendant toute l'affaire, les dreyfusards furent en France la minorité infime. Et depuis le commencement de cette affaire principale, plus longue, beaucoup plus vaste et non moins profonde, que nous nommons l'affaire de la Révolution sociale, nous les révolutionnaires nous avons toujours été en mino-

rité infime. Et pour longtemps nous sommes en infimité. Pourquoi dès lors introduire dans nos relations mutuelles comme le seul régulateur cette loi bourgeoise immorale et dérationnelle que les bourgeois eux-mêmes ont soin de ne pas utiliser contre nous jusqu'en sa rigueur extrême.

Pourquoi ? Parce que nos censeurs ne sont pas moins contaminés de l'insincérité bourgeoise qu'ils ne sont contaminés de l'autorité bourgeoise. Tout cela se tient. L'autoritaire ment. La seule raison ne ment pas. L'autoritaire est celui qui veut exercer une action plus grande que la raison ne le lui permet, que la raison ne la lui confère. Il veut avoir un effet plus grand qu'il n'est, raisonnablement, une cause. Il veut rompre à son avantage la juste et la raisonnable proportion. Il veut introduire frauduleusement un supplément d'effet dans son action. Quand le censeur vous accuse de trahir la République parce que vous diminuez l'autorité de Herr, de Jaurès ou du troisième *universitaire* auprès de leur public, très exactement le censeur souhaite, espère, désire qu'au moment que le lecteur ouvre son journal sur un article de Herr, de Jaurès, ou du troisième, il y ait, interposée entre l'entendement du lecteur et l'entendement de l'auteur, une certaine quantité de croyance fidèle. Et quand Jaurès monte à la tribune, le censeur veut qu'il y ait, interposée entre l'entendement de l'auditeur et l'entendement de l'orateur, une certaine quantité de croyance fidèlement déférente. Le censeur n'admet pas que le texte imprimé paraisse seul, pauvre et nu au regard du simple citoyen. Le censeur n'admet pas que le discours parvienne seul, pauvre et nu à l'ouïe du simple citoyen. Honte à ces habilleurs ! Nous demandons qu'en ce sens-

là il n'y ait parmi nous aucune autorité individuelle, et encore moins une autorité collective. Nous demandons que le peuple accorde une large audience à tous ceux qui lui veulent parler. Mais quand il a entendu l'orateur ou l'auteur, nous demandons que le peuple, s'il y a lieu, prononce lui-même selon la raison, sans aucune interférence de fidélité religieuse. Nous sommes de ces singuliers libéraux ou libertaires qui n'admettons aucune autorité. Nous sommes de ces singuliers révolutionnaires qui n'admettons pas l'autorité de la tradition. Nous sommes de ces singuliers libre-penseurs qui n'acceptons aucune Église. Au sens profond des mots, nous n'autorisons aucune congrégation. Que le peuple écoute volontiers tel ou tel en mémoire des auditions précédentes, si elles étaient bonnes, soit. Mais dresser le peuple ou le public à ce qu'un jour lisant un article ou entendant un discours le simple citoyen pense en lui-même : Ce raisonnement me paraît faux, mais j'admets qu'il est juste, puisqu'il est de *monsieur un tel ;* — ou bien : Ce sentiment me paraît mauvais, mais il faut bien qu'il soit noble, puisqu'il est d'*un tel, noble citoyen :* que le peuple suive ainsi à la piste, nous ne le voulons pas, Jaurès ne le veut pas, s'il a de faux amis qui le veulent. Nous ne voulons pas qu'entre le texte et l'homme qui lit on glisse l'épaisseur d'une autorité, quand le texte serait de mon meilleur ami.

— Surtout, rectifia Pierre Deloire, si le texte était de mon meilleur ami.

— C'est ce que je voulais dire.

— Il faut dire ce que l'on veut dire.

— Nous demandons instamment que ceux qui aiment l'autorité se reclassent parmi les bourgeois, que ceux

qui aiment la tradition se reclassent parmi les conservateurs, que ceux qui aiment la foi se classent à côté des chrétiens. Toutes ces anciennes humanités ne me paraissent nullement méprisables. Mais il est misérable que ceux qui en sont encore, au lieu d'y rester, soient venus faire la loi parmi nous. Ces ralliés ne trahissent pas la République, ils ne remettent pas la République aux mains des réactionnaires, ils ne mettent pas le socialisme aux mains des bourgeois, ils ne mettent pas la révolution aux mains des conservateurs, ni la libre-pensée aux mains des cléricaux, mais il font ou ils essaient que les mêmes républicains soient réactionnaires, que les mêmes socialistes soient bourgeois, que les mêmes révolutionnaires soient conservateurs, que les mêmes libre-penseurs soient les cléricaux de la libre-pensée. Ils ne trahissent pas la République, ils n'ont aucune République.

Leur propagande supposant le montage de coup, nous voyons qu'elle produit le mensonge et l'injustice. Tout cela se tient. L'autoritaire ment, en ce sens que pour asseoir son autorité il faut qu'il donne au propagandisé une image menteuse du monde. Jamais le monde n'a marché aussi mal qu'aujourd'hui. Les massacres d'Arménie et la digestion de la Finlande, les sadismes africains et les sadismes chinois, la condamnation de Rennes et l'alcoolisme français, la guerre de Madagascar et la guerre du Transvaal, tant de guerres et tant d'épouvantes où le socialisme universel n'a rien tenté d'efficace ni d'effectif, sont faits pour donner quelque humilité à la génération que nous sommes, au socialisme que nous sommes. Loin de là : nos chefs s'enrouent à chanter les hymnes et les actions de

grâces. Confondant en eux deux fonctions militaires, ils font à la fois la fanfare et le commandement. Quand les corps expéditionnaires de Chine sont partis, on a osé invoquer ce premier essai de confédération européenne. Et quand les chefs sont réunis en congrès, tout se passe comme si le socialisme universel n'avait qu'à dire un mot pour disposer du monde. Montage de coup. Le monde se fout de nous (1). La démocratisation et la fausse démocratisation n'ont conduit qu'à donner aux peuples souverains ou faussement souverains les vices des capitaines. Le peuple français, le peuple anglais, le peuple allemand ont reçu et fomenté des perversités que le sort des âges révolus n'attribuait qu'aux chefs. Les peuples mêmes sont devenus pillards, menteurs, voleurs, assassins, nationalistes et militaristes. Alors pourquoi faire les malins ? Nous avons contre nous la lourdeur de l'ignorance et le vice de la perversité de tous les peuples mêmes. Et pourquoi faire les petits bons dieux ? Nous avons contre nous le monde même que nous voulons refaire. Sauf de rares exceptions, les passions bourgeoises croissent parmi les peuples mêmes comme elles ne croissaient pas jadis parmi les aristocraties et naguère parmi les bourgeoisies. Pourquoi nous le dissimuler. Quand il faut bâtir un immeuble de dix mètres et que les maçons arrivent au pied du mur, on ne voit pas que l'entrepreneur les assemble et leur annonce : Mes enfants, nous allons bâtir un tout petit mur de deux mètres et demi, — dans l'espoir qu'après que les maçons auront conduit le mur jusqu'à deux

(1) Je prie qu'on pardonne à mon ami Pierre Baudouin la violence de cette expression. Il venait d'assister à la représentation du *Danton* et les gros mots lui venaient volontiers.

mètres et demi une seconde exhortation le leur fera pousser jusqu'à trois mètres et demi, et ainsi de suite. Ainsi nous, quand nous sommes assemblés au pied de la Révolution Sociale, pourquoi nos maîtres et contremaîtres veulent-ils nous faire accroire que c'est une petite affaire, à moitié faite sans qu'on s'en soit aperçu, et que tout se passera en douceur. C'est qu'au lieu de nous traiter comme des ouvriers raisonnables nos chefs nous traitent comme des soldats. Et non pas comme un officier raisonnable peut traiter des soldats raisonnables, mais comme un officier de l'ancienne armée traitait les mauvais soldats : *Allons, encore un coup d'épaule, il n'y a plus que deux kilomètres,* quand on sait qu'il y en a encore six ou huit. Ou bien si on attaque : *Hardi ! en avant ! ils ont peur ! ils vont foutre le camp !* avec le refrain obligé : *il y a la goutte à boire là-haut !* C'est comme ça que les gens finissent par boire la goutte en bas. Nous ne voulons pas boire la goutte. Nous sommes des ouvriers. Nous acceptons, nous demandons que l'on nous guide quand il en est besoin. Nous acceptons, nous demandons des architectes et des ingénieurs, à condition qu'ils nous diront la vérité. Nous ne voulons pas d'entraîneurs. Nous ne sommes ni des chevaux ni des cyclistes. Nous ne faisons pas des courses. Nous voulons faire un travail raisonnable. Nous ne voulons pas de propagandeurs professionnels. Nous n'admettons pas que la propagande ne soit pas la communication pure et simple de la vérité que l'on sait. Ce qui revient à dire que c'est Péguy l'accusé qui fait de la propagande et que ce sont les censeurs qui n'en font pas Ce sera le premier point de ma défense.

Il s'arrêta pour souffler un peu, parce qu'il était essoufflé.

— Nous en resterons donc au premier point, dit Pierre Deloire, parce que c'est assez causé pour aujourd'hui. Tu as de la chance que je ne sois pas un président de tribunal correctionnel bourgeois. Tu verrais si tu plaiderais ainsi. Tu as un discours singulier. On ne voit pas que tu suis aucun plan. Et cependant je me ferais un scrupule je ne dis pas de supprimer, mais de déranger un mot de ce que tu dis. Mais il importe que l'accusé rende compte enfin de son mandat. Il n'est pas seulement un accusé, il est un délégué. Je demande qu'il ait d'abord la parole comme délégué.

— Je lui cède mon tour, comme on dit dans les assemblées délibérantes, parce que, ce que je veux dire, je le dirai bien. Mais ce que j'ai dit aujourd'hui était indispensable avant de commencer. Mon premier point était en réalité un point préliminaire. Il fallait savoir si le compte rendu que Péguy nous doit sera un compte rendu de fausse propagande sur ce modèle : *Hardi les gars!* ou un compte rendu historique sur ce plan : *J'ai vu ceci et entendu ceci. Alors j'ai fait ceci.*

— Ce sera, dis-je, autant que je le pourrai, un compte rendu historique.

Au moment où nous mettons sous presse, Bourgeois me rend compte que le lancement administratif de la seconde série a produit presque tous ses résultats. Ils ne sont pas brillants. Ils sont assez au-dessous de ce qu'espérait ma témérité. Mais ils sont solides, et fort au-dessus de ce qu'attendaient nos amis.

Nous avons dit dans le douzième et dernier cahier de la première série comment nous avions établi une liste considérable d'abonnés éventuels. A tous ces abonnés nous avons fait présenter par la poste des reçus minimes. Un peu moins du tiers de nos reçus ont été acceptés. Un peu plus des deux tiers nous sont revenus refusés. Aussitôt que nous en aurons le temps nous établirons le recensement pour ainsi dire topographique des acceptations et des refus. Mais dès à présent nous pouvons annoncer que les bourgeois nous refusent parce que nous sommes socialistes révolutionnaires et que certains prétendus socialistes nous refusent parce que nous entendons rester libres, justes, et vrais, du moins autant que nous le pourrons.

Le dépouillement de tout ce courrier financier et d'un nombreux courrier administratif spontané a demandé à l'administration un travail incroyable et qui n'est pas fini. Ce travail a seul retardé l'envoi du quatrième cahier. Nous ne voulions pas en effet envoyer le beau cahier de Lagardelle à ceux de nos abonnés qui n'auraient pas accepté nos reçus.

Non seulement le boycottage initial organisé envers nos cahiers a été maintenu contre eux, mais il a été considérablement élargi. Non seulement on ne s'était

pas abonné, non seulement on s'est désabonné, mais on a fait désabonner. La dure constance avec laquelle, dès le principe et aujourd'hui plus que jamais, la plupart de mes anciens camarades et le tiers de mes anciens amis, obéissant au désir bourgeois de me faire la leçon ou au sentiment catholique de me mettre en pénitence, ont organisé l'inanition de nos cahiers m'a causé une singulièrement lourde peine. A présent que leur effort me paraît déjoué pour longtemps je dois renoncer à m'occuper d'eux autant que je le fis. J'ai fait tout ce que j'ai pu pour les empêcher de commettre une injustice qu'ils croyaient utile. A présent il se trouve qu'ils ont commis malgré moi une injustice qui leur devient inutile. Négligeant pour eux l'immense majorité de nos abonnés, j'ai employé beaucoup du papier commun à me justifier devant eux, pour qu'ils ne fussent pas injustifiables. Par privilège ils ont tenu dans nos cahiers la place la plus grande, qu'ils n'avaient pas du tout parmi nos abonnés, qu'ils ne sont pas encore près d'avoir dans le monde. Ce régime est fini.

Les désabonnements vont continuer de ce côté. *Nous prions instamment ceux de nos anciens abonnés qui veulent se désabonner d'envoyer un mot à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, ne fût-ce que sur une carte postale.* Renvoyer les cahiers ne suffit pas, à moins que le renvoyeur ne mette sa signature.

Il ne nous reste plus une seule collection de la première série et l'on nous en demande chaque jour. Nous prions instamment ceux de nos anciens abonnés qui auraient des cahiers en double, ou qui ne tiendraient pas

à garder les leurs, de vouloir bien les renvoyer sans retard à M. André Bourgeois. Nous nous permettons d'insister auprès des quelques anciens abonnés éventuels qui ont attendu treize mois pour décider que décidément ils ne s'abonneraient pas.

Nous prions ceux de nos anciens abonnés qui veulent se réabonner de vouloir bien envoyer à M. André Bourgeois, en un mandat poste, le montant de leur abonnement à la deuxième série. S'ils ne le peuvent, nous acceptons volontiers qu'ils paient plus tard ou par mensualités. Mais nous leur demandons de nous faire savoir exactement quelles sont leurs intentions.

A tous ceux de nos anciens abonnés qui ne nous auraient pas manifesté leurs intentions avant le 10 février nous ferons présenter des reçus. C'est le seul moyen que nous ayons alors de savoir si nos envois parviennent. Ce moyen est fort défectueux. Il revient très cher, et en finance, et en travail, c'est-à-dire encore en finance. Le reçu touche au moment qu'on ne l'attend pas. Le montant du reçu est conjecturé. Une douzaine au moins de nos nouveaux abonnés ont refusé nos reçus pour nous envoyer des mandats beaucoup plus forts. A ce propos nous rappelons à quelques-uns de nos abonnés que l'on ne *peut pas* donner au facteur une somme supérieure à celle que porte le mandat. Nous insistons aussi sur ce renseignement : que nous ne faisons présenter de mandat que par la poste.

Aussitôt que nos anciens abonnés nous auront manifesté leurs intentions, nous pourrons établir sérieuse-

ment le recensement de tous nos abonnés et la situation de nos finances. Dès à présent nous pouvons espérer que si le réabonnement produit peu nous aurons au moins neuf cents abonnés. Si le réabonnement produit beaucoup, nous pouvons avoir douze cents abonnés.

Ce résultat considérable est dû surtout au travail de l'administration. Ce travail continue. Ainsi nous recensons dans *l'Aurore* les citoyens qui ont envoyé leur protestation contre l'amnistie et nous leur envoyons éventuellement nos cahiers. Nous ne demandons à ces nouveaux abonnés éventuels que de nous manifester rapidement leurs intentions. Ce travail continuera sans relâche. Non moins *dilettante* que la rédaction, l'administration fournira toujours tout le travail nécessaire.

Nous avons annoncé que le sixième cahier sera le Danton de Romain Rolland. Ce drame a été publié pour la première fois dans la Revue d'Art dramatique, *numéros du 5 décembre et du 20 décembre 1899, de janvier et de février 1900. On en fit alors un tirage à part, qui est à peu près épuisé en librairie. Nous en publions donc la seconde édition, revue par l'auteur, qui a refondu tout le jeu de la foule au troisième acte. Ce très gros cahier sera mis dans le commerce et vendu trois francs.*

Nos abonnés ont lu dans le premier cahier de la deuxième série que M. Charles Guieysse, ancien officier d'artillerie, ferait à l'école des hautes études sociales une série de leçons sur la morale et l'armée, rôle de l'officier. Ces leçons commencent le mercredi

30 janvier. Nous les ferons sténographier et nous les réunirons sans doute en un gros cahier.

Au dernier moment nos reçus commencent à nous revenir de Belgique. Nous prions instamment nos abonnés *belges* de vouloir bien envoyer une carte postale à M. André Bourgeois. Le recouvrement par la poste belge des reçus français est ainsi organisé que les mandats des reçus acceptés nous reviennent sans référence nominative.

Nous prions nos souscripteurs et nos abonnés de vouloir bien nous envoyer des mandats de poste plutôt que des bons : le mandat est une pièce d'administration plus complète.

En résumé nous demandons à tous nos abonnés de vouloir bien nous manifester leurs intentions fermes, quelles qu'elles soient.

Nous tenons gratuitement à la disposition de nos abonnés la *Jeanne d'Arc* de Marcel et Pierre Baudouin et *la Lumière* de Jérôme et Jean Tharaud. Envoyer un franc pour les frais d'envoi.

CONTRIBUTION AUX PREUVES

La Petite République du mardi premier janvier publiait cet article :

ÉVANOUISSEMENT

A quoi pense donc M. le commandant Cuignet? Sur la liste assez copieuse des témoins qu'il a cités, ne figure pas le nom de M. Rochefort. Celui-ci pourtant s'écriait ces jours-ci avec une noble impatience : « Et nous aussi, nous en avons assez. Je prie M. le commandant Cuignet de m'appeler en témoignage soit devant le conseil d'enquête, soit devant la cour d'assises, et là je ferai la preuve que Dreyfus avait envoyé directement à l'empereur d'Allemagne un bordereau sur papier fort; que ce bordereau a été annoté de la main même de l'empereur, et retourné à Paris avec une lettre de recommandation pour Dreyfus ; que c'est ce bordereau qui a été saisi, et qu'ensuite on l'a décalqué sur papier pelure en négligeant les notes inscrites par Guillaume II. »

Nos lecteurs se souviennent assurément qu'il y a quelques jours nous avons cité *in extenso* le passage de l'article de M. Rochefort qui annonçait ces révélations foudroyantes. Le grand polémiste de l'État-Major ne nous accusera pas de vouloir attenter à sa gloire, ou étouffer la lumière. A peine annonçait-il le terrible coup de théâtre qu'il préparait, que nous avons convoqué tous les prolétaires qui nous lisent : « Attention ! et ne manquez pas ce spectacle. » Nous-même nous attendions avec une hâte fiévreuse que le sublime impresario esterhazien levât le rideau sur ce grand drame social.

Guillaume II démasqué par Rochefort, Dreyfus accablé, la

conscience humaine qui a la faiblesse de croire maintenant à l'innocence de Dreyfus retournée, Henry réhabilité, Boisdeffre glorifié, Esterhazy canonisé, tous les amis du traître confondus et gisant à terre : quel événement! La planète tout entière en aurait eu une commotion! Et cette fois, c'était bien la fin de l'affaire Dreyfus et du dreyfusisme; Loubet, président de la trahison, était chassé de l'Élysée; et nous tous, il ne nous restait plus qu'à fuir en exil, sans même emporter à la semelle de nos souliers un peu de cette terre de France vendue par nous à l'étranger.

Hélas! M. Rochefort a eu peur de trop de succès; il a eu peur de trop de gloire. Et il se dérobe avec une modestie incomparable au formidable triomphe de rire et de moquerie, à l'incroyable apothéose de quolibets et de huées que l'univers lui préparait. Voltaire disait : « Ces Parisiens me feront mourir de plaisir »; M. Rochefort a eu peur de mourir étouffé sous les manifestations joyeuses et tendres que son récit allait provoquer de toute part.

Mais comment expliquera-t-il ce silence? Il écrivait l'autre jour — (c'est le mot de la fin de son article, et on sait qu'il soigne toujours le mot de la fin) : « Le patriotisme maintenant nous oblige à parler. » Comment donc ce patriote consent-il maintenant à se taire?

Il a risqué une explication. Il nous a dit, le surlendemain du jour où il annonçait ces révélations étourdissantes, que décidément il ne montrerait pas le bordereau annoté; car s'il le montrait, ce serait la guerre.

Mais M. Rochefort, quand il annonçait, le mardi, qu'il allait parler, avait prévu sans doute les périls devant lesquels il recule le jeudi : que s'est-il donc passé?

Notez que M. Rochefort met la France dans une situation terrible. Nous savons maintenant que tout le destin de la patrie dépend de M. Rochefort et de M. Rochefort seul. M. Rochefort a, dans un tiroir de son secrétaire, un bordereau mystérieux et formidable, annoté de la main de l'empereur. S'il le cache, c'est la paix; s'il le produit, c'est la guerre.

Or, le mardi il a l'intention de le produire, et si le jeudi il se décide à le cacher, rien ne nous assure qu'un samedi

l'idée ne le reprendra point de déchaîner l'ouragan. Un vieil Éole capricieux, dont le toupet blanchi remue à tous les vents, a dans ses mains l'outre des tempêtes. Comment la France pourrait-elle dormir? Ah! par pitié! que M. Rochefort ouvre toute grande l'outre des secrets tumultueux! Mieux vaut la tourmente, mieux vaut la guerre que l'état d'incertitude mortelle et d'insomnie obsédée où la France va être réduite!

J'imagine que lorsque M. Rochefort a annoncé la production du bordereau impérial, il y a eu un grand émoi dans le monde nationaliste. Une consigne universelle de silence a couru aussitôt dans toute la presse patriote. On s'est regardé et on s'est tu, comme on se tait dans une famille lorsqu'un vieillard plus vénérable que lucide émet un propos malencontreux. On l'a averti doucement, patiemment, qu'il ne fallait pas recommencer, qu'il valait mieux ne pas parler de ces choses. Il semble bien qu'il ait compris, et si on prend la précaution de renouveler de temps à autre l'avertissement, il est probable qu'il n'en parlera plus.

C'est qu'il ne pourrait arriver de pire désastre au parti des faussaires que de s'expliquer enfin sur le faux suprême, sur le roi des faux, sur l'empereur des faux, la lettre de Guillaume. Dès qu'il a eu l'imprudence de montrer le faux Henry, le nationalisme a été bien malade; que serait-ce si, entraîné par Rochefort, presque aussi subtil que Cavaignac, il montrait la lettre impériale?

Les nationalistes voudraient bien que l'agitation de l'affaire Dreyfus recommençât dans le vide, pour détourner le pays, excédé de l'œuvre républicaine qu'il doit accomplir. Mais ils ne veulent à aucun prix que le plus abominable et le plus inepte des faux fabriqué par eux pour perdre l'innocent, vienne à la lumière.

Pour quelque temps encore, et jusqu'à l'inévitable indiscrétion que réserve la justice immanente, nous serons réduits à des conjectures sur la date où les bandits ont fabriqué cette pièce extraordinaire, sur le rôle précis qu'ils lui destinaient, sur l'usage qu'ils en ont fait. C'est probablement la visite faite par M. de Munster à M. Casimir-

Perier qui a suggéré à Henry et à ses acolytes l'idée d'élaborer ce document. Du moment que l'ambassadeur d'Allemagne, averti que le bordereau avait été saisi à son ambassade, était venu se plaindre au Président de la République et demander qu'officiellement aucune allusion ne fût faite aux conditions dans lesquelles la pièce avait été prise, les faussaires ont pensé qu'ils pouvaient tout risquer.

Ils pouvaient fabriquer une lettre de Guillaume, dire que c'était là le vrai bordereau saisi, et couvrir cette opération audacieuse en alléguant que le Président de la République avait dû désarmer M. de Munster par la substitution au bordereau authentique d'un décalque où les mots écrits par l'empereur ne paraissaient plus. Les scélérats ont compté sur le mystère diplomatique pour risquer cette légende inepte.

Bien entendu, ils ne destinaient pas la pièce à la publicité, pas plus d'ailleurs qu'ils n'y destinaient le faux Henry lui-même. Elle devait être montrée sous le manteau, épouvanter les ministres en qui des doutes s'éveilleraient, confirmer dans le haut personnel militaire lui-même les convictions chancelantes. Il est infiniment probable qu'elle fut fabriquée après les premières découvertes du colonel Picquart, et je suis tenté de croire qu'au moment précis où on la fabriqua, on était convaincu que l'identité de l'écriture d'Esterhazy avec l'écriture du bordereau, sur lequel fut condamné Dreyfus, éclaterait à tous les yeux. On se préparait donc, par un changement très hardi de système, à dire mystérieusement, comme un terrible secret d'État, que le bordereau soumis aux juges de 1894, et où l'on retrouvait l'écriture d'Esterhazy, n'était pas le vrai bordereau ; qu'il y en avait un autre formidable, impossible à produire publiquement, parce que Guillaume II lui-même l'avait annoté.

Ayant besoin de substituer au bordereau sur lequel éclatait l'écriture d'Esterhazy, un autre bordereau, il fallait bien, pour expliquer qu'on n'eût pu montrer à personne, même aux juges, ce bordereau occulte, créer une circonstance extraordinaire. De là vint naturellement aux faussaires l'idée de mêler Guillaume II en personne au bordereau. Qui pourrait s'étonner, dès lors, qu'on eût remplacé par une pièce

qui pût être vue la pièce primitive, où l'empereur allemand était personnellement compromis? Le bordereau Henry-Rochefort a donc été probablement fabriqué dans le premier moment de désarroi qui suivit, à l'État-Major, les premières découvertes du colonel Picquart. Il a dû éclore à un moment où l'État-Major, affolé, ne croyait pas possible de nier que l'écriture du bordereau de 1894 fût d'Esterhazy, et où il fallait donc créer contre Dreyfus un autre bordereau.

Mais l'État-Major ne tarda pas à renoncer à ce système de défense trop périlleux. D'abord, il lui parut décidément trop compromettant de mettre Guillaume II au premier plan de l'affaire; car c'était le provoquer à livrer au gouvernement français les papiers que l'État-Major de Berlin avait reçus d'Esterhazy. En outre, il était dangereux d'avouer, même tout bas, que le bordereau sur lequel, en 1894, on avait fait condamner Dreyfus, était un faux bordereau : cela pouvait percer, et cela seul entraînait la nullité du jugement et la revision.

Enfin pourquoi perdre courage? Quoique l'écriture du bordereau de 1894 fût manifestement d'Esterhazy, on pouvait se sauver encore. Il suffisait à Esterhazy de dire, comme il le dit, en effet, au conseil de guerre, que Dreyfus avait imité son écriture; et il n'était pas impossible de trouver de bons experts dévoués à la patrie, des Couard, des Belhomme et des Varinard. On renonça donc à faire usage, en première ligne, du bordereau annoté par Guillaume. On renonça à le verser officiellement au dossier secret, et on le remplaça, à l'intention des ministres à la Billot qui avaient besoin qu'on rassurât leur « conscience », par un document plus modeste, moins impérial: celui qui est connu maintenant dans l'histoire sous le nom de faux Henry. Et, si je ne me trompe, quand Henry a dit, quand ses défenseurs ont répété qu'il avait fabriqué son faux pour en faire le substitut d'une autre pièce qu'on ne pouvait montrer, ils ont laissé percer sans le vouloir ce que je viens de conjecturer.

C'est bien, en effet, parce qu'ils avaient renoncé à se servir de la lettre de Guillaume fabriquée par eux, que les

faussaires avaient fabriqué une autre pièce, moins difficile à manier, moins explosive, le faux Henry, qui n'engageait plus directement un empereur, mais seulement des attachés militaires. Il est possible qu'Henry, à la découverte d'un de ses faux, ait pensé que les autres, y compris la lettre impériale et le bordereau annoté, seraient aussi percés à jour; la situation lui a paru désespérée, et il s'est suicidé, autant par la crainte des aveux qui lui restaient à faire que dans l'accablement des aveux qu'il avait déjà faits.

Mais les faussaires, quand ils renoncèrent à incorporer au dossier secret la lettre de Guillaume et le bordereau annoté de sa main, ne détruisirent point pour cela ces pièces extraordinaires. On ne savait ce qui allait advenir, et on tenait en réserve, comme un suprême moyen de défense, les faux de première grandeur dont on hésitait à se servir tout d'abord. En attendant, on les colportait, on en colportait des photographies chez les personnes considérables, comme Rochefort, dont on connaissait l'esprit critique. Et elles faisaient d'autant plus d'impression sur certaines intelligences qu'elles portaient en elles je ne sais quoi de terrible et de mystérieux. Rochefort en a été si ému que l'autre jour, sans le vouloir, il en a parlé tout haut.

Ainsi commence à affleurer cette pièce secrète, la plus extraordinaire, la plus inepte, la plus étourdissante de ce prodigieux roman de trahison, de sottise et de crime. C'est sur Rochefort qu'elle est sortie. C'était comme une humeur cachée qui circulait dans le sang : elle s'est épanouie en bouton sur le nez de Rochefort.

Aussitôt, tous les patriotes effarés se sont empressés autour de l'innocent polémiste : « Cachez, lui ont-ils dit, ce méchant bobo qui ferait jaser. »

Et c'est pourquoi, ni au procès Cuignet ni ailleurs, Rochefort ne montrera le bout de son nez qu'il relevait l'autre jour d'un air de défi.

JEAN JAURÈS

Le capitaine Alfred Dreyfus avait écrit le mercredi 26 décembre au président du conseil une re-

quête que nous lisons dans *la Petite République* du samedi 29 :

Mercredi 26 décembre 1900

Monsieur le président du conseil,

Je suis accusé, par certaine presse, d'avoir adressé, en 1894, à l'empereur d'Allemagne, une lettre infâme qui, annotée par ce souverain, aurait été dérobée dans une ambassade et qui serait une preuve formelle du crime pour lequel j'ai été, par deux fois, injustement condamné.

Le bordereau qui a été produit aux procès de 1894, 1898 et 1899 n'en serait qu'une copie.

Ce nouveau mensonge ne saurait, en raison de son origine, être traité par le mépris.

Le journaliste qui le propage, qui le reprend à nouveau, malgré dix démentis officiels, ne l'a pas inventé.

Il n'est, d'après ce journaliste, que l'écho des confidences qui lui ont été portées, avec des faux impudents, par un émissaire de M. le général de Boisdeffre.

Les photographies des fausses lettres de l'empereur d'Allemagne et du bordereau annoté ont été montrées à plusieurs reprises ; cette autre version mensongère a été racontée maintes fois ; demain, pour beaucoup d'esprits abusés, l'inepte légende serait la vérité.

Mon innocence est absolue ; cette innocence, j'en poursuivrai jusqu'à mon dernier souffle la reconnaissance juridique par la revision.

Je ne suis pas plus l'auteur du bordereau annoté par l'empereur d'Allemagne, qui n'est qu'un faux, que du bordereau original, authentique, qui est d'Esterhazy.

Sauf Henry, tous les principaux auteurs de mon inique condamnation sont encore en vie. Je ne suis pas dépouillé de tous mes droits ; je conserve le droit de tout homme, qui est de défendre son honneur et de faire proclamer la vérité.

Le droit me reste donc, monsieur le président, de vous demander une enquête, et j'ai l'honneur de la solliciter.

Veuillez agréer, monsieur le président, les assurances de mon profond respect.

ALFRED DREYFUS

Un de nos anciens abonnés nous a envoyé cette contribution aux *Preuves :*

Paris, 10 janvier 1901

Mon cher Péguy,

Puisque vous êtes de ceux qui tiennent qu'il y a toujours une affaire Dreyfus, vous devez penser qu'il est utile de continuer à l'étudier pour en éclaircir les obscurités. Je vous soumets donc une hypothèse qui vous paraîtra sans doute, comme à bien d'autres, lever de nombreuses difficultés.

Il s'agit du *faux Guillaume,* c'est-à-dire d'un bordereau sur papier fort, avec une annotation autographe de l'empereur d'Allemagne, où cette *canaille de Dreyfus* est nommée. Rochefort l'a vu et a failli le montrer par patriotisme. C'est encore un fait constant que le général Mercier en possède l'original ou un fac-similé, qu'il en fait état auprès de ses amis et qu'il y ajoute la plus grande importance.

Or Jaurès, l'autre matin, dans son dernier article de spéculation sur l'affaire, a émis cette hypothèse que le *faux Guillaume* avait été fabriqué au moment où le colonel Picquart découvrait Esterhazy, un peu avant le *faux Henry* et pour convaincre le général Billot, Rochefort et la princesse Mathilde. Mais cette hypothèse est inadmissible. Les faussaires ne pouvaient avoir l'idée de ce faux et de ce roman rétrospectifs qui devaient infailliblement dévoiler leur crime. Le général Billot allait certainement en parler aux ministres survivants de 94, à M. Hanotaux par exemple, et ceux-ci lui révéler la supercherie. — Il est également impossible que le général Mercier fasse usage d'une pièce qu'il *sait* fausse puisqu'il connaît son inexistence en 94. Il ne peut pousser l'impudence et l'audace au point de voir sa fourberie dénoncée sans réplique possible par un de ses anciens collègues.

Cette hypothèse écartée, il ne vous reste qu'une issue : c'est que le *faux Guillaume* est de 94, à l'origine même de l'affaire dont il est la clé. Voyez, en effet, comment s'expliquent facilement dans cette hypothèse les faits et les hommes :

Cette pièce est introduite en 94, nous rechercherons bientôt comment. MM. Dupuy, Hanotaux, Mercier, en

sont dupes. — De là leur émoi bien connu. De là leur terreur de l'ambassade d'Allemagne et la fameuse nuit historique, jusqu'ici mal expliquée. Ils craignaient, ont-ils dit, la colère de l'ambassadeur, menacé par la presse de voir son attaché militaire mis en cause ! En réalité, dans cette mystérieuse insomnie, ils craignaient la colère de l'empereur, qui allait se voir personnellement mis en cause. Ils y ont cru. De là le mot de M. Charles Dupuy, *Nous avons peut-être été victimes d'une mystification* qu'il a reconnu à la Cour de Cassation, mais *qu'il n'a pas expliqué*. De là le mot analogue de M. Hanotaux à M. Monod : *Cela n'a peut-être été qu'un vaste roman*. De là bien d'autres propos non moins authentiques et bien plus significatifs, dont je ne vous parle pas parce qu'ils n'ont pas été imprimés en des documents officiels.

Ils y ont cru, ils ont eu peur. Mais le général Mercier, en présence de cette aventure inouïe d'un service impérial de trahison installé dans ses bureaux, n'a pas hésité à marcher. Il y a peut-être, dans son cas, du courage patriotique.

Cependant Esterhazy a gardé un fac-similé de ce document, et c'est là la *garde IMPÉRIALE* (je souligne à dessein le mot). C'est là encore la *pièce libératrice* qu'il a apportée au ministère de la guerre après la dénonciation de M. Mathieu Dreyfus. On a prétendu qu'il avait apporté la pièce *ce canaille de D.* Mais Jaurès lui-même n'a pu *expliquer* comment cette pièce, jusqu'ici enfermée dans les tiroirs du ministère, pouvait être *libératrice*.

Ce faux apporté par Esterhazy intimide le général Billot et M. Méline. — Si l'on a, un instant, et à la légère,

gravement soupçonné le général de Boisdeffre, c'est à cause de ce mot de M. Méline : *Pour faire la revision, il faudrait mettre en cause un trop haut personnage.* Vous voyez maintenant que ce mot s'applique bien plus aisément à l'empereur. — M. Rambaud a également déclaré à des amis que de la mise en lumière de tous les documents sortirait la guerre !

Je pourrais continuer ainsi longtemps, mais je préfère vous laisser continuer tout seul. Ce qui précède suffit à vous montrer combien de faits, jusqu'ici non expliqués, sont expliqués par cette hypothèse nécessaire.

Reste la question : Comment ce faux a-t-il été introduit en 94. Cette question du *scénario* inventé par les faussaires est d'ailleurs sans importance et il est évident que sur ce point nous en sommes réduits à la pure imagination. On peut imaginer ceci : Le bordereau sur papier pelure arrive au ministère. Il y a là un fait indéniable car il y a eu réellement trahison. On cherche dans les divers bureaux, l'écriture fait soupçonner Dreyfus. Mais Henry tremble de peur pour Esterhazy. Il lui faut fortifier ces soupçons. Il fabrique alors un bordereau sur papier fort, avec annotation de l'empereur désignant Dreyfus. Il fait croire qu'il a été également saisi à l'ambassade et que le précédent avait été décalqué par un agent. C'est le papier pelure qui lui suggère cette idée. De la sorte, il pourrait au besoin couvrir Esterhazy, et expliquer l'identité de son écriture avec celle du décalque. Il me semble que, dans le temps, M. Millevoye a conté quelque chose d'approchant; du reste Esterhazy a prétendu et prétend qu'il a décalqué le bordereau pour le service du quatrième bureau, et

que, de la sorte, le bordereau sur papier pelure est bien de sa main.

Le faux Guillaume est donc probablement le ressort de l'affaire et peut-être qu'en appuyant fortement dessus on ferait plus facilement jaillir la vérité. D'autant, remarquez-le, qu'il tend à prouver une certaine bonne foi, de la part de gens que nous avons crus seulement criminels.

Il n'est pas possible que ce faux ait produit tant de ravages, sans laisser de nombreuses traces même dans les cartons du ministère. Si le ministère, refusant de laisser bafouer la cour suprême par un tribunal négligeable, avait voulu relancer l'affaire, c'est de ce côté qu'il aurait probablement pu trouver des faits nouveaux. Sans procès humiliants et affligeants pour tout le monde, sans envoyer personne au bagne, il aurait probablement pu faire la lumière, qui est le seul bien que nous désirions. N'y a-t-il pas là de quoi déplorer davantage le malheur irréparable de cette amnistie qui livre la grande masse de nos concitoyens au développement des passions réactionnaires et dont on peut se demander si elle n'aura pas pour l'éducation de la jeune génération bourgeoise d'aussi funestes effets que la loi Falloux elle-même.

Bien à vous.

Pierre Félix

COURRIER DE CHINE

Quand notre ami Lionel Landry partit volontaire pour tenir dans le corps expéditionnaire un emploi de non belligérant, il vint rapidement nous dire adieu. On pouvait croire alors que l'expédition ne serait pas ce qu'elle est devenue.

— Je vous nomme, lui dis-je, inspecteur général des hommes et des événements pour les cahiers.

— J'accepte, Loti fera la littérature et je ferai ce que je pourrai d'histoire.

Nous publions aujourd'hui les deux premiers courriers :

Mon cher Péguy

Voici des notes, faites-en ce que vous voudrez. Elles sont exactes autant que je l'ai pu. J'ai supprimé les accusations personnelles que nous ne pouvons peut-être pas nous permettre. On comprendra, et d'autres diront.

Renouvelez mon abonnement pour mon frère. Faites-moi crédit, car je ne me suis pas encore enrichi. Annoncez partout que, pour éviter toute confusion, et vu l'absence de boutique où l'on puisse acheter à peu près honnêtement, je ne rapporterai rien de Chine.

Je tâcherai de vous écrire à chaque courrier.

Lionel Landry

Tien-Tsin, 13 novembre 1900

Mon cher Péguy

Ramené à Tien-Tsin par l'hivernage, je puis enfin vous envoyer ces notes depuis longtemps promises.

Non précisément les renseignements annoncés quant aux transports des troupes : il y a là bien moins à dire que je ne croyais et c'est un sujet qui peut attendre. J'ai vu, dès mon arrivée, des choses plus intéressantes à noter, plus tristes aussi ; des choses qui ont fait dire à de vieux coloniaux que, jusqu'à présent, ils n'avaient rien vu.

J'ai traversé deux fois le pays de Tien-Tsin à Pékin. Il est désert et dévasté. Sur une étendue de peut-être dix mille kilomètres carrés, tous les habitants ont fui, les villages sont à demi détruits.

Tong-Kou, port de Tien-Tsin, en face de Ta-Kou, est en ruine. Il n'y reste que les Européens et leurs coolies.

De Tong-Kou à Tien-Tsin, le pays est désert.

La moitié de la ville chinoise de Tien-Tsin est ruinée. Il y a moins lieu de s'en étonner, car là se sont livrés les combats les plus sérieux de la guerre. Dans la concession française, une maison sur deux ont été détruites par les Chinois. Beaucoup ont été pillées par les troupes auxquelles d'habiles Européens ont racheté de quoi monter leurs magasins. Les autres concessions ont été épargnées.

Les ruines s'entassent dans les faubourgs de Tien-Tsin, où le colonel de Pélacot livra les engagements sévères des 11 et 12 juillet.

Yang-Tsoun, qui avait entre 40 et 60.000 habitants, est peuplée maintenant de 3 ou 4.000 Chinois faméliques et pillards. Les maisons n'ont plus ni portes ni fenêtres.

Des deux côtés de la route, sur les deux bords du fleuve, les maisons, les fermes, les villages sont pillés et abandonnés — excepté quelques vieillards qui n'ont pu fuir et meurent sur place.

Toung-Tchéou, ville considérable, centre de l'industrie des porcelaines, à qui l'on donnait 2 ou 300.000 habitants, en abrite peut-être maintenant 10.000. C'est, au dire de tous, la vue la plus tragique qu'on puisse rencontrer en Chine et, au dire de quelques officiers revenus du Soudan ou du Tonkin, cela dépasse les horreurs ordinaires des guerres coloniales.

Cette ville malheureuse a accueilli amicalement les troupes alliées ; elles l'ont laissée intacte en partant pour Pékin. Les détachements suivants, les traînards, les malandrins et tard-venus de toutes les nations l'ont ensuite massacrée et pillée jusqu'à l'anéantissement. On a là, sans conteste, tué des femmes et des enfants — autre part aussi probablement. Les Russes ont brûlé et saccagé d'immenses

magasins de thé et de porcelaine. La ville est déserte, mais les chiens sont revenus aux foyers qu'ils gardaient, et maintenant y meurent de faim, résignés.

Pékin est à demi-désert : on n'y fait plus commerce que d'objets pillés ou volés.

Les étrangers ont fait autant et pis que nous. Voici l'historique sommaire des dévastations commises par les Français :

Le 16e d'infanterie de marine, venu du Tonkin, exaspéré par les pertes subies à Tien-Tsin, par le spectacle des massacres et des pillages chinois, ne fut pas retenu par ses officiers, et la soif de pillage se communiqua aux corps qui suivirent.

Il ne se rencontra pas dans le haut commandement, lorsqu'il fut assumé par le général Frey, cette prédication d'exemple qui est nécessaire aux chefs pour maintenir leurs subordonnés dans le devoir.

Après Tien-Tsin on ne se battit plus; une armée de pillards ne peut plus se battre. Ce sont les soldats de Dupont entre Cordoue et Baylen. Il n'y eut pas de résistance sur la route; Pékin, défendu, eût été imprenable.

Le pillage de Pékin fut complet et l'exemple vint de haut. Ce ne sont pas des accusations que j'apporte ici : car je n'ai pas de preuve absolue, mais

des faits vrais dans leur ensemble, vérifiés généralement par moi quant à leurs résultats, et qui caractérisent l'œuvre que l'on accomplit ici.

Le palais impérial a été complètement vidé; cependant on y a vu quelques tasses la semaine dernière; elles n'y resteront pas.

Beaucoup de visiteurs militaires et civils se ceignaient d'étuis de jumelles ou d'appareils photographiques qui peu à peu se remplissaient de bibelots.

Il semble que M. Pichon ait reconstitué et au delà le mobilier détruit dans la légation française pendant qu'il était en sûreté à la légation anglaise. On prétend que madame Pichon y fit ajouter des meubles affectés à des casernements et à des ambulances.

M. Favier était resté à son poste au Peh-Tang. Il eut le tort, sinon de faire arroser de pétrole et incendier en partie le palais du prince Li, ce dont on l'accuse, du moins d'acheter aux pillards, contre chèques payables en France, les objets les plus précieux, qu'il a mis en vente, assez cher d'ailleurs, car il est connaisseur. Il pourra s'expliquer là-dessus à Rome, où l'on dit qu'il va.

Les religieuses se firent donner des corvées d'infirmiers, qu'elles menaient aux bons endroits; elles ont retrouvé sous les ruines des objets de haute

valeur, fourrures, meubles, etc. D'ailleurs elles n'en tiennent pas boutique et en font bénéficier libéralement les malades ; inutile de dire que les infirmiers ne se sont pas oubliés.

On discute sur le nombre de caisses emportées par un officier très haut placé. Les uns disent deux cents, d'autres deux mille. Un officier a vu la caisse série H, numéro 47 ; le nombre est sûrement considérable. Les numéros de la collection qui se trouvaient en double ont été expédiés, au ministère de la marine, au musée du Louvre, au président de la République. Cette dernière caisse a fait beaucoup de bruit sur la route, à cause des soins particuliers dont elle était entourée. J'ignore si le destinataire lui a fait l'accueil qu'elle mérite. Une autre caisse, baptisée porcelaine, et plus discrètement transportée, contenait, dit-on, des lingots d'or. Je ne veux pas, je le répète, formuler ici des accusations, mais constater un état d'esprit et des tendances. Un médecin de la marine, plus habile, expédie des caisses une à une par divers convois. Au départ, il s'en ira, tel Hippocrates, avec les cantines réglementaires. Il y a enfin des histoires étranges et louches de parts de prise : j'ai vu, cela est certain, des officiers protester hautement contre la destinée parce que leur part n'était que de 1.500 francs.

La férocité a égalé l'avidité.

Au début le massacre était général; on tuait les Chinois pour le plaisir, ou bien parce qu'on ne voyait pas leurs mains. Plus tard, on ne tirait plus que sur ceux qui n'avaient pas le drapeau d'une des puissances.

Actuellement on brûle les villages; des missionnaires, notamment le père D., à Toung-Tchéou, guident les colonnes, indiquent les endroits à piller, les maisons à brûler, les gens à fusiller. On arme sur certains points les catholiques indigènes qui vont piller leurs compatriotes. Ceux-ci d'ailleurs ne les avaient pas épargnés.

Les sous-officiers à qui l'on confie des postes en profitent pour aller piller à la tête de quelques brigands en uniforme. Quand on les reçoit mal, ils font brûler le village.

Les soldats d'infanterie de marine, et les autres qui les envient et les imitent, frappent les Chinois avec une brutalité inouïe. Un soldat martelait la figure d'un Chinois à coups de botte et lui crevait un œil, parce que le Chinois lui avait mal coupé les cheveux. L'officier qui a vu le fait a d'ailleurs fait saisir cette brute et aura soin de son avenir. Des soldats volent les guenilles des coolies pour les revendre à d'autres coolies.

J'ai entendu un médecin de la marine dire à des soldats qui embarquaient sur des jonques : « Ne

prenez pas de bois, vous prendrez celui des coolies; ce n'est pas la peine d'installer un fourneau; vous prendrez le fourneau des Chinois, ces gens-là n'ont pas besoin de manger. »

D'une façon générale les officiers sont indignés et navrés par l'excès même et l'inutilité de ces dévastations. J'ai vu, je le répète, de vieux coloniaux, revenus du Soudan et de Madagascar. C'est la mission Voulet-Chanoine sur dix mille kilomètres carrés, avec un million de victimes. Des officiers énergiques essaient de rétablir l'ordre; il y a des éléments déplorables; la moitié de l'infanterie de marine, tous les réservistes, venus pour piller des palais d'été. Les brigands du 16e d'infanterie de marine descendent de Pékin chargés de butin qu'ils vont offrir de porte en porte. On en vient à rêver de conseils de guerre.

L'indignation générale de tout ce qui réfléchit, la direction honnête du général Voyron ont maintenant à peu près arrêté le pillage. Mais le mal est irréparable.

Les Russes ont partout donné l'exemple du pillage et du massacre. Ce sont eux surtout qui ont détruit Toung-Tchéou. Leur brutalité, leur duplicité politique excitent le dégoût général; on est bien aise de les voir partir en Mandchourie.

Des gens bien informés m'ont dit que les articles

publiés par *la Dépêche* de Toulouse sur l'attitude de la Russie étaient l'exacte vérité. Je n'ai pu encore les lire ; ils annonçaient ce que nous voyons ici.

Il y a beaucoup à dire sur ce que nous voyons ici. Je vais tâcher de vous écrire à chaque courrier.

D'une façon générale le rôle des Anglais a été effacé et même ridicule depuis le début. Ils se donnent l'air d'avoir tout fait; que vos lecteurs rectifient d'eux-mêmes les exploits anglais accomplis par les journaux.

Amitiés à nos camarades et à vous.

Lionel Landry

Tien-Tsin, 27 novembre 1900

Mon cher Péguy

Je reviens un peu sur le sujet dont je vous ai parlé la dernière fois.

Depuis l'arrivée du général Voyron, de grands progrès ont été faits. Dans les colonnes du lieutenant-colonel Drude, du lieutenant-colonel Chirlonchon, du général Bailloud, il n'y a pas eu de pillage, excepté des villages qui avaient résisté. Le général Bailloud a su faire complètement respecter, du moins des témoins sérieux et honnêtes me l'ont

dit, la partie de la ville occupée par les troupes françaises. Il a refusé un présent assez considérable que lui apportaient de notables Chinois, et il a demandé des peaux de moutons pour ses troupes, qui ne seront sans doute pas inutiles.

Mais les désordres reprennent dès que les soldats ne sont plus sous l'œil de leurs chefs.

Pour les uns, c'est un pli qui est pris. Pour les autres, c'est un effet des histoires de brigands avec lesquelles on leur a monté la tête, et des récits merveilleux qui circulent sur les richesses du pays.

Nos troupes sont celles qui pillent le moins et qui sont moins féroces.

On dit que les Japonais ont pillé, au profit de l'État, et pour se couvrir des frais de la guerre, environ cent dix millions. Naturellement, le fait étant certain, le chiffre n'est connu que par on dit.

Les Russes ont pillé et massacré sauvagement. J'ai déjà dit le dégoût général qu'ils inspiraient.

J'ai interviewé un officier qui m'a donné des impressions. Je les donne d'une façon générale, en reliant ensemble des aperçus, des phrases, qu'il m'a dites en divers entretiens, après son retour de Pékin :

« Je suis dégoûté d'être venu ici, car j'ai vu des choses écœurantes. Je serais désolé de n'être

pas venu, car l'impression que j'ai eue est inoubliable. »

« A Madagascar, j'avais vu des canailleries. J'ai eu l'humiliation de m'entendre traduire par un interprète que les Malgaches n'avaient plus confiance dans la bonne foi des Français. Je n'ai vu nulle part une telle dévastation. La colonne Gérard a été un fait isolé. Le général Galliéni avait interdit de brûler les villages sans nécessité absolue : encore, dans ce cas, devait-on reconstruire immédiatement un marché et une école.

« Ici, ce sont ces cochons de Russes qui ont donné l'exemple, et les autres les ont suivis. Voilà des gens qui sont, paraît-il, pieux ; cela ne les a pas empêchés de piller ces pauvres bonzeries, ces petites églises de villages, qui sont comme les nôtres, et d'éventrer des dieux de plâtre peint, de filasse et d'argile pour y chercher des trésors ! Ce spectacle me navrait ; en raisonnant on trouve que les Chinois en ont fait autant et ne sont pas intéressants : mais ce n'est pas une raison pour devenir des brutes comme eux. Ce qui me navre c'est la chute de la moralité chez tous ceux qui arrivent ici. »

« En fait, en exceptant quelques brigands dans l'infanterie de marine (et ils ont des officiers qui ont réfléchi, qui se rendent compte des choses et qui les

tiennent, par exemple le capitaine D**** à T*******), nos troupes sont encore celles qui ont le moins pillé. J'ai rencontré ces officiers allemands si chics qui redescendent de Pékin en étalant des fourrures *qui ne leur ont pas coûté cher*. En fait, tel lieutenant allemand a six mille francs d'économies ; nous n'en avons pas encore. »

« Le général Bailloud s'est honoré et nous a honorés à Pao-Ting-Fou. »

« Militairement parlant, les seules forces sérieuses ici sont les forces françaises, allemandes et japonaises. Les Américains sont une jolie bande d'aventuriers, fort beaux hommes et bien équipés. Les Indous sont de beaux brigands d'opéra. Les Russes sont ignobles. Ils n'ont rien fait pour nous, ont opposé des difficultés à tout ce que nous leur demandions, et ont cédé aux Allemands tout ce qui avait de la valeur. Ils ont l'avantage d'être un peu dans leur pays et d'avoir l'équipement et l'organisation qu'il faut, etc., etc. »

J'interromps ici mon interlocuteur. Je ne reviendrai plus, je pense, sur le chapitre du pillage. Vous avez eu l'impression première, qui était navrée et indignée ; j'ai vu depuis qu'il y avait amélioration,

et que l'excès même avait frappé les esprits moyens et avait amené une réaction salutaire.

D'ailleurs on parlera de tout cela en France, et il y aura des gens pour attacher des grelots. Vous avez ici des impressions sincères, aussi exactes que possible, et dépouillées d'esprit de parti.

Il y a beaucoup à dire sur la question des missionnaires. J'ai recueilli sur leur compte énormément d'impressions défavorables, mais je me dois à moi-même de les discuter et de les contrôler.

Ces notes ont été écrites en hâte et je n'ai pas le temps de les relire. Corrigez-les s'il y a lieu, vous savez que je vous laisse toute liberté.

Votre dévoué,

Lionel Landry

Irrévocablement le huitième cahier sera le Bacchus, drame en trois actes, dont notre ami Landry nous a remis la copie avant de partir en Chine.

Je me suis abonné avec empressement et je me permets de recommander que l'on s'abonne avec empressement à la Bibliothèque Socialiste récemment inaugurée par la Société Nouvelle de librairie et d'édition, 17, rue Cujas, Paris. On doit toujours s'abonner à tout, du moins autant qu'on le peut. On ne doit jamais boycotter personne. Jamais on ne doit boycotter un travail sérieux. Quand un article de revue ou de journal, quand un livre paraît mauvais, on doit écrire dans une revue, dans un journal ou dans un livre que cela paraît mauvais.

La Bibliothèque Socialiste, que nous annoncerons bientôt plus en détail, a déjà publié

de Maurice Lauzel : Manuel du Coopérateur socialiste;

Émile Vandervelde : le Collectivisme et l'évolution industrielle;

Hubert Bourgin : Proudhon.

Elle promet :

de Léon Blum : les Congrès ouvriers et socialistes français;

Lucien Herr : la Révolution sociale;

Charles Andler : traduction nouvelle du Manifeste communiste, préface et notes.

Lagardelle commence le lundi 28 janvier, à cinq heures et demie, au Collège libre des Sciences sociales, 28, rue Serpente, le cours qu'il avait dès longtemps promis d'y faire sur le mouvement ouvrier en France.

Le Gérant : CHARLES PÉGUY

Ce cahier a été composé par des ouvriers syndiqués

IMPRIMERIE DE SURESNES (G. RICHARD, administrateur), 9, rue du Pont.—3850

Nous prions ceux de nos abonnés qui nous envoient des documents et des renseignements de vouloir bien écrire très lisiblement et d'un seul côté de la page. Quand leurs études sont d'ensemble et un peu longues, ils peuvent les rédiger. Mais toutes les fois qu'ils nous envoient des renseignements pour ainsi dire instantanés, mieux vaut nous écrire privément et laisser au citoyen rédacteur le soin d'exercer son métier.

La rédaction et l'administration des cahiers sont installées 16, rue de la Sorbonne, au second.

M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, reçoit pour l'administration tous les jours de la semaine, le dimanche excepté, — le matin de dix à onze heures.

M. Charles Péguy, gérant des cahiers, reçoit pour la rédaction

le jeudi soir de deux heures à sept heures et de huit heures à dix heures.

Adresser à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, 16, rue de la Sorbonne, Paris, la correspondance d'administration : abonnements et réabonnements, rectifications et changements d'adresse, cahiers manquants, mandats, indication de nouveaux abonnés. N'oublier pas d'indiquer dans la correspondance le numéro de l'abonnement, comme il est inscrit sur l'étiquette, avant le nom.

Adresser à M. Charles Péguy, gérant des cahiers, 16, rue de la Sorbonne, Paris, la correspondance de rédaction et d'institution. Toute correspondance d'administration adressée à M. Péguy peut entraîner pour la réponse un retard considérable.

Nos collections de la première série sont toutes épuisées. Nous prions ceux de nos abonnés qui ont des exemplaires en double ou qui ne tiennent pas à garder leurs collections de vouloir bien nous les renvoyer.

Nous avons donné le bon à tirer après correction de ce cinquième cahier le lundi 28 janvier 1901.

S'ABONNER AUX

"Pages libres"

pour les recevoir le samedi
et les lire le dimanche

Demander un numéro spécimen à M. Charles Guieysse
46, boulevard Saint-Michel, Paris

AP
20
C15
sér.2
no 1-5

Cahiers de la quinzaine

CIRCULATE AS MONOGRAPH

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY